QUARANTIÈME ANNÉE - N° 11998 — JEUDI 25 AOUT 1983

Le gouvernement veut relancer la francophonie

LIRE PAGE 22



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte-d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 200 l. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 85 esc. ; Sénégal, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 130 nd.

Tarif des abonnements page 16

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

Le duel polonais

Le duel qui oppose la population et le pouvoir se poursuit en Pologne à l'approche du troisième anniversaire de ces accords de Gdansk, arrachés de longue lutte par Solidarité pour être bien vite dénoncés par le régime du général Jaruzelski. Et c'est, bien sûr, à Gdansk que se produisent les escarmouches les plus significatives, tant il est vrai qu'une certaine lassitude a succédé, dans le reste du pays, à l'exaltation qu'avait soulevée la dernière visite du pape.

Le pouvoir, certes, est inquiet, mais il mise sur l'usure du temps pour parvenir à ses fins. La reddition récente d'un dirigeant clandestin de Solidarité a dû le conforter dans son analyse de la situation : c'est par la force et la répression, non pas par la négociation souhaitée par M. Walesa, qu'on sortira de la crise. D'où la mise sous « haute surveillance » du 15 août au 15 septembre de toute la région du littoral de la Baltique et l'ordre donné aux tribunaux de simple police de juger tout manifestant selon la procédure expéditive du flagrant délit.

Pendant ce temps, les autorités continuent à attaquer avec virulence M. Lech Walesa, le « Yankee de Gdansk », qu'on traitait pourtant il y a peu de « simple personne privée ». Mais ce dernier, pour éviter trop de dégâts dans les rangs des sympathisants de Solidarité — arrestations mais aussi limogeagès, — a choisi la prudence. Pas d'appel à la grève générale donc, mais à de simples grèves perlées dont il sera très difficile d'évaluer le résultat tant le rythme du travail est déjà perturbé par le manque de matières premières. En fait, le vrai test de la popularité de Solidarité aura lieu le 31 août, lors des deux heures de boycottage des transports publics demandés par la direction clandestine de Solidarité.

L'offensive des autorités s'accompagne d'un très net regain de la lutte contre l'Eglise. Sans doute dépités de n'avoir pas obtenu la collaboration de la hiérarchie, irrités par le militantisme de toute une partie du clergé, les dirigeants de Varsovie paraissent vouloir s'engager dans une campagne franchement antireligieuse, puisqu'on est allé jusqu'à parler de la nécessité de « laïciser » la société. L'enthousiasme soulevé par la visite de Jean-Paul II, encore que prévisible, a, sans aucun doute, inquiété profondément l'appareil, tant une communauté de vue, à long terme est apparue nettement entre une immense partie de la population et le chef de l'Eglise de Rome.

Cette campagne contre l'Eglise va-t-elle se poursuivre, s'intensifier ? Jusqu'à présent, le primat de Pologne, Mgr Glemp, qui a toujours paru en retrait par rapport au pape comme par rapport à une importante partie de son clergé, est resté silencieux. Ce silence peut s'expliquer par sa récente hospitalisation, mais il ne pourra manifestement pas durer, et l'Eglise devra sans doute renouveler ses appels au dialogue et à la libération des prisonniers politiques qui n'ont pas bénéficié de l'amnistie.

L'impasse demeure donc totale. Sur le plan international aussi, où les autorités polonaises n'ont toujours pas obtenu la levée des sanctions économiques occidentales. Des affrontements à la fin de ce mois d'août ne leur faciliteraient sans doute pas la tâche.

(Lire nos informations page 22.)

La crise au Tchad

• *Paris multiplie les contacts avec ses alliés africains*

• *Un accrochage a opposé les rebelles aux forces gouvernementales*

De notre envoyé spécial.

A la demande du président de la République, M. Maurice Faure, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, va rencontrer à Addis-Abeba, M. Menguistu, chef de l'Etat éthiopien et président en exercice de l'O.U.A. Les Etats-Unis ont, d'autre part, décidé de rapatrier les deux avions-radar AWACS stationnés au Soudan.

Au Tchad, un accrochage entre les troupes de M. Hissène Habré et celles de M. Goukouni Oueddeï s'est produit mardi dans la région d'Oum-Chalouba. Selon les autorités tchadiennes, les forces libyennes auraient implanté une base avancée à 80 km au sud de Faya-Largeau.

N'Djamena. — Le président Hissène Habré semble avoir choisi le silence ces jours-ci afin de ne pas donner l'impression de chercher à gêner M. François Mitterrand, dont la prochaine intervention sur la question tchadienne suscite ici le plus vif intérêt. Personne n'ignore en effet qu'une partie subtile se joue en ce moment entre Paris et N'Djamena et qu'elle concerne deux points essentiels : d'abord la façon la plus efficace et la moins coûteuse, notamment en vies humaines, d'obtenir le repli des forces libyennes installées dans le nord tchadien ; ensuite les moyens de ramener durablement la stabilité au Tchad, de façon à décourager notamment les appétits territoriaux de son voisin septentrional.

M. Hissène Habré s'inquiète de voir la publicité accordée à l'intervention militaire française occulter ce qui demeure la dimension, essentielle à ses yeux, du conflit actuel, à savoir ce qu'il considère comme une guerre entre l'« *agressé tchadien* » et l'« *agresseur libyen* ». Tout en comprenant que la « mise en place » des bérets rouges et verts français fassent de bonnes manchettes, il souhaiterait — son entourage n'omet plus de le signaler — qu'on ne perde pas de vue que le conflit en cours est avant tout tchado-libyen.

C'est dans ce sens qu'il faut interpréter les derniers propos publics du président Hissène Habré tenus samedi dernier en présence de M. Mobutu (*le Monde* du 23 août). Tout en s'en félicitant, le chef de l'État tchadien avait jugé l'aide militaire française « *inappropriée* ». Mais, premièrement, cette réflexion est antérieure à l'arrivée à N'Djamena des Mirages et des Jaguar français ; ensuite, elle porte surtout sur la raison essentielle de l'opération « Manta » — instruction et appui logistique, — que les Tchadiens jugent « *restrictive* » en attendant d'en savoir davantage sur les intentions de M. Mitterrand.

De très bonne source tchadienne, on indique ici que les réserves émises, y compris par des officiels tchadiens, sur l'attitude de la France ne reflètent « *pas forcément* » les vues de M. Hissène Habré. Ainsi en serait-il des éditoriaux diffusés par la radio et d'autres organismes officiels exprimant l'inquiétude face à la menace d'une partition du pays, ou devant d'hypothétiques pressions françaises en faveur d'une solution fédérale, à laquelle seraient associés certains des actuels protégés tchadiens de Tripoli.

M. Hissène Habré, si l'on en croit les mêmes sources, aurait un point de vue plus en retrait, mais il n'en aurait pas moins décidé de laisser s'exprimer ceux de ses partisans qui sont plus méfiants à l'égard de Paris.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(Lire la suite page 3.)

Le socialisme n'est pas un taux de croissance mais une manière de vivre

nous déclare M. Maire, secrétaire général de la C.F.D.T.

• *EMPLOI : l'imagination est en panne*

• *PROTECTION SOCIALE : tous les Français devraient contribuer proportionnellement à leurs revenus*

— *Quelle est la première préoccupation de la C.F.D.T. pour cette rentrée 1983 ?*

— L'œil du syndicaliste ne saurait être constamment fixé sur les problèmes sociaux, il doit l'être aussi sur les problèmes de société. Cet été a été marqué par une dégradation du sens du vivre ensemble, une crispation, une montée des intolérances, de la violence, des déclarations parfois irresponsables sur les travailleurs immigrés. Cette dégradation exige une réponse politique et une réponse syndicale. Du point de vue politique, je tiens à dire que R. Badinter est l'honneur de la gauche ; il actualise le sens à donner aujourd'hui à la notion de gauche. Du côté syndical, la première responsabilité est de redonner confiance aux travailleurs dans la lutte contre le chômage et de montrer que la seule attitude civilisée envers les immigrés consiste à vivre ensemble en apprenant à mieux se comprendre, mieux se respecter, pour enrichir notre communauté pluriculturelle.

» Au-delà des statistiques, la remontée du chômage est inscrite dans les faits. C'est pourquoi, à nos yeux, priorité doit être donnée à la création d'emplois par la réduction du temps de travail et un nouveau dynamisme industriel.

» En ce qui concerne la réduction de la durée du temps de travail, les instruments existent comme les contrats de solidarité, encore trop peu utilisés. Il y a aussi l'obligation de négocier qui va s'appliquer à l'automne et doit donner lieu dans chaque entreprise à la recherche d'un accord sur le temps de travail. Nous entendons nous servir de ces leviers pour multiplier les initiatives.

— *Est-il possible de mobiliser les salariés sur l'emploi et le temps de travail alors que la défense du pouvoir d'achat apparaît comme leur première revendication ?*

— La revendication sur le pouvoir d'achat — une revendication de toujours, — s'exprime aujourd'hui le plus souvent de façon raisonnable : il s'agit d'obtenir son maintien. Cette demande est la nôtre. Lorsque nous disons que la priorité absolue doit être la création d'emplois, même si cela doit avoir des conséquences sur le pouvoir d'achat, nous sommes conscients de poser un problème. Mais quel est le rôle d'un responsable syndical ? Est-ce d'épouser les clivages de la segmentation sociale et de défendre un jour telle revendication, un autre jour telle autre totalement contradictoire ? Nous ne le pensons pas.

— *Est-ce à dire que progression du pouvoir d'achat et création d'emplois sont inconciliables ?*

— La principale condition pour créer des emplois, ce n'est pas de baisser les revenus mais de réorganiser le travail comme l'a montré la première étape de la réduction du temps de travail. Mais on ne saurait nier le fait que le niveau de la masse salariale pèse aussi. La C.F.D.T. tente de faire partager l'idée que le maintien du pouvoir d'achat doit s'entendre non comme le maintien de tous les pouvoirs d'achat individuels mais comme le maintien d'une masse salariale globale, qui puisse être répartie entre plus de travailleurs.

— *Vous étiez la seule organisation à défendre le principe d'une non-compensation salariale intégrale d'un baisse du temps de travail. Votre position n'a-t-elle pas évoluée sur ce point ?*

— Nous n'avons pas changé d'optique. Il y a un ou deux ans, le pouvoir d'achat progressait. Nous sommes maintenant dans une période où il y a probablement baisse de ce pouvoir d'achat. Dans ces conditions, il est normal que nous mettions davantage l'accent sur la réorganisation du travail que sur la compensation salariale. Il faut avancer en tenant compte des situations qui existent.

— *Le plan Delors peut-il réussir et à quelles conditions ?*

Je crois que le deuxième plan de rigueur est en train de réussir économiquement mais qu'il accumule les nuages sur le plan social notamment en matières d'emploi.

Propos recueillis par
MICHEL NOBLECOURT.

(Lire la suite page 18.)

Le SIDA est-il une maladie virale ?

Une équipe française a découvert un virus inconnu

Son rôle dans l'apparition du SIDA semble de plus en plus probable

S'il est devenu un phénomène de société, le SIDA (syndrome immuno-déficitaire acquis) demeure une énigme biologique et médicale. Deux ans après la découverte, dans les milieux homosexuels des grandes métropoles américaines, des premiers cas et en dépit de très nombreux travaux scientifiques, on se contente encore, faute de certitudes, d'hypothèses sur l'origine de cette maladie. Après les erreurs initiales, les chercheurs distinguent aujourd'hui, schématiquement, deux manières d'appréhender le phénomène.

D'un côté, les tenants d'une hypothèse « rassurante » : ils établissent un lien entre l'apparition du SIDA et un état pathologique préalable (l'effondrement des défenses immunitaires de l'organisme) (1). En d'autres termes le SIDA serait une maladie presque « banale », une épidémie circonscrite ne pouvant toucher que des sujets déjà « fragilisés ».

A l'opposé, on trouve les tenants de la thèse sur l'origine directement infectieuse, virale, de l'affection. Thèse *a priori* plus « inquiétante », dans la mesure où elle confère au SIDA un caractère contagieux. Ces deux hypothèses — qui ne sont pas totalement inconciliables — correspondent aux deux grands axes principaux des recherches actuelles menées d'un côté par des immunologistes, de l'autre par des spécialistes de virologie.

Côté « hypothèse infectieuse », on pense détenir de bonnes clés. Ainsi, en mai dernier, la revue scientifique américaine *Science* publiait une série d'articles qui apportaient des arguments de poids en faveur de l'origine virale du SIDA (*le Monde* du 5 mai). On touvait parmi les auteurs un groupe de scientifiques français dirigés par le professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur, Paris) (2). Un virus — ou un groupe de virus — apparaissait alors étroitement associé au SIDA. Le principal « candidat » semblait être un virus découvert en 1980 par le professeur Robert Gallo (Institut natinal du cancer américain), et dénommé, à cause de ses liens avec une forme de leucémie humaine, Human T Leukemia virus (H.T.L.V.). Les résultats obtenus depuis cette date en France permettent au professeur Montagnier et à ses collaborateurs d'affirmer qu'ils ont mis en évidence un virus inconnu jusqu'à présent.

JEAN-YVES NAU.

(Lire la suite page 8.)

(1) Lire sur ce thème l'article du docteur Escoffier-Lambiotte (*le Monde* du 20 juillet).

(2) L'équipe de l'Institut Pasteur travaille en collaboration étroite avec des cliniciens parmi lesquels MM. F. Vézinet-Brun et C. Rouzioux (hôpital Claude-Bernard) et W. Rozenbaum (hôpital la Pitié-Salpétrière).

Le Brésil asphyxié

Les conditions posées par les États créanciers risquent d'entraîner le pays dans une grave récession

Depuis plusieurs semaines, le Brésil est de nouveau incapable de faire face aux échéances de la dette formidable (près de 100 milliards de dollars) qu'il a accumulée auprès des gouvernements et des banques des pays industrialisés. En annonçant le lundi 22 août qu'il suspendait le paiement des intérêts dus à ses créanciers du Club de Paris, il n'a fait qu'entériner une telle situation.

Si les gouvernements et les banques intéressés ne viennent pas au secours, il est menacé d'une banqueroute qui mettrait en péril le système financier international, comme cela faillit être le cas il y a un an avec le Mexique. Aussi des négociations serrées ont-elles lieu depuis plusieurs mois entre les parties concernées. Elles déboucheront sans doute sur des sacrifices très lourds pour l'économie et la population brésiliennes, ouvrant ainsi la porte sur l'inconnu : une explosion sociale peut se produire ; la production risque de s'effondrer, ce qui causerait des pertes sévères aux pays aujourd'hui anxieux de recouvrer leurs créances. En outre, les responsables économiques de Brasilia sont si isolés dans leur pays que les décisions prises aujourd'hui peuvent être remises en cause demain.

Comment s'explique la dégringolade d'un pays réputé si riche, qui avait pris un départ foudroyant dans la course à la croissance (10 % par an entre 1965 et 1973) ? Il n'y a pas si longtemps, en effet, l'« eldorado » brésilien bénéficiait de toutes les faveurs des banquiers étrangers, qui misaient sur ses ressources minérales, son potentiel hydro-électrique, son « manque à exploiter) agricole, ainsi que sur sa capacitûé de travail et l'appétit de consommation de ses classes moyennes. La France, elle-même, avait tenté de rattraper un retard de dizaines d'années, en s'associant à certains des projets pharaoniques lancés par un régime aveugle ou euphorique, qui dédaignait les avertissements de l'opposition et croyait pouvoir payer indéfiniment ses dettes par d'autres dettes. A certains égards, les riques — calculés ou non — pris par les financiers internationaux expliquent aussi, en partie, la crise d'aujourd'hui.

CHARLES VANHECKE.

(Lire la suite page 5.)

Le Monde

idées

Le silence des intellectuels de gauche

Nous mettons fin aujourd'hui à la publication des réponses que nous avons reçues à notre enquête sur « le silence des intellectuels de gauche ». Nous dresserons prochainement un bilan de cette enquête. Nous ferons éventuellement paraître, au fil des semaines, d'autres textes et d'autres lettres sur le même sujet. Nous remercions tous ceux qui nous ont écrit et prions ceux dont les contributions n'auront pas été publiées de ne pas nous en tenir rigueur.

Généalogie d'une rupture

Par
JEAN-MARIE BENOIST (*)

LA procession un peu terne de ceux qui viennent nous déclarer aujourd'hui en confidence que la gauche française n'a plus rien à dire et que ses intellectuels attitrés l'ont désertée laisse quelque peu indifférents ceux qui, depuis longtemps, qu'ils soient originaires de la droite ou de la gauche, se battent pour la liberté, non seulement en France mais dans le monde. Comme l'affirme avec profondeur Annie Kriegel, la vraie question, c'est celle du changement de « paradigme », au sens de la révolution scientifique analysée par Thomas Kuhn : les cadres de référence, les occasions de témoignage, le terrain des problématiques, des valeurs et des formes d'engagement, tout cela a radicalement changé, et les clercs et intellectuels engagés dans la lutte pour les droits de l'homme, dans la solidarité avec Sakharov ou Walesa, aux avant-postes d'une résistance idéologique internationale contre la menace totalitaire, se soucient assez peu de savoir s'ils sont ou non les courroies de transmission de François Mitterrand à l'heure où quatre ministres communistes siègent au gouvernement de la France.

Ce changement de paradigme, qui a amené les intellectuels créateurs dignes de ce nom à déserter peu à peu la politique de gauche ainsi que la théorie marxiste qui lui servait de sous-bassement, s'est déroulé sur trois décennies depuis la fin de la guerre

Première étape, première faille dans le mur de l'engagement intellectuel en faveur de la révolution de gauche : la rupture au sein de la rédaction des *Temps modernes.* A l'issue de la guerre, ayant dénoncé d'eux-mêmes ou attendu que leur parti dénonçât le pacte Ribbentrop-Staline, les communistes portent l'auréole chèrement gagnée de parti des fusillés. S'engager à leurs côtés pour un intellectuel bourgeois ou petit-bourgeois ne pose pas un problème majeur : Sartre traite de la question dans *les Mains sales.* Et Merleau-Ponty la résout en prenant sa carte du P.C.

Mais voici qu'arrive l'affaire *Kravtchenko et la révélation de la* réalité des camps de concentration soviétiques. Ni Camus, ni Merleau-Ponty ne souhaitent avoir les mains sales au point de se rendre complices d'un régime dont les agissements sont semblables à ceux du nazisme que l'on a combattu. Sartre, lui, s'enferre, et, après avoir proclamé que *« le marxisme est la pensée incontournable de notre époque »*, il affecte d'ignorer la vérité du stalinisme tyrannique *« pour ne pas désespérer Billancourt »*. Merleau-Ponty et Camus, hommes de liberté et d'éthique, quittent la rédaction des *Temps modernes* : ce sera *l'Homme révolté* de Camus, ce seront, plus tard, *les Aventures de la dialectique* de Merleau-Ponty.

Seconde étape, seconde secousse. Celle-ci se passe dans le champ de la théorie. Après un règne sans partage des dogmes de la « lutte des classes », de la « plus-value » en économie, des « masses-agents-de-l'histoire », de la « révolution mondiale », sur l'esprit des intellectuels communistes et de toute la gauche, depuis les compagnons de route du P.C. jusqu'aux chrétiens progressistes, voici qu'éclate dans un ciel serein du milieu des années 60 ce que j'ai nommé ailleurs *la Révolution structurale* (1). Pour mesurer l'impact de la fracture sur le plan de la théorie, il convient de se rappeler comment les recherches anthropologiques d'un Lévi-Strauss ôtaient à la dialectique toute prétention de pouvoir se répandre dans toutes les cultures du monde, et du tiers-monde en particulier. Combien l'analyse des codes symboliques si divers et si riches de ces sociétés lointaines de l'« autre » monde interdisaient l'unification à bon compte de leurs cultures par une histoire révolutionnaire de type finaliste. Comment l'épistémologie du discontinu proclamée par Bachelard et enrichie par Foucault feuilletait l'histoire au point de ruiner le dogme de la détermination des superstructures par les infrastructures. Comment la théorie lacanienne de l'inconscient et du sujet fracturé interdisait toute la religiosité d'un prolétariat sauveur de l'histoire, etc.

Mai 1968

Troisième lézarde, qui s'est agrandie en abîme : Mai 1968. Ce que des esprits grincheux à droite comme à gauche n'ont pas voulu voir, c'est que 1968 s'est fait autant contre l'*establishment* de l'Eglise socialo-communiste que contre le général de Gaulle. Et, à côté des « anarchistes allemands », Till Uylenspiegel de la révolte qui avaient improvisé Daniel Cohn-Bendit comme leur héros, le rôle des maoïstes a été déterminant, pour concasser l'empire intellectuel et politique du P.C. et démasquer sa collusion avec Moscou et sa langue de bois. Qu'importe qu'eux-mêmes, parfois, manifestassent cette liberté nouvelle dans le langage ventriloque d'un certain marxisme : c'est sur un mode dérisoire déjà qu'ils le lançaient à la face des hiérarques socialistes et communistes, et il n'est pas étonnant aujourd'hui de retrouver ces anciens maoïstes de mai 1968, tels les Broyelle et Glucksmann ou Sollers aux côtés de la résistance antitotalitaire dans le monde, et, en France, aux côtés des acquis de la démocratie libérale.

Il fallait cependant, à cette longue marche vers la lumière, un catalyseur étranger ; et c'est Soljenitsyne ainsi que la cohorte des dissidents, emmenés par Vladimir Boukovski, qui le fournirent, achevant de révéler aux intellectuels, de droite ou de gauche, la vraie nature du totalitarisme ; achevant aussi de ruiner la culpabilité que les analyses marxistes-léninistes du P.C., intériorisées par un lavage de cerveau chez les intellectuels de gauche, avaient fait peser sur des notions aussi simples et évidentes que l'État de droit, le pluralisme, la démocratie libérale et le droit au contradictoire. Grâce au témoignage des dissidents, la vieille rengaine marxiste qui traitait avec mépris nos libertés « formelles », la séparation des pouvoirs ou l'existence de contrepouvoirs dans nos sociétés, cette honteuse calomnie de la démocratie et de la liberté garantie par les lois démocratiques a cessé. Et l'on a connu ce moment de liberté intellectuelle où, dans leur lutte en faveur des droits de l'homme, des intellectuels de droite ou de gauche se sont trouvés unis pour célébrer et même aimer les institutions démocratiques de leur pays.

Dès lors, l'alliance socialo-communiste, l'entrée subséquente des communistes staliniens au gouvernement, sont apparues pour ce qu'elles étaient : des péripéties archaïques, des signes de retardement et même de régression par rapport aux exigences d'aujourd'hui en matière nationale et internationale. On ne peut donc pas dire que ce sont les intellectuels qui ont déserté la gauche ; ce sont les hommes de gauche institutionnels qui se sont aliéné ceux qui veulent vivre et penser librement.

Une exigence de liberté est à l'œuvre, doublée d'une exigence de vérité. Le temps presse, et les intellectuels qui furent précurseurs dans le soupçon qu'ils adressèrent au marxisme-léninisme, malgré le barrage opéré par Sartre et consorts, sont aussi précurseurs dans l'énonciation affirmative des valeurs qu'ils voudraient voir davantage à l'honneur dans la cité démocratique : les droits de la personne singulière, le recul de l'étatisme et du dirigisme, la Constitution libérale, la réhabilitation de l'échange et du pluralisme, la tolérance en faveur de tous les systèmes d'enseignement et en faveur de la presse, toutes valeurs qui sont aujourd'hui à l'honneur dans les démocraties et qui seront demain à la tête du combat contre la menace totalitaire. Voilà, Max Gallo, pourquoi votre fille, la Gauche, est aujourd'hui muette.

(*) Sous-directeur au Collège de France.

(1) Jean-Marie Benoist, *la Révolution structurale*, Grasset 1975, 2e éd. Denoël, 1980, collection « Médiations ».

La panne ?

par GEORGES BALANDIER (*)

LE débat est mal engagé, l'ambiguïté y trouve son compte. Notamment celle qui permet le jeu des répartitions : de la pensée nouvelle à droite, du silence nouveau à gauche. Comme si le changement politique avait provoqué la permutation des producteurs d'idées et de formes, comme si la pensée des uns trouvait sa force dans l'opposition et celle des autres sa faiblesse par mise en sommeil à l'ombre de l'Etat socialiste. En bref, c'est beaucoup de bruit, de jubilation, pour ceux profitant de l'aubaine, d'embarras pour ceux convoqués au devoir de parole, à propos d'un prétendu silence.

Et si tout cela n'était que l'effet d'une erreur de perception ? Non pas un manque, un défaut de l'intérêt ou de l'engagement, mais la marque d'une grande transition révélée par la remise en mouvement de la société française. Un passage qui ne serait pas générateur de pannes de la création, mais d'incitations à gérer autrement le temps de la réflexion, à préparer une production intellectuelle — et culturelle, au sens large — moins répétitive, moins soumise au jeu des modes et des « coups », plus audacieuse dans la recherche de l'inédit.

Il semble que nous commencions à mieux prendre conscience du fait que la société française, comme toutes celles du front de la modernité, est engagée dans un véritable changement d'ère. Après l'ère industrielle, dominée par la production matérielle et les instruments qui la servent, l'ère qu'il faut dire culturelle, où la production « abstraite » et l'innovation dans le quotidien prévalent sur les autres formes productives. L'obligation d'interprétation renouvelée est indissociable d'une politique de maîtrise du changement.

Les intellectuels qui ne sont pas les transmetteurs des certitudes déjà faites sont engagés dans ce travail *de recherche. Ils le conduisent à partir* de l'expérience acquise au cours des deux ou trois dernières décennies. Et dont ils ne peuvent pas ne pas tenir compte, malgré le poids de ce qui est à prendre en charge, malgré le lent et sournois désenchantement qui a établi l'usage de *tout* évaluer en termes de dégradation, de perte, de crise. Ce qui s'impose au premier rang, c'est le bouleversement continu des paysages sociaux et culturels, la complexité croissante du réel et, en conséquence, l'impossibilité d'épuiser son interprétation par simplification théorique ou idéologique. Dans l'exercice de sa fonction de décrypteur, l'intellectuel doit maintenant opérer dans sa propre société à la façon de l'ethnologue au sein des sociétés méconnues : donner sens à ses mutations, à ce qu'elle porte en elle d'inédit, à ce qui la rend « déroutante ».

Dans l'immédiat, ce qui importe, c'est la reconnaissance des conditions propices au changement de régime intellectuel. Prendre en charge la modernité, sans céder à la fascination des « néo » qui n'ont que l'éclat du factice et de l'éphémère, sans subir la tentation des retours nostalgiques qui n'effectuent pas la bonne ré-appropriation du passé, sans se soumettre à l'attrait des nouveaux messianismes électroniciens. Prendre en considération la diversité des sociétés et des cultures, leur mise en relation et en solidarité, en réduisant ce qui contribue à subordonner ou à effacer leurs différences. Se donner les moyens d'une connaissance des recherches, des créations et innovations, des expérimentations qui sont conduites en de multiples lieux de la société, qui révèlent celle-ci dans sa vie même, dans ses mouvements en profondeur. Se donner l'obligation de traiter (et non d'éluder) les contradictions, les incertitudes, les « ignorances » dont toutes les sociétés de ce temps sont porteuses.

Il est, enfin, des conditions relevant de l'évidence. L'issue de ce travail dépend d'une revalorisation de la recherche (sous toutes ses formes) et de la culture (dans toutes ses expressions), d'une défense de la liberté et de l'initiative créatrice contre toutes les formes de conditionnement, d'un ravivement de l'éthique collective. Oui, c'est bien cela qui importe et à quoi tout se mesure.

(*) Professeur de sociologie à l'université de Paris-V.

Eh bien, faites votre liste

par YVES NAVARRE (*)

JE réponds à votre invitation bien que vous la formuliez ainsi, d'entrée de jeu, car ce n'est qu'un jeu, hélas, encore : *« Les grandes figures de la vie intellectuelle, que l'on avait coutume de voir au premier rang de la gauche... »* ; puis : *« Nous invitons ceux qui sont ainsi mis en cause à prendre part à cette controverse... »* ; et bien que je ne me considère ni comme une grande figure ni comme un acteur de premier rang (ou alors nous y sommes tous par citoyenneté). Ne feriez-vous appel qu'à des signatures épatantes ? N'est-ce qu'un jeu d'été pour remplir vos colonnes, et je reprends l'expression de Max Gallo : *« Le vide est fait pour être rempli » (!) ?*

D'abord, comptabilisez-moi, puisque vous faites des comptes, puisque vous voulez des noms, des listes. Je cite Philippe Boggio : *« A fouiller les archives du* Monde *de ce début de septennat, on ne relève guère que les noms du philosophe Jean-Pierre Faye, de l'avocat Jean-Denis Bredin et de l'écrivain porte-parole MaxGallo au titre des « tout à fait pour »*. Et de quatre : Navarre, Yves, écrivain. Et de tant, si vous me laissez la liberté de penser que je suis nombreux et que les intellectuels dont vous annoncez ou dénoncez le silence (quel silence ?) ne sont pas uniquement la poignée d'intellectuels de balcon, tenanciers de chapelles, ces sublimes et quelques rares égarés du marketing de la pensée, comme si la pensée relevait d'une économie de marché, qui se sont figurés au premier rang, sous le règne giscardien plus qu'ils n'y ont figuré, car ils ne représentaient qu'eux-mêmes, si peu produits de consommation ; des reproduits de consommation.

Vous voulez des noms, des chiffres, du premier rang ? C'est navrant. Et que veut dire *« tout à fait pour » ?* Votre expression est grave. L'avez-vous écrite et pensée ? Le détail est révélateur. Le totalitarisme ordinaire qu'il démasque est inquiétant. Je ne réponds que pour cela et j'espère que nous serons nombreux ; quatre, cinq, six, mille, tant. Vous avez une conception bien légiste et philosopharde de l'intellectuel qui ne serait qu'un commentateur disposant d'un balcon et d'un haut-parleur. Il y a également, à égalité, les hommes de sciences, les créateurs artistiques, toutes celles et tous ceux qui ont la responsabilité de lieux de recherches et de lieux de paroles et qui n'utilisent pas le silence dans le même emploi que vous.

Faut-il que les intellectuels s'enrôlent, s'encartent, figurent derrière une pancarte ? Alors, nous en sommes là, il faut noir sur blanc vous dire *« tout à fait pour » ?* Eh bien, soit, si c'est pour aller au-delà et vous inviter, à mon tour, à l'évidence. L'incondition ne veut pas dire la soumission mais l'émission. Emettre. Parler. Prendre la parole sans vouloir se l'approprier et s'approprier. L'actuel gouvernement tient ses promesses et en a sous-estimé le coût. Il a tenu ses promesses et il en tiendra d'autres encore. Et, vous pouvez vous moquer de ce paradoxe, la sous-estimation du coût éveille chez un *« tout à fait pour »* autant d'inquiétude que d'estime. Voici. *C'est dit. Dont acte. Au suivant.*

Quand vous écrivez *« silence »* j'ai l'impression de lire « nuit noire », la nuit noire des pages encrées sans plus aucun espoir. Quelle offense au silence, car il y a celui de l'ouvrage et de l'écoute, celui de l'effort et de la modestie. Celui du groupe des intellectuels dont la liste des *« tout à fait pour »* n'ajouterait pas à la sensation de votre vague artificielle. Et de quatre ? Je ne suis pas sans penser également, à égalité, et par honnêteté avec moi-même, que dans sa réponse à votre enquête silence-brouhaha, Max Gallo a eu un petit coup de chaleur, un petit *vertige du pouvoir. A-t-il parlé,* échangé des paroles, avec celles et ceux qui l'entourent à l'Élysée, ou y est-il entré seul, avec une idée de lui-même, pour nous livrer, dans le silence, tel que vous l'entendez, une subtile et indigeste dissertation ? Dites-lui de ma part, à l'encre bleue de ce texte, et à l'étal de ces lignes, le mot *« aujourd'hui »*. L'histoire n'est pas un théâtre mais un terrain. En vous répondant comme il l'a fait, il a joué votre jeu dangereux parce que totalitaire et ordinaire.

Les Gide, les Alain, les Malraux, les Langevin sont là, mais ils ne sont pas des reproductions et ils ne sont plus en représentation. Ils ont compris que ce que vous opposiez au silence, c'était le bruit. Le bruit pour le bruit. L'effet. Dites-lui également qu'un point d'exclamation ne fait pas l'exclamation. Voir point d'exclamation ci-dessus, placé après une citation. Dites-lui et dites-vous le sujet proposé au concours de l'agrégation de lettres, cette année, de Stendhal, extrait de la dédicace de *Lucien Leuwen : « Adieu, ami lecteur ; songez à ne pas passer votre vie à haïr et à avoir peur. »*

(*) Ecrivain.

LU

« Le Couloir de nuit », de Catherine Delauze

Le journal de bord d'un désastre

La colère de son amie Victoire, dans la cour de récréation, révèle à Isabelle sa singularité. *« Ton frère est anormal »,* hurle Victoire, avant de se mordre les lèvres devant sa gaffe. Trop tard. Quelque chose est cassé, définitivement ; entre Isabelle sept ans, et tous les autres. Sans doute aussi entre Isabelle et son frère, dont elle voit soudain la différence.

Ce frère, Jean-Jacques, d'un an son aîné, est dans la même classe qu'elle, puis stagne, redouble, avant de devoir quitter le circuit scolaire des élèves « normaux ». Isabelle ne peut retenir son ennui devant certaine de ses lenteurs, ses maladresses quand ils jouent à cache cache — *« Il y a toujours une épaule, ta tête ou un bout de vêtement qui dépasse. Ça, ce n'est pas normal »,* — sa manière de poser mille fois la même question ennuyeuse — *« A ton avis, Isabelle, qui est le plus fort ? Le tyrannosaure ou le diplodocus ? Le tricératops ou l'archéoptérix ? »*

Mais sa solidarité avec Jean-Jacques est totale, *première.* Elle veut être l'écran qui le protège du sourire des autres, des quolibets, des agressions. Elle veut être son rempart contre un père qui écrase, abîme, aggrave. Elle entre ainsi, adolescente, dans ce « couloir de nuit » où elle se blesse, se perd, à tenter d'accompagner Jean-Jacques.

Lui, après un va et vient, de maison en hôpital, d'anormalité en maladie, passe la majeure partie de son temps dans une institution en Suisse. Isabelle a vingt ans lorsque la maladie de son frère est, pour la première fois nommée : schizophrénie, un mot que son père refuse d'entendre. Elle entreprend des études de psychiatrie et essaie, malgré le passé et le présent de son frère, de trouver l'espace de sa propre vie. Sa profession lui permet désormais de consulter le dossier médical de Jean-Jacques, de voir « le couloir de nuit » côté clinique.

Jean-Jacques mourra brutalement — on ne sait pas bien comment — à trente-cinq ans. Son père ne lui survivra que quelques mois. Le dernier geste d'amour d'Isabelle pour son frère sera de tenter d'écrire sa vie, leur vie.

Le récit de Catherine Delauze est une sorte de journal de bord de ces deux vies, de ce désastre. Deux cents pages qui provoquent tant d'angoisse et de malaise qu'on voudrait pouvoir fermer le livre et ne rien savoir. Il faut pourtant lire ce texte-blessure que Catherine Delauze a sans doute écrit d'abord pour tenter de *sortir elle-même* du « couloir », mais aussi pour ses *« frères et sœurs de solitude »,* ceux qu'on refuse de regarder parce qu'ils sont « différents », « anormaux », ceux qu'on brise s'ils résistent à ce qui est nommé « guérison », ceux qu'on n'ose plus dire « fous » — comme on ne veut plus dire asile, — mais dont on veut tout ignorer, et, avant tout, la souffrance.

JOSYANE SAVIGNEAU.

★ Hachette 222 p. 68 F.

LETTRES AU Monde

La liberté, l'enracinement

Le silence des intellectuels de gauche s'explique aisément. Une philosophie de gauche ne peut être qu'une philosophie de la liberté sans limites. Or l'exercice du pouvoir rend nécessaire la mise en œuvre de contraintes. Le silence des intellectuels de droite, qui est aussi frappant, a d'autres origines. Donner la priorité à l'économique, c'est évacuer le débat philosophique. Celui-ci reprendra le jour où s'opposeront, à gauche, une philosophie de la liberté tous azimuts et, à droite, une philosophie de l'enracinement fondée sur l'idée que l'esprit vit des racines qu'il se donne. Ce débat a eu lieu naguère, *illustré par les noms de Gide* et de Barrès.

J. DE BOURBON BUSSET
de l'Académie française.

Tout est à repenser

Il me paraît navrant que, face aux déceptions, amères certes, consécutives aux illusions lyriques, socialistes et tiers-mondistes, ceux de nos intellectuels qui ont la faveur des médias n'aient trouvé à nous proposer que le retour à la reconnaissance du leadership de la patrie du capitalisme incarnée par un Reagan ! Il est frappant à cet égard d'observer qu'une bonne partie de notre intelligentsia de droite, de gauche, d'en haut, d'en bas, non seulement n'ait pas embrayé *sur,* mais se soit mobilisée *contre* le projet culturel de création d'un pôle alternatif au modèle nord-américain, proposé voici deux ans (qu'en reste-t-il au demeurant ?). On a tout fait pour le caricaturer et le déguiser en protectionnisme culturel, alors qu'il était, je pense, tout le contraire. La modernité dont on nous rebat les oreilles consisterait-elle à consentir de bonne grâce à ce que la culture dominante d'une partie des deux cent-trente millions d'Américains devienne le melting-pot obligé des cinq milliards d'habitants de cette planète ?

La résistance au totalitarisme d'origine marxiste est certes une tâche louable, et il est bon que la gauche en ait « arraché le monopole » à la droite, la dénonciation implacable de l'impérialisme soviétique itou (n'idéalisons pas pour autant la Pologne catholique et l'Afghanistan musulman !), mais il est d'autres périls sur Terre. En France, par exemple, on tue pratiquement (de près ou de loin, Gérard de Villiers ?) un Arabe par semaine : le moins que l'on puisse dire est que la mobilisation des défenseurs patentés des droits de l'homme reste bien en deçà du minimum vital... En même temps, on s'aperçoit que l'on avait enfermé, à gauche, la question de l'immigration dans le simplisme. Les intellectuels qui causent dans le poste n'auraient-ils pas des idées sur la façon d'échapper à l'alternative : l'angélisme ou le bulldozer, l'idéalisme ou le 22 long rifle ?

N'auraient-ils pas des idées sur la manière de créer des pôles culturels multiples dans le monde pour pallier l'uniformisation U.S. ?

Tous nos schémas s'étant effondrés, tout est à repenser. Passionnant, non ?

GUY HENNEBELLE
(journaliste.)

Hypocrisie

De retour de vacances, on ne découvre pas sans stupéfaction que le débat sur le « silence des intellectuels de gauche » continue d'occuper les colonnes du *Monde,* comme au jour du départ vers d'autres horizons. Ce qui donne une étouffante impression de temps immobile.

D'autant plus que — l'a-t-on remarqué ? — la discussion est faussée dès l'origine. Le pouvoir actuel se plaint d'un silence qu'il a lui-même contribué à établir. Il y a là quelque hypocrisie. Nous sommes plusieurs, en effet, vivant de nos écrits, que l'on ne peut qualifier de droite, *qui,* loin de rester silencieux, avons résolument porté le débat sur la politique économique de la gauche. Or, dans les grands médias qu'il contrôle, le pouvoir s'est arrangé pour que ce débat n'ait strictement aucun écho, préférant laisser la parole aux critiques de la droite, qu'il jugeait sans doute moins dangereuses pour lui, n'étant pour l'heure guère crédibles. Surtout, il ne fallait pas que le bon peuple (de gauche) pût entrevoir la possibilité d'une autre politique (à gauche).

Si « on » nous demande de parler uniquement pour approuver *en fait,* alors qu'« on » ne s'étonne pas de notre mutisme désolé.

PHILIPPE SIMONNOT
(Auteur du Grand Bluff économique des socialistes).

Le Monde

étranger

LA CRISE AU TCHAD

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS DIX JOURS

Un accrochage a opposé des éléments des forces gouvernementales aux troupes rebelles dans la région d'Oum-Chalouba

Washington rapatrie ses deux avions-radars AWACS

Après la récente tournée d'explication et d'information effectuée par M. Guy Penne, conseiller de M. Mitterrand pour les affaires africaines, au Niger, au Tchad, en Centrafrique, au Ghana, au Gabon, au Togo, en Guinée, au Cameroun, au Sénégal, celle qu'effectue en ce moment M. Nucci, ministre délégué à la coopération, en Mauritanie, au Bénin, au Mali, M. Maurice Faure, président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblé nationale, se rend à son tour à Addis-Abeba. C'est en qualité d'émissaire personnel du président de la République que M. Maurice Faure s'entretiendra avec M. Menguistu, chef de l'Etat éthiopien et président en exercice de l'O.U.A., à qui il transmettra un message oral de M. Mitterrand.

La mission de M. Maurice Faure, précisait-on mardi soir à l'Elysée, consiste à exposer à M. Menguistu la situation actuelle au Tchad, la politique française face à ce conflit, et à examiner avec le président en exercice de l'O.U.A. les moyens de parvenir à une issue négociée du conflit. M. Maurice Faure sera de retour à Paris dès jeudi 25 août, et il rendra compte dans la journée à M. Mitterrand des résultats de sa mission, dont l'objet est aussi de s'informer sur les initiatives que compte prendre le président de l'Organisation de l'unité africaine.

A Washington, le département d'Etat a annoncé mardi que le gouvernement américain a décidé, *« après consultation avec les gouvernements concernés »* (dont la France), de rapatrier aux Etats-Unis les deux avions-radars AWACS envoyés au Soudan *« pour aider le gouvernement tchadien à faire face à l'agression libyenne »*. Le département d'Etat a précisé que, selon l'évaluation de la situation faite par les Etats-Unis, la présence des AWACS et de leur escorte (huit chasseurs F-15 Eagle et deux avions ravitailleurs KC-10) n'est plus nécessaire *« dans un avenir immédiat »*. Ceux-ci, précisait-on de même source, pourraient être envoyés très rapidement si nécessaire. Les Français, ajoutait-on, disposent aujourd'hui (sur le terrain) de ces équipements radars.

Une polémique franco-américaine s'était développée ces derniers jours sur le point de savoir si, notamment, les Américains avaient averti la France de l'envoi des AWACS. *Le Canard enchaîné*, daté mercredi 24 août, fait état, d'autre part, d'une visite que le général Vernon Walters, ancien directeur adjoint de la C.I.A., qui est l'émissaire du président Reagan pour les missions « délicates », a rendu, les 6 et 7 août à M. Mitterrand dans la résidence privée du chef de l'Etat à Latche (Landes). Cette information est confirmée à l'Elysée.

Le président américain, M. Ronald Reagan, à l'occasion d'un discours prononcé mardi à Seattle devant une association d'anciens combattants, l'American Legion, a dénoncé *« l'agression ouverte et extérieure dont est victime le Tchad »*. La Libye, a-t-il ajouté, dispose de près de 10 milliards de dollars d'équipement militaire soviétique qu'elle utilise *« dans une tentative évidente de détruire le gouvernement légitime »* du président Hissène Habré. Affirmant que les Etats-Unis *« n'ont aucune intention de devenir le gendarme du monde »*, M. Reagan a implicitement accusé l'Union soviétique d'être responsable de la tension en Afrique, et notamment au Tchad, et a affirmé que *« plus de quarante mille »* militaires soviétiques ou provenant de pays *« clients »* de l'U.R.S.S sont stationnés en Afrique.

Sur le plan militaire, un accrochage s'est produit mardi, en fin de journée, dans la région d'Oum-Chalouba (350 kilomètres au sud-est de Faya-Largeau) entre des éléments des forces gouvernementales tchadiennes et des éléments des troupes de M. Goukouni Oueddeï. Cet engagement, qualifié à N'Djamena (de source occidentale) de *« peu important »*, ne peut être interprété comme le début d'une reprise des hostilités sur le front est. *« Il peut s'agir d'une rencontre entre deux patrouilles adverses »*, précise-t-on de même source. Cet accrochage se serait produit à une centaine de kilomètres au nord-ouest d'Arada, qui est la ville la plus proche des troupes libyennes, où sont stationnés des militaires français.

A N'Djamena, le ministre tchadien de l'information, M. Soumaila Mahamat, a affirmé mardi que les troupes libyennes ont installé une base avancée à 80 km au sud de Faya-Largeau, sur l'axe reliant cette ville à Koro-Toro. M. Mahamat a précisé que *« plusieurs »* bataillons de chars ont été observés dans cette base avancée.

L'agence libyenne Jana a, d'autre part, annoncé que les forces armées libyennes ont effectué, ces dernières quarante-huit heures, *« leurs plus grandes manœuvres à tir réel »*, sans préciser le lieu de celles-ci. Le commandant en chef des forces armées libyennes, le major Abou Bakr Younes Jaber, assistait à ces manœuvres, ajoute Jana. – *(A.F.P., Reuter, A.P.)*

M. MAURICE FAURE : un ami de M. Mitterrand

M. Maurice Faure, président d'honneur du M.R.G., député du Lot, est à l'Assemblée nationale le président de la commission des affaires étrangères. Homme d'expérience, il est aussi un ami de longue date de M. Mitterrand, qui lui confia, dans le premier gouvernement de M. Mauroy, un poste de garde des sceaux qu'il abandonna un mois plus tard.

M. Maurice Faure s'est distingué, au cours de sa carrière politique, par la constance et la force de ses convictions européennes ; il continue d'ailleurs de siéger au Parlement européen. Il s'apprête à quitter la présidence de la commission des affaires étrangères, et l'Assemblée nationale : il est en effet candidat aux prochaines élections sénatoriales.

M. VERNON WALTERS : le spécialiste des missions secrètes.

Massif et polyglotte, le général Vernon Walters est un spécialiste des missions secrètes. Né en 1917 à New-York, il a fait une partie de ses études secondaires au lycée Jeanson-de-Sailly à Paris, où ses parents ont résidé quelques années. Il parle le français, l'italien, l'espagnol, le portugais, l'allemand... et le russe.

Mobilisé en 1941, il débarque au Maroc en novembre 1942 avec le corps expéditionnaire américain. Pendant la campagne de France, en 1944, il est officier de liaison avec les autorités françaises. Il a été attaché militaire au Brésil, en Italie et, de 1968 à 1972, en France. Promu général en 1968, il a été de 1968 à 1976 directeur adjoint de la C.I.A. Interprète des présidents Eisenhower, Kennedy, Johnson et Nixon, il a été, à de nombreuses reprises, chargé de missions délicates et a notamment participé aux négociations de Paris avec les Vietnamiens et aux premières prises de contact avec les Chinois.

L'administration Reagan lui a fait reprendre du service, avec le titre d'ambassadeur itinérant. Il a ainsi pris des contacts avec les Cubains, pour le compte du président Reagan, au printemps 1982. Il était à Buenos-Aires pendant la guerre des Malouines et portait un message de M. Reagan au président Chadli à Alger en mai dernier.

● *Rouge*, organe de la Ligue communiste révolutionnaire (trotskiste), souhaite que *« les travailleurs imposent au gouvernement, élu grâce à leurs voix, de retirer les troupes* [françaises du Tchad] *sans conditions et sans préalable »*.

Dans son hebdomadaire, le mouvement dirigé par Alain Krivine écrit notamment : *« Mitterrand et son gouvernement ont décidé de continuer la politique colonialiste de la France en Afrique, comme Mitterrand combattait la lutte de libération algérienne quand il était ministre de l'intérieur sous la IVe République. »*

Les ambiguïtés volontaires du plan « Manta »

« On va s'armer... de patience. » Cette boutade, on la doit au lieutenant-colonel Denis Ribeton, connu dans l'armée française pour son franc-parler, qui commande désormais le détachement de parachutistes à Abéché.

A elle seule, cette plaisanterie traduit vraisemblablement l'esprit de tous ceux – « bérets rouges » des unités parachutistes, « bérets noirs » des troupes de marine ou « bérets verts » de la Légion étrangère – que la France a envoyé au Tchad pour remettre en condition l'armée de M. Hissène Habré, avec toutefois le souci de ne point trop apparaître en première ligne. Une tâche qui se veut tout à la fois d'instruction des forces tchadiennes au maniement des centaines de tonnes de matériels militaires français déjà sur place et de soutien, c'est-à-dire la réparation et la remise en état opérationnel de leur logistique.

Avec la prise de commandement, mardi 23 août, du général Jean Poli, le plan « Manta » est allé jusqu'au terme de ses différentes phases, telles, du moins, qu'elles avaient été imaginées dès le départ au Centre opérationnel des armées (C.O.A.), à Paris, sous l'autorité du chef d'état-major des armées, le général Jeannou Lacaze.

Ce plan a été approuvé globalement, dès sa conception initiale, par les plus hautes autorités de l'Etat. Son exécution, volontairement étalée sur plusieurs jours pour tenir compte de certaines contingences techniques locales, a donné l'impression qu'elle obéissait à une gradation dans la mise en place des moyens en réplique au déploiement adverse.

En réalité, entre le premier envoi de trois cents instucteurs depuis le Cameroun et la base française de Bouar, en République Centrafricaine, et le couronnement du plan « Manta » avec l'arrivée à N'Djamena de huit avions de combat ravitaillables en vol par C-135 et renseignés, éventuellement, par un Breguet-Atlantique, il a fallu s'accommoder d'une difficulté de taille : l'insuffisance et l'encombrement progressif de la principale plate-forme d'accueil qu'est l'aéroport civil de la capitale tchadienne.

Un obstacle surmonté par une force qui a pris son temps, comme en témoigne, par exemple, la nécessité – respectée – d'installer des batteries anti-aériennes de protection et des merlons servant de rempart ou d'abri, préalablement au stationnement des avions Jaguar et Mirage F-1, censés « couvrir », à distance, les unités françaises proches des avant-postes tchadiens.

« Puisqu'il s'est agi d'un détachement d'instruction, répète-t-on au ministère de la défense, *il n'était pas besoin d'être aussi rapide que pour l'expédition d'une force d'intervention. »*

Cet échelonnement des moyens, le chef de l'Etat s'en est servi, dans le même temps, comme d'un atout diplomatique pour signifier à la communauté des Etats francophones d'Afrique, inquiète des visées libyennes, que l'armée française ne resterait pas l'arme au pied, sans, pour autant, se laisser entraîner à l'excès par un partenaire dans des combats extérieurs auxquels elle serait étrangère.

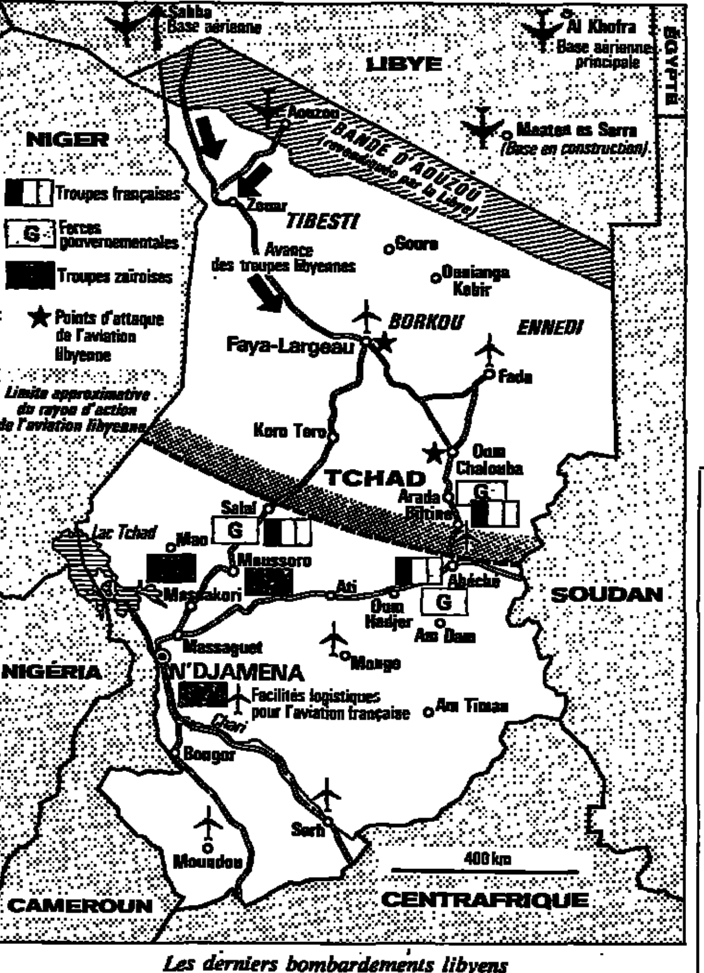
Face aux cinq mille à six mille combattants installés dans le nord du Tchad avec le soutien de la Libye, l'armée de M. Habré rassemblerait, selon des estimations de source française, environ douze mille hommes, dont trois mille à quatre mille, aujourd'hui, au contact de leur adversaire.

A cet ordre de bataille, il convient d'ajouter les deux mille sept cents combattants zaïrois et les deux mille cinq cents militaires français appelés à la rescousse, dont certains sont, d'ores et déjà, détachés à Salal, Biltine, Arada et Abéché, juste en arrière des positions occupées par les forces tchadiennes de M. Habré. Dans les pays voisins – limitrophes comme le Niger, le Centrafrique, ou proches comme le Gabon, – rôdent les quelques avions Jaguar qui ne sont pas stationnés à N'Djamena où sont cantonnés de nouveaux « bérets noirs » de l'infanterie de marine, prêts à renforcer les détachements français au Tchad.

Le dispositif militaire français, à l'examiner dans son ensemble, n'est plus tout à fait tel que le gouvernement s'obstine encore à le décrire – à savoir ce réseau d'instructeurs auxquels a été donnée la consigne de devoir se défendre seulement en cas d'agression, – mais il n'est pas, non plus, cette organisation de bataille susceptible de faire la guerre à la place de l'armée régulière tchadienne.

Compléter ce dispositif par des avions de combat, qui lui confèrent la capacité de porter des coups en avant des éventuels contacts, revient à lui donner – face à une aviation libyenne trop limitée par son rayon d'action – cette liberté de mouvement sur le terrain qui ne relève plus de la simple nécessité de l'instruction militaire.

En revanche, ne pas lui adjoindre les escadrons de chars AMX-30 de Rambouillet, spécialisés dans les opérations outre-mer, pour faire pièce aux colonnes blindées libyennes revient à signifier à son interlocuteur que le plan « Manta » a été – volontairement – calculé au plus juste d'un équilibre, dans les rapports de forces, destiné à laisser toutes ses chances à une négociation.



Les derniers bombardements libyens remontent au vendredi 12 août

Faiblesses

Le Tchad sortira, dans quelques jours maintenant, de la saison des pluies, qui entrave les mouvements de troupes sur le terrain. On saura très bientôt, donc, si le colonel Kadhafi est décidé à mettre à profit la saison sèche pour avancer des pions supplémentaires au-delà de Faya-Largeau ou si, prenant acte de la démonstration française qui cumule les avantages et les inconvénients d'un refus momentané de la solution militaire, il choisit à son tour de calmer le jeu.

D'un strict point de vue militaire, les troupes de M. Habré peuvent, elles aussi, mettre le feu aux poudres en reprenant l'initiative, au risque d'impliquer davantage encore l'engagement de la France de veiller au respect de l'intégrité territoriale du Tchad, d'autant que l'opération « Manta », pour avoir été conçue à mi-chemin entre un programme d'instruction de troupes amies et un plan d'intervention aéroterrestre, peut un jour basculer du côté où elle penche déjà : une assistance plus ferme à un allié en difficulté pour l'appuyer dans la reconquête de son sol national.

Cela étant, l'opération « Manta » a consacré les faiblesses décelées, de longue date, dans le dispositif militaire français. L'infanterie manque d'un transport à long rayon d'action et d'un armement anti-aérien portable, dont la possession, enfin, la dispenserait d'user d'expédients.

La première de ces faiblesses a été compensée par la réquisition d'avions gros-porteurs civils, tels un Boeing-747 en service à U.T.A. ou un C-130 Hercules de la compagnie privée SFAIR. Certes, le procédé est prévu, parfaitement codifié et conventionnel. Mais il est aussi contraignant.

L'autre faiblesse est encore plus grave puisqu'elle consiste – en l'absence, aujourd'hui, de systèmes comparables aux missiles sol-air épaulés soviétiques ou américains – à attendre la fin de cette décennie pour équiper l'infanterie de ces petites armes anti-aériennes portatives S.A.T.C.P. (sol-air à très courte portée) qui la mettront à l'abri du ciel.

Limites

Avec près de vingt mille hommes des trois armées stationnés, à des titres divers, dans les pays étrangers qui en ont adressé la demande à Paris, la France approche probablement, en 1983, des limites des ses possibilités opérationnelles.

Au Proche-Orient comme en Afrique, les garnisons françaises n'ont fait que croître et se multiplier ces dernières années, obligeant les états-majors à constituer des régiments de personnels de métier plus aptes à servir en toutes circonstances et en tous lieux. Certaines de ces unités, à commencer par le 1er régiment étranger de cavalerie à Orange (Vaucluse), sont aujourd'hui éparpillées entre le Liban, le Tchad et leur cantonnement en France.

Une telle situation n'est pas très confortable *a priori*. Pour la raison que s'amenuise, ainsi, dangereusement le vivier dans lequel seraient puisées les forces nécessaires en cas d'un nouveau et soudain coup dur.

Certes, l'opportunité existe de rassembler des appelés volontaires pour une mission extérieure durant leur service légal ou des appelés volontaires pour une durée accrue de leurs obligations militaires. Mais cela ne pourrait être qu'un pis-aller. Les états-majors ne l'ignorent pas, qui doivent déjà préparer – le Tchad continuant de mobiliser les forces du plan « Manta » – la relève de la 31e brigade, de retour de Beyrouth à la fin du mois prochain.

JACQUES ISNARD.

Paris multiplie les contacts

(Suite de la première page.)

En tout cas, on peut constater pour le moment que les seuls mouvements rapportés sur le terrain sont ceux de renforts libyens à Faya-Largeau et dans le nord-est tchadien. Depuis deux ou trois jours, des sources occidentales confirment que l'armée libyenne, loin de se retirer, est en train de transformer le Nord en une petite forteresse dont l'édification justifierait à elle seule l'inquiétude de M. Hissène Habré. Les Tchadiens n'ont en effet pas les moyens de s'attaquer seuls à ce dispositif. Paris devrait comprendre cette anxiété face au retard ainsi pris, sous prétexte d'attente des résultats des diverses démarches diplomatiques.

D'un autre côté, les officiels les plus qualifiés insistent ici sur l'impossibilité pour n'importe quel chef d'Etat tchadien de pouvoir considérer la « ligne rouge », qui divise actuellement le pays à hauteur du 15e parallèle, comme autre chose qu'une ligne militaire très provisoire. C'est une question de légitimité. M. Hissène Habré l'a encore redit vendredi lors de l'enregistrement d'un entretien diffusé mardi soir par Radio-Tchad. *« Il n'est pas question*, avait-il dit, *d'accepter une situation – l'occupation de 550 000 kilomètres carrés du territoire tchadien – imposée par la force des armes. »*

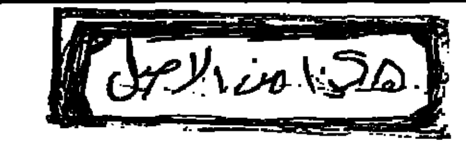
Que Paris et Tripoli se laissent entraîner dans un enlisement au Tchad ne ferait pas davantage l'affaire de M. Hissène Habré. Comment ce dernier demeurerait-il insensible, dans cette hypothèse, aux arguments de ceux qui le mettentconstamment en garde contre le risque d'aboutir à une partition de fait ? Face aux restrictions imposées aux troupes françaises, et qui viennent apparemment de lui être confirmées, comment le président tchadien ne s'interrogerait-il pas sur le bien-fondé de la politique française ? Après tout, les moyens ne sont rien si l'on n'a pas la volonté de s'en servir.

En outre, on souligne ici que, sans modifier d'un iota leur position sur l'intégrité territoriale du Tchad dans ses frontières héritées de la colonisation, les autorités de N'Djamena ne mettent pas en avant, ces jours-ci, leur souci, par ailleurs évident, de reprendre plus tard le contrôle du Tibesti et d'obtenir un règlement du problème posé par la présence libyenne depuis près de dix ans dans la bande d'Aouzou.

Autrement dit, la fermeté dont fait preuve publiquement M. Hissène Habré depuis que les Français se sont rangés à ses côtés ne doit pas cacher qu'il mesure très bien la portée de cette alliance et que sa reconnaissance à l'égard de M. Mitterrand ne peut être mise en doute. Surtout, il veut faire comprendre à Paris qu'il est un partenaire raisonnable pour la France. En bref, les nécessités de la guerre n'excluent sûrement pas une certaine dose de modération.

En gardant le silence depuis quelques jours, M. Hissène Habré veut également faire comprendre au président de la République française que, quels qu'aient été les *« malentendus »*, même les plus récents, il est trop sensible au geste que fait la France en envoyant des troupes ici pour se livrer lui-même à une *« surenchère à l'américaine »*. Il n'est pas certain que tout ce que dira M. Mitterrand plaira forcément au chef d'Etat tchadien, et ce dernier s'en doute probablement. Le cas échéant, il y répondra d'une façon ou d'une autre, ne serait-ce que pour souligner que son intransigeance sur le fond et la nécessité d'entretenir l'ardeur de ses combattants ne sont pas incompatibles avec une vision réaliste de la situation.

JEAN-CLAUDE POMONTI.



AFRIQUE

LA CRISE AU TCHAD

M. CHEYSSON : la France démontre qu'elle est fidèle à sa parole

M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, a été entendu, mardi 23 août, par la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Evoquant notamment l'action de la France au Tchad, M. Cheysson a estimé que, d'ores et déjà, trois éléments pouvaient être mis à l'actif de la France : 1) les combats sont, pour le moment, arrêtés ; 2) la France démontre qu'elle est fidèle à sa parole ; 3) les deux Super-Grands (Etats-Unis et U.R.S.S.) ne se sont pas emparés de cette affaire.

Le ministre des relations extérieures a réaffirmé que le souhait de la France est que le Tchad demeure un Etat indépendant et souverain dans le cadre des frontières qu'il a héritées de la période coloniale. M. Cheysson a rappelé que les Libyens se sont installés en 1973 dans la bande d'Aouzou, mais que la France n'a jamais reconnu cette revendication. Il a souligné que l'attitude de la France est guidée par la volonté de respecter tous les accords conclus avec ses partenaires africains, afin que la confiance mise en la France ne soit pas déçue.

Le ministre des relations extérieures a répondu aux critiques selon lesquelles le Parlement et l'opinion française n'ont pas été informés de l'envoi de troupes au Tchad, indiquant que plusieurs conseils des ministres ont traité de cette question. Evoquant l'entretien que le président de la République doit accorder au *Monde*, (publié dans nos éditions du 26 août), il a rappelé que, après la première chute de Faya-Largeau, le 24 juin, M. Nucci, ministre de la coopération, s'est exprimé devant l'Assemblée nationale. Le ministre de la défense, a-t-il ajouté, a donné tous les détails utiles concernant cette opération à M. Maurice Faure, président de la commission des affaires étrangères.

La France, a d'autre part affirmé M. Cheysson, espère contribuer à créer les conditions d'un règlement pacifique, mais il ne lui appartient pas de proposer ou d'imposer une solution. M. Cheysson s'est déclaré convaincu que le dispositif militaire mis en place favorise l'ouverture de pourparlers et de négociations, et a estimé que l'O.U.A. est une instance particulièrement appropriée pour ces pourparlers.

Résumant l'intervention du ministre des relations extérieures, M. Maurice Faure a indiqué que, dans l'affaire tchadienne, *« la France avait attendu que la preuve d'une agression libyenne soit apportée de façon irréfutable »*. M. Cheysson a également indiqué qu'il est évident que si les forces françaises étaient agressées, elles se défendraient. L'importance et la sophistication des moyens mis en œuvre, a-t-il précisé, permettent de répondre à toute éventualité.

Plusieurs députés se sont exprimés au cours de la réunion de la commission, ainsi qu'à l'issue de celle-ci. M. Maurice Couve de Murville (R.P.R., Paris), notamment, a demandé dans quelles conditions les crédits nécessaires aux opérations militaires actuelles avaient été dégagés et si le Parlement serait appelé à approuver ces dépenses. Le communiqué de la commission ne fait pas état d'une réponse de M. Cheysson sur ce point. M. Louis Odru (P.C., Seine-Saint-Denis) a fait part de l'inquiétude du groupe communiste, estimant que la France s'est aujourd'hui engagée au Tchad bien au-delà des accords de 1976. M. Maurice Faure, pour sa part, a estimé que, sans l'intervention des troupes françaises, la confiance témoignée à la France par les pays africains aurait été ébranlée.

« Le gouvernement a montré un immobilisme préjudiciable »
nous déclare M. de Lipkowski

M. Jean de Lipkowski, député (R.P.R.) et maire de Royan, que nous avons interrogé sur la politique française au Tchad, a eu en charge la coopération à plusieurs reprises : sous la présidence de Georges Pompidou, il fut, de 1973 à 1974, secrétaire d'État auprès de M. Jobert, alors ministre des affairres étrangères dans le gouvernement de M. Messmer, et ministre de la coopération de janvier à août 1976 dans le gouvernement de M. Chirac, sous le septennat de M. Giscard d'Estaing. C'est à ce titre qu'il négocia les accords de coopération militaire entre la France et le Tchad, alors représenté par le général Félix Malloum. Et c'est également à ce titre qu'il fut l'un des négociateurs de la vente de cent dix avions Mirage à la Libye.

Gaulliste de la première heure et diplomate de carrière, M. de Lipkowski s'était également efforcé de mener une politique de coopération au-delà de l'aire d'influence francophone.

S'il critiqué, dans l'entretien que nous publions ci-dessous, l'action du chef de l'État. M. de Lipkowski se prévaut volontiers de son amitié pour lui. Il fut en effet, parmi les gaullistes, l'un des plus proches de Pierre Mendès-France, et siégea, de 1956 à 1958, comme député apparenté à l'U.D.S.R. dont l'animateur était M. Mitterrand.

– Partagez-vous l'opinion de ceux qui jugent tardive l'intervention française ?

– Voilà plusieurs semaines que j'ai mis en garde le gouvernement par différentes déclarations contre les dangers d'un enlisement dans le guêpier tchadien. Pour éviter cet enlisement, nous aurions dû agir d'une manière plus rapide et préventive. Dans ce genre d'affaires, plus on tarde, plus le prix à payer ensuite pour rétablir la situation est élevé.

Pour avoir mal pris la mesure exacte de l'affaire tchadienne, c'est-à-dire l'attaque, par une puissance extérieure, nous avons montré un immobilisme très préjudiciable. Il fallait stopper net cette affaire dès le début. Nous avions eu la chance de voir le gouvernement tchadien récupérer Abéché et Faya-Largeau avec ses forces et le matériel que nous lui avions envoyé. Il fallait absolument, dès lors, empêcher Kadhafi de reprendre Faya-Largeau. Il suffisait d'une opération éclair avec nos Jaguar, protégés par nos Mirage, pour empêcher les colonnes blindées libyennes d'arriver à Largeau

Sous le précédent septennat, c'est ainsi que nous avions stoppé net les attaques du Polisario contre la Mauritanie ; dans l'affaire du Zouerate, nous avions, en trois sorties, anéanti dans le désert cent cinquante véhicules blindés, sans perdre un seul Jaguar. Pourtant, les excellents combattants du Polisario disposaient de fusées sol-air. Pourquoi ne pas avoir fait une opération analogue sur les colonnes de Kadhafi ? L'agression extérieure ne faisait pourtant aucun doute, à partir du moment où l'on voyait arriver l'aviation. Ce ne sont pas, en effet, les Tchadiens qui pilotent les Mig mais les Libyens et sans doute d'autres nationalités. De toute manière, je ne crois même pas que nous aurions eu besoin de faire combattre nos avions. La seule présence des Jaguar à Faya-Largeau et des Mirage à N'Djamena aurait été suffisamment dissuasive. M. Kadhafi n'aurait sans doute pas osé affronter notre aviation.

– Comment appréciez-vous la situation sur le terrain ? Le dispositif français est-il adéquat ?

– Kadhafi détient la moitié du Tchad et il espère bien conserver ce gage. Notre attitude actuelle me paraît risquée, si elle se limite à annoncer qu'elle est uniquement défensive et dissuasive. Une telle attitude consiste à déployer nos troupes le long du quatorzième parallèle et à proclamer que nous ne laisserons pas prendre Abéché et N'Djamena. Cette position est dangereuse, car elle implique que nous acceptons une partition du Tchad.

Nous donnons une sorte de contre-signal à Kadhafi, qui l'incite à rester à Largeau et à s'y fortifier.

Une présence trop défensive

En un mot, notre présence est trop lourde, trop défensive et trop axée sur des engagements terrestres. Engager des troupes terrestres dans cette affaire constituerait une faute considérable. C'est la même faute que nous avions commise entre 1968 et 1972, sans aucun résultat, et pour des pertes élevées.

En bref, nous ne sommes pas maîtres du jeu, si nous restons sur une position défensive qui implique la partition ni maître du temps, car Kadhafi va se renforcer si nous restons immobile. Il ne faut donc pas étaler nos cartes à l'avance en proclamant que nous resterons défensif ; il faut, au contraire, retrouver notre mobilité, renforcer nos moyens aériens et, à partir de là, afficher une détermination sans faille vis-à-vis de Tripoli.

En clair, il faut dire à Kadhafi que notre présence au Tchad n'a qu'une seule signification : celle de restaurer l'intégrité territoriale de ce pays. Il faut dire à Kadhafi et lui faire savoir que nous n'admettons ni son occupation ni son agression. Nous avons la légitimité pour nous dès lors qu'il s'agit de restaurer un Etat africain dans ses frontières.

Même si on admet que le Tchad constitue une entité nationale discutable, partagée entre Toubou, au nord, et Sara, au sud, il faut bien voir que l'enjeu dépasse le Tchad et concerne toute l'Afrique. En enjoignant à Kadhafi de rentrer chez lui, nous sauvegardons un principe impérieusement respecté par tous les Etats africains : le maintien des frontières héritées de la colonisation.

Si nous commençons à admettre qu'un seul Etat africain voit ses frontières changer, nous établissons un remue-ménage et une instabilité permanente dans toute l'Afrique. Nous créons un redoutable précédent, qui entraînera les Etats africains à formuler des revendications territoriales à l'égard d'autres Etats africains. Bien des ethnies sont à cheval sur plusieurs Etats. On ne peut se permettre de laisser ce processus de revendications territoriales contaminer l'ensemble de l'Afrique, qui a besoin de développement, de paix et non pas de conflits.

Voilà ce qui est en cause à travers le Tchad, la stabilité de l'ensemble de l'Afrique. Voilà ce qu'il convient de dire clairement à Kadhafi. Il appartient au président de la République, qui possède toutes les données, de savoir quelle est la nature exacte de la pression qui pourrait amener Kadhafi à se retirer. Cela fait, les troupes françaises devront, à leur tour, immédiatement se retirer. Nous ne devons à aucun prix nous mêler de ce qui sera alors un différend entre Tchadiens. Ce genre de guerre civile ne nous concerne en aucune manière.

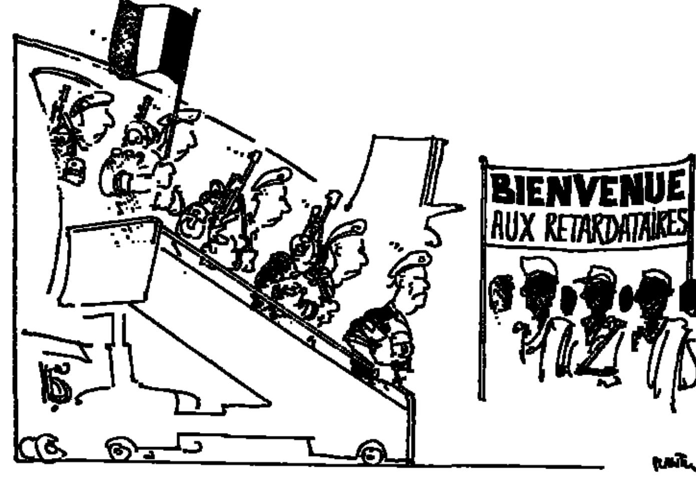
Quant à Kadhafi, peut-être suffira-t-il d'une pression diplomatique. Mais si la diplomatie ne suffisait pas, il faudrait, après avoir montré notre force, ne laisser aucun doute sur notre détermination à l'employer. Je suis sûr que la perspective d'une importante opération aérienne contre Faya-Largeau ferait réfléchir le chef de l'État libyen. Nos pilotes sont bien supérieurs aux siens. Je ne doute pas qu'en mettant des moyens importants nous puissions, par une opération aérienne, faire lâcher prise aux Libyens.

– L'attitude des États-Unis nous a-t-elle influencé ?

– Sans doute les États-Unis ont-ils distribué un peu trop bruyamment leurs conseils dans cette affaire. Il est toujours déplaisant de se faire donner des leçons par une puissance étrangère. Je comprends que le gouvernement puisse en ressentir quelque irritation. Néanmoins, il ne faut pas prendre prétexte des déclarations américaines pour faire le contraire de ce qu'il convient de faire. De telles réactions épidermiques n'ont aucun sens en diplomatie. Elles permettraient d'ailleurs n'importe quelle manipulation de la part de Washington. Si, à partir du moment où les Américains nous donnent un conseil, nous décidons systématiquement de ne pas agir, ce serait donner à la politique américaine un droit de regard sur la nôtre.

Enfin, il convient d'élargir le cercle de nos solidarités ; autrement dit, il faut établir une véritable consultation avec les pays africains, qui doivent se prononcer clairement sur ce qu'ils attendent de nous en matière de participation à la défense de leur indépendance et de leur intégrité territoriale. Ils doivent prendre leurs responsabilités à ce sujet. territioriale. Ils doivent prendre leurs responsabiütés à ce sujet. La prochaine conférence annuelle franco-africaine, qui doit se tenir à Vittel en octobre, paraît être l'enceinte la plus appropriée pour poser cette question.

La France ne pourrait-elle envisager, par exemple, avec ses partenaires, la création de pactes de défense régionaux. Ainsi les pays sahéliens, qui sont tous plus ou moins concernés par les visées de la Libye, ne pourraient-ils pas jeter avec nous les bases d'une sorte de pacte régional de défense ? Si la France prend ses responsabilités à ce sujet, nos amis africains doivent dire aussi clairement ce qu'ils attendent de nous.



(*Dessin de PLANTU.*)

DIPLOMATIE

Washington invite un comité de l'ONU dans une usine secrète de destruction des armes chimiques

Les Etats-Unis ont invité, mardi 23 août, les membres du comité du désarmement des Nations unies à participer à un *« séminaire »* sur la destruction des armes chimiques dans leur usine secrète de Tooele (Utah). Cette proposition, destinée à prouver la *« bonne volonté »* de Washington, répond à l'intervention du représentant soviétique, M. Israelyan, qui avait accusé jeudi dernier les Etats-Unis de faire traîner les discussions sur l'interdiction des armes chimiques

M. Busby, le représentant américain, a déclaré que le séminaire de Tooele se tiendra dans la semaine du 14 novembre. Les délégations pourront avoir *« un regard direct sur les procédés utilisés par les Etats-Unis pour la destruction des armes chimiques »* et discuter sur les moyens de vérification. En cas d'accord, a-t-il poursuivi, les Américains sont prêts à y soumettre les armes binaires (armes constituées de deux composants chimiques dont le contact produit un gaz innervant). *« Une interdiction effective des armes chimiques n'est pas plus proche aujourd'hui qu'il y a un an »*, a ajouté M. Busby, qui s'est déclaré *« assez déçu »* des *« maigres »* résultats de la session d'été du comité.

De son côté, M. Issraelyan a déclaré à l'A.F.P. : *« Nous n'avons pas besoin d'aller à un séminaire pour nous comprendre, car nous nous connaissons comme des frères et sœurs »*. Le représentant soviétique a ajouté qu'il *« aurait préféré que les Américains fassent preuve de plus de souplesse sur leur position et respectent les vues de l'U.R.S.S. »*

Un discours modéré de M. Reagan

Parlant mardi à Seattle, devant les anciens combattants de l'American Legion, M. Reagan a prononcé sur la politique internationale un discours qui a paru d'autant plus modéré que cet auditoire est très réceptif aux morceaux de bravoure patriotiques. A l'exception d'une allusion à l'appui soviétique à l'intervention libyenne au Tchad, le président n'a pas repris ses virulentes accusations sur les desseins du Kremlin.

En revanche, le président s'en est pris vivement au *« soi-disant mouvement pacifiste »*, le comparant au pacifisme d'entre les deux guerres qui *« a eu pour résultat de nous rapprocher de la seconde guerre mondiale »*. *« Avec toutes ces gesticulations et exagérations modernes, le soi-disant mouvement pacifiste d'aujourd'hui fait toujours la même erreur*, a-t-il dit. *Il voudrait préserver la paix en affaiblissant les peuples libres. Cela n'a simplement pas de sens. »*

Tout en estimant qu'*« on est encore loin d'un accord »*, M. Reagan a fait état de *« mouvements encourageants »* dans les négociations de Genève avec les Soviétiques.

75,5 % des Allemands de l'Ouest contre les Pershing-2

A Moscou, l'agence Tass critique violemment l'article publié lundi dans *la Croix* par l'ambassadeur américain à Paris (*le Monde* du 23 août). M. Galbraith ayant écrit que la *« stratégie soviétique consiste à terroriser l'Europe »*, Tass estime qu'il *« lance une calomnie grossière »* et qu'il *« viole grossièrement les normes élémentaires de l'éthique diplomatique »*.

Dans un article de *la Pravda*, M. Bilak, membre du présidium du comité central du P.C. tchécoslovaque, approuve ce mercredi la déclaration soviétique du 28 mai dernier annonçant *« des mesures militaires de riposte »* au déploiement des euromissiles américains. *« Nous savons que c'est à l'U.R.S.S. qu'échoit la plus grande responsabilité pour la sauvegarde de la sécurité des pays socialistes et de la paix universelle »*, écrit M. Bilak.

A Bonn, une chaîne de radio a rendu public mardi un sondage réalisé en juillet à la demande de la chaîne de télévision 2 DF, mais gardé confidentiel par celle-ci. Selon l'institut de sondage Wahlen, 75,5 % des personnes interrogées se déclarent opposées à la décision de l'OTAN de déployer cet hiver les Pershing-2 en R.F.A. ;20,4 % approuvent ce déploiement dans les délais prévus.

M. Egon Bahr, spécialiste du désarmement au sein du parti social-démocrate ouest-allemand, est arrivé mardi à Berlin-Est pour des entretiens avec les dirigeants de la R.D.A. – (*A.F.P.*)

● *Les essais de l'euromissile Pershing-2*, qui devaient d'abord s'achever en mai puis en août, seront terminés fin septembre en raison de problèmes de moteur, a-t-on appris lundi 22 août de sources militaires à Washington. – (*A.F.P.*)

LE QUAI D'ORSAY DÉMENT Q'UN ANTICASTRISTE AIT ÉTÉ LIVRÉ PAR L'AMBASSADE DE FRANCE A LA HAVANE AUX AUTORITÉS CUBAINES

« Nous rejetons catégoriquement les allégations selon lesquelles l'ambassade de France à La Havane aurait remis un opposant anticastriste aux autorités cubaines », a déclaré mardi 23 août un porte-parole du Quai d'Orsay. Le porte-parole répondait à une question sur une information parue dans le dernier numéro de *l'Express*.

Selon l'hebdomadaire, citant une *« source bien informée »*, un anticastriste s'était réfugié à l'ambassade *« peu de temps avant la visite »* de M. Cheysson (début août), et aurait été remis aux autorités. *L'Express* ajoute que d'après le Quai d'Orsay il a quitté l'ambassade *« de son plein gré, après une discussion avec l'ambassadeur »*.

Même cette version, en relation avec la visite de M. Cheysson, est contestée au ministère des relations extérieures, où, on se refuse à tout autre commentaire que le démenti ci-dessus.

En fait, selon une bonne source, il semble bien qu'un incident de ce genre se soit produit, mais il y a plusieurs mois. L'opposant réfugié à l'ambassade l'aurait quittée après avoir reçu l'assurance de ne pas être inquiété, et les autorités auraient, à ce jour, tenu parole.

PROCHE-ORIENT

Iran

SANS LE NOMMER
L'agence Tass accuse l'imam Khomeiny de « mensonge »

L'agence Tass a accusé, le 23 août, l'imam Khomeiny, sans le désigner nommément, de « mensonge » pour avoir déclaré la veille que le parti Toudeh (communiste) s'était livré à l'espionnage au profit de l'U.R.S.S. L'agence soviétique, se référant à une conférence de presse tenue récemment par un dirigeant du Toudeh, affirme que les dirigeants communistes qui étaient passés aux « aveux » paraissaient être sous l'effet de *« puissants narcotiques »*.

L'imam Khomeiny avait déclaré que les « espions » du Toudeh avait servi *« un régime qui dure depuis plus de soixante ans et où il n'existe ni liberté ni parti autre que le sien et où, dès le début, de nombreux groupes ont été épurés ou éliminés physiquement »*. Le « guide de la révolution » iranienne a ajouté : *« Comme tous les hypocrites* (terme qui servait jusqu'ici à désigner les Moudjahidin du peuple) *et tous les coupables, les toudehistes doivent être jugés et châtiés. »*

L'imam Khomeiny a, par ailleurs, annoncé que l'Iran poursuivra la guerre contre l'Irak pour ne pas avoir à subir « la paix américaine ».

Accord financier avec Washington

A Washington, des responsables ont révélé que le gouvernement de Téhéran avait accepté de rembourser un total de 419,5 millions de dollars de prêts et de garanties accordés par les Etats-Unis avant la crise des otages à l'automne de 1979.

L'accord, qui concerne seulement le gouvernement iranien et les entreprises qui en dépendent, a été signé le 18 août. La somme était en cours de transfert le 23 août d'un compte iranien ouvert à la Bank of England au département du Trésor à Washington.

M. William Draper, président de la Banque Import-Export, a indiqué qu'à la suite de cet accord le gouvernement américain abandonnait toutes les poursuites engagées contre l'Iran devant un tribunal spécial aux Pays-Bas, chargé des plaintes de gouvernement à gouvernement.

● *Les négociations à propos de la centrale nucléaire inachevée* de Bouchehr située sur le Golfe, reprendront probablement en septembre entre l'Organisation iranienne de l'énergie atomique (O.I.E.A.) et la firme ouest-allemande Kraftwerk Union (K.W.U.). Les travaux de la centrale, composée de deux réacteurs de 1 300 mégawatts, avaient été interrompus à la suite de la révolution de 1979. Les deux parties doivent également négocier le transport et le stockage de quelque 40 000 tonnes de matériel destiné à la centrale et bloqué en R.F.A. L'information sur la reprise des travaux n'a pu être cependant confirmée auprès du président de l'O.I.E.A., et il est prématuré, dit-on, de parler de reprise des travaux.

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

● LA COMMISSION MILITAIRE sur le conflit des Malouines a recommandé que l'ancien président Leopold Galtieri et les deux autres membres de la junte soient traduits en cours martiale pour incompétence rapporte mardi 23 août la presse de Buenos-Aires. Le rapport incrimine également l'ancien ministre des affaires étrangères M. Nicanor Costa Mendez et le général Menendez, commandant la garnison argentine de l'archipel. – (*Reuter*).

R.F.A.

● RICHARD WILHELM FREISE, un ancien capitaine SS accusé d'avoir fait déporter pendant la seconde guerre mondiale 1 366 juifs de France, s'est suicidé, mardi 23 août, à l'âge de soixante-quatorze ans. Il devait comparaître devant un tribunal de Bonn en octobre. – (*A.F.P.*)

Le Monde

FAITS ET JUGEMENTS

ENCES

Des résultats d'expériences ... Saliout-7 sont ramenés au sol par ...

AMÉRIQUES

Etats-Unis

La responsable des questions féminines dans l'administration Reagan dénonce l'indifférence du président

De notre correspondante

New-York. – Tandis que tous les sondages indiquent que les femmes sont, avec les Noirs, les électeurs les moins favorables au président, et que celui-ci accumule les gaffes en essayant de regagner leurs faveurs, un nouveau scandale a sorti Washington de sa torpeur estivale : dans un article détaillé et virulent publié par le *Washington Post*, Mme Barbara Honegger, responsable, au département de la justice, du groupe d'étude pour l'égalité des femmes devant la loi, accuse M. Reagan de se soucier *« comme d'une guigne »* de cette question.

Le groupe a été créé par M. Reagan en 1982 pour séduire l'électora féminin au moment où le président maintenait son opposition au projet d'amendement à la Constitution affirmant l'égalité entre les sexes, projet qui n'a finalement pas été adopté.

Le coup d'éclat de Mme Honegger serait seulement anecdotique s'il ne provenait pas d'une républicaine bon teint qui a joué un rôle très actif dans la campagne présidentielle de M. Reagan. *« Le président*, écrit Mme Honegger, *ne mérite pas notre loyalisme, car il nous a trahi... Il a failli à ses promesses... Son « groupe d'étude » est strictement « bidon »*.

Mme Honegger, qui a trente-cinq ans et arbore un air d'étudiante sage, avait été engagée dès l'élection de M. Reagan comme assistante du conseiller aux affaires intérieures, M. Martin Anderson, son ancien condisciple de l'université Stanford, en Californie. Nommé en mars 1982 au département de la justice, elle a mis un an à s'apercevoir, dit-elle, que ses fonctions consistaient purement et simplement à dresser la liste des lois discriminatoires contre les femmes qui existent dans les cinquante Etats. Travail consciencieux que la Maison Blanche a enfoui, non moins consciencieusement, au fond de ses tiroirs.

Premières victimes du chômage

Mme Honegger avait éprouvé très vite des doutes lorsqu'un conseiller du président l'avait convoquée à la Maison Blanche pour protester contre l'inclusion des mots « grossesse » et « avortement » dans le programme destiné à l'ordinateur. Le conseiller en question lui avait signifié que *« avortement et grossesse n'ont rien à voir avec les droits des femmes »*.

Mme Honegger, qui a montré sa chevelure rousse et ses lunettes cerclées de métal sur tous les écrans de télévision pendant le week-end, termine son article par la dernière réplique d'*Autant en emporte le vent :* comme Rhett Butler de Scarlett, le président, assure-t-elle, *« s'en fiche complètement »*. Le porte-parole de la Maison Blanche, plutôt embarrassé, a fait savoir que Mme Honegger n'avait qu'un engagement contractuel avec le ministère de la justice et qu'il vient à expiration à fin août.

Les sondages indiquent que, à l'égal des autres « minorités », les femmes sont les premières victimes du chômage et de la réduction des programmes sociaux de l'administration Reagan. Elles sont, de plus, insensibles à l'exaltation des vertus patriotiques et guerrières chères au président, militent en grand nombre dans le mouvement antinucléaire et redoutent, plus encore que les hommes, un engagement militaire des Etats-Unis en Amérique centrale.

Il y a quinze jours, M. Reagan avait déjà eu maille à partir avec l'Association internationale des femmes d'affaires réunie à Washington. Voulant faire un bon mot, il leur avait lancé : *« On dit que je n'accorde pas d'importance aux femmes, mais je peux vous dire que je suis de ceux qui sont convaincus que si elles n'étaient pas là, nous, pauvres hommes, serions toujours nus, la massue à la main. »* Un silence glacé avait accueilli ce compliment et la visite de la Maison Blanche prévue au programme avait été annulée.

NICOLE BERNHEIM.

Nicaragua

LES SERVICES DE RENSEIGNEMENTS AMÉRICAINS PUBLIENT UN RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DES GROUPES ANTISANDINISTES

Washington *(A.F.P.)*. – Plusieurs fonctionnaires nicaraguayens et un conseiller cubain ont été assassinés au Nicaragua en 1982 par des contre-révolutionnaires, a révélé, mardi 23 août, un rapport de l'Agence américaine de renseignements de la défense (D.I.A.).

Le rapport précise que, entre le 14 mars et le 21 juin 1982, 68 personnes ont été tuées, 36 blessées et 3 faites prisonnières dans les rangs sandinistes. Les pertes du côté contre-révolutionnaire s'élèvent à 127 morts, 30 blessés et 107 prisonniers.

Par ailleurs, 85 des 106 attaques lancées par les « contras » pendant cette période avaient des *« objectifs militaires »*, affirme le rapport, selon lequel ces actions (assassinats, attaques contre des soldats sandinistes isolés, sabotages, embuscades de patrouilles militaires, incendies d'édifices gouvernementaux et de récoltes) étaient perpétrées par des commandos de 5 à 10 hommes, mais parfois aussi par des bandes de 100 à 200 « contras ».

La D.I.A. estimait à l'époque que les antisandinistes « actifs » étaient au nombre de 1 000 et qu'ils étaient basés pour la plupart au Honduras, mais aussi au Costa-Rica et à l'intérieur même du territoire nicaraguayen. Les services de renseignements américains ont depuis évalué à 10 000 environ les effectifs contre-révolutionnaires.

Parmi les organisations combattant le régime de Managua, *« la plus importante, la mieux organisée et la plus efficace est la force démocratique nicaraguayenne dirigé par le colonel Enrique Bermudez (...) et par d'anciens officiers de la garde nationale de Somoza »*, admet le rapport.

Le Brésil asphyxié

(Suite de la première page.)

Le réveil a été dur. Pour la première fois de son histoire, en 1982, le Brésil a vu le service de sa dette extérieure égaler pratiquement la valeur de ses exportations : environ 20 milliards de dollars. Cette dette avait doublé en l'espace de quatre ans. Comme d'autres pays, le Brésil a été atteint par les chocs pétroliers, la hausse du dollar, celle des taux d'intérêt à Londres et aux Etats-Unis, qui pèsent sur les trois quarts de ses obligations extérieures, ainsi que par la récession mondiale et la montée générale du protectionnisme. Comme tant de nations exportatrices de matières premières, il a durement ressenti, dans son commerce avec l'étranger, la chute des termes de l'échange, qui a été de 50 % de 1977 à 1981 (1). La valeur de ses exportations a diminué au moment même où il devait importer davantage, pour alimenter une industrie enfiévrée par la construction du *« plus grand barrage du monde »* (Itaipu) où la mise en valeur du *« plus grand gisement de fer du monde »* (Carajas) ainsi que pour d'autres projets identiques. Le déséquilibre de ses finances externes s'est accru d'autant.

Ce sont là les explications immédiates. Mais il y en a d'autres, qui tiennent au type de développement choisi, lequel est antérieur au régime militaire, mais a été aggravé par lui : les Brésiliens ont opté en effet pour des modes de production et de consommation « à l'occidentale », c'est-à-dire pour une industrialisation accélérée, qui s'est faite à un coût de plus en plus lourd, et dans des secteurs peu aptes à satisfaire les besoins d'une partie importante de la population, qui doit surtout résoudre des problèmes de survie.

A ce modèle tourné vers l'extérieur, fondé sur l'importation de techniques et de capitaux étrangers, la gauche brésilienne a souvent dit qu'elle préférait un modèle « introverti ». Il n'est pas sûr que celui-ci eût réussi. Le Brésil est un pays « métis », qui appartient à la fois au tiers-monde et au monde occidental. On peut supposer que son choix économique a été aussi un choix culturel, et qu'il n'a pas été dicté seulement par les puissances dominantes. Un tel choix a desservi les plus démunis, qui sont nombreux ; il a aussi alimenté le dynamisme d'une bourgeoisie qui a joué un rôle d'entrepreneur, ce qui n'est pas toujours le cas en Amérique latine.

Un déficit public exagéré

Le régime militaire a aggravé les vices d'un système qui était, déjà, profondément inégalitaire. Affranchi de tout contrôle démocratique, il a renforcé un appareil d'Etat qui est devenu un véritable monstre, pompant de plus en plus les ressources du pays. Les entreprises publiques, qui assurent, selon certaines estimations, plus de la moitié du P.N.B., sont une énorme machine à privilèges et à gaspillage. Certaines aventures de l'Etat militaro-industriel brésilien ont coûté cher à la nation ; c'est le cas des 4 000 kilomètres de la route transamazonienne, en grande partie inutilisables.

On comprend, dans ces conditions, que le déficit des finances publiques ait atteint des proportions exagérées (6 % du P.N.B. en 1982) et soit une des pierres d'achoppement dans les négociations ouvertes depuis la fin de l'année dernière avec le Fonds monétaire international. Celui-ci exige une réduction draconienne de ce déficit pour poursuivre une aide qu'il a interrompue en mai dernier, en gelant la deuxième tranche d'un prêt qui doit s'élever à 2,4 milliards de dollars cette année. Les réticences du F.M.I. ont entraîné celles des banques internationales. Depuis un mois, Brasilia a accumulé 2 milliards de dollars d'arriérés.

Les missions du F.M.I. qui se sont succédé à Brasilia ont exigé que le déficit public soit ramené à 1 % du P.N.B. en 1984 et le rythme d'inflation – actuellement de 160 % – à 50 %. Un tel traitement risque fort d'aggraver l'état du malade. Les dirigeants de Brasilia ont annoncé en juillet qu'ils étaient arrivés à un accord avec le F.M.I. Ils ont fait un premier pas dans sa direction en décidant que les salaires seraient désormais revalorisés 20 % au-dessous du taux d'inflation. Des sacrifices du même genre dans les dépenses publiques exposent à une récession brutale, donc à une accélération du chômage. Des révoltes similaires à celles qui ont agité Sao-Paulo en avril dernier peuvent se reproduire. La misère et la faim sont de plus en plus visibles au cœur même des grandes villes, où des familles entières campent dans la rue.

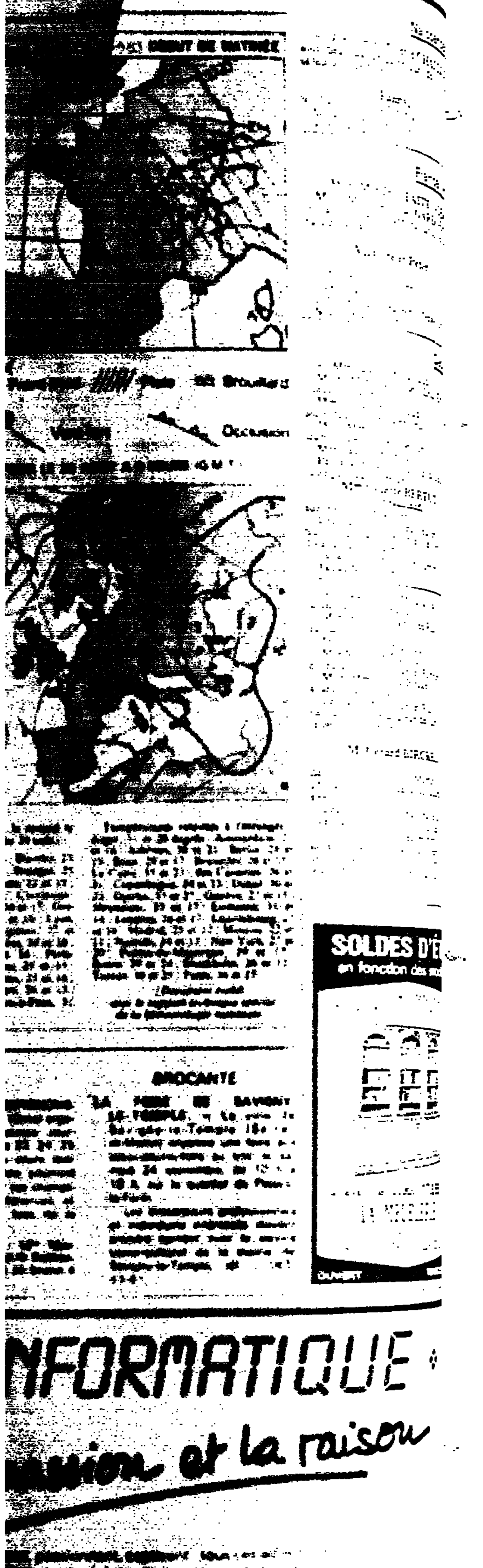
Il y a quelques jours, les chefs d'entreprise les plus connus du pays ont lancé un manifeste denandant une politique contraire à celle préconisée par le F.M.I. « Non à la récession », disent en substance les *empresarios*, de concert avec l'Eglise et l'opposition, majoritaire à la Chambre des députés. *« Dehors le F.M.I. ! »*, disent des slogans écrits sur les murs ou imprimés sous forme d'autocollants.

« Nous devons choisir entre les intérêts du peuple brésilien et ceux du système financier international », déclare l'économiste Celso Furtado, auteur d'un plan de rechange que doit présenter, ce mercredi 24 août, M. Ulysses Guimaraes, président du principal parti d'opposition, le P.M.D.B. (parti du mouvement démocratique brésilien). M. Furtado est partisan, comme beaucoup de Brésiliens, de déclarer un moratoire unilatéral pour le paiement de la dette, autrement dit d'en suspendre le paiement, pendant un délai de trois ans.

Les dernières initiatives des responsables économiques montrent que ceux-ci s'acheminent dans une autre direction : un moratoire négocié. Comment appeler autrement, en effet, la proposition qu'ils s'apprêtent à faire aux banques internationales ? Un rééchelonnement sur huit ans de la dette contractée auprès d'elles, du moins de la partie venant à échéance en 1983 et 1984, avec un délai de carence de trois ans. *« Nos créanciers doivent manifester une certaine solidarité, face aux risques que nous avons pris*, nous disait en avril un des responsables de la Fondation Getulio-Vargas, l'institut brésilien de statistiques et d'analyses conjoncturelles. *Nous nous sommes endettés pour financer des projets bien précis et non, comme les Argentins, pour combler le déficit de nos comptes courants. »*

CHARLES VANHECKE.

(1) Rapport 1983 de la Banque interaméricaine de développement.



ASIE

Philippines

Le défilé devant le corps de Benigno Aquino prend les dimensions d'une manifestation populaire

De notre envoyé spécial

Manille. — *« Bienvenue Ninoy », « Avec toi Ninoy », « Ninoy nous t'aimons »*... Times Street, à Quezon City, dans la banlieue de Manille, est encore parée des slogans et des guirlandes de bienvenue chers aux Philippins. Dimanche dernier les palmiers et les grilles des villes qui bordent la rue avaient été décorées : on s'apprêtait à fêter joyeusement le retour de l'occupant du numéro 25, ce voisin, cet ami, ce parent que l'on avait guère vu depuis dix ans (sept ayant été passées en prison et trois en exil), mais qui rentrait finalement au pays grandi par les épreuves, dont le nom était sur bien des lèvres et suscitait tant d'espoirs : Benigno Aquino, dit familièrement « Ninoy », marié et père de cinq enfants, politicien démocrate et opposant munéro un depuis plus de dix ans au régime tout puissant de Ferdinand et Imelda Marcos.

C'était dimanche matin, jour du seigneur dans les très catholiques Philippines, et tous les rêves étaient permis, une balle, une seule, les à fait voler en éclats sanglants, transformant les retrouvailles en funérailles. Depuis lundi matin, c'est dans ce décor fait pour la liesse que défile interminablement le cortège de la détresse.

« Un type bien courageux »

Silencieux, graves ou bouleversés, les gens, des milliers d'hommes et de femmes, passent devant le cercueil pour se convaincre, pour rendre hommage et pour prier avant de rentrer chez eux en emportant, gravée dans leur mémoire, la vision affreuse de cet homme au visage juvénile et au sourire contagieux que la blessure, la chute et la mort ont défiguré.

Sa mère, Aurora Aquino (soixante-quinze ans) et ses huit frères et sœurs n'ont pas voulu farder la vérité en maquillant son visage : *« Il est dans l'état où il a été assassiné, pour que chacun puisse voir ce qu'ils lui ont fait »*, disent-ils.

La dépouille mortelle d'Aquino repose dans un simple cercueil de bois, recouvert de fleurs et de rubans jaunes — sa couleur politique — et enveloppé du drapeau national philippin. L'ancien sénateur est vêtu de la saharienne blanche qu'il portait lors de son départ pour l'exil, en 1980, et qu'il avait tenu à porter, symboliquement, pour son retour. Elle est noircie de sang du col à la ceinture. Parmi les fleurs, près du visage blessé et tuméfié, quelqu'un a posé une affichette préparée pour son arrivée et portant ces mots : *« Ninoy nous t'aimons. Là où il n'y a pas d'esclaves il n'y a pas de tyran »*.

Le défilé a commencé dès lundi matin, peu après que la famille ait réussi à ramener le corps, qui avait été transporté la veille, immédiatement après l'attentat, dans un hôpital militaire. Ce fut d'abord l'affaire de quelques centaines de personnes, parents, amis et sympathisants politiques. Puis, peu à peu, spontanément, une colonne de gens venus de toutes parts s'est formée, s'étirant de plus en plus loin dans la rue. Mardi, c'est sur deux rangs que la foule progressait, sur plusieurs centaines de mètres, formée en majorité de jeunes gens de la bourgeoisie et des classes moyennes venus par curiosité, par compassion, par inclinaison politique ou par admiration pour *« un type bien et courageux »*. Leurs raisons sont variées mais elles ont un dénominateur commun, et tous reçoivent le même choc en voyant mort celui qu'ils n'ont, souvent, jamais vu vivant.

Ceux-là n'oublieront pas. Mardi soir, à 22 heures passées, le défilé se poursuivait, submergeant la villa, ballotant et étreignant au gré de ses débordements les membres de la famille Aquino, accablés, épuisés mais omniprésents. Afin d'améliorer cette situation de plus en plus inconfortable pour les uns et pour les autres, le corps sera exposé dès jeudi dans une église du quartier, après l'arrivée, mercredi soir, de la veuve du défunt et de ses quatre enfants. Il sera inhumé le mardi 30 août.

Non-violence

Ce qui frappe depuis trois jours dans les divers épisodes de ce drame, c'est, face à un pouvoir qui a visiblement mauvaise conscience, mais qui n'en multiplie pas moins les mises en garde, l'extrême retenue physique, l'étonnante passivité de ceux qui se réclament d'Aquino ou qui lui témoignent leur sympathie à titre posthume. Est-ce une question de peur, d'apathie, d'impuissance ou de respect pour les appels au calme des dirigeants politiques et religieux ?

Lupita Kashiwahara, sœur d'Aquino, et dont le mari, journaliste de la télévision américaine, se trouvait dans l'avion avec la victime, nous répondait mardi soir : *« Il y a un temps pour le deuil et un temps pour la colère, après. J'espère que la colère se traduira ultérieurement par quelque chose de positif pour qu'il ne soit pas mort en vain. » « N'oubliez pas,* ajoute-t-elle, *que Ninoy était rentré pour tenter une réconciliation nationale, une restauration de la démocratie par des moyens non violents. Il serait tragique et contraire à sa mission d'ajouter la violence à la violence. »*

Arborant un T-shirt à l'effigie de son frère — comme beaucoup de gens dans cette maison, — elle paraît au bord de l'épuisement et lutte pour ne pas être entraînée par le maelstrom humain qui l'entoure. *« Tous ces gens sont venus,* dit-elle, *pour rendre hommage avant tout à un homme qui avait du courage. La famille est réconfortée par cette démonstration populaire d'une ampleur inattendue. »* Elle ne s'étonne pas, en revanche, que le couple présidentiel et les plus hautes autorités du pays — malgré les tentatives pour faire croire à la population que le pouvoir en général, et Mme Marcos en particulier, avait gardé une certaine amitié pour l'adversaire politique qu'était Aquino — se soient abstenus jusqu'à présent de manifester personnellement et directement leurs condoléances à sa famille.

R.-P. PARINGAUX.

● ERRATUM. — Dans l'article de notre correspondante à New-York paru dans *le Monde* du 24 août, il fallait lire que l'administration Reagan a promis 900 millions (et non pas milliards) de dollars d'aide au président Marcos.

« Indice sérieux » ?

De notre envoyé spécial

Manille. — Alors que de toutes parts se multiplient les appels pour que la vérité soit faite le plus rapidement possible sur le meurtre de Benigno Aquino, les militaires philippins qui étaient responsables de sa protection — et qui sont responsables de l'enquête — ont étalé, mardi 23 août, sur la place publique le premier *« indice sérieux »* susceptible, selon eux, de conduire à l'identité de l'assassin. Il s'agit de son slip portant le prénom brodé de Ronnie.

La pressse locale accorde la « une » à cette révélation, qui intervient pas moins de deux jours et demi après l'attentat. Compte tenu du fait que l'on affirme ici avoir mis en œuvre le maximum de moyens pour établir l'identité de l'assassin, cette lenteur pour en découvrir les éléments est assez surprenante... Un haut fonctionnaire nous a dit en privé la trouver *« désastreuse pour la réputation et la crédibilité des forces armées »*.

On s'étonne également, alors que les autorités affirment rechercher des témoins visuels, que ceux qui étaient le mieux placés — une quinzaine de soldats armés chargés d'arrêter Aquino — n'aient pas publiquement fourni leur version des événements survenus il y a déjà trois jours. Enfin, dans l'état actuel de l'enquête ou de ce que le public en connaît, rien ne vient étayer les spéculations tardives émises lundi par le président Marcos selon qui l'assassin *« pourrait »* avoir été à la solde des communistes. — R.-P. P.

[A Tokyo, le grand quotidien *Yomiuri Shimbun* note que « *de grandes différences* » existent entre la version des autorités philippines et ce qu'ont rapporté des témoins sur l'assassinat de Benigno Aquino.

« *Le gouvernement,* observe-t-il, *affirme qu'un homme se faisant passer pour un mécanicien a abattu M. Aquino, mais des témoins ont rapporté que l'un des militaires qui l'ont amené à la sortie de l'avion a tiré.* »

L'agence de presse japonaise Kyodo avait auparavant cité un journaliste indépendant, M. Kiyoshi Wakamiya, qui voyageait dans le même avion que l'opposant philippin et a affirmé avoir vu deux militaires de l'escorte de Benigno Aquino le viser à la tête à 1 mètre de distance, avant de faire feu sur un autre homme qui sortait d'un véhicule militaire garé à proximité.]

Pakistan

D'anciens partisans d'Ali Bhutto mènent la campagne d'agitation dans la province du Sind

Dix jours après le lancement de la campagne de désobéissance civile par le Mouvement pour la restauration de la démocratie, la tension demeurait vive, mardi 23 août, dans la province du Sind, où se multiplient les scènes de violence. Cependant, le chef de l'Etat, le général Zia-Ul-Haq, en visite à Karachi, capitale de la province, a déclaré que la situation n'inspirait *« aucune inquiétude »*.

L'envoyé spécial de l'A.F.P. à Hyderabad, au nord-est de Karachi, Sami Zubeiri, écrit que les membres du parti populaire pakistanais (P.P.P.), la formation de l'ancien premier ministre Ali Bhutto, mènent pratiquement seuls la campagne contre la loi martiale dans la province. Ils trouvent là l'occasion d'exprimer ouvertement leur réprobation de l'exécution par pendaison de leur ancien dirigeant. Des étudiants criant *« vive Bhutto »* se sont heurtés, mardi, aux forces de police à Hyderabad. A Kandhkot, dans le nord de la province, plus de vingt mille manifestants conduits par un grand propriétaire terrien membre du P.P.P. ont incendié quatre banques, la gare, un poste de police, la caserne de pompiers et d'autres bâtiments administratifs, avant que la police n'ouvre le feu, tuant trois d'entre eux et en blessant cent cinquante autres. Des grèves, des manifestations et des affrontements sont également signalés à Kharpur, à Larkana, à Naushero-Feroz et dans plusieurs autres localités.

« La situation est particulièrement mauvaise dans les zones rurales », a remarqué un fonctionnaire pakistanais, qui a ajouté que des éléments régionalistes participaient aux actes de violence commis ces derniers jours. A Hala, fief du chef religieux Talibula, plus de trente mille personnes ont manifesté et le drapeau noir, rouge et vert du P.P.P. flotte sur les toits. A l'occasion d'une émeute, cent cinquante prisonniers ont réussi à s'enfuir d'un établissement pénitentier. En revanche, les troubles ne sont que peu étendus à Karachi et n'y affectent pas l'activité du monde des affaires. Lors de sa visite à Karachi, le général Zia-Ul-Haq a appelé les *« patriotes »* à s'unir pour *« déjouer les menées des éléments malfaisants qui provoquent le chaos et la confusion (...) sous prétexte de rétablir la démocratie »*. Il a assuré qu'avec le *« soutien et la coopération des partisans de l'islam »*, le gouvernement militaire *« ferait échouer les desseins diaboliques »* de ceux qui *« prennent la loi entre leurs mains »*.

Le général Zia a encore déclaré que des *« mesures sévères »* seraient prises contre les *« éléments subversifs ; jusqu'ici le gouvernement s'est montré très doux mais nous savons comment agir avec eux »*, a-t-il ajouté.

Plus de deux cents avocats ont protesté contre la présence du chef de l'État à un dîner offert par le bureau du Sind et scandé des slogans tels que *« A bas Zia et la loi martiale »* (Les avocats de Lahore, capitale du Pendjab, devaient observer une journée de grève mercredi 24 août).

Des quelque mille arrrestations officiellement annoncées pour la province du Sind, cinquante ont été suivies de condamnations par les tribunaux militaires à des peines de un an de prison et d'une dizaine de coups de fouet. Des arrestations volontaires de militants de l'opposition ont eu lieu à Quetta, capitale du Baloutchistan, et dans l'État du Pendjab, où le Jamiat Ulema-e-Pakistan (parti religieux de droite) a invité le gouvernement à consulter ses adversaires sur l'avenir politique du pays dans un délais d'un mois, faute de quoi il lancerait son propre mouvement de protestation. — *(A.F.P.-Reuter)*.

Chine

TRENTE EXÉCUTIONS CAPITALES A PÉKIN

Pékin *(A.F.P.)*. — Trente criminels ont été condamnés à mort et exécutés, mardi 23 août, à Pékin, a-t-on appris de source judiciaire dans la capitale chinoise. C'est la première fois depuis de nombreuses années qu'un aussi grand nombre de condamnés sont exécutés le même jour.

Une notice apposée mardi après-midi devant le tribunal qui a infligé les condamnations à mort précise que sur les trente criminels exécutés — dont une femme de vingt-cinq ans — dix-neuf l'ont été pour meurtre, dix pour viol et un pour vol de voitures. Aucun des condamnés n'avait plus de trente-cinq ans.

Ces exécutions font partie d'une vaste opération lancée à la mi-août contre la délinquance juvénile, en plein recrudescence à Pékin, mais aussi dans la plupart des grandes villes chinoises *(le Monde* du 24 août).

OCÉANIE

Voyage au cœur du Pacifique sud

II. — *Samoa-Occidentales : comment être indépendant quand on est trop petit ?*

De notre envoyé spécial PATRICE DE BEER

Trop petits et isolés pour être économiquement viables dans le cadre de l'économie mondiale de marché, certains pays du Pacifique sud, comme Samoa, ne peuvent compter, pour survivre, que sur l'aide internationale, tout en tentant d'éviter que cette ouverture forcée sur l'extérieur ne ravage les structures traditionnelles de leur société, auxquelles ils demeurent attachés (*le Monde* du 24 août).

Apia. — Avec quatre premiers ministres successifs en moins d'un an, les Samoa-Occidentales sont entrées, après vingt ans d'indépendance, dans le monde de la politique moderne et des crises ministérielles. Premier ministre depuis 1976, Tupuola Efi fut battu de justesse par son rival Vaai Kolone lors des élections de février 1982. Invalidé pour fraude électorale, celui-ci fut à nouveau remplacé en septembre par Tupuola Efi, qui a dû s'effacer en décembre, à la suite d'élections partielles, devant un nouveau chef de gouvernement, Tofilau Eti.

Péripéties électorales, mais qui montrent, dans un pays traditionaliste, où la vie politique est dominée par une hiérarchie de chefs coutumiers, les *matais* — les seuls à posséder le droit de vote — que les rivalités de personnes et de clientèle ont cédé le pas au débat sur les questions politiques et économiques. Pour la première fois dans l'histoire des Samoa, un véritable parti politique — le H.R.P.P. (le parti pour la protection des droits de l'homme) — s'est constitué et, par sa cohésion, a réussi à écarter du pouvoir la personnalité la plus brillante du pays, Tupuola Efi.

Certes, les élections, qui se jouent entre quelques centaines de matais dans chaque circonscription, sont toujours précédées de palabres, de pressions amicales ou non, de fêtes et de cadeaux — alcool, boîtes de *corned-beef*, nourriture très prisée, dons à l'église locale, — mais deux problèmes dominent le débat dans l'État le plus anciennement indépendant du Pacifique sud : sa dépendance envers l'ancienne puissance coloniale, la Nouvelle-Zélande, et de sérieuses difficultés financières et économiques. Pour 20 %, les Samoans, peut-être plus, vivent en Nouvelle-Zélande. Les deux pays sont liés par un traité d'amitié vieux de vingt ans, et la Nouvelle-Zélande demeure le principal donneur d'aide et le premier partenaire commercial des Samoa-Occidentales.

La réaction n'en fut que plus forte quand Wellington décida l'été dernier de retirer aux Samoans nés sous son administration le statut de sujet britannique et les facilités de visite en Nouvelle-Zélande qu'il impliquait. Vaai Kolone fut contraint, au cours d'une rencontre dramatique avec son homologue néo-zélandais, M. Muldoon, d'entériner cette décision, de peur que les conditions favorables d'entrée de ses compatriotes dans ce pays ne soient supprimées. Ce qui suscita l'émotion ou la colère à Apia, en particulier autour de Tupuola Efi et du Mouvement pour les droits de l'homme. On rappelle que la colonisation néo-zélandaise ne fut pas toujours un modèle ; que la grippe avait tué en 1918 7 542 des 38 178 Samoans (20 % de la population totale) après que le gouverneur eut négligé d'appliquer la quarantaine sanitaire sur un navire, puis refusé l'aide de son voisin américain ; que le 28 décembre 1929, lors du « Dimanche noir », la police ouvrit le feu sans sommation sur une manifestation non violente du mouvement nationaliste MAU, faisant des morts, dont le grand chef Tupua Tamasese.

« Je me suis senti insulté, ce n'est pas bon de n'avoir qu'un seul ami », nous a dit M. Felix Wendt, le frère du grand écrivain du pays et directeur de l'Ecole d'agriculture. D'autres Samoans se sont déclarés choqués par une mesure considérée comme discriminatoire et par les arguments jugés racistes des Néo-Zélandais. Si l'intransigeance de M. Muldoon a été payante à court terme, la blessure dans l'amitié confiante des Samoans risque, chez ce peuple fier, de mettre longtemps à se cicatriser.

Une facture pétrolière écrasante

Même au sein du H.R.P.P., qui gouverne le pays avec une majorité ténue, la confiance envers l'ancien tuteur risque de ne plus être comme avant. Mais, pour le moment, ce parti de notables, qui ont remplacé la foi dans les valeurs collectives traditionnelles par une croyance dans l'économie de marché et l'ouverture aux grands courants d'échange, doit avant tout se préoccuper de remplir les caisses vides. Tupuola Efi, plus nationaliste, s'était lancé dans une ambitieuse politique d'infrastructure coûteuse et qui ne lui a pas rapporté les suffrages escomptés. *« Il vaut mieux encourager le tourisme, construire un grand aéroport, soutenir la libre entreprise, que de gaspiller de l'argent en routes, ce qui est anti-économique. Il faut investir de l'argent là où on peut faire de l'argent »*, nous déclare Le Mamea Ropati Muaua, pharmacien prospère et nouveau ministre de l'éducation.

Dans sa boutique sur Beach-Road, on ne trouve que des produits importés, y compris toute une sélection de déodorants, alors que les Samoans n'ont plus d'argent pour acheter des denrées essentielles. Mais la télévision installée dans les Samoa-Américaines inonde une partie du pays avec ses messages publicitaires et crée une demande. En dépit d'efforts pour développer la production alimentaire, les Samoans continuent d'être friands de conserves de viande et de poisson. Tupuola Efi avait tenté d'en restreindre l'importation ; il dut vite revenir sur sa décision. *« Après que l'on eut appris qu'il en faisait venir en cachette pour sa consommation personnelle »*, assure un haut fonctionnaire de ses amis. Ces goûts, hérités de la colonisation, sont coûteux en devises et empêchent le développement de productions locales. Ils ont aussi des effets néfastes sur la santé, mise à mal par la destruction d'un équilibre alimentaire traditionnel.

Les Samoa sont, pourtant, des micro-États du Pacifique sud, celui qui a fait les plus gros efforts de développement économique. On y compte plusieurs usines (savonnerie, jus de fruits, aliments pour bétail, brasserie,...). Dans une région où la consommation de bière est considérable — à Tonga, voisine, les achats de boissons et de tabac représentent 6,5 % des importations totales, — ce n'est pas sans importance. Par ailleurs, la C.E.E. participe activement à l'exploitation des ressources hydro-électriques des Samoa, finançant largement le barrage de Samasoni. Ces projets devraient permettre aux Samoa d'approcher l'autosuffisance en énergie électrique pendant la saison sèche. Or, au cours du dernier trimestre de 1981, l'achat de pétrole — 22 % des importations totales — absorbait 99,46 % du revenu des exportations. Les Samoa comptent d'ailleurs beaucoup sur l'aide étrangère pour financer leur développement — 72,5 % du budget de développement prévu par le quatrième plan quinquennal, soit 90 983 000 de tallas (dollars samoans), — d'autant que leurs exportations (dont le coprah et le cacao représentent entre 80 et 90 %) stagnent et que les cours baissent plus souvent qu'ils ne montent. Dans une économie encore largement non monétaire, et où les échanges traditionnels jouent un rôle déterminant — cadeaux aux supérieurs, redistributions à la clientèle, — les Samoans ne sont guère tentés de produire plus, plus régulièrement et sur une longue période. *« Quand ils se fixent un objectif à atteindre, ils n'auront de cesse d'y parvenir »*, que ce soit pour financer une église, envoyer un parent à l'étranger... Mais après, jusqu'au prochain besoin, sur une terre aussi agréable, la pause est légitime et le rythme se ralentit.

Se hâter lentement

« Il ne faut pas pousser trop brutalement au changement, cela prendra du temps », insiste M. Wendt, qui, matai, donne l'exemple dans son village natal, une fois quitté son bureau climatisé. *« Il faut donner l'exemple comme je le fais. J'ai la plus grande plantation de taro (1) du village, bien que je n'en aie pas besoin. Je le cultive traditionnellement, avec une technologie abordable par mes voisins, pour qu'ils puissent m'imiter. Il faut travailler dans le système (...) J'ai eu des problèmes pour convaincre le conseil du village de traire les vaches le dimanche — le jour du Seigneur — mais j'ai finalement eu gain de cause. »* M. Wendt est aussi en faveur d'une *« politique alimentaire »* basée sur l'autosuffisance avec, si nécessaire, des mesures radicales, comme la réduction autoritaire de l'implantation de produits appréciés tels le riz et les conserves. Mais quel gouvernement aurait le courage de prendre une telle décision ?

C'est pourtant dans le développement de l'agriculture à la base, par de petits projets villageois, d'abord pour nourrir la population, ensuite pour exporter de quoi payer ses importations, que réside l'espoir pour les Samoa. Sous l'impulsion de Tupuola Efi, des micro-projets ont vu le jour dans de nombreux villages, financés à 65 % par le gouvernement, à condition que la communauté locale prenne le reste en charge. C'est aussi à elle de choisir le projet qu'elle désire (plantations, élevage, pêche, irrigation).

Ainsi, à Leu-Soalii, sur la côte nord de l'île d'Upolu, l'association des femmes a ouvert un élevage de poules, issues de poussins importés de Nouvelle-Zélande. Ses dix membres vendent les œufs et bientôt les poulets. A tour de rôle elles surveillent le poulailler, baraque en bois aux abords du village. En trois ans, elles ont remboursé leur dette et mis de l'argent à la caisse d'épargne. Avec leurs économies, une délégation est partie à Hawaii pour obtenir des fonds de compatriotes expatriés.

Mais ces ressources venues de l'étranger, si elles renflouent l'économie locale — qui supporte mal le choc causé par la concurrence internationale, l'éloignement des grandes routes commerciales, — commencent à créer une mentalité d'assistés. De même peut-on craindre que le nouveau gouvernement, en ouvrant trop vite le pays au monde extérieur, en acceptant la tutelle d'organismes financiers internationaux, n'accentue à terme le déséquilibre et ne provoque des contrecoups brutaux sur une société qui s'efforce tant bien que mal de s'adapter. Que se passerait-il, par exemple, si des plantations étrangères étaient autorisées dans un pays où la terre — la seule richesse — est propriété collective ? *« On ne peut changer le système agraire sans s'attendre à des changements dans le système politique »* et en particulier dans celui des matais, qui domine la société samoane, prédit M. Wendt.

Ce bouleversement engendrerait peut-être le suffrage universel. Mais il est certain que les structures traditionnelles paternalistes — autoritaires et contraignantes certes, mais qui garantissent à chacun le minimum vital — exploseraient sans que l'on sache très bien ce qui les remplacerait. Serait-ce un mieux pour les Samoans ? Dans l'archipel voisin de Tonga, pour prévenir une telle éventualité, la monarchie, millénaire, s'est donné une pompe victorienne et un pouvoir quasiment absolu.

(1) Plantes cultivées pour leurs tubercules alimentaires.

Prochain article :

TONGA : « GOD SAVE THE KING »

Le Monde

société

FAITS ET JUGEMENTS

Tuerie d'Avignon : il y a eu au moins deux tireurs

M. Germain Baylac, expert en balistique, a affirmé, mardi 23 août, qu'au moins deux tireurs sont à l'origine de la tuerie de l'hôtel Sofitel d'Avignon, le 5 août. Le barman et le bagagiste auraient été tués par le même homme. D'autre part, quatre des cinq balles tirées par une ou deux autres personnes qui ont causé la mort des cinq victimes de la chambre 209 proviennent de la même arme, de calibre 9 mm, a précisé M. Baylac. La cinquième balle proviendrait d'une autre arme. Cette première analyse balistique ne sera confirmée que par l'examen des derniers projectiles, qui n'ont pas encore été remis par le juge d'instruction, Mme Françoise Alliot, à l'expert.

Le commissaire Yves Bertrand, qui dirige le S.R.P.J. de Montpellier, a chargé deux agents de la brigade financière de s'informer sur le passé juridique et financier du groupe d'entreprises propriétaire, notamment, du Sofitel Pont-d'Avignon.

Audition de M. Jean-Maurice Agnelet

L'ancien avocat Jean-Maurice Agnelet, inculpé d'homicide volontaire dans l'enquête sur la disparition d'Agnès Le Roux, s'est vu signifier, mardi 23 août, par M. François Boisseau, juge d'instruction au tribunal de Nice, l'inculpation d'abus de confiance (*le Monde* du 16 août).

M. Agnelet a notamment été interrogé sur les comptes bancaires qu'il a ouverts en Suisse à la suite de la transaction conclue en mai 1977 entre M. Jean-Dominique Fratoni, ancien P.-D.G. du Casino Ruhl, et Agnès Le Roux. M. Agnelet, qui a toujours affirmé être dépositaire des fonds reçus par Agnès Le Roux, est soupçonné d'avoir détourné une somme d'environ un million de francs au profit de son amie, Mme Lausseure, qui a acheté un restaurant à Montréal.

Un détenu permissionnaire en cavale arrêté

Un détenu en cavale, Michel Sournalet, 48 ans, qui avait blessé grièvement un sous-brigadier, le 21 juillet à Belfort (*le Monde* du 26 juillet), a été arrêté dans un bar de Toulouse et déféré mardi 23 août au parquet.

Michel Sournalet, originaire de Marmande (Lot-et-Garonne), repris de justice, n'avait pas regagné au terme d'une permission de sortie la centrale de Muret (Haute-Garonne), où il était détenu pour vols qualifiés.

En compagnie d'un autre repris de justice, il avait pris samedi en otage une automobiliste belfortaine pour échapper aux policiers qui l'avaient repéré. Interpellé en pleine rue par la brigade de surveillance nocturne, il avait blessé grièvement avec un pistolet un sous-brigadier qui tentait de l'appréhender et s'était enfui. Lors de son arrestation lundi après-midi, à Toulouse, le malfaiteur a été trouvé porteur d'une arme.

● *La belle-fille de Licio Gelli a été entendue par la police.* — Interpellée mardi 23 août à Saint-Jean-Cap-Ferrat (Alpes-Maritimes), où les Gelli possèdent une résidence d'été, la villa Espalmadore, Marta, épouse de Rafaelo Gelli, qui est considéré par les enquêteurs comme le cerveau et le principal exécutant de l'évasion de son père, Licio Gelli, a été entendue dans les locaux de la police judiciaire à Nice. La jeune femme, qui a été laissée en liberté après son audition, avait été mise en cause par M. Alain Devérini, le décorateur monégasque inculpé et écroué la veille pour connivence d'évasion et aide à l'entrée et au séjour d'un étranger en situation irrégulière en France. M. Devérini avait affirmé aux enquêteurs à Nice que Mme Marta Gelli lui avait demandé de louer la Renault 9 qui devait prendre en charge le maître de la loge P 2 à son arrivée à Monaco, le 10 août dernier. — *(Corresp.)*

Le P.-D. G. de Cartier, les recéleurs et la police

« *La prévention des hold-up passe notamment par le démantèlement des réseaux d'écoulement de la marchandise volée* », a déclaré M. Alain-Dominique Perrin, P.-D. G. de la firme Cartier, dont le magasin de Cannes a été dévalisé, vendredi 19 août, par deux malfaiteurs (*le Monde* daté 21-22 août). Pour M. Perrin, ces réseaux « *se développent à grande vitesse et sont de plus en plus performants* », et, selon lui, les bijoux volés à Cannes « *ont quitté la France moins de deux heures après le hold-up* », pour être vendus, soit démontés, « *soit tels, quels à des collectionneurs* ».

M. Perrin a déploré que Bruno Sullak, l'un des deux malfaiteurs présumés, « *ne soit pas considéré par la police comme un gros gibier* », et qu'il ait eu tout loisir « *de se promener tranquillement à visage découvert, un tel hold-up ne s'improvisant pas mais réclamant, au contraire, une longue péparation* ».

Le montant du hold-up de Cannes a été définitivement évalué à 43 millions de francs.

JUSTICE

LA « PROPAGATION DE FAUSSES NOUVELLES » EN CORSE

Une contre-attaque désuète

Atteinte au droit de la presse, restriction des libertés d'opinion et de réunion... La C.C.N. (Consulte des comités nationalistes), courant légal du mouvement indépendantiste corse, s'est trouvé, depuis plusieurs semaines, un nouveau cheval de bataille : la dénonciation d'une « *répression politique* » exercée par l'État contre ses dirigeants.

La thèse du « *complot* » gouvernemental, dans l'affaire de la disparition, le 17 juin, d'un militant nationaliste, Guy Orsoni, paraît provisoirement remisée au second plan. La C.C.N. critique davantage, ce mois-ci, les poursuites judiciaires, dont font l'objet certains de ses responsables.

Le 13 juillet, une demi-douzaine de militants nationalistes étaient d'abord inculpés de « *propagation de fausses nouvelles* » dans le cadre de l'affaire Orsoni. D'autres étaient poursuivis pour « *reconstitution de ligue dissoute* ». Ils avaient organisé, le 10 juillet, une réunion publique à Vero (Corse du Sud), le village de la famille Orsoni, durant laquelle s'était montré un commando armé de l'ex-F.L.N.C. (Front de libération nationale de la Corse). Interpellés puis remis en liberté, placés sous contrôle judiciaire, ces militants, qui se sont pourvus en cassation, se voyaient empêchés de participer à des assemblées publiques de la C.C.N.

Puis la justice, en août, s'était mise à relire, avec une minutie tâtillonne, les discours publics des nationalistes, les tracts, les entretiens à la presse, saisissant, même pour constituer ses charges, des bandes enregistrées de *Radio-Corse* ou de *FR 3* Ajaccio.

Enfin, la semaine dernière, des poursuites sur citation directe étaient engagées contre Mlle Pascale Verdi, rédactrice en chef du mensuel nationaliste *U Ribombu*, soupçonnée de s'être rendue responsable, de par sa fonction, de « *propagation de fausses nouvelles* » — toujours les accusations de « *complot* » dans l'affaire Orsoni — et d'atteinte à l'autorité de « *la chose jugée* ».

Credo

Après s'être laissé accabler, sans réagir, de critiques au mois de juillet, l'Etat semble avoir décidé de répliquer aux nationalistes au moyen de poursuites judiciaires, qui ne font pas l'unanimité dans l'opinion insulaire et paraissent très désuètes. Certains assimilent même ces poursuites à une répression du « délit d'opinion » qui, à les en croire, rappellent les pratiques en cours, en Corse, sous le septennat précédent, à l'égard des autonomistes et des séparatistes.

Une partie de bras de fer est en tout cas engagée entre les autorités insulaires et les nationalistes. Pour éviter d'interdire la C.C.N., l'Etat est apparemment contraint d'employer des moyens peu en harmonie avec le comportement judiciaire qu'une partie de l'opinion corse attendait de la gauche.

La C.C.N. a compris le bénéfice qu'elle pouvait tirer de ce climat de suspicion et multiplie des contacts avec tous les milieux qui avaient eu à souffrir, dans le passé, d'atteinte à ces libertés. Avec, par exemple, l'Union du peuple corse (U.P.C.) du docteur Edmond Simeoni. Ou encore, avec la presse, de plus en plus soumise à des tracasseries administratives, et qui avait entretenu, pourtant, des relations tendues avec la C.C.N. durant les premières semaines d'enquête sur la disparition de Guy Orsoni.

Le dernier credo nationaliste paraît faire mouche dans l'île où beaucoup de jeunes, notamment, adhèrent à cette critique : « L'Etat constitue progressivement un délit d'opinion nationaliste qui n'a rien à voir avec le droit, et qui est en fait une répression politique. »

Ph. BG.

SCIENCES

Des résultats d'expériences soviétiques de Saliout-7 sont ramenés au sol par Cosmos-1443

Une capsule récupérable s'est séparée du satellite soviétique Cosmos-1443 et s'est posée en douceur, mardi 23 août à 13 h 2 (heure française), dans le Kazakhstan, à 100 kilomètres au sud-est de la ville d'Arkalyk. L'agence Tass annonce qu'elle rapporte 350 kilogrammes de matériels divers : films photographiques pris par les cosmonautes Vladimir Liakhov et Alexandre Alexandrov au cours de leur programme d'études géophysiques, matériaux des expériences astrophysiques, technologiques et biologiques, équipements usagés de la station Saliout-7 qui vont être expertisés au sol.

Cosmos-1443, qui continue son vol orbital mais dont on ignore s'il lui reste une mission à accomplir, était resté fixé du 10 mars au 14 août sur la station Saliout-7. Son départ a permis l'arrivée d'un cargo Progress-17 que les cosmonautes déchargent actuellement. Long de 13 mètres avant séparation de la capsule récupérable, pesant 20 tonnes, Cosmos-1443 a joué un triple rôle. Il a été un cargo plus vaste que les Progress et capable, contrairement à eux, d'assurer le voyage de retour après celui d'aller. Il a été un remorqueur, ses moteurs ayant à plusieurs reprises modifié l'orbite du « train spatial » qu'il formait avec la station Saliout-7 et le vaisseau Soyouz-T-9. Enfin, il a constitué une vaste salle de travail pour les cosmonautes puisque son diamètre dépassait 4 mètres. Selon l'un de ses constructeurs, il est « *le prototype de blocs qui pourront abriter des laboratoires spécialisés, l'un en astrophysique, un deuxième en technologie, un troisième en biologie, etc.* ».

Voir page 16

ÉDUCATION

Le contentieux entre municipalités et écoles privées

Les chambres régionales des comptes adressent des « mises en demeure » à plusieurs communes

Officiellement installées depuis le mois de février, les vingt-quatre chambres régionales des comptes ont commencé leur mission de contrôle des décisions budgétaires des collectivités locales. Dans chaque région de métropole et dans les départements d'outre-mer, des magistrats disposent des mêmes pouvoirs d'investigation que ceux que détiennent les juges de la Cour des comptes. Les politiques financières des communes, départements, régions, sont ainsi jugées, avant que le représentant de l'État ne prenne *la moindre décision à leur encontre*, par une communauté de magistrats indépendants et inamovibles (*le Monde* du 22 avril 1982).

Les chambres régionales se substituent en partie aux « trésoriers payeurs généraux » (les T.P.G.) pour juger la comptabilité établie par les comptables publics des communes.

C'est en fonction de cette mission que de nombreuses associations, représentant des organismes de gestion d'établissements scolaires privés catholiques, ont saisi les chambres des litiges qui les opposent à certaines municipalités. Ces associations réclament aux communes une participation au financement du fonctionnement de l'école tel que le prévoit la loi Guermeur du 25 novembre 1977.

Les différentes chambres ont enregistré, dans ce domaine, plusieurs centaines de saisines. Pour ces dossiers elles ne rendent pas de jugement mais donnent un avis, proposent et peuvent aussi adresser une mise en demeure à la commune concernée. Si cette dernière n'obtempère pas, la chambre peut demander l'intervention du commissaire de la République, qui, seul, prend la décision. Le représentant de l'Etat peut, par exemple, inscrire d'office la dépense en question au budget de la commune. Mais des recours sont possibles devant le tribunal administratif et le Conseil d'Etat.

L'avis de la chambre régionale est donc une étape dans le processus de règlement des litiges entre les communes et des associations de gestion. Une étape qui peut se révéler utile. Ainsi, à Thionville, commune mise en demeure par la chambre de Lorraine d'inscrire à son budget un crédit de 272 000 F en faveur d'une école privée catholique sous contrat d'association avec l'Etat, le conseil municipal a décidé d'inscrire cette question à un prochain ordre du jour.

La même chambre régionale a aussi demandé à la commune de Commercy (Meuse), dont le maire est socialiste, de verser 600 000 F à l'école privée Sainte-Jeanne-d'Arc. La chambre de la région Nord a pris des décisions semblables à l'égard de deux communes du sud du département.

En Bretagne et dans le Centre

En Bretagne, ce sont trois communes du Finistère : Lanmeur, dont le maire est communiste, Plougasnou et Plougonven, dont les maires sont socialistes, qui ont été mises en demeure de verser leur contribution pour assurer le fonctionnement d'établissements privés...

La chambre de la région Centre a invité les communes de Ligueil (Indre-et-Loire) et Issoudun (Indre) à régler les sommes qu'elles devaient à des écoles catholiques. Le maire d'Issoudun, M. André Laignel, député socialiste, a déclaré dans un entretien accordé à l'agence France-Presse qu'il refusait de répondre à cette demande. Selon M. Laignel, *« l'argent public doit aller à l'école publique »* et les *parents qui veulent que leurs enfants* soient scolarisés dans des *« écoles d'endoctrinement »* doivent *« assumer leurs choix idéologiques »*. Le maire d'Issoudun *« met au défi »* le commissaire de la République de l'Indre d'inscrire d'office au budget de la commune la somme réclamée par l'école.

M. Laignel, qui est aussi membre du secrétariat national du bureau exécutif du P.S., souhaite que le gouvernement prenne une décision à propos de l'enseignement privé. *« Nous avons suffisamment tergiversé »*, estime-t-il.

RELIGION

SELON L'AGENCE FIDES

Les « Églises du silence » existent aussi en Afrique et en Asie

De notre correspondant

Cité du Vatican. – Lorsque Jean-Paul II dans l'un de ses discours à Lourdes avait parlé du problème de *« ceux qui souffrent pour leur foi »*. *« le Monde* du 16 août) qualifiant cette restriction de la liberté personnelle de *« sorte de mort civile »*, beaucoup, à commencer par la presse italienne, avaient interprété ces propos comme une référence aux pays de l'Est. Le pape, pourtant, avait évoqué, en fait *« les régions les plus diverses de chaque continent »*, mais il était difficile d'imaginer qu'il ne pensait pas aux situations qu'il connaît le mieux. C'est en tout cas l'interprétation qui a été donnée par Moscou du discours de Jean-Paul II, dont l'agence Tass a dénoncé le 19 août les propos *« antisocialistes »* faisant partie *« d'une stratégie du Vatican destinée à intensifier l'opposition idéologique avec les pays socialistes »*.

Peu de temps auparavant, le 30 juillet, l'agence internationale Fides avait publié un commentaire et donné des précisions sur la situation des Églises qui, en Afrique et en Asie, *« souffrent pour leur foi »*.

« L'œuvre d'évangélisation de l'Eglise, écrit Fides, *porte avec elle un long martyrologe qui n'est pas encore terminé »*, faisant allusion notamment à la présentation par Mgr Simon Lourdusamy, à la onzième assemblée plénière de la Congrégation pour l'évangélisation des peuples, réunie en avril 1983, de la situation des Eglises dépendant de ce dicastère missionnaire.

« L'ère des martyrs, souligne Fides, *ne sera pas terminée tant que l'on ne respectera pas les droits fondamentaux de l'homme et de la liberté religieuse en particulier. »* Ainsi, poursuit l'agence, *« au 30 juin 1983, sur les 892 circonscriptions ecclésiastiques qui dépendent du dicastère pour les missions, 159 se trouvaient dans ce que l'on appelle l'Eglise du silence : 6 en Albanie, 141 en Chine, 3 au Cambodge, 3 en Corée du Nord, 4 au Laos, une en Mongolie et 1 à Sakhaliantireligieuses. Les luttes intestines ont entraîné souvent des persécutions contre l'Eglise elle-même, comme ce fut le cas au Zaïre où de nombreux missionnaires ont été massacrés ou expulsés ; au Nigéria, également, avec la guerre de sécession du Biafra ; au Soudan, au Congo, au Cameroun, au Zimbabwe, en Guinée Équatoriale, en Ouganda, au Rwanda, au Burundi où dix membres de l'Institut missionnaire de saint François-Xavier ont été expulsés récemment. L'an passé encore en Angola, au Mozambique, en Ouganda, des missionnaires, hommes et femmes, ont été victimes de la violence ou séquestrés ainsi que d'autres personnes ou agents de l'évangélisation.*

Fides donne quelques précisions : *« En Ouganda, l'Eglise en général et son représentant, le cardinal Nsubuga, font face à tous les risques – y compris celui de leur vie – en rappelant sans cesse la doctrine morale de l'Evangile... »* En Angola *« pendant l'année 1982, plusieurs missionnaires ont été assassinés, d'autres, parmi lesquels l'archevêque de Lubango, à présent cardinal, ont été enlevés »... « Au Mozambique également plusieurs missionnaires ont été victimes de la violence et d'autres ont été enlevés. »*

En ce qui concerne l'Asie, *« depuis de nombreuses années*, écrit Fides, *l'Eglise connaît un long calvaire en Chine, en Corée du Nord, au Vietnam, au Laos et au Cambodge ; il faut y ajouter le drame des réfugiés du Sud-Est asiatique »*

PHILIPPE PONS.

MÉDECINE

Le SIDA est-il une maladie virale ?

(Suite de la première page.)

Fait nouveau et important, ce virus a été retrouvé, à plusieurs reprises, chez des personnes appartenant au principal groupe à risque pour le SIDA (homosexuels à partenaires multiples) présentant des symptômes avant-coureurs de la maladie (ganglions généralisés). Il semble, en outre, acquis que ce même virus a été isolé chez des malades atteints de SIDA.

Haute protection

On dispose chez les chercheurs français (3) d'une série d'arguments de laboratoire permettant de démontrer que ce nouveau virus (baptisé pour l'instant « lymphadénopathy virus » ou LAV) est notablement différent du « virus américain » du professeur Gallo. L'un des principaux arguments tient au tropisme sélectif de ce virus pour une catégorie particulière de cellules du système immunitaire (un groupe de lymphocytes), dont le fonctionnement est altéré de manière irréversible chez les malades atteints de SIDA. Pour l'heure, les chercheurs français ne disposent que de preuves « indirectes » de l'infection par le LAV : présence dans les prélèvements ganglionnaires ou sanguins de structures protéiques virales originales ou des anticorps correspondants, mise en évidence de l'activité enzymatique particulière à cette catégorie de virus, etc.

Une analyse plus fine du patrimoine génétique virale (clonage) est en cours, en collaboration avec l'Institut national du cancer américain. Des mises au point de tests de détection de la présence du virus dans l'organisme et des essais thérapeutiques (essais cliniques avec une substance antivirale spécifique) sont aussi mis en œuvre. *« Un problème particulier se pose à nous*, explique le professeur Montagnier. *Il n'existe pas de méthode de culture nous assurant une production continue de notre virus. Or le développement de nos travaux nous amène à changer d'échelle et à produire de plus grandes quantités de virus. Il devient donc, dès lors, indispensable de travailler dans des conditions différentes, avec des garanties de sécurité maximum, c'est-à-dire dans des unités de haute protection. »* Jusqu'à présent les membres de l'équipe du professeur Montagnier – tous volontaires – ne travaillent qu'avec les protections « standards » communes à toute recherche virologique.

S'ils apportent de nouveaux éléments de discussion, les résultats français ne permettent pas, pour l'heure, de trancher. On se garde à l'institut pasteur de tout triomphalisme. Reste en particulier à déterminer – si l'hypothèse virale du SIDA se confirme – lequel, du virus « américain » ou du virus « français », joue un rôle dans les mécanismes physio-pathologiques du SIDA. Quoi qu'il en soit, il apparaît de manière de plus en plus nette que la solution de l'énigme, pour importante qu'elle soit, n'est plus le seul enjeu de la compétition.

De ces recherches menées aux confins de la virologie, de l'immunoligie et de la cancérologie, on peut, en effet, attendre de fructueuses retombées dans les domaines de la pathologie humaine inaccessibles pour l'heure à toute thérapeutique efficace.

Il reste a assurer le financement des travaux. Celui-ci fait l'objet d'une polémique dans les milieux politiques et scientifiques américains. En comparaison, – les Etats-Unis pourraient, au total, affecter cette année à cette recherche 26,5 millions de dollars – le financement français apparaît bien modeste. Le ministère de l'industrie et de la recherche a, pour l'instant, consacré 600 000 F au SIDA. Une collaboration scientifique à l'échelle européenne pourrait d'autre part être organisée dès la rentrée.

JEAN-YVES NAU.

(3) Les recherches sont aussi menées en collaboration avec les équipes des docteurs Jean-Claude Chermann (Institut Pasteur) et David Klatzmann (hôpital de la Pitié-Salpêtrière).





SPORTS

TENNIS

La quinzaine des jeunes à Roland-Garros

La grande quinzaine des jeunes tennismen bat son plein au stade Roland-Garros, devant un parterre de parents et d'éducateurs. Dimanche 21 août, Franck Février (Melun) et Nathalie Phan-Than (T.C. Paris) ont conquis les titres de champions de France juniors. Ce mercredi, les finales nationales des cadets devraient opposer François Errard (Racing C.F.) à Olivier Delaitre (Metz) et Valérie Lamalle (Vincennes) à Frédérique Lindrec (C.A.S.G.). Les minimes aborderont, jeudi, les quarts de finale de leur championnat, dont la finale est prévue dimanche 28 août.

Guillaume, treize ans, 15/3

Le tennis est un sport épuisant... pour les parents d'apprentis champions. Christian Raoux, ingénieur à la centrale atomique de Marcoule, et sa femme, enseignante, tous deux venus de Bagnols-sur-Cèze (Gard), pour soutenir leur fils Guillaume, l'un des huit qualifiés pour les quarts de finale des minimes, peuvent en témoigner. Crispée, l'estomac noué, la mère s'était réfugiée dans un coin de tribune pour échapper au regard de son fils et lui cacher son angoisse. A une dizaine de mètres d'elle, le père, les mains moites et le pouls à 120 pulsations par minute, s'efforçait d'analyser techniquement chaque coup, pour tromper son anxiété.

Il est vrai que sur le court Guillaume était revenu de loin. Vainqueur du premier set, il avait perdu le deuxième et s'était retrouvé mené 3-0 dans le troisième. Avant de s'imposer 7-5, il avait dû sauver une balle de 4-0 sur le service de son adversaire. Sa performance est d'autant plus méritoire qu'à treize ans il est encore minime première année et classé à 15/3 (milieu de troisième série). Pour parvenir en quart de finale, il a éliminé trois adversaires d'un an plus âgés et classés respectivement à 15/3, 15 (fin de deuxième série) et 15/1 (tête de troisième série).

Depuis son inscription, à huit ans, à l'école de tennis des Roquettes, par son père qui avait découvert ce sport à trente et un ans, après un accident de football, et, se retrouve dix ans plus tard classé 15/2, Guillaume n'a pas perdu de temps. A dix ans il était demi-finaliste du championnat du Languedoc-Roussillon des poussins. Un an plus tard, il devenait champion de sa ligue en benjamin première année et se voyait offrir une bourse pour un entraînement hebdomadaire de trois heures de tennis avec son moniteur de club et pour deux heures de préparation physique avec un professeur d'E.P.S. L'année suivante, il confirmait son titre en benjamin deuxième année. C'est à Roland-Garros, l'été dernier, à l'occasion des championnats de France benjamins où il avait été battu en quart de finale, que son jeu d'attaque avait séduit Patrice Beust, le responsable de la section tennis-études du lycée du Parc impérial à Nice. L'enthousiasme de Guillaume à l'idée de succéder là-bas à Yannick Noah, Gilles Moretton, Dominique Bedel, Henri Leconte ou Guy Forget avait vite balayé les craintes de sa mère concernant sa scolarité.

A Nice, Guillaume et sept minimes ou cadets première année sont placés dans des conditions idéales pour poursuivre leurs études et se préparer à une carrière de tennisman professionnel. Les matières scolaires, à l'exception de la musique, du dessin et des travaux manuels dont ils sont exemptés, sont regroupées tous les matins, afin de *libérer les après-midi pour la pratique* sportive. La Fédération française de tennis prend en charge la moitié des frais d'internat et la totalité des frais d'enseignement, de déplacement et d'inscription pour les compétitions. Le matériel et les tenues sont fournies par quelques grandes marques.

La vraie décision

Pour Guillaume, le premier bilan est positif. Il a conservé son année scolaire d'avance et déjà est assuré de passer en deuxième série la saison prochaine. Après cette année, où il a dû se prendre en charge, ses parents le trouvent plus mûr que les jeunes de son âge. Se voient-ils pour autant parents d'un futur champion ?

« Jusqu'ici, répondent-ils, *tout s'est enchaîné sans que nous ayons à prendre la vraie décision. A Nice, les études sont prioritaires mais la section s'arrête à la fin de la troisième. Ce sera l'an prochain que nous devrons décider. Si Guillaume veut poursuivre dans cette voie, il devra monter à Paris, à l'I.N.S.E.P., où la priorité est accordée au tennis. »*

Une décision d'autant plus difficile à prendre que Guillaume refuse d'envisager la porte de sortie traditionnelle. *« J'aimerais devenir joueur professionnel*, dit-il, *une carrière d'enseignant de tennis ne m'intéresse pas. »* Christian Raoux et sa femme n'ont pas fini de souffrir au bord des courts.

GÉRARD ALBOUY.

NATATION

Aux championnats d'Europe

DOMINATION ALLEMANDE

Vingt-quatre heures après avoir battu le record du monde du 200 mètres, l'Allemand de l'Ouest Michael Gross a de nouveau réalisé une performance, mardi 23 août, à Rome, aux championnats d'Europe de natation, en égalant son propre record d'Europe en finale du 100 mètres papillon, puis en améliorant, avec ses coéquipiers, le record du monde du relais 4×200 mètres.

Mais pour le public italien, la vedette de la journée a été Giovanni Franceschi, vainqueur du 400 mètres quatre nages en battant le record d'Europe. Plus modestement, les Français ont dû se contenter de deux places de finalistes pour Véronique Jardin sur 200 mètres et pour le relais 4×200 mètres messieurs.

LES RÉSULTATS

MESSIEURS

100 mètres papillon

1. Gross (R.F.A.), 54 sec. (record d'Europe) ; 2. Lopez-Zubéro (Esp.), 54 sec. 77 ; 3. Markovski (U.R.S.S.), 54 sec. 81.

400 mètres quatres nages

1. Franceschi (It.), 4 min. 20 sec. 41 (record d'Eeurope ; ancien record : 4 min. 21 sec. 97 par Sidorenko, (U.R.S.S.) ; 2. Berndt (R.D.A.), 4 min. 20 sec. 81 ; 3. Hladky (Tch.), 4 min. 23 sec. 52.

4×200 mètres

1. R.F.A., 7 min. 20 sec. 40 Fahrner, Schowta, Schmidt, Gross (nouveau record du monde ; ancien record : 7 min. 20 sec. 80 par les États-Unis) ; 2. R.D.A., 7 min. 23 sec. 01 ; 3. Italie, 7 min. 26 sec. 01 ; 8. France, Bataille, Andraca, Laget, Pou, 7 min 37 sec. 62 (7 min. 35 sec. 07 en série).

DAMES

200 mètres

1. Meineke (R.D.A.), 1 min 59 sec. 45 ; 2. Strauss (R.D.A), 2 min. 0 sec. 16 ; 3. van Bentum (P.-B.), 2 min. 0 sec. 61.

200 mètres brasse

1. Geweniger (R.D.A.), 2 min. 30 sec. 64 ; 2. Gerasch (R.D.A.), 2 min. 30 sec. 67 ; 3. Zelenkova (U.R.S.S.), 2 min. 33 sec. 10.

PLONGEON

Tremplin dames

1. Baldus (R.D.A.), 494,880 pts ; 2. Aliabieva (U.R.S.S.), 493,140 pts ; 3. Jongejans (P.-B.), 461,100 pts.

CYCLISME. – Le Soviétique Serguei Kopylov a remporté, mardi 23 août à Zurich, le premier titre des championnats du monde sur piste en gagnant l'épreuve du kilomètre contre la montre, départ arrêté, des amateurs en 1 min. 3 sec. 94 (moyenne 56,302 Km/h). Il a devancé l'Allemand de l'Ouest Gerhard Scheller (1 min. 5 sec. 02) et l'Allemand de l'Est Lothar Thoms (1 min. 5 sec. 07). Le Français Philippe Boyer a terminé neuvième (1 min. 6 sec. 18).

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

DES « ARBRORIGÈNES » A UZESTE



Les structures végétales vivantes d'Ernest Pignon-Ernest

CHAQUE année depuis maintenant cinq ans, le percussionniste Bernard Lubat fabrique à Uzeste, son village natal, de drôles de fêtes où tout se règle et se dérègle sans lois. Une fête des fous, sans exemple, qui dure quatre jours (cette année six, 24-28 août), qui se termine en queue de poisson souvent, qui est toujours un événement. La fête d'Uzeste tient du chahut collégien et de la foire médiévale, mais Lubat invite toujours ses amis, qui ne sont pas n'importe qui, des musiciens, des comédiens, des peintres...

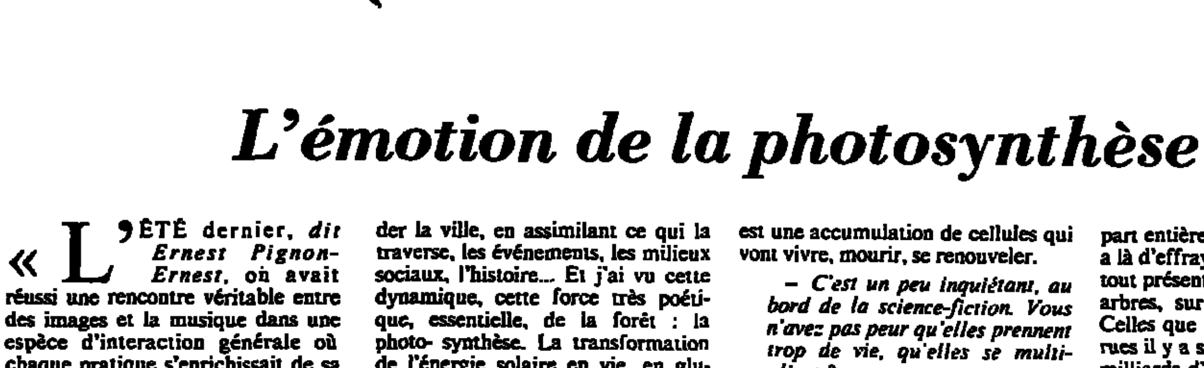
L'an dernier, il a invité pour la première fois Ernest Pignon-Ernest, un autre fou du genre, un « plasticien » qui n'a pas l'habitude de faire des choses ordinaires. Ernest Pignon-Ernest est connu pour ses séries d'interventions sur les murs des villes. « Scribe public » à l'écoute de l'inconscient collectif, poète, visionnaire, il colle des « images » qu'il a élaborées longuement avec la population ou grâce à elle, multipliées par centaines – « images enfouies de la réalité quotidienne », – qui révèlent d'un coup le besoin obscur d'une ville entière, ses tensions, ses contradictions. Ernest Pignon-Ernest « fouille » la réalité invisible.

En 1971, pour célébrer le centenaire de la Commune, il a collé des milliers d'images de cadavres à même le trottoir, sur les marches du métro à Paris. On a vu ses centaines de « femmes avortées » glisser dans les rues de Tours et de Nice (juste après les débats sur l'avortement à l'Assemblée nationale, fin 1974), ses milliers de Noirs debout derrière des barbelés à Nice (quand le maire de la ville a reçu l'équipe de rugby d'Afrique du Sud), ses « immigrés » à Avignon, ses « Rimbaud » à Paris.

L'an dernier, pour le Festival de Lubat, Ernest Pignon-Ernest avait collé un peu partout dans le village d'Uzeste des fenêtres en trompe-l'œil, avec, côte-à-côte, Jimi Hendrix et Chopin, Bob Marley et Berlioz... tandis que, à côté, Portal (le vrai) jouait à une autre (vraie) fenêtre... Cette année, Pignon-Ernest abandonne son outil habituel, la sérigraphie.

A Martigues, où il est installé depuis plus d'un mois, à proximité du laboratoire de biotechnologie solaire de Cadarache, Pignon-Ernest achève sa trentième « statue végétale vivante ». Une série étrange à laquelle il travaille avec l'équipe du chercheur Claude Gudin. Des statues fabriquées dans un matériau nouveau – une découverte scientifique de Claude Gudin, – qui ont toutes les propriétés des végétaux sans en être. Des personnages qu'il va installer dans la forêt des Landes, chez Lubat. Science, science-fiction ou « acte poétique optimiste », comme l'affirme Pignon-Ernest ? Une expérience étonnante en tout cas, à laquelle il a déjà donné nom : les « Arbrorigènes ». Une rupture aussi pour Pignon-Ernest avec douze ans d'images, d'affiches, de sérigraphies.

C. H.



Les « micro-algues » de Claude Gudin

RESPONSABLE du laboratoire de biotechnologie solaire de Cadarache (Bouches-du-Rhône), Claude Gudin travaille depuis dix ans sur les « micro-algues ». Il est l'inventeur d'un procédé qui permet, en injectant des cellules végétales dans le polyuréthane, de fabriquer des polysaccharides utilisables dans l'industrie alimentaire par exemple (les flans en particulier). L'équipe du laboratoire a été autorisée à participer à l'élaboration des « statues vivantes » d'Ernest Pignon-Ernest, ce qui représente, en moyens techniques et financiers, une aide considérable (1).

Claude Gudin s'est passionné pour le projet, pour sa *« dimension poétique »*. *« On oppose souvent artistes et scientifiques alors que dans la science, dans la découverte scientifique, il y a une charge poétique aussi »*, dit-il. *« Ces algues, qu'on utilise et qui ont deux milliards d'années, ont donné naissance à toutes les formes organisées. Il était intéressant de se servir de ces cellules, de les réorganiser selon des formes humaines que la nature n'avait pas prévues. On décide pour elle ! Avec un réacteur industriel, on fait la même chose et on n'y pense pas. C'est pourtant une intervention sur l'évolution également. »*

Claude Gudin a fait partie comme expert de la mission Energie nouvelle, dirigée par Philippe Chartier et Haroun Tazieff et impulsée par Jean-Pierre Chevènement. On y parlait du rapprochement entre artistes et scientifiques (*« pour faire de la recherche ouverte, pour sortir des sentiers battus... »*).

Le procédé utilisé pour les « Arbrorigènes » est *« relativement simple »*, explique Claude Gudin. La mousse de polyuréthane est une espèce de polymère plein de trous, une éponge dans laquelle on emprisonne des algues microscopiques – ces algues, qui sont des algues photosynthétiques, fonctionnent comme des plantes vertes, elles sont capables, avec la lumière et le soleil, de fixer du gaz carbonique, de rejeter de l'oxygène et de faire l'inverse la nuit. Comme l'éponge est perméable au gaz, à la lumière et à l'humidité, il s'établit un tissu vivant. Il suffit de l'imprégner d'eau et de sels nutritifs (nitrates, phosphates) pour que les algues se mettent à proliférer et à remplir les trous.

Les « Arbrorigènes » d'Ernest Pignon-Ernest et de Claude Gudin, fabriqués selon ce procédé, fonctionnent donc de la même manière, sans grandir (comme une feuille de platane qui aurait atteint sa taille), mais il peut se produire des variations en eau, en lumière, qui entraînent des changements de consistance et de couleur. *« Ils sont fragiles »*, précise Claude Gudin. *« Il faudra les entretenir. Ce sont des statues qu'il faut jardiner sous peine de les voir mourir. Elles n'ont de statues que la forme. Elles peuvent geler, se dessécher, mais, si on les protège comme des géraniums ou des cactus, elles vivront. »*

L'équipe de Claude Gudin ira à Uzeste. Elle participera à une rencontre sur le thème des rythmes biologiques et musicaux. – C. H.

(1) La délégation aux arts plastiques du ministère de la culture, le ministère de l'environnement, le Musée des sciences et techniques de La Villette et la ville de Martigues ont également participé au financement de l'expérience. Un film a été tourné par Claude Thiébaut.

Les recherches qu'effectuent Claude Gudin et son équipe s'inscrivent dans le cadre d'une association, l'Association pour la recherche en bioénergie solaire, qui est financée pour 40 % par le Commissariat à l'énergie atomique, pour 40 % par l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie, pour 20 % par des groupes comme Elf, la Compagnie française des pétroles et Rhône-Poulenc.

L'émotion de la photosynthèse

« L'ÉTÉ dernier, *dit Ernest Pignon-Ernest*, on avait réussi une rencontre véritable entre des images et la musique dans une espèce d'interaction générale où chaque pratique s'enrichissait de sa relation à l'autre : on était dans un village avec des rues, des cafés, des gens aux fenêtres... On s'était dit : il serait intéressant l'année prochaine d'aller dans la forêt qui est là, qui entoure. C'est en y réfléchissant que j'ai réalisé qu'il était un peu mécaniste d'utiliser un matériau, une technique, issus de la ville.

» Mes images sont urbaines, nées des murs, du mouvement de la rue, des sollicitations de la ville, des espaces qui lui sont propres. L'espace, le rythme, le climat de la forêt, appellent d'autres formes, des matériaux d'une autre nature. J'ai fait table rase du matériau, mais j'ai tenté d'appréhender, d'assimiler et de comprendre ce contexte nouveau – la forêt – de la même manière que j'ai tenté jusque-là d'appréhender la ville, en assimilant ce qui la traverse, les événements, les milieux sociaux, l'histoire... Et j'ai vu cette dynamique, cette force très poétique, essentielle, de la forêt : la photo- synthèse. La transformation de l'énergie solaire en vie, en glucose ; du gaz carbonique en oxygène.

– Vous avez trouvé cela... poétique ?

– Pour moi oui, la poésie de la forêt est là-dedans. Dans la photosynthèse. Cette énorme respiration de la nature. C'est l'axe poétique le plus fort de la forêt. Cela peut paraître paradoxal pour un peintre de saisir un élément qui ne se voit pas, mais la réalité, c'est aussi des choses qui ne se voient pas. Dans mes interventions dans les villes, je me suis souvent servi de l'histoire, de la mémoire, de la vie des gens, d'éléments qui ne se voient pas non plus. La forêt transcende le soleil. Si j'intervenais dans la forêt, il fallait que je me saisisse de cela.

Poésie ou science-fiction ?

– De cette émotion déclenchée par la photosynthèse à la réalisation de ces statues végétales à forme humaine, quel est le cheminement ?

– Je connaissais Claude Gudin. Je savais qu'il travaillait sur les micro-algues, qu'il cultivait des cellules végétales sur de minuscules cubes de polyuréthane. J'avais entendu parler de ces expériences et j'avais lu la communication qu'il avait faite avec Daniel Thomas à l'Académie des sciences. Je me suis renseigné davantage, je l'ai revu. Je l'ai interrogé sur les possibilités de travailler le volume, la forme de ce polyuréthane, et de l'ensemencer avec des millions de ces cellules végétales. Ça l'a passionné. Il a accepté de travailler sur ce projet, qui est devenu un projet commun.

» J'avais d'abord envisagé des formes froides, géométriques, des cubes, des pyramides, des formes qui seraient comme en opposition avec la nature – mais en osmose avec elle, ayant les mêmes propriétés qu'elle, qui joueraient de la contradiction entre formes mécaniques, en série, et la vie. Je suis venu plus tard à l'idée du corps, à des formes humaines, à ces personnages-sculptures grandeur nature comme greffés à la végétation...

– ...vivants ?

– Oui, puisque chaque sculpture est une accumulation de cellules qui vont vivre, mourir, se renouveler.

– C'est un peu inquiétant, au bord de la science-fiction. Vous n'avez pas peur qu'elles prennent trop de vie, qu'elles se multiplient ?

– Mais non, c'est impossible ! Si on avait planté des radis dans ces sculptures, on aurait souri. Ce sont les mots qui font peur. Pourtant, chacune de ces « cellules », de ces « micro-algues », est un végétal à part entière. Je ne vois pas ce qu'il y a là d'effrayant. Ces algues sont partout présentes dans la nature, sur les arbres, sur le sol, dans les mers. Celles que nous utilisons sont apparues il y a six cents millions ou deux milliards d'années, elles sont sorties de l'océan. Ce sont un peu nos ancêtres lointains. La vie a fait qu'elles ne se sont pas développées. Leur donner forme humaine, je vois plutôt ça comme un acte poétique optimiste teinté d'un humour à la Raymond Roussel.

Les éléments de l'invisible

» Cette prise en compte de la nature dans toute sa complexité, dans ce qu'elle a de plus étrange et de plus merveilleux, n'est pas sans en modifier l'appréhension. Charger ces arbres de la force suggestive d'une chose inconnue par l'insertion de ces éléments ambigus et décalés – ces formes humaines qui sont des végétaux qui ne sont pas des végétaux ; ces tissus synthétiques vivants – est une manière d'en affirmer la richesse, la beauté.

– Cette « saisie » de la photosynthèse, cette vie qu'il y a dans les statues, seront-elles visibles à l'œil nu ? Que verra exactement celui qui passera dans un an, dans dix ans, dans la forêt, sans rien savoir ? Ne risque-t-il pas de perdre l'essentiel d'un acte poétique dont la charge réside dans un élément qu'on ne voit pas ?

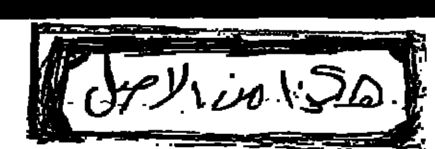
– C'est vrai. Cet élément essentiel à mes sculptures – et essentiel à toute forme de vie qu'est la photosynthèse – ne se voit pas. Pas plus sur mes « Arbrorigènes », que sur une feuille d'arbre. Ce passant innocent dont vous parlez sera en effet privé de quelque chose. Mais c'est chaque jour, face à des milliers d'œuvres, que des gens sont privés de quelque chose, faute d'en posséder les codes. Ce que j'ai fait peut apparaître comme une œuvre conceptuelle, ce qui n'est pas pour me gêner. Mais il s'agit aussi d'une œuvre plastique et ... physique aussi. A voir mes « Arbrorigènes », il apparaît que ce ne sont pas des sculptures de pierre ou de bronze. Cette vie qui les traverse se perçoit dans leur matérialité déjà. Et puis, bien sûr, comme un peintre utilise des couleurs, je vais jouer de la forêt, des espaces, des ombres, des lignes, comme d'un matériau poétique. Je vais faire de l'espace réel et des dynamiques qui l'animent un élément essentiel de mon intervention, travailler l'organisation des « Arbrorigènes », rythmer leur découverte, affirmer la sensualité de leur relation au végétal.

– Et vous allez les transporter comment ?

– Comme des plantes. On va les arroser avant de partir et les transporter dans des minicars vitrés. Il leur faut du soleil.

Propos recueillis par
CATHERINE HUMBLOT.

★ Festival d'Uzeste (à une quinzaine de kilomètres de Langon, en Gironde). Rens. : Tél. (56) 25-38-10.



YAVUZER ÇETINKAYA, ARTISTE BOURSIER

Un Turc au théâtre

NOM : Çetinkaya. Prénom : Yavuzer. Né le 7 mars 1948 à Izmir. Nationalité : turque. Marié. Un enfant. Profession : comédien.

Chante également (voix de basse du genre qui porte) ; vient d'obtenir, en juillet dernier avec mention « très bien », un doctorat de troisième cycle en cinématographie. Actuellement, à la recherche d'un logement provisoire, il commence à répéter, sous la direction de Claude Regy, le rôle d'Anton dans la pièce de Peter Handke, *Par les villages*, qui sera créée au théâtre de Chaillot à partir du 24 novembre.

Taille moyenne. Corpulence trapue (un peu forte peut-être pour ses trente-cinq ans). Barbe abondante, sourcils drus, front un peu bas, mains carrées, Çetinkaya fait partie des gens taillés dans la masse. Sa personne prend de la place, une place souriante. Sans complexe d'aller l'été chaussé de sabots noirs et l'hiver coiffé d'un béret large pour le confort et non la frime, il va et vient, s'active, comme s'il lui fallait sans cesse dépenser un trop-plein d'énergie vitale. Sa voracité pour l'existence passe l'entendement. Il s'active. Apprenti perpétuel. Roi de la débrouille. Marque son territoire. Installe, déploie son monde, sa famille, ici dans une chambre de bonne — premier temps, bourse du gouvernement français de 1 000 francs par mois, — puis là à la Cité internationale des arts avec des cartons, tables ou chaises prêtées, étagères trouvées aux puces, bouquins glanés et revues amassées, puis à l'été remballe tout dans quelques caisses, comme si de rien n'était. Entrepose les caisses et rejoint son pays pour quelques semaines.

Et si parfois les yeux (bleu-vert) paraissent... cernés ou gonflés, c'est qu'il n'arrête pas, c'est qu'il n'a pas arrêté, depuis septembre 1978, où il atterrissait à Paris après six semaines passées dans un campus bordelais à ingurgiter en accéléré les rudiments casse-têtes et chausse-trapes de la grammaire française. Yavuzer Çetinkaya est, comme on dit, un étudiant étranger à Paris. Il y en a, il y en a eu, il y en aura des centaines dans sons cas, à débarquer dans la Ville, soi-disant Lumière, attendant beaucoup pour avoir longtemps rêvé. La rentrée approche, et ça va recommencer pour les nouveaux venus... Les salles blafardes des restaurants universitaires le soir quand la solitude pèse son poids, le prix des choses si l'on n'a pas le rond, toutes les envies réfrénées, et l'idée un peu de ce que ça veut dire : immigrer, s'exiler. Même si c'est momentané.

Pas d'aller simple pour Paris

Si l'on choisit de parler de Çetinkaya, ou plutôt de le faire parler, ici, c'est qu'il n'était plus un étudiant en arrivant mais déjà un acteur reconnu en Turquie. Et s'il revient aujourd'hui le temps d'un spectacle et de sa tournée en France, c'est qu'il a d'une certaine façon « réussi » le parcours Istanbul-Paris — parcours quasi sans faute et pourtant plutôt rude. C'est aussi parce qu'il envisage le retour : il n'a pas pris un aller simple, mais résolument choisi de profiter au maximum de ses universités ici pour aller travailler là-bas, même si, comme il résume, *« la Turquie traverse une époque difficile du point de vue de la liberté »*. *« Il me faudra,* dit-il, *composer avec certaines contraintes, faire des compromis, mais en fin de compte j'aurai peut-être moins de choses de moi à abandonner qu'ici où il m'a fallu, pour pénétrer dans certains cercles, accepter certaines règles. Chaque cercle a les siennes. Il s'agissait de survivre »*. Il a survécu. Mieux sûrement que d'autres en situation similaire. S'est enrichi au sens figuré du mot. On a pu le voir au T.N.P. de Villeurbanne puis à l'Odéon, aux côtés de Bulle Ogier dans *Grand et Petit*, de Botho Strauss, interprétant de toute sa carrure le rôle d'un Turc paumé en Allemagne, vociférant. Il a joué l'hiver passé dans *les Bas-Fonds*, de Gorki, au Théâtre de la Ville, mise en scène de Pintilié. Pour quelqu'un qui en 78 ne connaissait pas un mot de français, à part « merci », locution d'usage à Ankara, c'est ce qui s'appelle aller bon train. *« Mais,* avoue-t-il, *« chaque soir, devant sept cents spectateurs français, pendant deux mois au moment de cette réplique que j'avais à dire —* « Comment faire ? Il faut vivre. Pas de fête, pas d'outil » —, *je me demandais pourquoi j'étais là à lancer ces mots-là, à ce public là ? Puis je pensais : après tout si quelqu'un doit le dire pourquoi pas moi ; cependant c'est à mon peuple plutôt — en tant que spectateur et sujet de mes œuvres — que j'ai envie de communiquer ma manière de sentir, d'aimer. En dépit du régime, et même si l'État n'a pas depuis longtemps aidé les artistes, je me sens toujours appartenir à mon pays.*

» S'il me fallait devenir un exilé permanent, je préférerais devenir un ouvrier, faire un métier qui me permette de vivre en tant qu'entité biologique. Car rester un artiste ajouterait à ma nostalgie, me rendrait fou. Si je donne une fleur, c'est que ma racine est en Turquie. Si je suis coupé des miens, je n'ai rien à dire. » Il ajoute en se moquant de lui-même : *« Et vu que je ne serai jamais autorisé, en raison des statuts, à entrer à la Comédie-Française, qu'est-ce que je fais ici n'est-ce pas ? »*

Le type qui parlait à son chien

A cause du retour, il n'a cessé durant ces cinq années d'écrire pour des journaux et des revues turques, critiques de cinéma et comptes rendus de tous les festivals possibles. Cela lui permettait, par la même occasion, d'avoir une carte professionnelle, d'aller au cinéma gratis, de tout voir. Pour le théâtre, il s'est adressé à l'Institut de théâtre international *« sinon c'est inaccessible »*.

Ce qu'il a appris au cinéma ? Hormis la consommation effrénée de tous les films possibles (à cet égard Paris est la ville la plus miraculeuse au monde), ce qui lui a été enseigné se résume à ceci : études de troisième cycle de cinéma et réalisation avec Jean Rouch. Il avait passé l'âge limite pour entrer à l'IDHEC. Alors Vincennes, Paris-VIII (deux caméras pour huit cents étudiants), où Jean Narboni, des *Cahiers du cinéma*, lui a montré la route à suivre : *« Si je n'avais pas suivi le séminaire de Rouch,* dit-il, *je serais encore incapable de comprendre par exemple Bresson. Au début, la sémiologie à la française me paraissait très théorique, difficile. Toute la rhétorique m'était nouvelle, d'autant plus qu'en Turquie j'avais étudié dans une école américaine. Cela me déprimait. »*

« Puis j'ai commencé à faire des images en super-8 ». Cela aussi coûtait cher. Il en revient à Rouch qui a été *« très aimable »*, et pour qui il va jouer, dans *Dyonisos*, un film qui vient de recevoir l'avance sur recettes.

« Je me demandais quoi filmer, sinon mes impressions en tant qu'étranger à Paris. Je n'étais pas choqué, mais tout était bizarre pour moi. La baguette par exemple, ce n'est pas « du pain » c'est « une baguette ». Ou cette façon des boulangers de dire « merci » en rendant la monnaie, mélodique mais pas sincère, croyais-je. Les gens qui s'embrassent dans le métro pendant une demi-heure. En Turquie, c'est difficile de trouver un endroit pour faire l'amour, ici, non, alors pourquoi dans les rues ? Puis moitié consciemment, moitié inconsciemment, j'ai commencé à prendre du recul par rapport aux choses, aux gens. J'étais venu tout « ouvert » naïvement, croyant pouvoir offrir en partage ce que je connaissais, ce que j'étais ; or dans le café où j'allais parfois, il y avait un type qui parlait à son chien, préférait parler du temps qu'il faisait avec son toutou qu'avec moi. C'est une façon de vivre. Ça se comprend, un peu égocentrique. C'est contagieux, cela commence à m'influencer... il y a des exceptions. »

Ainsi a-t-il filmé pour son mémoire de thèse les chiens parisiens : toilettage de chiens, cimetière de chiens, expositions canines... La vie de chien. Il en parle de façon irrésistible. Il peut parler aussi, ainsi, clairvoyant, des programmes de la télévision française qu'il a commencé à regarder *« six heures par jour à partir de mars 1979 »* : les décalages dans les informations, un certain pessimisme, une façon d'imiter les présentateurs à l'américaine.

« Pourquoi la France aurait-elle des complexes ? Au théâtre c'est un peu pareil, dit-il. *Les salles les plus importantes consacrent une très très large place au répertoire étranger. C'est un snobisme qui nuit peut-être à la culture française. »* Si on lui demande au total ce qu'il a gagné à séjourner ici, où, contrairement à ce qu'il croyait pour avoir lu Fitzgerald et Hemingway, *« tous les Parisiens ne sont pas des intellectuels »*. Il dit : *« J'ai été enrichi dans le souci du détail, mais j'ai un peu perdu ma vision globale des choses. »*

MATHILDE LA BARDONNIE.

« KOYAANISQATSI », DE GODFREY REGGIO

Prisonniers de la vie

CE film au titre impossible, repris, nous dit-on, d'un mot indien *hopi* qui signifie *quelque chose comme la vie en délire*, est, depuis un an, un des premiers objets de conversation non seulement à New-York et à Los Angeles, mais aussi à Moscou, La Havane, Berlin, avant d'aborder Paris, puis Tokyo, Budapest, Rabat, Sydney. Son coût de production, assez considérable pour un documentaire, atteint 20 millions de nos francs au change actuel du dollar. La réalisation a duré sept ans. On s'est limité aux seuls Etats-Unis, pour des raisons d'économie, nous explique Godfrey Reggio, un doux géant volubile, ancien Frère des écoles chrétiennes, aujourd'hui, qui ne veut plus rien avoir à faire avec ses anciennes convictions, même s'il respecte profondément celles des autres.

Tout commence vraiment à Santa-Fe, au Nouveau-Mexique, à l'Institut d'éducation régionale (I.R.E., abrégé de l'anglais), où il travaille. Vers 1973-1974, selon ses propres termes, Godfrey Reggio est de plus en plus *« obsédé par la nature de notre société »*, à la radio, à la télévision. Il ne cesse de dénoncer l'utilisation de la technologie (et des médias) pour contrôler les esprits ; *1984*, le monde décrit par George Orwell, est déjà là, dix ans à l'avance. Notre façon de vivre dans l'hémisphère nord revêt un caractère technofasciste, la technologie devient une fin en soi, tout le monde vit de la même façon. Aux Etats-Unis, en tout cas, nous y sommes : *« Il faut détruire le mythe de notre individualisme inné. Les biens matériels à notre disposition ne cessent d'augmenter, mais nos possibilités de choix diminuent. La croissance est l'unique leitmotiv. »*

Deux auteurs ont marqué profondément la pensée de Godfrey Reggio, notre compatriote Jacques Ellul — il attend avec impatience de connaître sa réaction au film, qui vient de lui être projeté, — et Wilhelm Reich, avec son ouvrage *Psychologie de masse du fascisme*. *« Le fascisme,* n'hésite pas à déclarer Godfrey Reggio, *est inscrit dans nos structures mentales, tous autant que nous sommes. Nous ne sommes plus conscients de la façon dont nous vivons. Koyaanisqatsi est né d'une révolte contre cet état de choses. »*

Sept ans de travail — on aurait pu aller plus vite si on avait eu tout l'argent tout de suite. Mais le film a été entièrement conçu en dehors des structures commerciales, soixante-dix personnes ont donné à fonds perdus de l'argent déduit de leurs impôts, selon les possibilités offertes par la loi. Les bénéfices, s'il y en a, retourneront à la fondation qui est à l'origine du projet, l'I.R.E. Cet argent pourra à son tour être utilisé éventuellement pour un autre projet à but non lucratif (*non profit project*). Godfrey Reggio se lance dans l'aventure avec un ami de longue date de Santa-Fé, partie prenante dans tous ses efforts pour dénoncer la technologie envahissante, Ron Fricke (prononcer *friché*). Leur but : *« Créer une expérience plus que raconter une histoire, restituer l'expérience de notre vie quotidienne. »* Fricke et Reggio ne seront pas toujours d'accord sur le style du film, et d'abord sur l'utilisation de la musique, qui va jouer un rôle capital.

Godfrey Reggio connaît bien l'œuvre musicale de Philip Glass, à qui l'on doit l'extraordinaire partition de *Einstein on the Beach*, de Bob Wilson, applaudi à Avignon en 1976. Déjà Philip Glass atteignait une fusion parfaite entre le rythme des corps sur scène et des cadences musicales lancinantes à force de reprendre inlassablement un même phrasé. Ron Fricke rêve de Wagner, se fâche un moment quand son camarade prétend imposer Philip Glass, mais le metteur en scène reste intraitable : *« J'avais étudié sa musique. Elle possède le don de mettre l'auditeur en transes, de l'induire à la méditation. Elle épouse le rythme de notre univers, elle se moule sur notre démarche mentale. La musique originale de Philip Glass a été conçue pour soutenir l'idée du film. »* Image et musique forment un tout inséparable — sans la moindre parole, — au point qu'on doit presque, selon le cinéaste, *« voir la musique et entendre l'image »*. Totalement novice en matière de

L'IMAGE la plus frappante du film, cette immense lune rougeoyante qui se glisse lentement derrière un gratte-ciel dont elle semble épouser les dimensions, est le résultat d'un trucage dans la caméra : on filme la lune avec l'objectif approprié, en masquant avec une bande noire l'autre moitié de l'objectif ; sur le même film, on imprime ensuite le gratte-ciel sur la moitié du film restée vierge, en masquant cette fois la partie avec la lune et en utilisant la focale appropriée. « Une bonne surprise, on a eu une coïncidence presque parfaite », *note Godfrey Reggio. Deuxième trucage à impressions multiples, les scènes au Stock Exchange : le même plan a été impressionné plusieurs fois, d'où le côté fantomatique de l'apparition des personnes. Un travail très minutieux a été nécessaire pour la restauration des stock shots (images d'archives), pour qu'elles s'intègrent parfaitement à l'ensemble du film, quelle que fût leur origine, 16 ou 35 mm. — L.M.*

P.S. Godfrey Reggio avoue n'avoir jamais vu *la Région centrale*, de Michael Snow, qui appréhende pareillement notre monde et ses espaces infinis. Il doit ignorer *la Pluie*, du jeune Joris Ivens, où la caméra et l'être qui la tient se fondent avec la nature dans une sorte de jubilation permanente.

…risonniers de la vie moderne

septième art, comme simple spectateur, il a beaucoup admiré Bunuel (*Los Olvidados, Viridiana*), le *Metropolis* de Fritz Lang, tout Fellini. Avant de se plonger dans le montage, Dennis Jacob, monteur de Coppola pour une partie de *Apocalypse Now*, lui a passé *Film Form*, d'Eisenstein. Ce fut son sésame, et d'abord toutes les références au théâtre oriental, l'utilisation des images à la manière d'idéogrammes.

Le film nous parvient comme une avalanche, irritant, abstrait au possible, « cinéma » à n'en plus finir, et en même temps angoissant. Nous partons d'abord à la découverte, sous tous les angles, des terres familières de John Ford, Monument Valley, ses brumes, ses lumières. Après ce long prologue, nous abordons la cité et le mal absolu – Godfrey Reggio rejette pourtant catégoriquement l'accusation d'anti-urbanisme qui a été formulée à son égard. Manipulée par le trio Reggio-Fricke-Glass, la ville devient un monstre. L'utilisation systématique du ralenti ou de l'accéléré a de quoi terroriser. Certes, voilà bien l'Amérique telle que nous l'imaginons, telle que nous l'avons rêvée depuis notre plus jeune âge et que nous ne cessons pas d'idéaliser. Le symbole de la modernité. Mais des passants qui croisent une rue au feu vert portent en eux toute l'agressivité imaginable, les voitures sont prêtes à les dévorer.

La « city » vue par Dieu le père

Vue de très haut dans le ciel, comme sous l'angle de l'éternité, celui de Dieu le Père, la *city* – on a filmé New-York, mais aussi Houston, et dans quatorze États américains – est une toile d'araignée qui nous enserre inextricablement, un placard avec un nombre infini de cases. Nous sommes pris au piège comme des rats, « faits ». Les ralentis sont réservés pour une bonne part à des gros plans de visage, à cette angoisse inscrite à livre ouvert sur les êtres. La vision du métro et de ses escaliers mécaniques relève du cauchemar.

Koyaanisqatsi a ses supporters inconditionnels, comme Francis Ford Coppola, qui a accepté de « présenter » le film, de le prendre sous sa houlette, lui apportant ainsi un sérieux coup de pouce, et Jacques Ledoux, le conservateur de la Cinémathèque royale de Belgique, l'organisateur du Festival du film expérimental de Knokke-le-Zoute. Pour Coppola, le film ouvre une page neuve dans l'histoire du cinéma. Pour Jacques Ledoux, le cinéma est aux premières loges, souverain, écrasant. Les réactions de ces orfèvres en cinéma que sont Ledoux et Coppola ne doivent pas nous masquer le sens de l'accueil reçu le mois dernier au Festival de Moscou. Quinze projections, quelque douze mille spectateurs. Godfrey Reggio voit trois raisons à cet enthousiasme : la forme du film, l'hommage à Eisenstein ; les parallèles qu'on peut établir entre l'Union soviétique et les États-Unis, deux pays conditionnés par un système très fort.

Si les moyens lui en sont donnés, Godfrey Reggio va tourner les deux autres volets de ce qui se veut une trilogie. Le premier, c'est la condamnation de notre existence de dératés dans l'hémisphère occidental. Le second décrira ce que Reggio appelle, d'un néologisme choquant mais très expressif, la « los-angélisation » progressive de l'hémisphère sud (Amérique latine, Afrique, Asie) par la civilisation à l'américaine. Le troisième montrera la nécessité de détruire la suprématie du politique et de l'économie sur le social, et insistera sur la nécessité d'un autre mode de vie, plus lent, *« en harmonie avec les cycles de la vie et de l'être. »* Écologistes, à vos marques.

LOUIS MARCORELLES.

★ Voir les films nouveaux.

LE NOUVEAU FILM DE PHILIPPE LABRO

Scènes à faire et carrière à suivre

UN de plus. Avec une tache rouge sur l'affiche noire. Un titre craché – *la Crime* – et des acteurs français, et des auteurs français, et, tout français qu'on est, on sait manier le suspense. C'est ce que le passant voit, entend, à travers la publicité.

Un de plus ? Oui, mais un bon. Un simple film policier où il a été mis beaucoup de cœur et de science. Qui vaut mieux que l'orbite sur lequel il est lancé, tout en obéissant strictement aux conventions éculées d'un genre qui ne l'est pas moins.

« Il n'y a de bonne création que dans la contrainte. Quand on choisit un polar type, standard, c'est ça, la fabuleuse contrainte. Essayons, à notre tour, d'apporter autre chose », explique Philippe Labro, qui a adapté avec Jean-Patrick Manchette une idée originale de Jacques Labib (journaliste à R.T.L., coscénariste de *la Guerre des polices*). Labro et Manchette ont décidé de ne pas reculer devant les « scènes à faire ». Ils les ont faites, tout y est, les truands sont méchants, les méchants sont punis, quelques victimes sont innocentes, et le héros a bien du tracas.

Un commissaire de la brigade criminelle (la « crime ») enquête sur l'assassinat d'un avocat d'affaires. Derrière l'avocat grouille le panier des crabes de la finance et de la politique. Le commissaire se voit coiffé d'un « contrôleur », et se retrouve triplement coincé : par les mauvaises relations du mort, par ses supérieurs, et par une journaliste. Cette dernière (il faut une histoire d'amour) fera vite équipe avec lui.

Les « scènes à faire », ce sont les confrontations classiques au cours d'une enquête, duels que les acteurs, les dialogues et la mise en scène vont, ou non, abandonner à leur état de stéréotypes. Et, là, Philippe Labro et son équipe gagnent partout des points.

Claude Brasseur, dont la toute première séquence, très belle, profile le personnage, assène son rôle de commissaire mal embouché, incorruptible mais bon type dans son malheur, avec le sérieux qu'on lui connaît. Jean-Louis Trintignant s'est inventé une petite moustache qui le conduit tout droit dans la peau de l'austère ministre Lacassagne. Jean-Claude Brialy, avec son élégance coutumière, est un merveilleux faux-jeton, et Robert Hirsch, que l'on n'avait pas vu au cinéma depuis 1966, campe un magistral mégalomane. Gabrielle Lazure, reporter émérite, se tient plutôt bien.

D'ordinaire, le cinéma français a tendance à sacrifier les seconds rôles : toujours les mêmes, donc de moins en moins crédibles. Un des mérites de *la Crime* est d'opposer aux redoutables statures une dizaine de comédiens originaux, bien dirigés et employés : Yves Beneyton en directeur de cabinet, Daniel Jegou en fils de famille, Dayde Haddon (mannequin) en prostituée. Luc-Antoine Dicquero est particulièrement touchant dans le rôle d'Antoine Gomez, brillant élément de la brigade.

La complicité du commissaire et de Gomez, c'est là que s'exerce le mieux la verve du dialogue, c'est là que le film joue sur un registre naturel. Sinon, pour chaque rencontre où le commissaire hargneux dégomme la morgue de ses interlocuteurs, la demi-teinte psychologique cède la place à des numéros outrés, réjouissants parce que Labro s'est donné les moyens de ses choix. Les flashes rapides de *l'Héritier*, revu il y a peu à la télévision, n'ont plus cours. Ici, ce sont de nombreux plans-séquences habilement filmés et alimentés par cent détails placés dans le décor. C'est davantage une question de virtuosité, de relief romanesque, que de vraisemblance.

Vu sans ennui, *la Crime* s'oubliera sans peine. Si, dans le genre, c'est du beau travail, Philippe Labro a mieux à faire que des thrillers qui n'ont plus besoin de lui, de son aisance, de son talent protéiforme. Le romancier (*Des feux mal éteints, les Bateaux dans la nuit*), le journaliste (en dernier lieu, « Antenne 2-midi »), sont en lui trop vivants pour que le cinéaste se contente de *polars* – même nourris d'une observation aiguë et de considérations ambitieuses sur le pouvoir.

Philippe Labro en convient. Il dit : *« J'accepte le reproche. Par peur d'ennuyer, j'ai trop tendance à laisser mes tentations de conteur l'emporter sur la description de mon époque, de mes contemporains. »* Et il précise, avec l'honnêteté souriante qui le caractérise : « La Crime *est un retour au cinéma, je l'ai voulu* low profile. *Ayant fait mes preuves dans le film policier, je rassurais mes bailleurs de fonds.* » Il promet : *« Le prochain, ce sera une comédie de mœurs. Il n'y aura plus un cadavre ni un pistolet. Ou alors je tourne en rond. »*

Tourner en rond : la peur première de Philippe Labro, celle-là même qui l'a éloigné de la caméra il y a huit ans, après *l'Alpagueur*, dont l'insignifiance, aujourd'hui, lui fait honte – mais, a-t-il soin de préciser, *« Belmondo était formidable »*. Maintenant, il dit : *« Il est grand temps, je n'ai plus vingt-cinq ans. »* Il en a quarante-sept, et, dans sa hâte de passer à autre chose, il est quand même toujours prudent.

Lui qui arrive, sans forfanterie aucune, à placer une citation à la minute (de Hawks à Fitzgerald, avec de Gaulle, Polanski ou Lazareff), il s'attarde sur Woody Allen parce que de film en film *« il a maîtrisé sa technique, il est sorti de son genre. Je ne sais pas si j'y arriverai, mais ce sont mes objectifs. C'est ça qu'il faut que je fasse : dans mon roman, dans mon film à venir, équilibrer mon expression. »*

Il est un homme qui s'exprime, et le souligne volontiers, au cas où on ne l'aurait pas remarqué. Mais, pour parodier Godard, il est peut-être davantage un individu qui *« imprime ses expressions »* qu'un artiste qui *« exprime ses impressions »*. On ne sait pas trop. Retrouvant dans sa famille, dans son enfance, l'origine de sa créativité, lucide sur lui-même, sur les processus médiatiques, soucieux de reconnaissance, prêt à recevoir plus mais s'en protégeant aussi, par expérience, Philippe Labro a finalement un intelligent enthousiasme qui ne s'use pas. C'est pour cela qu'on reste si attentif à ce qu'il va nous raconter.

CLAIRE DEVARRIEUX.

★ Voir les films nouveaux.

« La Crime » n'est pas la « crim »

LA « crim », sans e, c'est d'abord et avant tout la fine fleur de la police judiciaire. Une brigade de cent vingt hommes dont six commissaires qui, depuis des décennies, est installée au 36, quai des Orfèvres. Une adresse célèbre pour un service qui ne l'est pas moins puisqu'il est censé compter dans ses rangs l'élite des enquêteurs. Des superflics auxquels incombe de débrouiller les énigmes, les affaires sensibles et de démasquer les terroristes et autres criminels anonymes.

Les membres de la « crim » étaient curieux de découvrir le film de Philippe Labro, pensant qu'il s'agissait d'une œuvre sur leur métier et leur service. En cela, ils ont été déçus car, pour eux, *la Crime* est avant tout un polar. Une histoire politico-policière dont le but n'est pas de montrer la réalité de leur travail à travers une fiction, mais de faire palpiter le spectateur.

Ils ne se sont donc pas reconnus dans le commissaire Griffon. *« Claude Brasseur est vulgaire, parle un langage de charretier, ça m'a choqué,* dit le commissaire principal Patrick Riou, adjoint du patron de la criminelle Jacques Genthial. *Ce côté tout fou, baroudeur à l'excès, ce n'est pas nous. On est des gens plus réfléchis. »* Bien sûr, comme le dit Philippe Labro, « la Crime *est du cinéma, rien que du cinéma »*, mais Brasseur en fait un peu trop pour le commissaire Riou, comme pour son collègue Claude Cancès. *« Une trop grande personnalisation pour les besoins du film, mais il ne faut pas oublier qu'une enquête, c'est toute une équipe et pour une affaire du style de celle évoquée dans le film on serait quarante sur le pont. »*

Et puis, il y a tout l'aspect procédure qui est complètement gommé. *« On ne voit jamais quelqu'un taper à la machine. »* Les policiers rappellent qu'ils travaillent en étroite relation avec le juge d'instruction et le procureur de la République, que jamais ils ne vont seuls chez un témoin, etc. Pour le commissaire Christian Flaesch, *« tout cela est caricatural et trop machiavélique même s'il est difficile au cinéma de faire apparaître le travail de routine. Ça se passe plus en douceur. Le film aurait gagné à être plus proche de la réalité car l'intrigue n'est pas mal »*.

La Crime n'est donc pas la « crim » pour les policiers interrogés d'autant qu'ils estiment totalement impensable qu'un envoyé du ministère puisse contrôler une enquête comme le fait Jean-Claude Brialy (contrôleur Rambert). Le scénario les a pourtant intéressés. Les allusions très nettes aux affaires de Broglie et Boulin ne leur ont pas échappé. Ils n'y ont vu aucune malice. En fait, un thriller comme les autres, *« un bon divertissement »*, disent-ils, que l'on a abusivement intitulé *la Crime*.

MICHEL BOLE-RICHARD.

SÉLECTION

CINÉMA

« La Crime » de Philippe Labro

(Lire notre article page 11.)

« Koyaanisqatsi » de Geoffroy Reggio

(Lire notre article pages 10-11.)

ET AUSSI : *Vivement dimanche !*, de François Truffaut (cinéma, cinéma). *Equateur*, de Serge Gainsbourg (l'Afrique de Simenon). *Superman III*, de Richard Lester (le héros boit). *Où est passée mon idole ?*, de Richard Benjamin (le héros a bu).

THEATRE

En attendant la grande rentrée de septembre, Raymond Gérôme raconte *les Extravagances d'Oscar Wilde* à l'Œuvre et Gilles Guillot joue avec les mots *de Jean Tardieu* au Carré Silvia-Monfort.

Douceur d'arrière-saison sur la côte basque

Depuis 1960, le Festival Musique en côte basque propose aux mélomanes une série de concerts d'une excellente qualité auxquels l'incomparable douceur de l'arrière-saison et le cadre pittoresque de Saint-Jean-de-Luz confèrent un charme tout particulier. Cette année, on retiendra principalement la venue d'un orchestre de la télévision d'U.R.S.S. le 1er septembre, du Quatuor Brandis de Berlin, qui jouera Mozart, Webern et Schubert le 3 septembre ; un récital à deux pianos, le 8, avec C. Eschenbach et J. Frantz ; une soirée de lieder avec Barbara Hendricks, le 9, et, en guise de conclusion provisoire, le 10 septembre, le Beaux Arts Trio de New-York. (Renseignements auprès de l'office du tourisme de Saint-Jean-de-Luz.)

EXPOSITIONS

Roger de la Fresnaye à Saint-Tropez

Avant de devenir le chantre des valeurs françaises, Roger de la Fresnaye montre une attirance pour les brumes germaniques, puis il rencontre Cézanne. Il change souvent de chemin, guidé par le plaisir de peindre. Le musée de l'Annonciade, à Saint-Tropez, expose la moitié des soixante-dix tableaux que la mort lui a laissé le temps de réaliser.

Soulages, Zao Wou-Ki Schneider, Prassinos

Soulages à Colmar, Schneider à Dunkerque, Zao Wou-Ki à Montauban, Prassinos à Aix-en-Provence. Quatre rétrospectives qui font le point, et au-delà évoquent l'aventure de l'abstraction en France.

Cocteau à Villefranche-sur-Mer

Pour le vingtième anniversaire de la mort du poète, dans la citadelle où, en 1958, il a décoré la petite chapelle de Saint-Pierre.

THEATRE

(Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

Les salles subventionnées et municipales

BEAUBOURG (277-12-33), mar. – Concerts : le 29 à 18 h 30 : Karol Szymanowky et ses contemporains (J. Cl. Pennetier, piano).

CARRÉ SILVIA-MONFORT (531-28-34) (L.) : Les 26, 27, 30 à 21 h et le 28 à 16 h : *L'archipel sans nom.*

Les autres salles

ANTOINE (208-77-71), (D. soir L.), 20 h 30, dim. 15 h 30 : Coup de soleil.

ASTELLE-THEATRE (238-35-53), mer, mar. 20 h 30 : les Bonnes ; jeu., ven., sam., 20 h 30 : le Malentendu.

ATELIER (606-49-24), (D. soir, L.), 21 h, dim. 15 h : le Neveu de Rameau.

COMÉDIE DES CHAMPS-ELYSEES (720-08-24), (D., L.), 20 h 45, sam. 19 h 45 et 22 h : Pauvre France.

COMÉDIE-CAUMARTIN (742-43-41), (Mer., D. soir), 21 h, Dim., 15 h 30 : Reviens dormir à l'Elysée.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : Un canapé-lit (dernière le 27).

ESPACE GAITE (327-13-54), (D. soir, L.), 20 h 30, dim. 15 h : la Bonn'femme aux camélias.

ESPACE MARAIS (271-10-19), (D., L.) 20 h 30, jeu. et ven. 15 h : le Mariage de Figaro. (D., L.) 22 h 30 : les Contes libertins de La Fontaine.

FONTAINE (874-74-40), (D. soir, L.) 20 h 30, dim. 17 h : la Malibran.

GALERIE 55 (326-63-51), (D., L.) 21 h : Play it again, Sam (en anglais).

HUCHETTE (326-38-99), (D) 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon.

LUCERNAIRE (544-57-34), (D.) I. : 18 h 30 : le Pain nu ; 20 h 30 : les Mystères du confessionnal ; II : 20 h 15 : Six heures au plus tard ; 22 h 15 : l'Esprit qui vole.

MADELEINE (265-07-09), (D. soir, L.) 20 h 45, dim. 15 h : l'Amour fou.

MARIGNY (225-20-74), (D.) 21 h : la Surprise.

MICHODIERE (742-95-22), (D. soir, L.) 20 h 30, dim. 15 h : le Vison voyageur.

NOUVEAUTES (770-52-76), (J.) 20 h 30, sam. 21 h, dim. 15 h : l'Entourloupe.

ŒUVRE (874-42-52), (D. soir, L.) 21 h, dim. 16 h : l'Extravagant M. Wilde (à partir du 25).

PALAIS-ROYAL (297-59-81), (D. soir, L.) 20 h 45, sam. 18 h 45 et 22 h : la Fille sur la banquette arrière.

POTINIERE (261-44-16), (D. soir, L.) 20 h 45, dim 15 h 30 : Il Signor Fagatto.

THEATRE D'EDGAR (322-11-02), (D.) 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h, sam. 23 h 15 : Nous on fait où on nous dit de faire.

THEATRE A BOURVIL (373-47-84), (D.) 21 h : les Dames de fer ; 22 h : Y'en a marr...ez vous ?

VARIETES (233-09-92), (D. soir, L.) 20 h 30, dim. 15 h 30 : l'Etiquette.

Les cafés-théâtres

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84) (D., L.) I : 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres ; II : 20 h 15 : les Caïds ; 21 h 30 : Qui a tué Betty Grandt ? ; 22 h 30 : Version originale.

CAFÉ DE LA GARE (278-52-51) (D., L.), 22 h 15 : l'Auvent du pavillon 4.

CAFÉ D'EDGAR (322-11-02) (L.) I : 20 h 15 + Sam. 23 h 30 : Tiens voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes. 22 h 30 : L'amour c'est comme un bateau blanc ; II : 20 h 15 : Les blaireaux sont fatigués ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 30 : Slips et sentiments.

COMÉDIE ITALIENNE (320-85-11) (L.) 20 h 15 : Dieu m'tripote ; 21 h 30 : Un vautour sur mon balcon ; 22 h 30 : Fais voir ton Cupidon.

LES LUCIOLES (526-51-64) (L.) 20 h 15 : Roman-photo pour bonniches en délire.

LE PETIT CASINO (278-36-50) (D., L.) 21 h : J'viens pour l'annonce.

RESTOSHOW (508-00-81) (D., L.) 21 h : G. Dahan.

SENTIER DES HALLES (236-37-27) (D., L.) 22 h : Vous descendez à la prochaine ?

SPLENDID SAINT-MARTIN (208-21-93) (D., L.), 20 h 30 : Aïe... love you : 22 h : Marianne Sergent.

LE TINTAMARRE (887-33-82) (D., L.) 20 h 15 + sam. 24 h : Phèdre ; 21 h 30 : Apocalypse Na.

THÉATRE DE DIX HEURES (606-07-48) Ven., Sam., 22 h 30 : l'Infini Express (dernière).

VIEILLE GRILLE (707-60-93) (D., L.) 21 h : Métamorphoses d'une mélodie.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h, dim. 15 h 30 : François, j'ai mal à mes sous.

Le music-hall

ALCAZAR (329-02-20), 22 h 30 : Spectacle.

CHAMP DE MARS, le 27 à 16 h : P. Auberson, Cl. Maurane, Goun.

CRAZY HORSE SALOON (727-32-32), tls 21 h 25 et 23 h 45 ; ven., sam. 20 h 20, 22 h 30 et 0 h 50.

ÉLÉPHANT BLANC (562-05-67), 21 h : Frissons d'Hawaï.

ÉLÉPHANT BLEU (359-58-64), 22 h 30 : Tahiti.

ÉLYSÉE-MONTMARTRE (252-25-15), (D., L.) 21 h : Montmartre Folie.

FOLIES BERGÈRE (246-77-11) (lun.), 20 h 45 : Folies de Paris.

OLYMPIA (742-25-49) (dim.), 21 h : Les compagnons de la chanson.

TOUR EIFFEL (550-34-56), t.l.s. 21 h : On chante sur la tour.

TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41), (L.) 22 h 15 : J.-C. Carrasco, W. Rios, C. Perez.

EXPOSITIONS

Centre Pompidou

Entrée principale rue Saint-Martin (277-12-33). Informations téléphoniques : 277-11-12.

Sauf mardi, de 12 h à 20 h ; sam. et dim., de 10 h à 22 h. Entrée libre le dimanche et le mercredi.

Animation gratuite, sauf mardi et dimanche, à 16 h et 19 h ; le samedi, à 11 h, entrée du musée (troisième étage) : lundi et jeudi, 17 h, galeries contemporaines.

BONJOUR MONSIEUR MANET. Jusqu'au 3 octobre.

PRÉSENCES POLONAISES. L'art vivant autour du musée de Lodz. Jusqu'au 26 septembre.

BOYD WEBB. Jusqu'au 11 septembre.

PHOTOGRAPHES TCHÈQUES, 1920-1950. Jusqu'au 4 septembre.

DESSINS D'EXPRESSION FIGURATIVE. Jusqu'au 12 septembre.

LIVRES POUR LES VACANCES. Bibliothèque des enfants, piazza. Jusqu'au 5 septembre.

LA FORÊT RETROUVÉE. Carrefour des régions. Jusqu'au 4 septembre.

C.C.I.

AU TEMPS DE L'ESPACE. Jusqu'au 17 septembre.

NE COUPEZ PAS ! Nouveaux médias et communication. Jusqu'au 26 septembre.

MACAO OU JOUER LA DIFFÉRENCE. Jusqu'au 10 octobre.

B.P.I.

LE BRÉSIL DES BRÉSILIENS. Jusqu'au 19 septembre.

LA COULEUR OPTIQUE. Jusqu'au 5 septembre.

Musées

LA PEINTURE NAPOLITAINE, du Caravage à Giordano. Grand Palais, entrée place Clemenceau (261-54-10). Sauf mardi, de 10 h à 20 h ; mercredi jusqu'à 22 h. Entrée : 15 F ; le samedi, 12 F. Jusqu'au 29 août.

REGARD SUR BRESSUIRE ET SON CANTON. Grand Palais, espace 404 (voir ci-dessus). Entrée libre. Jusqu'au 3 octobre.

DONATION J.H. LARTIGUE. Femmes de mes autrefois et de maintenant. – Grand Palais, avenue Winston-Churchill (256-37-11). Sauf lundi et mardi, de 12 h à 19 h. Entrée : 8 F. Jusqu'au 15 janvier 1984.

PASTELS DES XIXe ET XXe SIECLES, des collections du Petit Palais. Petit Palais, avenue Winston-Churchill (265-99-21). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 15 septembre.

UTRILLO. – Musée de Montmartre, 12, rue Cortot (606-61-11). De 14 h 30 à 17 h 30 ; dim. de 11 h à 17 h 30. Entrée : 8 F. Jusqu'au 30 septembre.

MURILLO DANS LES MUSÉES FRANÇAIS. Jusqu'au 24 oct. L'AQUARELLE EN FRANCE AU XIXe SIÈCLE. Jusqu'au 19 septembre. Musée du Louvre, pavillon de Flore, entrée porte Jaujard (260-39-26). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 heures. Entrée : 12 F (gratuite le dimanche et le mercredi).

GEORGES ROUAULT, dans les collections permanentes du Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 11, avenue du Président-Wilson (723-61-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 30 ; mercredi, jusqu'à 20 h 30. Entrée : 9 F (gratuite le dimanche). Jusqu'au 18 septembre.

JEAN-PHILIPPE CHARBONNIER, 300 photographies : 1944-1982. Jusqu'au 28 août. HERBERT LIST : 150 photographies 1930-1960. Jusqu'au 19 septembre. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus).

AUTOUR DE LA FONTAINE STRAVINSKY, de Niki de Saint-Phalle et Jean Tinguely. Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 25 septembre.

JAMES LEE BYARS - GASIOROWSKI. Peintures. Arc au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 8 septembre.

LES MYTHES DE NOS NIPPES. La mode, les enfants, les adolescents 1883-2083. Musée des enfants, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris (voir ci-dessus). Jusqu'au 31 décembre.

PRESENTATION TEMPORAIRE D'ŒUVRES APPARTENANT AUX COLLECTIONS NATIONALES. Ennar : un royaume sur l'Euphrate au temps des Hittites. – La peinture française au XVIIe siècle – La nature morte et l'objet de Delacroix à Picasso – Le fonds Eiffel au musée d'Orsay. Musée d'art et d'essai, palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson (723-36-53). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 7 F ; le dimanche, 3,50 F. Jusqu'en octobre.

LAPRADE ET BOURDELLE, vers 1900. Musée Bourdelle, 16, rue Antoine-Bourdelle (548-67-27). Sauf lundi, de 10 h à 17 h 40. Jusqu'au 2 octobre.

L'EXPO DES EXPOS. Expositions universelles, Londres 1851-Paris 1989. Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (260-32-14). Sauf mardi, de 13 h à 19 h ; sam. et dim., de 11 h à 18 h. Jusqu'au 12 décembre.

MAGRITTE ET LES PUBLICITAIRES. Jusqu'au 12 septembre. A LA BELLE ENSEIGNE. Jusqu'au 19 octobre. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (246-13-09). Sauf mardi, de 12 h à 18 h.

GUS BOFA et les illustrateurs de l'entre-deux-guerres. Musée-galerie de la Seita, 12, rue Surcouf (555-91-50). Sauf dim. (et jours fériés), de 11 heures à 18 heures. Jusqu'au 10 septembre.

HOMMAGE A ODETTE CAMP. Paris disparu 1950-1970. Jusqu'au 28 août. HENRI LEHMANN (1814-1882). Portraits et décors parisiens. Jusqu'au 4 septembre. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (272-21-13). Sauf lundi, de 10 h à 17 h. Entrée 9 F, gratuite le dimanche.

UNE JOURNÉE A LA CAMPAGNE. – Pavillon des arts, 101, rue Rambuteau (233-82-50). Sauf lundi (et jours fériés), de 10 h à 17 h 30. Jusqu'au 31 août.

CHATEAUBRIAND, BREST ET LA MER, 1783-1983. Musée de la marine, palais de Chaillot (553-31-70). Sauf mardi, de 10 h à 18 h. Jusqu'au 28 août.

POUPÉE JOUET, POUPÉE REFLET. Musée de l'homme, palais de Chaillot (553-70-60). Sauf mardi, de 9 h 45 à 17 h 15. Entrée : 11 F. Jusqu'au 16 octobre.

LA POSTE ET L'AVIATION. Musée de la poste, 34, boulevard de Vaugirard (320-15-30). Sauf dim. (et jours fériés), de 10 h à 17 h. Jusqu'au 3 septembre.

L'ŒUF ET LA PLUME. Musée en herbe. Jardin d'acclimatation, boulevard des Sablons (747-47-66). Jusqu'au 31 décembre.

Centres culturels

NŒUDS ET LIGATURES. – Fondation nationale des arts graphiques et plastiques, 11, rue Berryer (563-90-55). Sauf mardi, de 12 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 28 août.

LA PLACE ROYALE DU PEYROU A MONTPELLIER. – Orangerie de l'hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine (274-22-22). De 10 h à 12 h 30 et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 4 septembre.

TROIS GRANDS PROJETS A PARIS : Institut du monde arabe, ministère des finances, hôpital Robert-Debré. LES ROCAILLEURS ; BERTHOLD LUBETKIN. Un moderne en Angleterre. BUNKER ROMANCE, de Jean-Marie de Busscher. Institut français d'architecture, 6, rue de Tournon. Sauf dim. et lundi, de 12 h 30 à 19 h. Jusqu'au 17 septembre.

FAUNE ET FLORE EXOTIQUES DANS L'ART. – Le Louvre des antiquaires, 2, place du Palais-Royal (297-27-00). Sauf dim. et lundi, de 11 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 25 septembre.

CINQ ARTISTES DE LA SASKATCHEWAN : Bornstein, Fafard, Knowles, Lindner, Rogers. – PORTRAIT D'UN STUDIO D'ANIMATION. Centre culturel canadien, 5, rue de Constantine (551-35-73). De 10 h à 19 h. Jusqu'au 18 septembre.

L'ARCHITECTURE DANOISE. Tradition et formation. – Maison du Danemark, 142, avenue des Champs-Elysées. De 13 h à 19 h ; dim., de 15 h à 19 h. Entrée libre. Jusqu'au 28 septembre.

JIJÉ. – Centre culturel Wallonie-Bruxelles, 127, rue Saint-Martin (271-26-16). De 11 h à 19 h. Jusqu'au 11 septembre.

MURAILLES ET JARDINS. Maison du Nord-Pas-de-Calais, 18, boulevard Haussmann (770-59-62). Sauf sam. et dim., de 9 h 30 à 19 h. Jusqu'au 30 septembre.

En région parisienne

BRÉTIGNY. A propos du corps et de son image. – Photographies. Centre Gérard-Philipe, rue Henri-Douard (084-38-68). Sauf dim. et lundi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 30 septembre.

DOURDAN. Nicolas Vial. – Musée du château, place du Général-de-Gaulle (459-66-83). Sauf lundi et mardi, de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 31 août.

LA DÉFENSE. Sculptures des années 80. – Galerie de l'Esplanade (796-25-49). Jusqu'au 31 août.

PONTOISE. Le retable de Nucourt et l'iconographie de Saint-Quentin. – Musée Tavet-Delacour, 4, rue Lemercier (031-93-00). Sauf mardi et jours fériés, de 10 h à 12 h et de 14 à 18 h. Jusqu'au 6 novembre. Louis Hayet, 1854-1940. Musée Pissarro, 17, rue du Château (031-06-75). Sauf lundi et mardi, de 14 h à 18 h. Jusqu'au 2 octobre.

PRESLES. Collection musée Prince Murat. – Château de Nointel (034-66-88). En permanence.

SCEAUX. Colbert au pavillon de l'Aurore. Parc du château (661-06-71). Jusqu'au 25 septembre.

En province

AGEN. L'architecture : sujet, objet ou prétexte ? Photographies. Musée des beaux-arts, place de l'Hôtel-de-Ville (66-35-27). Jusqu'au 25 septembre.

AIX-EN-PROVENCE. Mondzain ; Zawado ; Forat. – Musée Granet. Palais de Malte, place Saint-Jean-de-Malte (38-14-70). Août. – Karen Hansen : traces d'ombre. – Musée des tapisseries (21-05-78). Jusqu'au 15 novembre.

ALBI. Shiko Munakata : le Japon à Albi. – Musée Toulouse-Lautrec, palais de la Berbie (54-14-09). Jusqu'en octobre.

ALENÇON. Dufy. – Musée des beaux-arts et de la dentelle (26-75-16). Jusqu'au 4 septembre.

ALÈS. Frans Masereel. – Musée municipal du Colombier (86-30-40). Jusqu'à fin août.

AMBÉRIEU-EN-BUGEY. L'archéologie dans l'Ain aujourd'hui. – Château des Allymes (38-21-66). Jusqu'au 15 septembre.

ANCY-LE-FRANC. Roger Benevent. – Château. Jusqu'au 15 septembre.

ANGERS. Tomi Ungerer. – Musée des beaux-arts, 10, rue des Beaux-Arts (88-64-65). Jusqu'au 18 septembre. – Visages de l'homme : sculptures à toucher. – Musée Pincé, 32 bis, rue Lenepveu (88-94-27). Jusqu'au 11 septembre.

ANNECY. Alexeieff ou la gravure animée. Jusqu'au 30 septembre. – Des Burgondes à Bayard : mille ans de Moyen Age. Jusqu'au 31 octobre. – Papier : détournements volontaires. Jusqu'au 30 septembre. Musée-Château (45-29-66).

ANTIBES. Arman à Antibes : la parade des objets, 1955-1983. Picasso et la Méditerranée. – Musée Picasso, château Grimaldi (33-67-67). Jusqu'au 30 septembre. – Dix ans d'archéologie sous-marine en Provence orientale et en Corse. Musée du bastion Saint-André (34-48-01). Jusqu'au 30 octobre.

AUBUSSON. Exotisme et tapisserie au XVIIIe siècle. Musée départemental de la tapisserie, avenue des Lissiers (66-33-06). Jusqu'au 25 septembre.

AURILLAC. Albert Monier, photographe. Musée, place de la Paix (48-42-56). Jusqu'au 15 octobre.

AUXERRE. Legs Zervos. – Maison du tourisme, 1-2, quai de la République (52-26-27). Jusqu'au 31 octobre ; Bastow. Pastels. – CEDAAC, 2, place Saint-Germain (46-98-51). Jusqu'au 18 septembre.

AVIGNON. L'art gothique siennois : enluminure, peinture, orfèvrerie, sculpture. – Musée du Petit-Palais, place du Palais-des-Papes (86-44-58). Jusqu'au 2 octobre.

BAR-LE-DUC. Michel Gérard, Itinéraires 1972-1983. – Musée, esplanade du Château (76-14-67). Jusqu'au 30 septembre.

BAYONNE. Dieux de l'Inde du Sud dans l'imagerie populaire. Jusqu'au 31 août. – Raphaël : vingt dessins et leur dossier. Jusqu'au 31 août. – D'effets de mode. Jusqu'au 5 septembre. Musée Bonnat, 5, rue Jacques-Laffitte (59-08-52).

BESANÇON. Peintures françaises et italiennes du XVIIe siècle des musées de Tours. – Musée des beaux-arts, place de la Révolution (81-44-47). Jusqu'au 5 septembre.

BLERANCOURT (Aisne). Bicentenaire du traité de Versailles de 1783. – Musée national de la coopération franco-américaine (39-60-16). Jusqu'au 3 octobre.

BORDEAUX. Oskar Kokoschka, 1886-1980. – Musée des beaux-arts, 20, cours d'Albret (90-91-60). Jusqu'au 1er septembre. – Peinture murale romaine en Gironde. Musée d'Aquitaine, 20, cours d'Albret, (90-91-60). Jusqu'au 30 décembre.

BONNIEUX. Bon œil 1983. – Hôtel de Ville. Du 25 août au 11 septembre.

BOURBON-LANCY. La nouvelle peinture en France et ailleurs. – Eglise Saint-Nazaire. Août.

BOURG-EN-BRESSE. Lithographie contemporaine dans la région Rhône-Alpes. – Musée de Brou (22-22-31). Jusqu'au 11 septembre.

CAGNES-SUR-MER. Festival international de la peinture. – Rétrospective des lauréats des grands prix des festivals depuis 1979. Château-musée (20-87-29). Jusqu'au 30 septembre.

CAHORS. Les naïfs yougoslaves. – Musée (35-60-33). Août.

CANNES. Lynn Chadwick. Eté 83. Rétrospective de l'œuvre sculpté (1971-1983). Galerie Herbage, 17, rue des Etats-Unis (39-19-15). En permanence.

CASES-DE-PENE. Robert Zakanitch. – Fondation du château de Jau. Jusqu'au 15 septembre.

CERET. El tretze vents : peintres et écrivains. – Georges Braque : œuvre graphique. Musée d'art moderne (87-27-76). Août.

CHARTRES. Six expositions pour les mois d'été : Bellavia, Da Rocha, Dugain, Gibrat, Rousselot, Varini. Jusqu'au 3 septembre. – Moulins à vent en Beauce. Jusqu'à fin septembre. – Musée des beaux-arts, 29, rue du Cloître-Notre-Dame (36-41-39).

CHATEAUROUX. Biennale nationale de la céramique contemporaine. – Couvent des Cordeliers. Jusqu'au 31 août.

CLAMECY. Tendres boucheries du Morvan. – Musée, hôtel de Bellegarde (27-17-99). Jusqu'en octobre.

CLUNY. La peau du livre : reliures 1982-1983. – Salle des Écuries Saint-Hughes (59-05-87). Jusqu'au 14 septembre.

COLMAR. Pierre Soulages. – Musée d'Unterlinden (41-89-23). Jusqu'au 2 octobre.

COUTANCES. Art en France, 1960-1980. – Les Unelles (45-23-72). Jusqu'au 16 septembre.

DIJON. Bénigne Gagneraux (1756-1795) : un peintre bourguignon dans la Rome néo-classique. – Musée des beaux-arts, place de la Sainte-Chapelle (30-31-11). Jusqu'au 26 septembre. – Portrait d'un village : Sainte-Colombe-en-Auxois. – Musée Perrin de Puycousin, 17, rue Sainte-Anne (30-65-91). Jusqu'au 17 octobre. – Conservation et restauration : peintures des musées de Dijon. Musée Magnin, 4, rue des Bons-Enfants (67-11-10). Jusqu'au 19 décembre.

DUNKERQUE. Gérard Schneider. – Musée d'art contemporain, avenue des Bains (65-98-00). Jusqu'au 26 septembre. – Les peintres orientalistes, de 1850 à 1914. Musée des beaux-arts, place du Général-de-Gaulle (66-21-57). Jusqu'au 8 septembre.

EPINAL. Frank Stella-Michel Gérard : ce qui fait sculpture. – Musée départemental, 1, place Lagarde (82-20-33). Jusqu'au 31 août.

EVREUX. Tal-Coat, parcours 1945-1983. – Musée, ancien évêché (39-34-35). Jusqu'à fin septembre.

FONTEVRAULT-L'ABBAYE. La Loire, lien économique, social et culturel. Jusqu'au 30 octobre. Abbaye de Fontevraud (51-73-52).

GRAMONT. Tapisseries contemporaines. – Collection du Mobilier national ; Aubusson, Beauvais, les Gobelins, Château (94-05-26). Eté.

GRAVELINES. Gravelines et son patrimoine. – Musée du dessin et de l'estampe originale, Arsenal (23-08-13). Jusqu'au 18 septembre.

GRENOBLE. Trois dessinateurs au musée : Bello, Deck, Gandu. – Musée, place de Verdun (54-09-82). Jusqu'à fin septembre. – Le roman des Grenoblois, 1840-1980. Musée Dauphinois, rue Maurice-Gignoux (87-66-77). Jusqu'à fin 1983.

HONFLEUR. Jean Dries, 1905-1973. – Musée Eugène-Boudin, place Erik-Satie (89-16-47). Jusqu'au 3 octobre.

L'ISLE-SUR-SORGUE. Henri Matisse : aquarelles, dessins, planches gravées. – Musée-bibliothèque René Char, hôtel de Campredon, 20, rue du Docteur-Tallet, (38-17-41). Jusqu'au 16 octobre.

LA CAVALERIE (Aveyron). Mostra del Larzac. – Les Infruts (62-70-93). Jusqu'à mi-septembre.

LA CELLE-SOUS-GOUZON. Steinlen : dessins, gravures, lithographies, livres illustrés. – Centre culturel - la Forge - (62-20-61). Sam. et dim., de 15 h à 19 h. Août.

LAVAL. L'Anjou religieux et les orfèvres du XIXe siècle. Musée du vieux château, place de la Trémoille (53-39-89). Jusqu'au 30 septembre.

LES EPESSES. Les traces des guerres de Vendée dans la mémoire collective. – Ecomusée, château du Puy-du-Fou. Jusqu'à fin septembre.

LISIEUX. Cent-cinquante ans d'acquisitions des musées de Lisieux. – Eglise Saint-Jacques (62-07-70). Jusqu'au 3 octobre.

LYON. Eugène Baudin, 1843-1907. – Musée des beaux-arts, palais Saint-Pierre (28-07-66). Jusqu'en octobre. – Adamah. La terre, ELAC, centre d'échanges de Perrache (842-27-39). Jusqu'au 18 septembre. – Maison du Vivarais, images d'architecture rurale. Bibliothèque municipale, boulevard Vivier-Merle (62-85-20), Jusqu'au 17 septembre.

MACON-SAINT-ALBAIN. Gustave Eiffel sur l'autoroute. – Autoroute A 6. Jusqu'au 5 septembre.

MAILLOT-SENS. Ancel : peintures 1972-1983 – Parvine Curie : sculptures. Le temps de voir, 13, rue du Temple (65-12-14). Du 27 août au 3 octobre.

MARSEILLE. Alfred Hofkunst : Hommage à Marseille. – Musée Cantini, 19, rue Grignan (54-77-75). Jusqu'au 15 septembre. – L'art celtique en Gaule. Chapelle de la Vieille-Charité, 2, rue de la Charité. Jusqu'au 15 octobre. – Hommage à Stendhal. Musée des beaux-arts, palais Longchamp (62-21-17). Jusqu'au 30 septembre.

MENERBES. Henri Manguin (1874-1949). Huiles, dessins, aquarelles. Galerie C. Manguin (72-31-81). Jusqu'au 30 septembre.

METZ. Sculptures religieuses régionales du Moyen Age et de la Renaissance. – Musée d'art et d'histoire, 2, rue du Haut-Poirier (775-10-18). Jusqu'au 18 septembre.

MONTAUBAN. Zao Wou-Ki ou se libérer du connu. Rétrospective. – Musée Ingres, 19, rue de l'Hôtel-de-Ville (63-18-04). Jusqu'au 16 octobre.

MONTPELLIER. Patrick Raynaud, sculptures. – Musée Fabre, 13, rue Montpellieret (66-06-34). Jusqu'au 30 août.

MOROGUES. Le centenaire d'Henry V. Château de Maupas (64-41-71). Jusqu'au 6 septembre.

MORTAGNE-AU-PERCHE. L'imagerie populaire dans l'Ouest. Musée Percheron. Sam., dim. et lundi, de 15 à 18 heures. Du 27 août au 16 octobre.

NARBONNE. Henri de Monfreid, reporter-aquarelliste (1879-1974). – Musée d'art et d'histoire, palais des Archevêques (32-31-60). Jusqu'au 16 octobre.

NICE. Stefano Della Bella, Florence, 1610-1664 : Gravures. – Musée des beaux-arts Jules-Chéret, 33, avenue des Baumettes (88-53-18). Jusqu'au 30 septembre. – Hercule Trachel, 1820-1872 : Peintures, aquarelles et dessins. Galerie des Ponchettes, 77, quai des Etats-Unis (85-65-23). Jusqu'au 30 septembre. – Francesco Clemente. Galerie d'art contemporain, 59, quai des Etats-Unis (85-82-34). Jusqu'au 31 août. – Peindre et photographier : Faucon, Le Gac, Michals, Rousse. Enac, 24, avenue Jean-Médecin (62-18-85). Jusqu'au 30 septembre. – Niko Pirosmanachvili. Musée international d'art naïf Anatole-Jakovsky, château Sainte-Hélène, avenue Val-Marie (71-78-33). Jusqu'au 31 août.

NIMES. Pablo Picasso à Nîmes. – Musée des beaux-arts, rue Cité-Foulc (67-38-21). Août.

PAU. Aroldo Governatori. – Musée des beaux-arts, rue Mathieu-Lalanne (27-33-02). Août.

PÉRIGUEUX. Deux siècles de céramique périgourdine, 1730-1930. – Musée du Périgord, cours Tourny (53-16-42). Jusqu'au 15 novembre.

PIERRE-DE-BRESSE. Papiers peints, fers forgés du château de Pierre-de-Bresse. – Ecomusée, château. Jusqu'au 31 août.

PLOEZAL. Nécessités : œuvres de Clareboudt, Ferry, Lozac'h, etc. – Château de La Roche-Jagu (95-62-35). Jusqu'au 7 septembre.

POITIERS. Tony Grand. Jusqu'au 1er septembre. – Sculptures des XIXe et XXe siècles dans les collections du musée. Jusqu'au 15 septembre. Musée Sainte-Croix, 3 bis, rue Jean-Jaurès (41-07-53).

PONT-A-MOUSSON. Le vitrail en Lorraine du XIIe au XXe siècle. Centre culturel des Prémontrés (81-10-32). Jusqu'au 3 octobre.

PONT-AVEN. Cent dessins des musées de Quimper. – Musée. Jusqu'au 18 septembre.

ROUEN. Albert Aymé. Rétrospective. Jusqu'au 15 septembre. – Les vues de l'amateur : œuvres de la donation Baderou. Jusqu'au 30 octobre. Musée des beaux-arts, 26 bis, rue Thiers (71-28-40).

LES SABLES-D'OLONNE. Donation Sorlier : lithographies du XIXe et du début du XXe siècle. Musée de l'abbaye Sainte-Croix, rue de Verdun (32-01-16). Jusqu'à fin septembre.

SAINT-ANTOINE-L'ABBAYE. Voyage en Dauphiné, par Jean Vinay. – Musée Jean-Vinay (36-40-68). Jusqu'au 25 septembre.

SAINT-ÉTIENNE. Les chevalements de mine d'hier et d'aujourd'hui dans le bassin de la Loire. Musée d'art et d'industrie, place Louis-Comte (33-04-85). Jusqu'au 12 septembre.

SAINT-MAXIMIN-LA-SAINTE-BAUME. Débordement textile. – Collège d'échanges contemporains (78-01-93). Jusqu'au 1er septembre.

SAINT-NAZAIRE. Les aspects de la peinture abstraite contemporaine de 1960 à 1983. – Ancienne chapelle des franciscains. Jusqu'au 31 août.

SAINT-PAUL-DE-VENCE. Max Ernst. – Fondation Maeght (32-81-63). Jusqu'au 5 octobre.

SAINT-TROPEZ. Roger de la Fresnaye. Rétrospective. – Musée de l'Annonciade (97-04-01). Jusqu'au 29 septembre.

SAINTE-SUZANNE. Regards sur l'art contemporain : Bezie, Bossaert, Denjean, Donnot, Fouchault, etc. – Château. Jusqu'au 4 septembre.

STRASBOURG. Gustave Doré, 1832-1883. – Musée d'art moderne et musée historique (35-47-27). Jusqu'au 31 août. – Le poisson dans l'art et les traditions populaires d'Alsace. – Musée alsacien, 23, quai Saint-Nicolas (35-55-36). Jusqu'au 8 janvier 1984.

TARASCON. La botanique en Provence au XVIIe siècle. – Cloître des Cordeliers, place F.-Mistral. Jusqu'au 30 septembre.

TARBES. Hommage à Alicia Penalba : œuvres de Cardenas, César, Étienne-Martin, Hadju, Parvine-Curie, Peyrissac, Poncet, Stahly, Di Teana. – Musée (36-31-49). Eté.

TOULON. Louis Chacallis-Jean Lamouroux. La peinture religieuse. – Musée, 113, boulevard Maréchal-Leclerc (93-15-54). Jusqu'au 30 septembre.

TOULOUSE. Le musée décalé : Empreinte-geste-surface. Réfectoire des Jacobins. – Empreinte-trace-volume. Musée des Augustins, 21, rue de Metz (22-21-82). Jusqu'au 14 septembre.

TOURS. Olivier Seguin ; sculptures et dessins. Musée des beaux-arts, 18, place François-Sicard (61-81-24). Jusqu'au 16 octobre.

TROYES. Georges Jeanclos : terres cuites et dessins. – Musée d'art moderne, place Saint-Pierre (72-64-18). Jusqu'au 19 septembre.

VASCŒUIL. Mathieu. Château (23-62-35). Jusqu'au 1er novembre.

VERNON. Eugène-Antoine Durenne, 1860-1944. – Musée A.-G. Poulain, 12, rue du Pont (21-28-09). Jusqu'au 18 septembre.

VILLEURBANNE. Salvo. Le Nouveau musée, 11, rue du Dr Dolard (884-55-10). Jusqu'au 25 septembre.



FESTIVALS

Paris

XVIIIe FESTIVAL ESTIVAL DE PARIS
(227-12-68)

A DEJAZET, le 24 à 18 h 30 : Quatuor *Rosamonde* (Mozart, Beethoven, Webern) ; le 28, à 19 h : Hommage à Caplet.

SAINTE-CHAPELLE, le 24 à 20 h 30, le 25 à 18 h 30 : Ensemble V. Fortunat, dir. A.-M. Deschamps.

FACULTÉ DE DROIT D'ASSAS, le 25 à 20 h 30 : Philharmonia Hungarica, dir. : A. Paris (Mozart) ; le 26 à 20 h 30 : Philharmonia Hungarica, dir. : A. Bernard (Brahms, Beethoven) ; le 29 à 20 h 30 : Orchestre des jeunes, dir. : J.-M. Cochereau (Wagner, Mozart, Tchaïkovski).

STATION AUBER (R.E.R.), le 26 à 16 h 30 : Ensemble Octandre (Mozart).

BATEAUX-MOUCHES, le 27 à 15 h 30 : voir station Auber (R.E.R.) le 26.

MAISONS-LAFFITTE, château, le 28 à 17 h 30 : S. Ross (Rameau).

ÉGLISE SAINT-LOUIS EN L'ILE, le 29 à 18 h 30 : Chœurs de la cathédrale de Wurzbugg, dir. : S. Koesler (Lassus, Schutz, Mendelssohn).

MAIRIE du Ve, le 30 à 18 h 30 : A. Planes (Bartok).

RENCONTRES THEATRALES DU CARREAU DU TEMPLE
(274-46-42)

Mer. et mar., 20 h 15 : Tabarin ; 22 h : Impasse du Désir ; jeu., 20 h 15 : les Cenci ; tlj sf jeudi 20 h 45 : Fastes d'enfer ; ven. et sam., 20 h 15 : la Folle Envie ; 22 h : Robinson Crusoé and Company ; dim., lun., 20 h 15 : Historia de un amor ; 22 h : Je, François Villon.

En région parisienne

BRETEUIL (052-05-02), le 28 à 17 h : P. et M. Paubon (Bach, Poulenc, de Breteuil).

LA DEFENSE (979-00-15), Ven. et Sam., 21 h 30 : Musical Memories.

FONTAINEBLEAU, château (422-26-21), les 24, 25, 26 à 18 h : Concerts d'élèves du Conservatoire américain.

SCEAUX, Orangerie (660-07-79), Festival le 26 à 21 h : I. Neyrier, S. Rives (Brahms, Schumann) ; le 27 à 17 h 30 : Ensemble L. Kennegne ; le 28 à 17 h 30 : Quatuor Kocian, M. Lethieg (Brahms, Mozart).

En province

ALSACE

BUSSANG. — Théâtre du Peuple (29-61-50-48), les 27, 28 à 15 h : Ruy Blas.

AQUITAINE

LOUVIE-JUZON. — Estives musicales (59-05-66-71), Eglise, le 24 à 21 h : C. Collard (Bach, Mozart, Schumann).

UZESTE MUSICAL (56-25-38-32), le 24 à 19 h : M. Peronne, D. Duprat, Cie Lubat ; le 25 à 18 h : Ducau-Lassus, Hertel-Farugia ; le 26 à 12 h 30 : M. Peronne-L. Pignadas, à 18 h : Lubat, à 19 h : Benedetto ; le 27 à 15 h : D. Minvielle, D. Wetterwald, H. Benninck, Edmont, Marie Ange, E. Louiss-B. Lubat ; à 19 h : Benninck-Lewis ; à 20 h : J.-F. Jenny-Clarke : à 21 h 30 : E. Louis ; le 28 à 17 h : A. Romano-E. Louiss-Xango

AUVERGNE

LA CHAISE-DIEU. — XVIe Festival (71-00-01-16) : Abbatiale, le 25 à 21 h. 15 : *La Grande Écurie et la Chambre du Roy*, dir. : J.-Cl. Malgoire (Charpentier) ; le 26 à 21 h. 15 : L. Lohmann (Rameau) ; le 27 à 18 h : Ensemble vocal et instrumental de Lausanne, Chœur Y. Corboz, Orchestre régional d'Auvergne, Chœur d'enfants G. Bony, dir. : M. Corboz (Bach) ; le 28 à 11 h : Chœur d'enfants *G. Bony, dir. : J. Teixeira (Palestrina)* ; à 15 h : voir le 27 à 18 h ; le 29 à 21 h 15 : Orchestre philharmonique et chœur de Cracovie, dir. : T. Strugala (Poulenc) ; le 30 à 21 h 15 : Stagiaires de la FNACEM, dir. : G. Laurent (Corette) : le 31 à 21 h 15 : Orchestre philharmonique et chœur de Cracovie, dir. : Penderecki (Penderecki) ; Chapelle des pénitents, le 27 à 16 h : N. Anfuso ; le 28 à 21 h 15 : Ensemble Cl. Janequin, dir. : D. Visse (Charpentier) ; le 31 à 16 h 30 : Orchestre régional d'Auvergne, dir. : J. Barbier (Rameau).

PIONSAT. — Heures musicales (73-85-61-52) : Château, le 24, à 20 h 30 : Ensemble *M.* Bourgue (*Mozart*, Schubert, Beethoven).

SOUVIGNY. — XVIIe Festival de musique en Bourbonnais (70-06-80-17) : le 27 à 21 h : J. Boyer, J. Vandeville (Bach, Telemann, Vivaldi)

LANGUEDOC-ROUSSILLON

LAMALOU-LES-BAINS. — Festival d'opérette (67-95-67-36) : le 25 à 20 h 30 : Rip ; les 27, 28 à 20 h 30 : Un de la Canebière

MAZAMET. — Festival J.-S. Bach : Grand Temple, le 28 à 21 h : Chœurs de la session, dir. : J. Aquino (Bach, Mozart).

CARCASSONNE. — Basilique St-Nazaire, le 30 à 21 h : voir Mazamet, le 28.

NORMANDIE

VILLERS-SUR-MER. — Festival (31-87-01-18) : Eglise St-Martin, le 28 à 21 h : Cl. Zibi, M-Th. Foix (Scarlatti, Lorca, de Falla).

MONT-ST-MICHEL. — *Heures* musicales (58-14-55) : Collégiale de Mortain, *le 26 à 21 h : Orchestre de la session du* festival, dir. : J-M. Cochereau.

PAYS DE LA LOIRE

LA ROCHE-SUR-YON. — La Roche-sur-Yon en vacances (62-43-00) : Cour du vieil hôpital, le 25 à 21 h : Manu Dibango.

SABLÉ. — Centre culturel (43-95-49-96) : le 26 à 21 h : Guitare et musique de chambre ; le 27 à 21 h : B. Davezac, Orchestre de l'école nationale de musique de Meudon.

PROVENCE COTE-D'AZUR

CAP D'AGDE. — Festival méditerranéen (42-86-82-14) : Centre des congrès, le 26 à 21 h : Orchestre de chambre de Stuttgart, dir. : K. Munchingen (Britte, Grieg, Bach).

CASSIS. — Presqu'île, le 27 à 21 h : M.-A. Estrella (Bach, Beethoven, Liszt).

LOURMARIN. — Château (90-68-15-23) : le 26 à 21 h 15 : F. Buffdt.

MENTON. — 34e Festival de musique de chambre (35-82-22) : Parvis St-Michel, le 26 à 21 h 30 : Quatuor Takacs (Beethoven, Brahms) ; le 28 à 21 h 30 : R. Ricci (Bach, Paganini) ; le 30 à 21 h 30 : Orchestre de chambre de Stuttgart, dir. : K. Munchinger (Mozart, Bach, Haydn).

RHONE-ALPES

AIX-LES BAINS. — 11e Festival de musique (79-88-12-00) : Auditorium du Palais des fleurs, le 27 à 21 h : Philharmonia Hungarica (Beethoven, Brahms).

CINEMA

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

MERCREDI 24 AOUT

15 h, Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : le Héros de la rue, de C. Borghesto ; 19 h, Les Insurgés, de J. Huston ; 21 h, l'Homme des vallées perdues, de G. Stevens.

JEUDI 25 AOUT

15 h, Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : Un grand patron, de Y. Ciampi ; 19 h, l'Héritage de la chair, de E. Kazan ; 21 h, Une balle signée X, de J. Arnold.

VENDREDI 26 AOUT

15 h, Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : Trente et Quarante, de G. Grangier ; 19 h, Bungalow pour femmes, de R. Walsh ; 21 h, l'Homme aux colts d'or, de E. Dmytryck.

SAMEDI 27 AOUT

15 h, Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : Trois Télégrammes, de H. Decoin ; 17 h, Nos héros réussiront-ils à retrouver leur ami mystérieusement disparu en Afrique ?, de E. Scola ; 19 h : Dames, de *R. Enright* ; 21 h, la Poursuite infernale, de J. Ford.

DIMANCHE 28 AOUT

15 h, Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : *Le silence est d'or*, de R. Clair ; 17 h, le Pré, de P. et *V. Taviani* ; 19 h, Ma sœur est du tonnerre, de R. Quine ; 21 h, la Charge des tuniques bleues, de A. Mann.

LUNDI 29 AOUT

Relâche.

MARDI 30 AOUT

15 h, Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : Le voleur se porte bien, de J. Loubignac ; 19 h, Drôle de frimousse, de S. Donen ; 21 h, Septième Cavalerie, de *J.-H. Lewis*.

BEAUBOURG (278-35-57)

MERCREDI 24 AOUT

15 h, Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : les Jeunes Filles de San Frediano, de *V. Zurlini* ; *17 h, Rétrospective* Klaus Wildenhahn : Wochenschau ; 19 h, Carte blanche à la cinémathèque de Luxembourg : Strange Illusion, de E.G. Ulmer.

JEUDI 25 AOUT

15 h, Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : le Cheminot, de P. Germi ; 17 h, Rétrospective Klaus Wildenhahn : Emden geht nach U.S.A. ; 19 h, Carte blanche à la cinémathèque de Luxembourg : Club Havana, de E.G. Ulmer.

VENDREDI 26 AOUT

15 h, Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : le Terroriste, de G. de Bosio ; *17 h, Rétrospective* Klaus Wildenhahn : Emden geht nach U.S.A. ; 19 h, *Carte blance à la cinémathèque* de Luxembourg : The Daughter of Dr Jekyll, de E.G. Ulmer.

SAMEDI 27 AOUT

15 h, Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : le Voleur de Bagdad, de R. Walsh ; 17 h 30, Rétrospective Klaus Wildenhahn : Emden geht nach U.S.A. : 19 h, Carte blanche à la cinémathèque de Luxembourg : Beyond the Time Barrier, de E.G. Ulmer ; 21 h, Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : le Cri, de M. Antonioni.

DIMANCHE 28 AOUT

15 h, Classiques du cinéma-films d'auteurs, *films rares* : Mr Robinson Crusoé, de E. Sutherland ; 17, Rétrospective Klaus Wildenhahn : Harlem Theater ; 19 h, Carte blanche à la cinémathèque de Luxembourg : Sept contre la mort, de E.G. Ulmer ; 21 h, Classiques du cinéma-film d'auteurs, films rares : Possession, de A. Zulawski.

LUNDI 29 AOUT

15 h, Classiques du cinéma-films d'auteurs, films rares : les Nouveaux Anges, de U. Gregoretti ; 17 h, Rétrospective Klaus Wildenhahn : Der Hamburger Aufstand Oktober 1923 ; *19 h*, Carte blanche à la cinémathèque de Luxembourg : Dream Girl, de M. Leisen.

MARDI 30 AOUT

Relâche.

Les exclusivités

A BOUT DE SOUFFLE MADE IN USA (A., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).

L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS (Aust., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82) ; Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

L'ARGENT (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38).

LES AVENTURES DE PANDA (Jap., v.f.) : Templiers, 3e (272-94-56).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9^e (770-47-55).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (Hsp), 14e (321-41-01).

CARBONE 14, LE FILM (Fr.) : Le Marais (Hsp), 4e (278-47-86).

CHICANOS STORY (Mex., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).

LE CHOIX DE SOPHIE (A., v.o.) : Cinoches, 6e (633-10-82) ; U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

LE CERCLE DES PASSIONS (It., v.o.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

COUP DE FOUDRE (Fr.) : Colisée, 8e (359-29-46).

CUJO (A., v.o.) (*) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

DANS LA VILLE BLANCHE (Suis.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; St-Ambroise, 11e (700-89-16).

DARK CRYSTAL (A., v.f.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

DEBOUT LES CRABES, LA MER MONTE (Fr.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24).

DIEU ME SAVONNE (Bost., v.o.) : Quintette, 5e (639-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Impérial Pathé, 2e (742-72-52) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost.-A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-63-65) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

DIVA (Fr.) : Movies, 1er (526-43-99) ; Panthéon, 5e (354-15-04).

ENIGMA (Fr.-A., v.o.) : U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23).

EQUATEUR (Fr.) (*) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) : Olympic, 14e (542-67-42) ; Convention-St-Charles, 15e (579-33-00) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).

E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).

L'ÉTÉ MEURTRIER (Fr.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

FAITS DIVERS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

FANNY ET ALEXANDRE (Suéd., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

FANNY HILL (**) (A., v.o.) : U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; v.f. : Forum O. Express, 1er (233-63-65) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Rio Opéra, 2e (742-82-54) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Images, 18e (522-47-94).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (All., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

FRAGMENTS POUR UN DISCOURS THÉATRAL - VITEZ - LE CONSERVATOIRE (Fr.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

FURYO (Jap., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Miramar, 14e (320-89-52).

GALJIN (Bre., v.o.) : Denfert (Hsp.) 14e (321-41-01 ; Châtelet-Victoria (Hsp.) 1er (508-94-14).

GANDHI (Brit., v.o.) : Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; v.f. : Capri, 2e (508-11-69).

HISTOIRE DE PIERRA (Franco-it., v.o.) (*) : Noctambules, 5e (354-42-34).

L'HOMME BLESSÉ (Fr.) (*) : Berlitz, 2e (742-60-33).

L'HOMME DE LA RIVIÈRE D'ARGENT (Aus., v.o.) : Escurial Panorama, 13e (707-28-04).

IRON MASTER, LA GUERRE DU FER (Franco-It., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58).

JOY (Fr.) (**) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (633-08-22) ; U.G.C. Normandie, 8e (359-41-18) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LE JUSTICIER DE MINUIT (A., v.f.) (**) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

LUDWIG-VISCONTI (It., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

LA LUNE DANS LE CANIVEAU (Fr.) : Epée-de-Bois, 5e (337-57-47).

LA MATIOUETTE (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42).

LA MÉMOIRE (Egyp., v.o.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19) ; Olympic, 14e (542-67-42).

LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36).

LA MONTAGNE MAGIQUE (All., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-63-65) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Gaumont Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43).

MONTY PYTHON, LE SENS DE LA VIE (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82).

LE MUR (Franco-Turc, v.o.) (*) : 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81).

NEWSFRONT (Aust., v.o.) Saint-André-des-Arts (Hsp.) 6e (326-48-18).

NOUS ÉTIONS TOUS DES NOMS D'ARBRE (Fr.) : Marais, 4e (278-47-86).

OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.) : 7e-Art Beaubourg, 3e (278-34-15).

ŒIL POUR ŒIL (A., v.o.) : Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Tourelles, 2e (364-51-98).

OU EST PASSÉE MON IDOLE ? (A., v.o.) : *U.G.C. Biarritz, 8e* (723-69-23).

PATRICIA (Aut., v.o.) (**) : U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; v.f. : U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

PAULINE A LA PLAGE (Fr.) : Cinoches (Hsp.) 6e (633-10-82).

PORKY'S II (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Marignan, 8e (359-92-82). — (V.f.) : Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) : Images, 10e (522-47-94).

LES PRÉDATEURS (Brit.) (*), (v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (297-53-74) : Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Marignan, 8e (359-92-82). — (V.f.) : Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

LE ROI DES SINGES (Chinois) (V.f.) : Marais, 4e (278-47-86).

STELLA (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Bretagne, 2e (222-57-97) ; Ambassade, 8e (359-19-08).

SUPERMAN III (A., v.o.) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; George V, 8e (562-41-46) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — (V.f.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

TONNERRE DE FEU (A., v.o.) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-42-75) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23). — (V.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount Galaxie, 13e (329-90-10) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wépler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

TOOTSIE (A., v.o.) : Cluny Ecoles, 5e (354-20-12) ; Marbeuf, 8e (225-18-45). — (V.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

LA TRAVIATA (It.) (v.o.) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83).

LA TRILOGIE D'APU (Ind., v.o.) ; 14 Juillet-Racine, 2e partie, 6e (326-19-68) ; 14 Juillet Parnasse, 1re partie, 6e (326-58-00).

LA ULTIMA CENA (Cub.) (v.o.) : Hsp Denfert, 14e (321-41-01) ; Hsp Châtelet Victoria, 1er (508-94-14).

UN FLIC AUX TROUSSES (A.) (v.f.) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17).

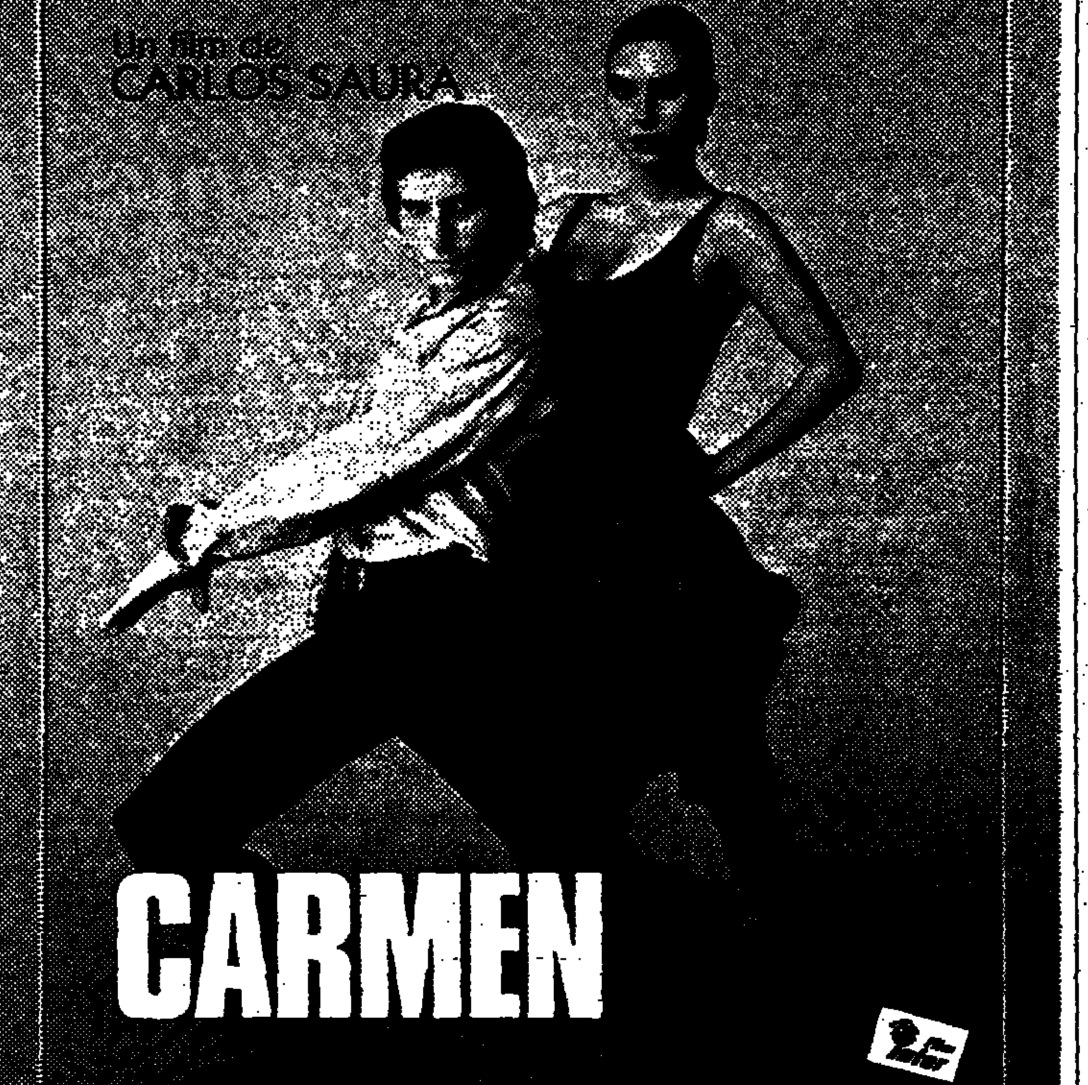
LA VIE EST UN ROMAN (Fr.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22).

VIVEMENT DIMANCHE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Lincoln, 8e (359-36-14) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Mayfair Pathé, 16e (525-27-06) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wépler, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

LA VOITURE (Fr.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

LE VOYAGE A DEAUVILLE (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42).

VOUS HABITEZ CHEZ VOS PARENTS ? (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; George V, 8e (562-41-42).





هكذا من الأصل

CINEMA

LES FILMS NOUVEAUX

LES AVENTURIERS DU COBRA D'OR, film américain d'Anthony M. Dawson (v.f.) : Paramount-City, 8e (562-45-76) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Coonvention-Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

CARMEN, film espagnol de Carlos Saura (v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Gaumont-Convention, 15e (828-42-27) ; (v.f.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

CHALEUR ET POUSSIÈRE, film anglais de James Ivory (v.o.) : Beaubourg les Halles, 3e (271-52-36) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; U.G.C.-Champs-Élysées, 8e (359-12-15) ; 14 Juillet-Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; (v.f.) : U.G.C.-Boulevards, 9e (246-66-44) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Images, 18e (522-47-94).

LA CRIME, film français de Philippe Labro : Forum, 1er (297-53-74) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-42-75) ; U.G.C.-Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C.-Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; U.G.C.-Boulevards, 9e (246-66-44) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Athéna, 12e (343-07-48) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; U.G.C.-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-99) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

DE SI GENTILS PETITS MONSTRES (**), film américain de Max Kalmanowic (v.o.) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; (v.f.) : Forum Orient-Express, 1er (233-63-65) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

EVIL DEAD (*), film américain de Samuel M. Raimi (v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-42-75) ; U.G.C.-Danton, 6e (329-42-62) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C.-Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C.-Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; U.G.C.-Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

KOYAANISQATSI, film américain de Godfrey Reggio : Biarritz, 8e (723-69-23) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50).

YOR, LE CHASSEUR DU FUTUR, film américain d'Anthony M. Dawson : (v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-63-65) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Élysées, 8e (720-76-23) ; (v.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

Les grandes reprises

ANNIE HALL (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e, (354-39-47).
LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Napoléon, 17e, (380-41-46).
L'ASSASSINAT DE TROTSKY (Fr.) : Acacias, 17e, (764-97-83.).
BARRY LYNDON (A., v.o.) : Movies Halles, 1er, (260-43-99) ; Épée de Bois, 5e, (337-57-47) ; Olympic Balzac, 6e, (561-10-60).
BYE BYE BRASIL (A.) : Denfert, 14e, (321-41-01).
CANNIBAL HOLOCAUST (A., v.f.) (**) : Paramount Marivaux, 2e, (296-80-40).
CERTAINS L'AIMENT CHAUD (A., v.o.) : Champo, 5e, (354-51-60).
LES CINQUANTE-CINQ JOURS DE PÉKIN (A., v.o.) : Action Christine, 6e, (325-47-46) ; Escurial (Hsp.), 13e, (707-28-04).
LES CHIENS DE PAILLE (A., v.o) (**) : U.G.C. Odéon, 6e, (325-71-08).
CONAN LE BARBARE (A., v.f.) : Montparnos, 14e, (327-52-37).
CONTES DE LA VIE ORDINAIRE (It. v.o.) (*) : Paramount Odéon, 6e, (325-59-83).
COUP DE CŒUR (A., v.o.) : Studio Bertrand (H.sp.), 7e, (783-64-66).
LES DAMNÉS (It., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e, (296-62-56).
LE DAHLIA BLEU (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e, (633-97-77).
DEEP END (A., v.o.) : Studio Bertrand (H.sp), 7e, (783-64-66).
DÉLIVRANCE (A., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e, (296-62-56) ; Boîte à Films (H.sp), 17e, (622-44-21).
DOCTEUR JIVAGO (A., v.o.) : Marbeuf, 8e, (225-18-45) ; (v.f.) : Lumière, 9e, (246-49-07) ; Gaumont Sud, 14e, (397-85-50) ; Montparnos, 14e, (327-52-37).
EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount City, 8e, (562-45-76).
L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.) (**) : Saint-André-des-Arts, 6e, (326-48-18).
ERASERHEAD (A., v.o.) : Escurial, 13e, (707-28-04).
LA FABULEUSE HISTOIRE DE DONALD ET DES CASTORS JUNIORS (A., v.f.) : Richelieu, 2e, (233-56-70) ; Ambassade, 8e, (359-19-08) ; La Royale, 8e, (265-82-66) ; Fauvette, 13e, (331-56-86) ; Grand Pavois, 15e, (554-46-85).
LE FACTEUR SONNE TOUJOURS DEUX FOIS (A., v.o.) (*) : George-V, 8e, (562-41-46) ; (v.f.) : Montparnos, 14e, (327-52-37).
L'EXTRAVAGANT MR. RUGGLES (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e, (633-97-77) ; Olympic Balzac, 8e, (561-10-60).
FLESH (A.) (**) : Movies, 1er (260-43-99) ; Action Christine (Hsp), 6e, (325-47-46).
GEORGIA (A., v.o.) : 7e Art Beaubourg, 3e, (278-34-15) ; Quintette, 5e, (633-79-38).
GIMME SHELTER (A., v.o.) : Vidéostone, 6e, (325-60-34).
GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (Hsp) (Fr.) (**) : Denfert, 14e, (321-41-01).
LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lucernaire, 6e, (544-57-34).
LA GRANDE BOUFFE (Franco-It.) (**) : 14 Juillet Parnasse, 6e, (326-58-00) ; 14 Juillet Bastille, 11e, (357-90-81).
HAIR (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e, (325-59-83) ; Publicis Matignon, 8e, (359-31-97).
HAMMETT (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e, (783-64-66).
L'HOMME AU MASQUE DE CIRE (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e, (327-95-94).
LES HOMMES PRÉFÈRENT LES BLONDES (A., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).
IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (Franco-It. v.f.) : Trois Haussmann, 9e (246-66-44).
L'ILE SUR LE TOIT DU MONDE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
L'IMPORTANT C'EST D'AIMER (Fr.) (**) : La Boîte à Films (H.sp), 17e (622-44-21).
JEREMIAH JOHNSON (A. v.f.) : Opéra-Night, 2e (296-62-56) ; Boîte à Films (H.sp.), 17e (622-44-21).
JÉSUS DE NAZARETH (It. v.f.) (1re partie) (2e partie) : Grand pavois, 15e (554-46-85).
KRAMER CONTRE KRAMER (A. v.o.) : Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Ranelagh, 16e (288-64-44) ; (v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).
LA MAITRESSE DU LIEUTENANT FRANÇAIS (A. v.o.) : 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81).
MÊME A L'OMBRE LE SOLEIL LEUR A TAPÉ SUR LA TÊTE (It. v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58).
MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).
MONTY PYTHON SACRE GRAAL (A., v.o.) : Cluny-Écoles, 5e (354-20-12).
MOROCCO (A., v.o.) : Action Écoles, 5e (325-72-07).
NEW YORK, NEW YORK (version intégrale) : Calypso, 17e (380-30-11).
NINOTCHKA (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).
NOCES DANS LE SANG (Esp., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70).
LA NUIT DE L'IGUANE (A., v.o.) : Action Christine, (Bis), 6e (325-47-46).
ON ACHÈVE BIEN LES CHEVAUX (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).
PINOCCHIO (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).
PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Studio Médicis, 5e (633-25-97).
PLACE AU RYTHME (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).
REBECCA (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).
RIZ AMER (It., v.o.) : Studio Logos, 5e (354-26-42).
SPARTACUS (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).
SUPERVIXENS (A.) (**) : Hollywood boulevard, 9e (770-10-41).
TAIS-TOI QUAND TU PARLES (Fr.) : Arcades, 2e (233-54-58).
LE TAMBOUR (All., v.o.) (*) : St-André des Arts, 6e (326-80-25).
TRAQUENARD (A., v.o.) : Action Christine (H.sp.), 6e (325-47-46).
THE ROSE (A., v.o.) : Parnassiens, 14e (329-83-11).
TAXI DRIVER (A., v.o.) (**) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; St-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Élysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; (v.f.) : Lumière, 9e (246-49-07).
TIREZ SUR LE PIANISTE (Fr) : Olympic, 14e (542-67-42).
LE TROISIÈME HOMME (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).
UNE FEMME DISPARAIT (A., v.o.) : André Bazin, 13e (337-74-39).
WOODSTOCK (A., v.o.) : Péniche des Arts, 16e (527-77-55).
YOYO (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).

Les séances spéciales

L'AGE D'OR (Mex.) : Templiers, 3e (272-94-56), mer., jeu., ven., sam. 20 h., dim., lun., mar. 22 h 30.
AMERICAN GIGOLO (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 14 h, 18 h 15, ven., sam. 0 h 15.
ALLIEN (A., v.o.) (*) : Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32), 20 h 10.
LES ANNÉES DE PLOMB (All., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11), 14 h 15.
APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*) Boîte à films, 17e (622-44-21), 21 h 45.
BLADE RUNNER (*) (A., v.o.) : Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32), 22 h 15 + v.f. Opéra Night, 2e (296-62-56), jeu., ven., lun. mar. 19 h 20, 21 h 30, sam., dim., lun. 16 h 10.
LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), mer., ven., lun. 21 h, jeu., sam. 19 h, dim. 18 h.
CALIGULA (It., v.o.) (**) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), ven., sam. 24 h.
CARMEN JONES (A., v.o.) : Saint-Lambert, 15e (532-91-68), jeu., sam. 21 h, dim. 19 h.
CASANOVA, UN ADOLESCENT A VENISE (It., v.o.) : Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32), 16 h 15.
CHÉRIE JE ME SENS RAJEUNIR (A., v.o.) : Movies Halles, 1er (260-43-99), 12 h 10 + sam., 24 h.
CLEMENTINE TANGO (Fr.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 22 h 15.
COUP DE CŒUR (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66), 20 h 40.
LA DAME DE SHANGHAI (A., v.o.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h (sf sam., dim.).
DIALOGO DI ROMA (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h (sf sam., dim.).
ELEPHANT MAN (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56), 20 h 10.
L'ETAT DE BONHEUR PERMANENT (Fr.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66), première partie dim. 10 h ; deuxième partie dim. 12 h.
FLESH (A., v.o.) (**) : Action-Christine, 6e (325-47-46), 22 h 25.
HAMMETT (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66), 16 h, 22 h 30.
L'HOMME A LA PEAU DE SERPENT (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 14 h 15.
LE JAPON DE F. REICHENBACH (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), mer., 19 h 30, lun. 17 h 45.
JOHNNY GOT HIS GUN (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 20 h 15.
LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h. (sf sam., dim.).
MACADAM COW-BOY (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11), 19 h 30.
MAD MAX I (A., v.o.) (**) : Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32), 18 h 30.
LE MASQUE DE FU MANCHU (A., v.o.) : Olympic-Luxembourg (633-97-77), 12 h et 24 h.
MORT A VENISE (It., v.f.) Templiers, 3e (272-94-56), sam., dim. 17 h 45, + t.l.j., 22 h.
NEWSFRONT (Aust., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e, (326-48-18), 12 h.
LA NUIT DE VARENNES (It., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56), mer., jeu., ven., sam. 21 h 30, lun., 20 h.
ORANGE MÉCANIQUE (**) (A., v.o.) Studio Galande, 5e (354-72-71), 20 h 15.
PANIQUE A NEEDLE PARK (**) (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77), 12 h et 24 h.
PLAYTIME (Fr.) : Templiers, 3e (272-94-56), sam., dim., 15 h 45.
LE PROCÈS (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77), 12 h et 24 h.
LE PROFESSIONNEL (Fr.) : Péniche, 16e (527-77-55), 19 h. (sauf mar.).
QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 22 h + Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ven. 17 h 30, sam., mar. 20 h 30.
QUERELLE (All., v.o.) (**) : Boîte à Films, 17e, (622-44-21), 18 h 15.
RÊVE DE SINGE, (It., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 16 h.
LES SENTIERS DE LA GLOIRE (A., v.o.) : Calypso (380-30-11), 14 h.
SUBWAY RIDERS (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 12 h.
T'ES FOU JERRY (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), ven. et sam., 14 h.
THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A., v.o.) (*) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 22 h 40, sam. 0 h 30.
TOUTE NUDITÉ SERA CHATIÉE (Brés.) : Denfert, 14e (321-41-01), jeu. 16 h, mar. 18 h.
VA TRAVAILLER VAGABOND (Brés., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01), dim. 18 h, jeu., lun., 22 h.
VOYAGE AU BOUT DE L'ENFER (A., v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11), 21 h 15.
XICA DA SILVA (Brés., v.o.) : Denfert, 14e (321-41-01), mer., jeu., lun. 18 h., ven., mar. 22 h.
YOL (Turc, v.o.) : Saint-Ambroise, 2e (700-89-16), lundi 22 h 30.
Z (Fr.) : Templiers (272-94-56), mar. 20 h.
ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.) : Denfert, 14e (321-41-01), mer, 14 h., ven., dim., lun., mar. 16 h, sam. 20 h.

Les festivals

MARX BROTHERS (v.o.) : Action Écoles, 5e (325-72-07), mer. : Explorateurs en folie ; jeu. : Noix de coco ; ven. : les Marx au grand magasin ; dim. : Chercheurs d'or ; lun. : Un jour au cirque ; mar. : Une nuit à l'Opéra.
LES FEMMES DE FASSBINDER (v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 14 h : le Mariage de Maria Braun ; 16 h 5 : Lili Marleen ; 18 h 10 : Lola, une femme allemande.
DOSTOIEVSKY (v.o.) Cosmos, 6e (544-28-80), mer., ven., mar., 20 h ; jeu., dim., 18 h ; sam., lun., 16 h : l'Idiot (de Lampin) ; sam., lun., 18 h : l'Idiot (de Kurosawa) ; jeudi, 20 h, sam., lun., 21 h ; dim., 14 h : Crime et Châtiment ; mer., mar., 16 h ; ven., 14 h ; dim., 20 h : les Frères Karamazov ; mer., lun., 14 h ; jeu., 16 h ; ven., 18 h : les Nuits blanches ; jeu., sam., mar., 14 h ; ven., 22 h : la Douce.
VITEZ ET LE THÉÂTRE vu par MARIA KOLEVA : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).
POLAR-STORY (v.o.) : Action La-Fayette, 9e (878-80-50), mer., jeu. : Et tournent les chevaux de bois ; ven., sam. : J'aurai ta peau ; dim., lun., mar. : Témoin à charge ; Olympic, 14e (542-67-42), mer. : The Big Fix ; jeu. : Bas les masques ; ven. : Serpico ; sam. : le Point de non retour ; dim. : Autopsie d'un meurtre ; lun. : la Maison de bambou ; mar. : Flics ou Voyou.
LES STARS D'HOLLYWOOD (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50), mer., jeu. : Elle et Lui ; ven., sam. : Pousse-toi chérie ; dim., lun. : la Fille sur la balançoire ; mar. : Sylvia Scarlett.
CINÉMA ITALIEN (v.o.) Républic Cinéma, 11e (805-51-33), mer., jeu. : l'Argent de la vieille ; ven. : Gendarmes et Voleurs ; sam. : le Cri ; dim. : le Bon, la Brute et le Truand ; lun. : l'Innocent ; mar. : Profession reporter.
LES GRANDES REPRISES DE L'ESCURIAL : Escurial, 13e (707-28-04), 14 h 30 : Zorba le Grec ; 17 h : Ludwig, requiem pour un roi vierge ; 21 h 30 : les 55 jours de Pékin ; ven., 0 h 30 : Chicanos Story ; 19 h 30 : l'Homme de la rivière d'argent (v.o.) ; sam., 0 h 30 : Eraserhead (v.o.) (**) + le Bunker de la dernière rafale (v.o.).
COMÉDIES MUSICALES (v.o.) : Mac-Mahon, 17e (380-24-81), mer., sam. : le Bal des sirènes ; jeu. : Tous en scène ; ven. : Ziegfield Folies ; sam. : Ma sœur est du tonnerre ; dim. : Cover girl ; lun. : le Bal des sirènes ; mar. : Tous en scène.
RICHARD DREYFUSS : Rialto, 19e (607-87-61), en alternance : les Dents de la mer (*) : The Big Fix ; le Concours ; Rencontre du troisième type.
BUSTER KEATON : Marais, 4e (278-47-86), mer. : Ma vache et moi ; jeu. : le Mécano de la General ; ven. : Sherlock junior ; sam. : les Lois de l'hospitalité ; dim. : Fiancées en folie ; lun. : le Dernier Round ; mar. : la Croisière du Navigator.
NEW-YORK VU PAR... (v.o.) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91), mer., 14 h ; sam., dim., 22 h ; lun., 18 h : le Policeman ; mer., 16 h ; ven., 20 h 30 ; sam., 14 h ; dim., 18 h ; lun., 20 h 15 : Gloria ; mer., 18 h 15 ; jeu., 19 h 45 ; ven., 14 h ; sam., 16 h ; mar., 22 h 30 : les Bas-Fonds new-yorkais ; mer., 20 h ; jeu, 15 h 45 ; ven., 22 h 30 ; dim., 20 h 15 ; mar., 17 h : Nex stop Greenwich Village ; mer., 21 h 45 ; sam., 20 h ; dim., 16 h ; lun., 14 h : Mean Street ; jeu., 14 h ; ven., 15 h 45 ; lun., 20 h 15 ; mar., 18 h 50 : Et tout le monde riait ; jeu., 17 h 30 ; sam., 17 h 45 ; dim., 14 h ; lun, 16 h ; mar., 20 h 30 : Sur les quais ; jeu., 21 h 30 ; ven., 17 h 30 ; mar., 14 h : le Prince de New-York.
TRILOGIE DE BERGMAN (v.o.) : Studio Bertrand, 7e (583-64-66), 14 h : la Soif ; 15 h 40 : le Septième Sceau ; 17 h 20 : la Source.

MUSIQUE

Les concerts

MERCREDI 24

ÉGLISE SAINT-ÉTIENNE-DU-MONT, 21 h : Orchestre de chambre de Heidelberg (Vivaldi, J.-S. Bach, Mozart, Telemann).

JEUDI 25

LUCERNAIRE, 19 h 45 : A. Szycinska (Beethoven, Chopin, Szymanowsky).
ÉGLISE SAINT-ÉTIENNE-DU-MONT, 21 h : voir le 24.

VENDREDI 26

LUCERNAIRE, 19 h 45 : voir le 25.
STE-CHAPELLE, 18 h 30 et 20 h 30 : Ars Antiqua de Paris (musique au temps des Croisades).

SAMEDI 27

LUCERNAIRE, 19 h 45 : voir le 25.
STE-CHAPELLE, 18 h 30 et 20 h 30 : Ars Antiqua de Paris (musique élizabéthaine).

DIMANCHE 28

KIOSQUE DU JARDIN DU LUXEMBOURG, 15 h : Crane Artillery Regiment Music (Grétry, Gossec, Triebensee...).
CHAPELLE ST-LOUIS DE LA SALPÊTRIÈRE, 16 h 30 : M. Guyard, M. Maur (Viviani, Tartini, Albinoni).
NOTRE-DAME, 17 h 45 : A. Bouvet (Franck, Vierne, Scheidemann...).
SERRE D'AUTEUIL, 15 h 30 : Ensemble V. Fortunat.

LUNDI 29

LUCERNAIRE, 19 h 45 : voir le 25.
STE-CHAPELLE, 18 h 30 : voir le 26.

MARDI 30

LUCERNAIRE, 19 h 45 : voir le 25.
JARDIN DU LUXEMBOURG, 16 h : Musique des gardiens de la paix.

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05) (dim., lun.), 21 h 30 : S. Guérault.
CHAPELLE DES LOMBARDS (357-24-24) (dim., lun.), 22 h 30 : Pedro Wognin (dernière le 27) ; (à partir du 30) : Alafia.
LUCERNAIRE (544-57-34) (dim., lun.), 22 h 15 : François Allysse Group.
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : G. Lafitte, Wild Bill Davis, Cl. Lucq (dernière le 28) ; (à partir du 30) : A. Villeger, H. Sellin, P.-Y. Sorin, R. Portier.
LA RESSERRE AUX DIABLES (272-01-73), (D., L.), 22 h : René Urtreger, Michelot, Chantemps (dernière le 27) ; (à partir du 30) : A. Romano.
SUNSET (261-46-60), le 30 à 23 h : S. Marc, K. Bust, K. Rustan, Del Rabenja.

La danse

MAIRIE DU IVe (278-60-56), ven., sam. et dim. 21 heures : les Ballets historiques du Marais.
ESCALIER D'OR (523-15-10), à 19 h : Signan's Dause, F. Olry ; 22 h : Groupe Incline, J. Taffonel (dernières le 27) ; (à partir du 30), 19 h : Meenakshi Devi ; 22 h : Eannah-K. Kowalski.

COMMUNICATION

Gure Irratia, une radio en langue basque

Tandis que les radios locales continuent leur petite guerre *sur la bande FM parisienne*, des stations de province connaissent d'autres difficultés, et en premier lieu financières. Témoins Gure Irratia, la radio en langue basque.

De notre envoyé spécial

Bayonne. — Nantie d'une petite valise émettrice, Jacqueline Lautré *parcourt les trois provinces du Pays* basque français (le Labourd, la Basse Navarre et la Soule), pour réaliser des reportages en direct, tandis que Marttin Larzabal assure la permanence de l'antenne. Ou vice versa.

Polyvalents par la force des choses, Jacqueline et Marttin : ce sont les deux seuls salariés à plein temps de Gure Irratia (Notre Radio), l'unique station locale privée à diffuser toutes ses émissions en langue basque, l'euskara (*sauf évidemment*, les interviews de personnes ne parlant que le français). *« Il a fallu tout apprendre, il faut tout faire »*, disent-ils. Pour 3 500 F net par mois et des semaines de 50 heures et plus. Un autre animateur-technicien-journaliste, rémunéré à mi-temps, Lucien Etchezaharreta, *et un prêtre, qui tient le micro une* journée entière par semaine à titre gracieux, complètent l'équipe des « permanents ». Une vingtaine de bénévoles — en majorité des jeunes — viennent épisodiquement apporter leur aide.

Des moyens dérisoires — malgré la chance d'avoir pu louer un ancien studio d'enregistrement, dans une petite maison de Villefranque, à 10 kilomètres de Bayonne, — neuf à dix heures d'émissions quotidiennes à réaliser en semaine (quinze le samedi, six le dimanche), des diffi*cultés financières de tous les ins*tants : la tâche est rude. Mais quels obstacles l'équipe de Gure Irratia ne surmonterait-elle pas, pour accomplir la mission qu'elle s'est assignée : promouvoir l'euskara ?

L'idée est née du secteur associatif de la région de Bayonne, *« de la part de gens »*, dit Martin Larzabal, *qui se sont investis dans les* iskastola (écoles en langue basque), *dans les manifestations culturelles, etc. »* Une association a été créée, Entzun Ikus (entendre et voir), chargée de défendre l'euskara dans les médias *audiovisuels. Dotée d'un conseil* d'administration de dix membres, *lui-même composé* de trois collèges (fondateurs, membres actifs, membres associatifs), elle a fait, au départ, un appel de fonds publics, recueillant environ 70 000 F. Elle a obtenu pour Gure Irratia, la création de deux emplois d'utilité collective, et c'est elle, qui assure le budget de fonctionnement de la station. *« On nous rembourse les frais d'essence »*, dit Jacqueline Lautré.

Bref, la radio a réussi à naître le... 24 décembre 1981, sur 94,8 MHz, avec, à l'époque, trois heures d'émissions quotidiennes. Autorisée par la *commission Galabert, elle attend*, avec la dérogation que devrait lui accorder la Haute Autorité de la communication audiovisuelle, de passer sur 89,6 MHz et surtout de percevoir la subvention annuelle de l'Etat (100 000 F). Car Gure Irratia respecte scrupuleusement la loi : pas la moindre publicité, même dé*guisée, sur son antenne, pas le plus* petit sponsor dans sa valise émettrice.

Toutes tendances

*Combien de bascophones l'écou*tent, *dans la ronde permise des 30 kilomètres ? Ses responsables se* déclarent incapables de citer un chiffre. *« Au début, on s'est méfié de nous*, dit J. Lautré, *mais maintenant nous sommes bien perçus. De plus en plus d'associations, de comités des fêtes, etc., nous signalent leurs activités, font appel à nous pour des reportages.* » C'est que *Gure Irratia a ouvert ses micros au* monde basque dans son ensemble, *« des plus radicaux aux plus modérés »*, même si elle se situe dans la mouvance de la gauche. *« Le courant « abertzale »* (nationalistes) *s'y exprime, bien sûr, mais c'est loin d'être notre seule carte d'identité »*, dit Martin Larzabal.

En fait, la station de Villefranque se veut être la « radio culturelle basque », et ses programmes éclectiques semblent le prouver : des *pertsulari* (improvisateurs basques) aux *kantaldi* (spectacles populaires enregistrés), Gure Irratia draine les rives de l'Adour, en matière de littérature, de poésie, d'histoire ou de *Kantu xaharrak* (vieilles chansons), organisant parfois des « tables rondes » — culturelles ou politiques — dans ses studios. *Nous rendons aussi service*, dit l'un des animateurs, *aux gens qui apprennent l'euskara, et, d'une façon générale, nous faisons comme si notre langue était couramment parlée dans la rue. »*

Où le bât blesse le plus, c'est dans le domaine de l'information. Car Gure Irratia consacre de larges tranches *horaires, en particulier de* 7 heures à 9 heures, aux nouvelles nationales et internationales. Mais, sans moyens et sans grande expérience journalistique, l'équipe avoue se livrer à une compilation de *Sud-Ouest*, du *Monde*, de *Libération* et de quelques journaux espagnols...

Et la technique a parfois du mal à suivre : il arrive que l'on demeure gorge sèche devant le micro, ou que l'on se trompe de bouton sur les pupitres de la régie. Dans ces cas-là, les auditeurs qui téléphonent (« J'entends de la musique au lieu *des informations »*) *permettent* de rectifier le tir... Gure Irratia est certes encore une radio amateur, dans tous les sens du terme, mais elle s'est bien placée en aval et en amont d'une culture et d'une identité basques qui recommencent à émerger.

MICHEL CASTAING.

A VOIR

L'affaire Graziosi

« L'affaire » avait défrayé la chronique italienne à l'époque. L'affaire Graziosi fait partie de ces drames — comme l'affaire Dominici en France — qui ont divisé l'opinion, qui n'ont jamais été totalement éclaircis. Suicide ou crime prémédité de longue date ? Accusé d'avoir tué sa femme, Maria, Arnoldo Graziosi, pianiste connu, est condamné à la réclusion à perpétuité en 1947, avant d'être gracié douze ans plus tard par le président Gronchi grâce à l'intervention de sa fille, qui avait quatre ans au moment des événements. Arnoldo Graziosi, qui a aujourd'hui soixante-dix ans, a été réhabilité ; il travaille actuellement à la R.A.I., la télévision de service public italienne.

C'est « son » affaire qu'un avocat napolitain, Michel Massa, a mis en scène pour la R.A.I. 2 dans un film qui a été diffusé en deux épisodes en 1981 en Italie. Jean-Pierre Cassel, qui joue le rôle du pianiste — il lui ressemble, paraît-il, extraordinairement — aurait aimé rencontrer Graziosi et sa fille. Ceux-ci n'ont pas voulu. Ils ne peuvent pas s'opposer, comme en France, au tournage d'un film les concernant.

Le film repose essentiellement sur les minutes du procès. Le « suicide ». L'enquête. Les mille détails qui alourdissent l'affaire. Témoignages partisans, négligences de toutes parts, y compris du côté de la justice... On s'enfonce dans l'obscurité.

C'est assez bien ficelé, tourné dans les couleurs sépia et bleue qui font très « années 40 », avec un sens dramatique très près du réel, tendu, minutieux. On se demande pourquoi le personnage de la mère de Maria est en décalage total avec le ton du film (très mélo), et pourquoi celui-ci dérape brusquement cinq minutes dans le comique. On sent bien l'intention, l'ironie sur la justice, ironie inutile. Jean-Pierre Cassel, cheveux gominés, yeux cernés, est excellent dans un rôle qu'on n'a pas l'habitude de lui voir jouer. A la fois troublé, transparent, décent, opaque, froid ou simplement digne. Impénétrable.

CATHERINE HUMBLOT.

★ *L'affaire Graziosi*, jeudi 25 août, A 2, 20 h 35.

RADIOS LOCALES PRIVÉES

M. Fillioud mise sur un élargissement de la bande F.M.

M. Georges Fillioud, secrétaire d'État aux techniques de la communication, était, le 23 août, l'invité du Poste parisien-Fréquence presse. *Dans ce premier entretien* accordé depuis la loi de juillet 1982 à une radio locale privée, le secrétaire d'État a estimé qu'il serait possible, d'ici deux ans, d'attribuer de nouvelles fréquences en utilisant la bande comprise enre 104 et 108 MHz, réservée pour le moment aux communications militaires. D'autre part, *M.* Fillioud a réaffirmé que le gouvernement n'avait toujours pas l'in*tention d'autoriser la publicité* commerciale sur les radios locales privées pour ne pas déstabiliser le marché publicitaire intérieur.

Pendant ce temps, l'application de la législation sur la bande F.M. parisienne se poursuit activement, M. Raphaël Constant, président de Radio-Vokz, une radio antillaise indépendantiste émettant sans autorisation, a été inculpé, mardi 23 août, par le juge d'instruction à la descente de l'avion qui le ramenait de Fort-de-France. Ces poursuites judiciaires continuent de soulever de nombreuses protestations, notamment celles de l'Intergroupe parle*mentaire* pour la *défense* de la liberté d'expression. Cet organisme, animé pr M. Jacques Baumel, sénateur R.P.R. des Hauts-de-Seine et regroupant des députés et des sénateurs de l'opposition, estime que les saisies policières constituent *« une atteinte à la liberté de la presse »* et *« un hypocrite rétablissement de la censure politique »*.

Les responsables de la Fédération nationale des radios libres (F.N.R.L.) observent que *« le débat engagé par quelques stations parisiennes ne saurait remettre en cause une loi positive »* et dont l'application se déroule sans incident en province. La F.N.R.L. estime qu'il est plus urgent de mettre sur pied *« une commission paritaire de financement susceptible de dégager des ressources pour les radios de communication sociale »*.

Les fréquences attribuées dans la région parisienne

Le *Journal officiel* du 23 août a publié la liste des fréquences autorisées par la Haute Autorité de la communication audiovisuelle pour les sept départements de la banlieue de Paris.

SEINE-ET-MARNE (77)

Radio-Brie F.M. (Brie-Comte-Robert), 103,70 MHz, 500 W. *Radio-Corsaire* (Ozoir-la-Ferrière), 91,90 MHz, 100 W. *Radio-77 F.M.* (Torcy), 102,90 MHz, 500 W. *Radio-Spirale* (Torcy), 94,10 MHz, 100 W. *Radio-Fan 77* (May-en-Multien), 96,50 MHz, 100 W. *Fréquence-Melun 77* (Melun), 102,40 MHz, 100 W. *Skinny-Cat-Radio* (Moulignon), 94,40 MHz, 100 W. *Radio-Thérouanne* (Saint-Soupplets), 100,70 MHz, 100 W. *Radio-Né-na-phare F.M.* (Maincy), 100,30 MHz, 100 W. *Radio-H* (Saint-Fargeau), 100,70 MHz, 50 W.

YVELINES (78)

Regroupement : Radio-Saint-Germain et Radio-Boucle (Saint-Germain-en-Laye), 102,10 MHz, 100 W. *Radio-Clémentine* (Sartrouville), 94,10 MHz, 100 W. *Canal-V-Stéréo (C.V.S.)* (Le Chesnay), 95,50 MHz, 500 W. *R.F.M.* (Vélizy-Villacoublay), 96,90 MHz, 500 W. *M.V.B.S. (Mantes, Vexin, bords de Seine)* (Fresnel), 103,60 MHz, 500 W. *Radio-Vallée de la Seine* (Les Mureaux), 102,80 MHz, 400 W. *Regroupement : Radio-Mesnil-Loisirs et Radio-Média-plus* (Maisons-Laffite), 89,60 MHz, 30 W. *Radio-Oxygène* (Rambouillet), 101,90 MHz, 100 W. *Triangle-103* (Trappes), 92,70 MHz, 100 W. *Radio-La Tour* (Houdan), 99,50 MHz, 100 W. *Mantes F.M.* (Mantes-la-Jolie), 88,10 MHz, 100 W. *Radio-Vieille-Eglise* (Rambouillet), 91,50 MHz, 20 W.

ESSONNE (91)

Canal-91 (Évry), 102 MHz, 500 W. *Radio-Top-Essonne* (Villejust), 103 MHz, 500 W. *Regroupement : Radio-Évasion et Radio-Horizon* (Brunoy), 102,60 MHz, 100 W. *Regroupement : Radio-Massy-Pal et Nord-Essonne* (Massy), 101,20 MHz, 100 W. *Spot F. M.* (Briis-sous-Forge), 89,20 MHz, 500 W. *Radio-Village* (Villiers-le-Bâcle), 103,80 MHz, 100 W. *Radio-Giffa* (Gif-sur-Yvette), 102,50 MHz, 50 W.

HAUTS-DE-SEINE (92)

Regroupement : Radio-Nanterre et Radio-Rencontre-Rueil (Nanterre), 94,70 MHz, 100 W. *92-Radio* (Nanterre), 91,10 MHz, 100 W. *Radio-G* (Gennevilliers), 98 MHz, 100 W. *Radio-Service-Rueil* (Rueil-Malmaison), 88,80 MHz, 100 W.

SEINE-SAINT-DENIS (93)

Regroupement : Fréquence-Cité et Multi-Médias (Saint-Denis), 95,90 MHz, 100 W. *T.S.F.-93* (Romainville), 100,80 MHz, 100 W. *Regroupement : Radio-Rivage et Radio-Contact* (Bondy), 92,10 MHz, 100 W.

VAL-DE-MARNE (94)

Radio-Trans-Hélium (Villejuif), 99.10 MHz, 50 W. *Regroupement : Fréquence-94-Créteil et R.D.C.* (Créteil), 94,55 MHz, 250 W. *Radio-Églantine* (Chennevières-sur-Marne), 101,60 MHz, 100 W. *Radio-Gaël* (Joinville-le-Pont), 97 MHz, 100 W. *Radio-Soleil-94* (Villejuif), 92,50 MHz, 100 W. *Regroupement : Radio-Sud-Est F.M., Radio-Radio, Radio-Oxygène* (Villeneuve-Saint-Georges), 103,30 MHz, 100 W. *Radio-A.J.D.L.* (Sucy-en-Brie), 88,80 MHz, 30 W.

VAL-D'OISE (95)

Regroupement : Fréquence-Bermude (Sannois), 89,90 MHz, 100 W. *Radio-Espace* (Saint-Prix), 96,30 MHz, 20 W. *Regroupement : Radio-Ginglet et Radio-La-Boucle* (Cergy), 94,40 MHz, 200 W. *Regroupement : Radio-Enghien et F. M.-95* (Montmorency), 90,75 MHz, 100 W. *Radio-Première* (Pontoise), 101,70 MHz, 50 W.

Magnétoscopes : 200 000 « bons citoyens »

Au départ, ils sont *1 100 000 contribuables* au 1er janvier, ceux qui possèdent un magnétoscope et doivent acquitter la nouvelle taxe de 471 F (621 F l'an prochain). Plus les acheteurs d'un appareil en 1983, ceux qui réussissent à vaincre le blocus douanier de Poitiers et que ne rebute pas le surcoût imposé par le fisc. *On les évalue* aujourd'hui à 300 000 pour l'ensemble de l'année. Total : 1 400 000.

L'administration, dès l'automne de 1982, parie sur une forte fraude et table sur seulement 457 000 possesseurs d'appareils pour le budget de l'audiovisuel de 1983... Au 30 juin, *ils* ne sont que 200 000 à avoir accompli leur devoir civique, avec une forte proportion d'acheteurs de 1983, ceux pour lesquels la déclaration par le vendeur est obligatoire : 14 %...

Soit 200 000 « gogos » qui ont déclaré leur *magnétoscope*, et 1 200 000 petits malins qui ne l'ont pas fait et qui échappent à la taxe. C'est d'autant plus rageant qu'on estime que cela fait partie des profits et pertes et qu'on ne récupérera sans doute jamais les petits malins sur les listes d'émargement.

Quels moyens a-t-on de faire payer ces mauvais Français à l'heure où le budget public ressemble au tonneau des Danaïdes et où la rigueur frappe de toutes parts ? Peu, apparemment. Le service de la redevance (2 000 personnes) compte quelque 400 contrôleurs, mais ils s'occupent avant tout de la taxe de télévision ou des exonérations intervenues cette année. Les magnétoscopes passent au second plan. *« L'impôt est déclaratif »*, nous dit-on en langage adéquat à la direction de ce service ; *« nos contrôleurs se mettent à la disposition des redevables »*. Le joli mot et la jolie phrase... Et on ajoute : *« Nous n'avons pas le souci de les persécuter »*.

Que ne le savions-nous plus tôt ! Car, si le (bon) contribuable a, lui, le souci d'être en règle avec son administration, il n'aime guère avoir l'impression de l'injustice fiscale. N'est-ce pas le cas ?

Y. A.

Mercredi 24 août

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Vagabondages.
Emission de R. Gicquel et D. Sanders.
Avec Francis Lemarque, Djurdjura...

21 h 45 Autour de l'Opéra : Wozzeck.
d'A. Berg, d'après G. Buchner, dir. musicale S. Cambreling, avec E. Grundheber, L. Pezzino, C. Feller, l'orchestre et les chœurs de l'Opéra national de Belgique, dir. H.G. Lenders. Emission de la R.T.B.F.
Enregistrée pendant toute la durée de la préparation de Wozzeck *à l'Opéra national de Bruxelles, cette émission montre le travail progressif des chanteurs, du metteur en scène, du chef d'orchestre, des musiciens.*

22 h 40 Journal.

22 h 50 Championnats d'Europe de natation à Rome.

23 h 10 Caméra fantastique.
L'avenir du cinéma fantastique français.

23 h 30 Journal.

23 h 45 Un soir, une étoile.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Téléfilm : le Pic des trois seigneurs (deuxième partie). Réal. G. Guillaume avec D. Loo, P. Raynal...
Trois seigneurs se disputaient la domination du pays. Victimes de leur soif du pouvoir, ils périrent sous une avalanche de neige. Quelques siècles plus tard, la légende va-t-elle se renouveler ? Gérard Guillaume a tourné en Ariège une fable comme toujours à la limite du réel et de la fiction, en contact étroit avec la population. Un western « moral » sur le pouvoir, sur la xénophobie, doublé d'une étude de mœurs.

22 h 15 Concert : Rachmaninov.
Concerto nº 3 pour piano, par l'Orchestre philharmonique de New-York, dir. Z. Mehta.

23 h 10 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Série : Frégoli.
De P. Cavara avec L. Proietti, L. Polito, C. Honorato.
Dernier épisode des quatre cents coups de Léopold Frégoli. Célèbre à Paris, il conquiert l'Amérique du Sud. De retour à Rome, il fait ses adieux à la scène.

21 h 35 Journal.

21 h 55 Les merveilles de la mer.
L'art du camouflage, réal. F. Rossif.
La rascasse, le scorpion, le crapaud de mer, les crabes : comment et pourquoi se cachent-ils ?

22 h 30 Film : le Souffle au cœur.
Film français de L. Malle (1970), avec L. Massari, B. Ferreux, D. Gélin, M. Winocourt, F. Ferreux, M. Lonsdale, A. Ninchi.
En 1954, un adolescent, appartenant à une famille bourgeoise de Dijon, s'initie à la sexualité. Pendant une cure dans une station thermale, il connaît, avec sa mère, un moment de bonheur très particulier. Chronique de mœurs où Louis Malle fustige la morale hypocrite d'un milieu qu'il connaît bien. L'inceste, qui n'en est pas le sujet essentiel, causa un scandale à l'époque.

0 h 25 Prélude à la nuit.
La pub et la mort, de J. Lennon, spectacle de la Péniche-Opéra.

FRANCE-CULTURE

20 h, La chanson de l'oiseau.
21 h, Les cinéastes du documentaire : Passepartout.
22 h, L'Histoire du soldat, de Stravinski (donné le 22 août au Festival estival de Paris).
23 h 30, New wave.

FRANCE-MUSIQUE

19 h 30, Concert (en direct du Grosses Festspielhaus de Salzbourg) : *Symphonie nº 3*, de Mahler, par l'Orchestre philharmonique d'Israël, dir. Z. Mehta ; sol. : F. Quivar, soprano.
22 h, Fréquence de nuit, feuilleton : « Wilhelm Backhaus » : œuvres de Brahms, Schumann.
22 h 30, Le tour du monde en trente-cinq rêves : mémoires de masques, tango et serpentin.

Jeudi 25 août

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h Vision plus.
12 h 30 Le bar de l'été.
13 h Journal.
13 h 35 Objectif santé : Médicaments et personnes agées.
13 h 45 Sloane, agent spécial.
16 h 30 Croque-vacances.
18 h Le rendez-vous.
18 h 10 Revoir : la Birmanie des frontières.
19 h 5 Météorologie.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Jeu : Super-défi.
19 h 45 Jeu : Marions-les.
20 h Journal (et à 22 h 5 et 23 h 35).
20 h 35 Téléfilm : la Route inconnue.
Réal. J. Dewever. Avec J.-P. Mocky.
Un jeune homme entre deux rêves, deux femmes, deux images. Laquelle choisir ? Première partie d'une œuvre inspirée d'un roman d'André Dhotel. Univers onirique, fabuleux jeu de passe-passe entre la réalité et les songes adolescents. Un peu long à démarrer, mais séduisant.
22 h 15 Championnats d'Europe de natation à Rome.
22 h 30 Caméra festival : Les mémoires de la Méduse.
Série de C. Laperrière et B. Gouley.
L'histoire de cette fameuse frégate échouée en 1816.
23 h 45 Un soir, une étoile.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal (et à 12 h 45).
12 h 10 Platine 45.
12 h 30 Série : Les amours des années grises.
13 h 35 Série : Le Virginien.
14 h 45 Aujourd'hui la vie.
15 h 45 Dessins animés : Tom et Jerry.
16 h 50 Sports été.
18 h Récré A 2.
18 h 40 Flash info.
18 h 50 Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 35 Soirée italienne. Club des télévisions du monde (R.A.I. 2) : l'Affaire Graziosi.
Téléfilm de M. Massa ; avec Jean-Pierre Cassel. *(Voir article ci-contre.) 22 h 55 Variétés : Lady Magic. Avec les chanteuses Ornella Vanoni (Italie), Maria Creusa (Brésil), Anna Belen (Espagne) et Patty Austin (U.S.A.), sur une chorégraphie de Guelis.*
23 h 20 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

19 h 10 Journal.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 35 Pour les jeunes.
19 h 50 Dessin animé : Ulysse 31.
20 h Les jeux.
20 h 35 Cinéma sans visa.
Emission de J. Lacouture et J.-C. Guillebaud.
20 h 40 Film de Turkménie : la Bru.
Film turkmène de K. Narliev (1972), avec H. Ovezguelenov, M. Aimedova, K. Narliev, A. Ajmanlieva (v.o. sous-titrée).
Dans le désert du Turkménistan, une jeune femme, vivant avec son beau-père, éleveur de moutons, rêve au retour de son mari, dont elle n'a plus de nouvelles depuis la fin de la guerre. Révélation d'un monde inconnu, et du cinéma de la République socialiste du Turkménistan. Une œuvre à la fois réaliste et poétique sur les nomades turkmènes et la condition de la femme musulmane.
21 h 50 Témoignages.
Débat sur et autour du film, avec K. Narliev, le réalisateur, M. Rodinson, islamologue, Mme H. Carrère d'Encausse, historienne, et N. Dioujeva, journaliste.
22 h 35 Journal.
22 h 55 Prélude à la nuit.
Eduardo Falu, guitare et chant.

FRANCE-CULTURE

7 h 2, Colportages.
8 h, La vie animale en péril. Les animaux domestiques.
8 h 32, Les matinées de France-Culture ; à 9 h 7, Voyages sans visa : l'Irak ; à 10 h, Redécouvrir Villon ; à 10 h 15, Les piétons de Paris.
11 h, Musique : Festival estival de Paris, journée jeunes interprètes (et à 14 h et 17 h 30).
12 h, Les parlers régionaux.
12 h 45, Panorama.
13 h 30, Feuilleton : le Mystère de la chambre jaune.
15 h, Flaubert au travail : Bouvard et Pécuchet.
15 h 30, Un saint devenu roi.
16 h, Médecine prophétique en Côte-d'Ivoire (rediff.).
17 h 2, Les Maronites, par A. Ouaiss.
18 h 30, Entretiens avec... P. Soupault.
19 h 20, Agora : Egypte.
19 h 50, La vallée aux loups : J.-B. Chassignet.
20 h, La chanson de l'oiseau.
21 h, Les cinéastes du documentaire : Passepartout en Asie.
22 h, Un rêveur de mots, Gaston Bachelard, La poésie et les éléments (l'air).
22 h 30, Communauté des radios publiques de langue française : la bière, boisson noble.
23 h 30, New wave.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques du matin.
8 h, Le journal de musique.
8 h 15, Autour du... « Voyage d'hiver » : œuvres de Mahler, Schubert.
12 h, Jeunes compositeurs du Conservatoire : œuvres de Kergomard, Levinas.
12 h 35, Jazz : Erroll Garner.
13 h, Concours international de guitare : œuvres de Corbetta, Nobre, Flosman.
13 h 30, Hamac.
14 h 4, Musique légère : œuvres de Gérard, Damaré.
14 h 30, Autour de... Mitropoulos : œuvres de Mahler, Berlioz, Beethoven, Mozart, Verdi, Berg.
17 h 5, Repères contemporains : Didier Denis.
18 h, Jazz : Miles Davis.
18 h 30, Pages choisies.
20 h 30, Concert (donné le 30 mai 1983 au Festival de Bergen) : *Duo pour violon et alto nº 1*, de Mozart ; *Sonate pour alto*, de Hindemith ; *Duetti*, de Berio ; *7 Rosen hat ein Strauch pour violon solo*, de Takahashi ; *Duo pour violon et alto nº 2*, de Mozart, avec G. Kremer, violon, et K. Kashkashian, alto.
22 h 15, Fréquence de nuit : Le tour du monde en trente-cinq rêves ; Sauce piquante : Cuba, Porto-Rico, Miami, New-York.

INFORMATIONS « SERVICES »

LA MAISON

Ouvertures automatisées

Appuyer sur un bouton pour descendre ou remonter un store, fermer des volets ou ouvrir un portail, c'est le confort que procure la motorisation.

Une commande électrique supprime les fastidieuses manœuvres de volets roulants et de protections solaires et fait gagner du temps lorsque la maison ou l'appartement a de nombreuses fenêtres. Pour des personnes âgées ou handicapées, l'utilité est évidente, même pour un nombre limité d'ouvertures.

Les stores extérieurs sont lourds à actionner lorsqu'ils équipent une large baie. Au moment de leur installation, un petit moteur électrique peut être incorporé dans le tube d'enroulement de la toile. Ces «opérateurs tubulaires» valant entre 800 F et 2 000 F environ (1) chez Siminor, Somfy et Technigroup. On peut aussi motoriser un store existant en remplaçant sa manivelle par un moteur, à placer à l'extrémité du tube d'enroulement («Phœnix» de Somfy). Un système d'automatisation permet à un store de se baisser ou de se relever selon le rayonnement du soleil et la force du vent ; ces ordres sont transmis au boîtier de commande par un capteur solaire et une girouette anémométrique («Somfy-Matic», 1 800 F environ).

Les volets roulants peuvent, également, être dotés d'une commande électrique lors de leur pose. Selon le même principe que pour les stores, un motoréducteur se loge dans le tube d'enroulement du volet (Siminor, Somfy, Technigroup). Sur des volets déjà en place, une commande électrique peut se fixer au bout de la tige oscillante de manœuvre, sans avoir à démonter le système d'enroulement. Ce moteur «Manelec» de Technigroup vaut 775 F ou 930 F environ selon sa puissance.

Lorsqu'on habite une maison individuelle, l'ouverture automatisée du portail évite d'avoir à descendre de voiture pour rentrer chez soi. Au confort apporté par cette installation s'ajoute un élément de sécurité, notamment la nuit ou lorsque l'accès à l'entrée est dangereux, dans un virage par exemple.

Pour un portail à deux battants s'ouvrant vers l'intérieur — cas le plus fréquent en habitat individuel, — chaque vantail sera équipé d'un bras articulé, actionné par un moteur électrique (Faac, Siminor, Technigroup). Pour être efficace, cette motorisation du système d'ouverture s'accompagne d'une commande à distance par boîtier émetteur de poche et récepteur radio, permettant la manœuvre depuis la voiture. A ceux qui veulent automatiser eux-mêmes leur portail, S.O.S.-Portes propose un système vendu en kit (8 535 F) avec télécommande précâblée et schémas de montage.

JANY AUJAME.

★ Siminor, 56, rue des Chasses, 92110 Clichy. Tél. 739-51-20.

Somfy, B.P. 138, 74303 Cluses Cedex. Tél. (50) 98-85-11.

Technigroup, 9, rue Achille-Benoît, 74300 Cluses. Tél. (50) 98-67-01.

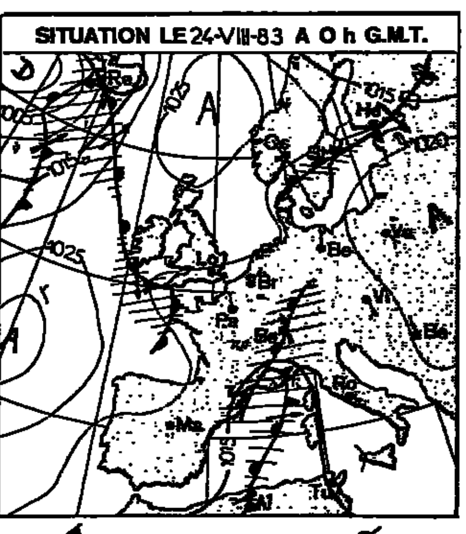
Société Picard (Faac), 86, rue Paul-Vaillant-Couturier, 94140 Alfortville. Tél. 375-47-30.

S.O.S.-Portes, 28 bis, rue Vergniaud, 92300 Levallois-Perret. Tél. : 757-10-40.

(1) Au prix de tous les dispositifs de motorisation s'ajoute celui du raccordement à l'installation électrique.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 24-VIII-83 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 25-8-83 DÉBUT DE MATINÉE

Brouillard ~ Verglas dans la région

Front quasi stationnaire — Front chaud — Front froid — Pluie — Brouillard — Verglas — Neige — Averses — Vent fort — Occlusion

PRÉVISIONS POUR LE 26 AOUT A 0 HEURE (G.M.T.)

Evolution probable du temps en France entre le mercredi 24 août à 0 heure et le jeudi 25 août à minuit.

La dépression centrée sur le Sud-Est se décalera très lentement vers l'Est. La perturbation orageuse qui lui est liée concernera les régions allant de la Méditerranée au Nord-Est puis se rabattera sur le Centre et le Sud-Ouest du pays, tandis que le champ de pression remontera par le Nord.

Demain, près des côtes de la Manche, le ciel sera couvert le matin par des nuages bas puis des éclaircies se produiront l'après-midi. Sur la Picardie, le Bassin parisien, l'intérieur de la Normandie jusqu'à la Bretagne-Sud et les Pays de Loire, le temps sera beau et ensoleillé. Sur le Centre, la Champagne, les Ardennes, l'Alsace, la Lorraine, la Bourgogne, la Franche-Comté, jusqu'à l'Aquitaine, le Massif Central, les Pyrénées et les régions méditerranéennes, le temps sera très lourd, avec des orages violents, des chutes de pluies très abondantes et des chutes de grêle. Localement, des trombes pourront se produire.

Des rafales de vent très fortes souffleront sous les orages. Sur le Poitou et les Charentes, la journée sera bien ensoleillée mais des orages locaux pourront éclater en fin de journée et en soirée.

Il fera 16° C à 18° C au lever du jour du nord de la Bretagne, 20° C ailleurs. L'après-midi les températures atteindront 21° C près des côtes de la Manche, 25° C à 27° C du Nord à la Bretagne-Sud et au Poitou, 25° C ailleurs.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris le 24 août à 8 heures, de 1016,9 millibars, soit 762,7 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 23 août ; le second le minimum de la nuit du 23 au 24 août) :

Ajaccio, 29 et 21 degrés ; Biarritz, 23 et 19 ; Bordeaux, 26 et 15 ; Bourges, 25 et 16 ; Brest, 21 et 16 ; Caen, 22 et 15 ; Cherbourg, 21 et 13 ; Clermont-Ferrand, 22 et 14 ; Dijon, 24 et 17 ; Grenoble, 27 et 17 ; Lille, 25 et 16 ; Lyon, 27 et 17 ; Marseille-Marignane, 27 et 18 ; Nancy, 27 et 14 ; Nantes, 24 et 16 ; Nice-Côte d'Azur, 27 et 16 ; Paris-Le Bourget, 28 et 18 ; Pau, 21 et 17 ; Perpignan, 24 et 19 ; Rennes, 25 et 16 ; Strasbourg, 27 et 16 ; Tours, 26 et 15 ; Toulouse, 22 et 17 ; Pointe-à-Pitre, 31 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 31 et 20 degrés ; Amsterdam, 25 et 16 ; Athènes, 30 et 21 ; Berlin, 28 et 19 ; Bonn, 29 et 17 ; Bruxelles, 26 et 15 ; Le Caire, 35 et 21 ; îles Canaries, 26 et 21 ; Copenhague, 24 et 15 ; Dakar, 30 et 23 ; Djerba, 35 et 27 ; Genève, 27 et 15 ; Jérusalem, 27 et 17 ; Lisbonne, 31 et 18 ; Londres, 26 et 17 ; Luxembourg, 27 et 16 ; Madrid, 25 et 12 ; Moscou, 22 et 11 ; Nairobi, 24 et 15 ; New-York, 27 et 20 ; Palma-de-Majorque, 29 et 17 ; Rome, 29 et 24 ; Stockholm, 26 et 12 ; Tozeur, 38 et 25 ; Tunis, 36 et 27.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

CARNET

Naissances

— Jérôme et Arlette CHALLIER sont heureux de faire part de la naissance de leur fille

Fanny,

le 17 août 1983, à Nevers.
Simarouba C 12-2-1G,
97310 Kourou.

Fiançailles

— M. et Mme Jean TAITTINGER,
M. et Mme Ralph D. GARDNER,
ont la joie d'annoncer les fiançailles de leurs enfants

Victoire et Peter

177, rue Saint-Honoré,
75001 Paris.
135, Central Park West, New-York,
N.Y. 10023 U.S.A.

Décès

— Mme Laurence Guilland,
M. et Mme Jean Liber, Eric, Emmanuelle et Isabelle,
Mme Christine Guilland,
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Blet,
leurs enfants et petits-enfants,
Mme Laurence Bertut,
Parents et amis, ont la douleur de faire part du décès de

Mme Colette BERTUT,
née Guilland,

survenu le 16 août 1983.

Les obsèques ont eu lieu en l'église Saint-Luc à Grenoble, le vendredi 19 août, à 10 heures.

1414, route de Saint-Saturnin,
84140 Montfavet.

— Haucourt, Moulaine, Saint-Charles, Nancy, Paris.
Mme Jeanne Birckel, née Picot,
sa mère,
M. Jean-Claude Birckel,
Mme Monique Trapied,
et leurs fils Emmanuel et Fabrice,
M. et Mme Patrick Birckel,
et leur fils Nicolas.
Les familles Birckel et Picot,
ont la profonde douleur de faire part de la perte cruelle de

M. Gérard BIRCKEL,

décédé à Mont-Saint-Martin (54), le 25 juillet 1983, dans sa quarantième année.

Les obsèques ont eu lieu le 27 juillet 1983, à Haucourt-Saint-Charles.

Et remercient toutes les personnes qui se sont associées à leur peine et les prient de trouver ici l'expression de leurs remerciements les plus sincères.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3522

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II							■		
III							■		
IV								■	
V			■	■	■				
VI									
VII									■
VIII						■	■		
IX			■						
X				■					
XI		■			■		■		

HORIZONTALEMENT

I. On essaie de la faire disparaître ou on cherche à la révéler. — II. Peut à la rigueur marcher en file indienne mais pas à la queue leu leu. Sur une correspondance directe. — III. Commander royalement. Conducteur de travaux. — IV. Accueille froidement tout ce qu'on peut lui confier. — V. On les reçoit en rougissant. Beaucoup sont peu habillés lorsqu'il est sur son trente et un. — VI. Habille des cabots de tout poil. — VII. Se montrent donc brillantes durant un examen. — VIII. Dont le bout des pieds est identique. Lettres à Elise. — IX. Preuve vivante que l'amour rend bête. N'a en effet vraiment pas de quoi se tordre. — X. Se compose pour beaucoup de jeunes premiers. Matière des armes d'un âge ingrat. — XI. Fin d'infinitif. Quelque chose de sec.

VERTICALEMENT

1. On y fait le plein d'essence *(pluriel)*. — 2. Intervention à main armée dans un groupe d'excités. — 3. Réservée à ceux qui sont de sortie ou à ceux qui font leur rentrée. Celui que l'on se fait n'est pas toujours celui que l'on a. A le bras long mais son action est limitée. — 4. Se contente bien souvent d'un croissant à son lever. Presque un tiers. — 5. D'un verbe ambulatoire. Fournit des huiles en graissant la patte aux ouvriers. — 6. On ne peut se la mettre sous la dent lorsqu'elle a une carie. Tourne la tête quand on siffle. — 7. Ceux qui y étaient attachés risquaient fort de mal tourner. Personnel. — 8. Mal servie à table. Constituent une famille unie, certes, mais où la grogne est quotidienne. — 9. Victime du mal de l'air. Est déterminant dans nos rapports humains.

Solution du problème n° 3521

Horizontalement

I. Témoin. B.A. — II. Epouse. Or. — III. Lit. Opium. — IV. Eloquence. — V. Vac. Ohé ! — VI. Iturée. — VII. Sil. Sport. — VIII. Iota. Ou. — IX. O.N.U. Mutin. — X. Roux. On. — XI. Cène. Ose.

Verticalement

1. Télévision. — 2. Epilation. — 3. Motoculture. — 4. Ou. On. — 5. Isou. Es. Mue. — 6. Nèpe. Epoux. — 7. Ino. Out. — 8. Boucher. Ios. — 9. Armée. Tonne.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

VENDREDI 26 AOUT

«L'île de la Cité», 14 h 30, métro Cité, Mlle Leclercq.

« Le Panthéon », 15 heures, entrée, Mlle Zujovic (Caisse nationale des monuments historiques).

« Faubourg Saint-Honoré », 15 heures, parvis de la Madeleine (P.-Y. Jaslet).

« Les passages de Paris », 15 heures, métro Palais-Royal (Paris et son histoire).

« Le Marais », 14 h 30, métro Saint-Paul (Résurrection du passé).

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au *Journal officiel* du mercredi 24 août :

UN DÉCRET

● Portant organisation de l'administration centrale du ministère du temps libre, de la jeunesse et des sports.

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	554 F	767 F	980 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	601 F	1 074 F	1 547 F	2 020 F
ÉTRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	634 F	887 F	1 140 F
II. — SUISSE, TUNISIE	454 F	779 F	1 105 F	1 430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

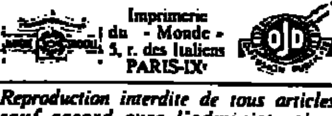
Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)



Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395 - 2037.

EN BREF

UNIVERSITÉS

DEUX NOUVELLES FORMATIONS

L'UNIVERSITÉ PARIS-VII met en place à la rentrée 1983 une nouvelle formation de « gestion de la chaîne alimentaire » destinée à la formation des cadres des industries agro-alimentaires. Ce programme d'enseignement s'adresse aux étudiants titulaires d'un D.E.A., d'un D.E.S.S., aux médecins, vétérinaires et agronomes et aux cadres de l'industrie. La durée des études est de deux ans (huit cents heures de formation fondamentale et huit mois de stages en entreprises, laboratoires et organismes de recherche). Les candidats seront recrutés sur dossier après une entrevue avec un jury comprenant deux industriels et deux universitaires. Le nombre des participants est limité à quinze.

★ **Renseignements : université Paris-VII, 2, place Jussieu, 75005 Paris. Tél. : 325-80-44 et 326-02-43 à partir du 13 septembre.**

L'UNIVERSITÉ DE NANCY-I propose à partir du 1er octobre un diplôme d'études supérieures spécialisées (D.E.S.S.) informatique « double compétence ». Cette formation a pour objet de préparer des étudiants titulaires d'une maîtrise scientifique (ou d'un diplôme équivalent) à entrer dans la vie professionnelle en leur fournissant une compétence informatique. Les enseignements durent une année universitaire à plein temps.

★ **Renseignements : Mme C. Floc'h, U.E.R. de sciences mathématiques, CRIN, B.P. 239, 54506 Vandœuvre-lès-Nancy.**

LOISIRS

CONNAITRE LES CHAMPIGNONS. — La ville de Bellême (Orne) organise ses trente-troisièmes Journées mycologiques les 23, 24, 25 et 26 septembre, au cours desquelles les participants pourront apprendre à identifier les champignons lors de conférences et excursions dans les bois de la région.

★ **Renseignements : Mme Massard, «le Canada», 61130 Bellême. Tél. (33) 73-06-63, de 16 heures à 20 heures.**

BROCANTE

LA FOIRE DE SAVIGNY-LE-TEMPLE. — La ville de Savigny-le-Temple (Seine-et-Marne) organise une foire aux associations-foire au troc le samedi 24 septembre, de 10 h à 19 h, sur le quartier de Plessis-la-Forêt.

Les brocanteurs professionnels et individuels intéressés doivent prendre contact avec le service socio-culturel de la mairie de Savigny-le-Temple, tél. : 063-43-81.

COURS DE LANGUE

DES COURS DU SOIR DE PORTUGAIS tel qu'on le parle au Brésil sont organisés, au titre de la formation continue, par le Foyer international d'accueil de Paris (FIAP). L'enseignement audiovisuel est dispensé par un professeur brésilien qui dialogue avec les huit à douze élèves du groupe.

★ **FIAP, 30, rue Cabanis, 75014 Paris, de 16 heures à 22 heures, du lundi au vendredi. Tél. 589-89-15.**

CARNET

– M. Romain Robert Delahalle, son époux,
M. et Mme Georges Herbert (France Delahalle), ses enfants,
Les familles Gallay, Groult, Dannanville, Lebelle, Morin,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme R.-R. DELAHALLE,
née Hélène Feron,

survenu le 18 août 1983, dans sa quatre-vingt-sixième année.
L'inhumation a eu lieu à Paris dans la plus stricte intimité familiale.
Cet avis tient lieu de faire-part

9, avenue Junot,
75018 Paris.

– C'est avec tristesse qu'on nous prie d'annoncer le décès, à Athènes, le 23 août, de

M. Constantin GEORGIAFENDI,

dans sa quatre-vingt-dix-septième année.

De la part de :
Mme Sapho Georgiafendi, son épouse,
M. et Mme Gérard Benoît,
Catherine, Olivier et Marie-Hélène, ses enfants et petits-enfants.

– Grézels (Lot).
Mme Guy Marquis et ses enfants,
M. et Mme Serge Marquis et leurs enfants,
M. et Mme Nieucel et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Guy MARQUIS,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945 avec palme,
croix de combattant volontaire de la Résistance,
blessé de guerre,
membre fondateur de l'association A.S. Veny-du-Lot,
survenu à l'âge de soixante-trois ans.
Les obsèques civiles ont eu lieu le samedi 20 août au cimetière de Grézels.

– Mme Yvonne Marrot,
M. et Mme Jacques Brunos,
M. et Mme Francis Ghestin,
ont la douleur de faire part du décès accidentel de leur petit-fils, fils et neveu

PIERRE,

survenu dans sa vingtième année, le 2 août 1983.
Les obsèques ont lieu ce jour mercredi 24 août, à 16 h 30, en l'église de Castelnau-de-Médoc (Gironde), où l'on se réunira.

– M. et Mme Jean-Pierre Tillemans, ses enfants,
Mlle Sylvie Tillemans,
Mlle Sophie Tillemans, ses petits-enfants,
Les familles Servais, Brumagne, Camaret et apparentées,
Tous ceux et celles qui l'ont approchée ont la douleur de vous faire part du décès de

Mme Madeleine Olga SERVAIS,
née à Enakievo (Russie) le 6 octobre 1903 et décédée à Forest le 19 août 1983.

Les funérailles ont eu lieu dans la plus stricte intimité le 22 août 1983.
Cet avis tient lieu de faire-part.

1200 Bruxelles,
avenue A.-J. Slegers, 332.

– Isabelle Bernard Dutreil, sa femme,
Aurélien, son fils,
M. et Mme Philippe Thiebaut, ses parents,
ont l'immense douleur de faire part du décès accidentel de

M. Pierre-Emile THIEBAUT

à l'âge de vingt-sept ans.
La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 26 août en l'église Sainte-Madeleine, place de la Madeleine, Paris (8e), où l'on se réunira à 10 h 30.

30, place de la Madeleine,
75008 Paris.

– Anne **TRIGAUX-KHRIPOUNOFF,**
opératrice de prises de vues,
trente-cinq ans, a rejoint le 13 août 1983
Philippe NATAN,
interne en médecine,
décédé le 27 août 1982.
Elle sera inhumée avec lui le jeudi 25 août 1983, à 9 heures, au cimetière de Montmartre (avenue Rachel, Paris-18e), où pourront se rassembler ceux qui les ont aimés :
parents, frère, sœur et amis.
M. André Trigaux,
28, rue de la Gare,
51140 Jonchery-sur-Vesle.
Mme Jacqueline Seytier,
Saint-Sorlin-en-Bugey,
01150 Lagnieu.
M. et Mme Robert Natan,
179, avenue de Clichy,
75017 Paris.
Famille Khripounoff,
8, rue Hégésippe-Moreau,
75018 Paris.

– Nous avons la douleur de faire part du décès à Toulouse, le 20 août 1983, de

Mme Clémentine ZUR-NEDDEN,
née Durand,

dans sa quatre-vingtième année.
Les obsèques religieuses ont eu lieu à Nîmes dans l'intimité familiale.
Le présent avis tient lieu de faire-part des familles,
Durand, de Nîmes,
Rimour, de Toulouse,
Zur-Nedden, Troyes-Bréviandes.

Remerciements

– Mme Clovis Eyraud,
Mme Jeanne Eyraud,
Et toute la famille, très touchées des nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors du décès de

M. Clovis EYRAUD,

vous expriment leurs sincères remerciements.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

AUTOMOBILE

Fiat et ses diesels

Devançant Peugeot d'une petite longueur puisque la marque française va dans quelques semaines présenter sa 205 diesel, Fiat vient de confier aux journalistes de la presse automobile le volant d'un Uno sur laquelle a été monté un groupe à gazole. Ce n'est toutefois qu'en décembre prochain que le modèle sera disponible en France.

Ce choix du diesel adapté à un modèle très récent est autant une décision commerciale que technique. Il répond à une demande que la marque italienne ne veut pas négliger. Il faut, à ce propos, d'abord savoir que les ventes de voiture à moteur Diesel représentent 19,4 % du marché italien. Il faut ensuite avoir en tête que l'Europe a acheté plus d'un million de véhicules de ce type en 1982. Cela explique l'empressement des marques européennes à doter leurs gammes, y compris les plus récentes, de ce type de moteur, même si les ventes ont tendance à se tasser dans ce secteur.

Le groupe de 1 300 centimètres cubes choisi par Fiat est le même que celui qui était utilisé sur la 127 diesel et vient du Brésil. Ce moteur a une excellente réputation de fiabilité, un fonctionnement relativement discret et développe 45 chevaux à 5 000 tours/minute. C'est dire que le groupe est suffisamment puissant pour tirer une voiture d'environ 800 kilos. Cela apparaît toutefois un peu faible lorsque le véhicule est chargé, ne serait-ce que par quatre passagers. Toutefois, de nos jours, ces groupes, autrefois réservés aux véhicules utilitaires, sont montés sur des voiture destinées à M. tout-le-monde et, à ce titre, ils sont suffisants pour l'usage que l'on en fait, le but de l'opération, étant avant tout une utilisation économique du véhicule. Peu de chose à dire sur le comportement routier tout aussi satisfaisant que celui des modèles à essence (*le Monde* des 21 janvier et 26 avril).

Les Uno diesel, qui se présentent en deux versions – trois et cinq portes, – ne sont pas les seuls modèles à gazole que proposera Fiat dans les mois à venir. En haut de gamme, deux Argenta sont disponibles avec ce type de moteur dont, tout particulièrement, une Turbo – procédé décidément très utilisé aujourd'hui. D'une cylindrée de 2 litres et demi, le moteur qui agit sur les roues arrières, sort 90 chevaux à 4 100 tours/minute avec un couple de 20 kgm à 2 400 tours. La turbine est un KKK avec soupapes de surpression et la pompe à injection vient de chez Bosch. Quatre freins à disque ont été posés sur cette nouvelle voiture élégante, confortable, très raisonnable en consommation, autant que l'on puisse *a priori* en juger, et, comme il se doit, qui bénéficie de l'apport silencieux, mais efficace, du turbocompresseur.

C.L.

● *Selon* l'Equipe, *les modèles Renault* destinés à remplacer les gammes actuelles R 20 et R 30 de la Régie seraient lancés dès le printemps prochain. Ces nouvelles voitures se présenteront avec les moteurs déjà utilisés par la marque, avec toutefois, pour l'un d'eux, la nouvelle injection Renix. L'habillage rappelera la Renault 11, qui connaît un succès certain actuellement. Le coupé Fuego, quant à lui, pourra être livré dans les semaines à venir avec un turbo essence, qui en fait désormais une voiture très rapide.

ANNONCES CLASSÉES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

BUREAUTIQUE - MICRO INFORMATIQUE :
Des domaines dans lesquels nous sommes reconnus comme l'un des premiers constructeurs.
Notre souci immédiat est de rencontrer l'ingénieur à qui nous confierons la

GESTION D'UN CENTRE DE CALCUL

Un homme «fait», de 35 ans au moins, pouvant justifier d'une expérience d'une dizaine d'années dans l'informatique.
Une importante équipe travaillera - sous son autorité - à assurer l'exploitation du centre, les méthodes, la productivité, le développement des outils dans une perspective Qualité.
Capacités relationnelles, ouverture au dialogue, «présence» sur le terrain sont indispensables.
Le poste est à pourvoir en proche banlieue sud.
Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) sous référence 4523 M à l'agence DESSEIN - 69, rue de Provence 75009 PARIS qui transmettra.

Dessein

emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

Dow Chemical Europe sells a range of products for the construction market ; among them Styrofoam extruded polystyrene foam for thermal insulation.
To support the vast growth opportunities in this business, the European Technical Center in Horgen is looking for a

CIVIL ENGINEER
or
ARCHITECT

to join our Construction Materials technical team responsible for
– The development of new applications and products for thermal building insulation and the related customer service.

We require :
– A degree in Civil Engineering or Architecture (technical direction);
– French mother tongue and fluency in English ;
– Willingness to travel and relocate internationally ;
– Not over 35 years of age ;
– A minimum of two years industrial experience in building design.

We offer :
– A stimulating working environment in a young team ;
– Progressive employment conditions ;
– Broad career opportunities based on performance ;
– Freedom on job organization.

The position of a Styrofoam product development engineer requires good understanding of the construction business, a sound knowledge of building physics, and a fair amount of natural curiosity combined with good manual working skills.
If you are interested in this challenging job, please call or write to us for an application form.

DOW
Dow Chemical Europe S.A.
Mrs M. Eggimann
Bachtobelstrasse 3
CH-8810 Horgen/Switzerland
Tél. : (01) 728-21-11.

Cherchons
PROFESSEUR DE PHYSIQUE-CHIMIE
pour collège sous contrat.
COLLÈGE LIBRE DE JUILLY,
77230 DAMMARTIN-EN-GOELE.

Cherchons
PROFESSEUR DE MATHÉMATIQUES
pour collège sous contrat.
COLLÈGE LIBRE DE JUILLY,
77230 DAMMARTIN-EN-GOELE.

COMPAGNIE D'ASSURANCE recherche pour son service CONTENTIEUX-PRIMES A CLICHY (92)
JEUNE LICENCIÉ(E)
EN DROIT
Écrire avec c.v. et no de Tél. sous réf 2030 à LTP, 31, bd Bonne-Nouvelle, 75083 Paris Cedex 02.

INSTITUT NATIONAL RECHERCHE AGRONOMIQUE recrute pour dépt Zoologie
3 INGÉNIEURS
Affectation province
Pour inf. complémentaire INRA département de ZOOLOGIE - La Minière 78280 GUYANCOURT.

Agence 130 personnes, prestataire service, domaine déchets en milieu industriel appartenant groupe leader dans sa profession recherche
1 CADRE
battant, tenace et réaliste pour compléter son équipe commerciale en région parisienne. Débutant accepté. Adresser c.v., photo et prétentions à ORDURES SERVICES, 3, route du Bassin no 5, 92230 GENNEVILLIERS.

emplois régionaux

QUOTIDIEN DÉPARTEMENTAL cherche
JOURNALISTES
(secrétaire de rédaction et rédacteur), 2 ans d'expérience ou école professionnelle. Envoyer c.v., pressbook et photo à : ÉCHO PUBLICITÉ no 33.512 B.P. 72, 28004 CHARTRES qui transmettra.

enseignement

ENGLISH IN ENGLAND
Au bord de la mer (100 km de Londres), notre hôtel de 100 chambres de renommée mondiale et, située dans le même bâtiment, notre école d'Anglais aussi célèbre vous accueilleront
(école fondée en 1967 et reconnue par le British Council).
£ 15.00 par jour : leçons, repas et logement compris (hôtel ou famille).
25 % RÉDUCTION pour un séjour de 90 jours ou plus (cours spéciaux examens de Cambridge inclus).
PAYABLE EN FRANCE
écrire **REGENCY SCHOOL OF ENGLISH**
Ramsgate, Kent, Angleterre. Tél. : 843-51212. Telex 96454
ou Mme Boullon, 4, rue de la Persévérance, Eaubonne 95.
Tél. : (3) 959-26-33 (Soirée)
Pas de limite d'âge – pas de séjour minimum
ouvert toute l'année – cours spéciaux vacances scolaires

ANNÉE SCOLAIRE DANS L'YONNE
1 heure de Paris S.N.C.F. Retour week-end Paris assuré. Petit effectif. Maternelle à entrée en 6e. Vie familiale, grand air, loisirs. Home d'enfants « LES LUTINS »
24, avenue de la Gare, 89340 VILLENEUVE-LA-GUYARD. Téléphone : (16-86) 66-05-62.

capitaux propositions commerciales

CHERCHE FINANCIER pour lancement affaire unique au monde. Téléph. : 271-17-48.

propositions diverses

Les emplois offerts à l'ÉTRANGER sont nombreux et variés. Demandez une documentation sur la revue spécialisée MIGRATIONS (LM) B.P. 291.09 PARIS.

L'État offre des emplois stables, bien rémunérés à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée FRANCE-CARRIÈRES (C 16) B.P. 402.09 PARIS.

occasions

PIANOS DROITS
HUPFELD acajou, 1,08 m, 1974 14.000 F.
RAMEAU « Beaucaire », 1,14 m, 1978 15.000 F.

PIANOS A QUEUE
ERARD palissandre, 2,45 m, 1887 20.000 F
PLEYEL noyer, 1,31 m, 1945 28.000 F.
BECHSTEIN noir, 2,03 m, 1924 108.000 F.
BOSENDORFER noir, 2,25 m, 1974 130.000 F.
Crédits CREG jusqu'à 5 ans, avec ou sans apport. Neufs : remise d'été 10 % sur comptant jusqu'au 15/09. Espace Pianos Daniel Magne 17, avenue Raymond-Poincaré 75116 PARIS
Tél. (1) 553-20-60 - Métro Trocadéro du mardi au samedi.

DEMANDES D'EMPLOIS

J.H. 27 ans, expér. sérieuse dans impte galerie parisienne et édition. Étudierait propositions diverses. Téléph. : 548-13-67.

J.H. 21 ans, dég. O.M., titulaire d'un CAP, cherche place de dessinateur industriel sur Paris. Téléph. : 238-06-18.

villégiature

Nice PALAIS, soleil, Prom. Anglais, lux appt neufs 36-78 m² meublés, cuisine, vaisselle. Depuis 128 par jour/personne. min. 1 semaine (93) 44-08-86.

L'immobilier

appartements ventes

1er arrdt
LOUVRE
Bel imm. 18e, gds 3 et 4 pces. A restaurer, 272-40-19.

6e arrdt
RUE DE RENNES
Pierre de taille, tt cft, 42 m², 390.000 F. Tél. 545-34-28.

PORT-ROYAL
CHARMANT LIVING + 2 CHAMBRES, balcon, soleil, 850.000 F - 562-16-40.

9e arrdt
BON 9e, RUE BALLU
Dans bel immeuble pierre de taille, 45 m², 2 p., cuis., w.-c., 300.000 F - 874-08-45.

10e arrdt
GARE DE L'EST
Dans imm. en cours rénov. PLUSIEURS 2 PIÈCES, s/rue et cour, de 35 m² à 45 m², de 200.000 à 280.000 F. A saisir, SIMRA 355-08-40.

HOPITAL SAINT-LOUIS
Gd 2-3 pces, standing sur avenue, ascenseur, 375.000 F.
LERMS, 355-58-88

11e arrdt
OBERKAMPF, propriétaire vd belle chbre claire, conviendrait à étudiant. 78.000 F. Téléphone : 554-74-85.

12e arrdt
108, AVENUE LEDRU-ROLLIN 3 P. Asc., imm. bourg., stand. 425.000 F. Tél. : 347-57-07.

13e arrdt
PRÈS PLACE D'ITALIE studio tt cft, asc., chauf. cent. Urgent. 634-13-18.

EXCEPTIONNEL MAISON JARDIN
clair, calme, double living 3 chbres, parfait état. Possib. prêt., convent. 14 %. Tél. hres bureau. 325-33-08.

4.000 F le m²
ATELIER LOFT à rénover direct. Pptaire. 329-58-65.

Mo GOBELINS
beau 3 pces, tt cft, vue sur jardin, imm. ravalé. 480.000 F. LERMS 535-14-40.

16e arrdt
UN BIJOU
Gd dble séj. Une chbre, excellent état. Imm. stand. Calme, ensol., 3e ét., asc. 830.000 F. PARIMMO 755-96-76.

17e arrdt
45 BIS AV. VILLIERS
Mo MALESHERBES
DUPLEX AVEC MEZZANINE de 2 - 4 - 5 P. et STUDIOS
LUXUEUSE RÉHABILITATION
Vis. mercredi, jeudi, 14 à 18 h.

SQ. BATIGNOLLES, 8, 2 p., tt cft, ref. nf, clair, calme, imm. p. de t., ravalé, jard. int., 259.000. SHAM'S, 229-43-12.

18e arrdt
Pied Butte Montmartre stud., entr., cuis., w.-c., dche. Téléphone : 634-13-18.

19e arrdt
Buttes-Chaumont. Gd dble liv., tt cft av. balc., cuis. équip., bns, 6e asc., vue dég. Imm. p. de t., stand., 245.000 F. SHAM'S, 229-43-12.

92 Hauts-de-Seine
RUEIL-MALMAISON
2/3 P. SUR VERDURE
55 m². Prêt à habiter. Beaux équipements. 833-29-17.

NEUILLY S/SEINE
GD 5 P. TOUT CONFORT Imm. stand., asc., box, jard. URGENT 634-13-18.

Dans immeuble style
HOTEL PARTICULIER
Beau 4 p., calme, soleil, limite Neuilly-Levallois. Px intéressant direct. pptaire, 329-58-65.

Province
EMBRUN ALPES DU SUD
Neuf « Le Clos du Moulin », résidences pples et secondaires. En ville vue sur montagne. Nombreux autres programmes. AGENCE VAL DURANCE B.P. 15, 05200 Embrun. Tél. (92) 43-06-34.

locations non meublées offres

Paris
7e INVALIDES
Grand standing 5 p., 220 m² environ, vue superbe, 2 bains, sauna, service impeccable, prix élevé. Tél. : 265-51-45.

locations non meublées demandes

Paris
DIRECT A PARTIC. rech. pour cadres et employés IMPORT. STÉ INFORMATIQUE MULTINATIONALE mondialement connue appts 2 à 8 P. et VILLAS, loyers élevés acceptés, 504-48-21, pte 121.

Région parisienne
EMBASSY-SERVICE
8, av. de Messine, 75008 PARIS rech. pour clientèle étrangère et Diplomates VILLAS BANLIEUE OUEST RÉSIDENTIELLE. **562-78-99**

Pour Stés européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. Durée 3 et 6 ans, 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris
INGÉNIEUR MUTÉ PARIS rech. STUDIO ou 2 PIÈCES. Tél. M. ROULAT, 256-30-57.

OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa direction beaux appartements de standing. 4 pièces et plus, 285-11-08.

villas

STE-MAXIME vue panoramique GOLFE ST-TROPEZ, villa meublée 5 ch., 1.700.000 F. 590-86-06 ou (94) 96-50-02.

appartements achats

EMBASSY-SERVICE
8, av. Messine, 75008 PARIS rech. pour clientèle étrangère et Diplomates APPARTS, HOTELS PARTICULIERS et BUREAUX, ACHAT ou LOCATION, 562-16-40.

bureaux

Locations

Domiciliations : 8e-2e.
SECRÉTARIAT, TÉL, TÉLEX. Loc. bureau, toutes démarches, pour constitution de sociétés.
ACTE S.A. 359-77-55.

EMBASSY-SERVICE
562-62-14
RECH. 150 A 200 m²
Bureaux quartier affaires.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
S.A.R.L. – R.C. – R.M.
Constitution de sociétés. Démarches et tous services. Permanence téléphonique.
TÉL. : 355-17-50.

BUREAUX MEUBLÉS
à Paris 8e, 9e ou 15e.
SIÈGES SOCIAUX ET DOMICILIATIONS
télex, secrétariat, tous services
CONSTITUTIONS STÉS,
prix compétitifs, délais rapides
ASPAC, 293-60-50 +

propriétés

FRANCE
CREUSE
A VENDRE
BELLE PROPRIÉTÉ
située à 650 mètres d'altitude, point de vue magnifique, calme, 8 p. avec confort, dépendances, maison de gardien, 2,5 ha. VENDUE CAUSE DÉCÈS 600.000 F + frais à débattre, facilités de paiement possibles.
S'adresser Cabinet ROBIN, 28, av. Marx-Dormoy, B.P. 50, 03104 MONTLUÇON Cedex. Tél. (70) 05-28-44.

domaines

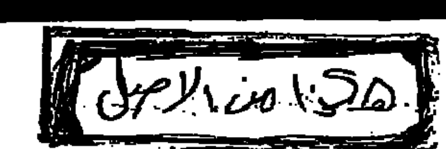
Achète
GDE PPTÉ DE CHASSE
SOLOGNE ou même région. Faire offre détaillée. Écrire Havas Orléans no 201.431, B.P. 1519 45005 ORLÉANS CEDEX.

terrains

9 KM A L'EST DE NICE
Vds ter. zone verte 2.500 m², 300.000. Écr. Havas 06072 Nice Cedex BP 346 réf. 0687.

viagers

LIBRE CROISETTE
Même 3 p., cuis., tt cft, 7e ét., terrasse sur mer, 450.000 + rente, 10-12 h. 805-58-70.



Le Monde

économie

SOCIAL

Un entretien avec M. Edmond Maire

(Suite de la première page.)

« Il y a là un déséquilibre dangereux. Cela dit, nous nous réjouissons des résultats obtenus en ce qui concerne l'amélioration du commerce extérieur et l'infléchissement de l'inflation. Il faut même aller plus loin, revenir à l'équilibre total en ce qui concerne les échanges et poursuivre l'effort de désinflation.

— *Pour y parvenir, de nouvelles mesures de rigueur vous semblent-elles nécessaires, comme une nouvelle ponction sur la consommation ?*

— Pour peu que la relance des exportations se poursuive, il ne me semble pas que de nouvelles mesures soient nécessaires pour rétablir l'équilibre du commerce extérieur. Les choses me paraissent plus difficiles pour l'inflation. Pourtant le plus grand nombre citoyens de ce pays ont intérêt à voir se poursuivre la désinflation. Mais notre plus forte inquiétude porte sur l'emploi. Dans ce domaine, l'imagination est en panne, la volonté de partage du travail est bien courte ou bien faible du côté gouvernemental.

— *Il prépare pourtant de nouvelles mesures...*

— On parle en effet de nouvelles mesures comme, par exemple, mettre en pré-retraite les salariés en situation précaire de plus de cinquante-cinq ans. Cet objectif apparaîtra juste à beaucoup. Mais attention, nous ne devons pas commettre les mêmes erreurs que, par le passé. Rappelons-nous que sur la garantie de ressources ou l'allocation versée aux licenciés économiques, nous avons dû revenir en arrière faute d'un financement suffisant. La crédibilité des forces politiques et syndicales en a été affectée. Peut-être aurions-nous dû avoir le courage de refuser ces propositions trop fragiles qui étaient faites par le monde politique. C'est pourquoi je dis oui à l'avancement de l'âge de la retraite pour les catégories menacées mais à la condition impérieuse d'en prévoir en même temps un financement durable. Sinon, dans un an ou dix-huit mois, ce sont les retraités qui paieront par une diminution de leurs pensions. D'ores et déjà, la retraite à soixante ans n'a pas été financée et il va falloir d'ici peu combler le déficit de l'assurance-vieillesse.

— *Mais la C.F.D.T. a signé l'accord sur la retraite à soixante ans ?*

— La C.F.D.T. préférait nettement la retraite après quarante ans de cotisations plutôt qu'à un âge unique. Mais ce mot d'ordre était si populaire et les campagnes sur ce thème avaient été si nombreuses que nous n'avons pas pu infléchir la décision.

Non à une augmentation de la T.V.A.

— *Le débat sur le financement de la solidarité vous semble-t-il bien posé ?*

— A notre avis, tous les Français doivent contribuer proportionnellement à leurs revenus à la protection sociale. Pour la Sécurité sociale proprement dite, on constate aujourd'hui que, du fait du plafond, ce sont les petits et moyens salaires qui paient le plus. L'établissement d'une contribution proportionnelle sur tous les revenus serait plus juste, plus juste en tout cas qu'une éventuelle augmentation de la T.V.A., qui signifierait un peu plus d'inflation, un peu de protectionnisme et un peu plus d'inégalités et dont on ne peut pas dire qu'elle serait une démarche de gauche. Il y a un manque de dynamisme gouvernemental pour s'attaquer à la fiscalité. J'espère qu'un changement apparaîtra dans la prochaine loi de finances, par exemple sur les droits des grosses successions.

» Mais la gauche doit prendre garde dans sa démarche à ne pas développer en direction des bas revenus une politique d'assistance. *Le salaire minimum doit être un* salaire décent qui permette de contribuer aux besoins de la collectivité. Le pouvoir d'achat du SMIC a augmenté de 14 % depuis 1981. Il doit encore augmenter d'autant pour atteindre notre objectif.

— *Ne craignez-vous pas que les directives du C.N.P.F. demandant à ses fédérations de privilégier les négociations au niveau des branches ne vident de leur substance l'obligation de négocier les salaires réels dans les entreprises ? Votre revendication d'augmentation du pouvoir d'achat du SMIC de 4 % en 1983 ne risque-t-elle pas, si elle était entendue, de faire déraper les salaires ?*

— Le C.N.P.F. a toujours tendance à entrer dans l'avenir à reculons. Qu'il s'oppose à la négociation des salaires réels dans les entreprises, c'est conforme à sa tradition. Mais la discussion de branche, puisqu'elle ne porte que sur le salaire minimum, ne peut remplacer la négociation d'entreprise. Par ailleurs, en choisissant la revendication de 4 % d'augmentation du pouvoir d'achat du SMIC, la C.F.D.T. a opté pour un objectif accessible que l'on peut atteindre sans conséquences inflationnistes si, simultanément, on instaure des systèmes de salaires en deux éléments.

— *Sans écrasement de la hiérarchie ouvrière ?*

— Si l'on ne change pas la structure des salaires, un relèvement du SMIC peut provoquer un certain écrasement de la hiérarchie ouvrière. C'est pourquoi nous demandons, de façon de plus en plus pressante, l'instauration d'un salaire en deux éléments : c'est-à-dire que lorsque le SMIC augmentera de 100 F, l'ensemble des salaires sera relevé de 100 F. Ces 100 F seront acquis définitivement pour les smicards mais, pour les autres catégories, il s'agira d'un relèvement de 100 F à valoir sur l'augmentation de *salaire annuelle. A l'occasion des* négociations salariales, on peut faire ainsi en sorte que l'on maintienne des écarts suffisants pour les basses catégories.

Langage de révolte et égoïsme professionnel

— *Vous aviez combattu durement la politique de M. Barre. Vous semblez avoir aujourd'hui la volonté de ne pas gêner le gouvernement de M. Mauroy. Le mécontentement risquant de monter, n'allez-vous pas accroître le camp des déçus du syndicalisme et renforcer les craintes de ceux de vos militants qui redoutent une « perte d'autonomie » de la C.F.D.T. ?*

— Notre optique n'est pas de ménager qui que ce soit. Elle est de réaliser des progrès dans le bon sens. Les réticences qui se manifestent parfois au sein de la C.F.D.T. ne tiennent pas à l'impression qu'il existerait une collusion entre la confédération et le pouvoir. Les problèmes de la C.F.D.T. sont ceux du syndicalisme en période de crise. Nous avons deux groupes de travailleurs à qui les orientations de la C.F.D.T. peuvent poser problème. Le premier est celui de travailleurs ulcérés qui sont dans des secteurs où l'avenir est très sombre — sidérurgie, textile, etc., — ceux-là attendent de leur syndicat qu'il tienne le même langage qu'eux, un langage de révolte. Nous nous y refusons, car nous préférons une attitude de propositions constructives. Le second groupe est *constitué de travailleurs qui se* replient dans l'égoïsme professionnel et se refusent à modifier des situations acquises, même quand elles font problème à la collectivité. Là, c'est le problème de la solidarité qui se pose. Pour la C.F.D.T., la solidarité c'est faire le choix de vivre ensemble et non de vivre au détriment des autres. Sur cette ambition nous avons l'accord de l'immense majorité des adhérents de la C.F.D.T., mais certains peuvent se crisper s'ils sentent que, dans leur secteur, on va modifier tel ou tel *avantage. Nous sommes lucides sur* cette contradiction et nous agissons pour la dépasser.

— *La gauche a tardivement découvert la rigueur. Faut-il continuer dans cette voie ? Et si oui, à quelles conditions ?*

— En mai 1981, le gouvernement socialiste avait un projet, des ambitions de réformes de structures et des espoirs sur les vertus de la politique économique qu'il allait mettre en œuvre. Deux ans après, les réformes de structures ont été votées : c'est un grand acquis. Mais on a vu aussi que la politique économique mise en œuvre ne pouvait pas répondre aux espoirs car elle n'intégrait pas les données de la crise et reposait sur la conviction qu'une croissance forte allait pouvoir être rétablie grâce aux réformes et à la volonté politique. Aujourd'hui, la gauche doit redéfinir des objectifs qui ne dépendent plus d'une croissance forte et d'une augmentation du pouvoir d'achat. D'ailleurs, le socialisme n'est pas un taux de croissance mais une manière de vivre. Il y a des attentes sociales importantes qui touchent la qualité du travail, les conditions de travail, les rapports sociaux, l'égalité hommes-femmes, l'écologie, l'utilisation du temps libre, la coopération européenne et internationale. Ces aspirations n'ont jamais été absentes des projets de la gauche mais la croissance était vue comme un préalable pour les satisfaire. Non, il faut répondre à ces attentes, même sans croissance. A notre sens, c'est possible si l'on met à l'ordre du jour une réaffectation des ressources publiques et privées.

— *Cela suppose que la C.F.D.T. intervienne comme la C.G.T. dans la gestion des entreprises.*

— Autrement. La C.F.D.T. n'a nullement l'intention, comme la C.G.T., de projeter un schéma autarcique, d'une France repliée sur elle-même dans l'économie française. Nous n'avons pas envie de voir s'aggraver rapidement les difficultés financières et les problèmes d'emploi. Nous croyons qu'une insertion raisonnable de l'économie française dans la communauté internationale est une condition du progrès. Plaquer sur chaque problème économique une solution qui fasse appel uniquement à la subvention permanente ou à un coût aggravé pour les consommateurs français ce n'est pas viable durablement, même si cela peut faire illusion un moment.

— *Cette insertion dans la communauté internationale, êtes-vous prêt à l'assumer au prix d'un alignement des politiques économiques en Europe par exemple ?*

— Actuellement la dynamique européenne est un mouvement vers le bas : le laisser-aller devant les errements du dollar — il n'y a plus d'Europe, — la course à la baisse de la consommation, la baisse de la protection sociale. Il n'est pas question d'accepter de s'engager dans cette voie. Mais une bonne réponse française suppose une réponse européenne. *On peut faire face à la situation* dans de bien meilleures conditions par une meilleure coordination économique, industrielle, monétaire, sociale, culturelle et politique au sein de l'Europe.

Il faut stimuler le contractuel

— *Est-ce qu'aujourd'hui vous voyez se profiler la société contractuelle que vous appeliez de vos vœux ou, comme le dit M. Poperen, est-ce la lutte des classes qui est à l'ordre du jour ?*

— La lutte de la classe dominée pour son émancipation est un fait permanent. L'important n'est pas de brandir un vocabulaire mais de voir comment avancer. Aujourd'hui, même s'il reste des réformes législatives à faire, le plus important est que la loi sur la décentralisation donne lieu à un véritable dynamisme, à une créativité régionale économique et sociale, que les lois Auroux sur les droits des travailleurs soient exploitées dans toutes leurs potentialités. Pour cela, il faut changer de méthode ; il ne faut pas plus d'Etat, mais une reconversion du rôle de l'administration, une façon différente pour les gouvernants d'envisager leur action. Il faut stimuler le contractuel, faire mûrir les compromis positifs et éviter le risque d'étatisme, par exemple en semblant accorder *moins d'autonomie* à une entreprise privée qu'à une entreprise nationalisée, comme M. Ralite nous l'a fait craindre un moment à propos de Peugeot. Est-ce qu'une société contractuelle doit être opposée à la lutte de classe ? Bien sûr que non. Au lendemain de la première guerre, un certain nombre de militants syndicaux ont considéré que les conventions collectives étaient un abandon de la lutte de classe, le contractuel, une compromission à bannir. C'est une conception dépassée. Chacun sait bien aujourd'hui ce qu'est une politique contractuelle positive.

— *Où en est l'ambition politique de la C.F.D.T. que M. Poperen vient de nouveau d'évoquer avant la tenue du congrès du P.S. dans quelques semaines ?*

— Jean Poperen n'a pas la même conception ambitieuse du syndicat. Nous considérons que le syndicat a autant de qualité que le parti à avoir une stratégie, à participer au débat public, à élaborer des objectifs à moyen terme. Cela pose encore problème à une certaine tradition politique. Il faudra bien qu'elle s'y fasse. Le temps arrangera cela. Il faut s'accepter tel qu'on est dans une société pluraliste.

Désétatiser la Sécurité sociale

— *Les élections à la Sécurité sociale auront lieu le 19 octobre prochain. Quels seront les grands axes de campagne de la C.F.D.T. ?*

— Nous n'avons nullement l'intention de dorer la pilule. Nous n'avons pas revendiqué le retour aux élections pour faire état de notre représentativité, mais pour débattre et résoudre démocratiquement un problème crucial. Si on regarde ce qui se passe en France et dans tous les pays développés, la montée des dépenses de protection sociale est très importante, environ 4 % par an en volume. Et il y a un besoin de l'équivalent de 1 % à 3 % de cotisations sociales par an si l'on veut équilibrer la Sécurité sociale. Or du fait de la crise, la richesse nationale n'augmente presque plus. Les prélèvements obligatoires pour la protection sociale compriment donc le salaire direct.

» Nous sommes inquiets : dans plusieurs pays à l'étranger, des majorités libérales ont pris le pouvoir en s'appuyant sur la protestation des gens contre le montant trop important des prélèvements obligatoires, *et elles ont mis à mal la Sécurité* sociale. En France, le Livre blanc du ministère des affaires sociales propose comme perspective d'augmenter tous les ans un peu les cotisations ou de diminuer les prestations et de préférence un mélange des deux. Cela nous semble très insuffisant, car on n'évitera pas, si on ne repense pas la Sécurité sociale, que des leaders démagogiques n'exploitent des réactions populaires devant la montée de prélèvements étatiques imposés. Le maintien inchangé de la pente actuelle, c'est un piège. Notre orientation vise tout simplement à désétatiser la Sécurité sociale, à la contractualiser, à la décentraliser le plus possible et à repenser la complémentarité Sécurité sociale-mutualité. Nous voulons susciter un vaste débat dans le pays pour que la population à tous les échelons, dans les quartiers, dans les régions, puisse se réapproprier la Sécurité sociale. Là aussi il faut faire autrement puisqu'on ne peut plus compter sur l'augmentation infinie des ressources. »

Propos recueillis par
MICHEL NOBLECOURT.

Les projets fiscaux du gouvernement : Pas assez loin, *estime la C.G.T.* Excessif et révoltant, *répondent les P.M.E.*

La Fédération des finances C.G.T. juge dans un communiqué que, si *« la partie fiscale du projet de budget 1984 n'est pas définitivement arrêtée, on peut d'ores et déjà apprécier l'orientation retenue à partir de différentes mesures étudiées et susceptibles d'être retenues »* (1).

La C.G.T. écrit : *« L'élément le plus important pourrait être l'instauration d'une tranche d'imposition à 70 % frappant les très hauts revenus, sans doute supérieurs à 300 000 F par an et par part. En second lieu, les deux dernières tranches (60 % et 65 %), qui ne concernent que quelques dizaines de milliers de contribuables — pour la quasi-totalité des non-salariés, — seraient relevées d'un taux bien inférieur à celui de l'inflation. Ce dispositif serait complété par une majoration importante des droits de succession sur les plus importantes d'entre elles, probablement celles dépassant 1 milliard de centimes. Enfin, le prélèvement de 1 % serait étendu aux revenus du capital, qui étaient exonérés de fait en 1983 grâce au mécanisme du prélèvement à la source.*

» Ainsi, grâce à l'indexation des douze premières tranches du barème, il n'y aura pas d'alourdissement de l'impôt direct sur les petits et moyens revenus. On pourrait même constater un allégement sur le revenu des cadres moyens et supérieurs grâce à la suppression de la majoration exceptionnelle de 7 %. Au contraire, les quelques dizaines de milliers de gros contribuables comme les titulaires de revenus du capital verraient leurs impôts augmenter légèrement. Une telle orientation est conforme aux vœux de la C.G.T. »

Cependant, note la C.G.T., *« on se retrouvera face à un déficit qui dépasse de 15 à 20 milliards le seuil fixé, ce qui conduira, d'une part, à majorer le prélèvement de 1 % et, d'autre part, à augmenter les cotisations sociales payées par les salariés. L'adoption de telles mesures, injustes et inefficaces, démontrerait que l'on n'est pas encore allé assez loin dans la mise à contribution des revenus financiers, des revenus du capital et des gros patrimoines, qui bénéficient par ailleurs d'avantages fiscaux considérables tout en se nourrissant de la crise économique qui étrangle notre pays ».*

De son côté, la C.G.P.M.E. (Confédération générale des petites et moyennes entreprises) a lancé, mardi 23 août, un *« avertissement solennel »* au gouvernement pour protester contre sa politique fiscale, *« spoliatrice et sclérosante »*. Le syndicat patronal, qui réunira l'ensemble de ses délégués régionaux le 20 septembre prochain, définira alors son attitude contre une pression fiscale devenue pour tous les Français *« excessive, intolérable et révoltante »*, selon les termes du communiqué de la C.G.P.M.E.

Enfin, dans une lettre adressée à M. Jacques Delors, M. André Bergeron, secrétaire général de F.O., demande que des délais de paiement soient accordés aux contribuables pour régler le solde de leurs impôts.

(1) *Le Monde* a indiqué dans ses éditions du 23 août les mesures fiscales qui avaient actuellement le plus de chance d'être retenues.

La Chapelle-Darblay

LA C.F.D.T. CRITIQUE LA C.G.T., QUI REFUSE LE PLAN PARENCO

A l'issue d'une assemblée générale, convoquée par la C.G.T., environ deux cents salariés des Papeteries de La Chapelle-Darblay ont décidé à l'unanimité de refuser l'application du plan présenté par le groupe néerlandais Parenco.

« *Nous sommes en état de légitime défense,* a déclaré M. Belloncle, délégué C.G.T. et secrétaire général du comité d'entreprise, *il y a ceux qui veulent casser l'outil de production. Nous, nous voulons le développer.* » Alors que les lettres de licenciement devraient parvenir cette semaine aux cinq cent quatre-vingts personnes concernées, la C.G.T. réclame un moratoire d'un mois pour que des négociations s'engagent.

De son côté, la FUC-C.F.D.T. (Fédération de la chimie) critique, dans un communiqué, le projet de la C.G.T. d'empêcher la parution des journaux imprimés sur du papier étranger, du 19 au 23 septembre. Cette action « *aboutit à une entrave à la liberté d'expression* », déclare la FUC-C.F.D.T., qui reproche à la C.G.T. de ne pas poser le vrai problème, celui de « *la réorganisation de l'industrie papetière* ». Selon la Fédération, « *le plan Parenco (...) est acceptable* ».

● **La fermeture des Manufactures de Lunéville (Meurthe-et-Moselle)**, une entreprise de confection, entraînera le licenciement de deux cent quatre-vingt-cinq salariés, a annoncé le syndic le 23 août.

Depuis la mise en règlement judiciaire, le 13 juin, les comptes d'exploitation de l'usine ont accusé une perte de 1,8 million de francs. Propriété de la société Boussac-Saint Frères, l'usine avait été vendue en décembre 1980 pour 1 franc symbolique.

LA C.F.T.C. N'ENTEND PAS FAIRE DE L'IMMIGRATION « UN THÈME DE CAMPAGNE ÉLECTORALE »

« *La C.F.T.C. considère que le problème de l'immigration et des immigrés est trop important pour en faire un thème de campagne électorale* », a déclaré le 23 août M. Jean Bornard, président de la C.F.T.C., à l'issue d'une réunion de la commission exécutive de la centrale. M. Bornard a rappelé que sa confédération « *a approuvé l'arrêt de l'immigration sous réserve de la réunification des familles, car il serait déraisonnable de laisser entrer des travailleurs pour accroître le chômage* ». La C.F.T.C., a-t-il ajouté, « *s'est prononcée pour des accords de coopération du type de ceux conclus avec l'Algérie, qui prévoient pour les candidats au retour une formation professionnelle correspondant aux besoins des pays concernés* ».

Préconisant des « *sanctions sévères contre tous les trafics de main d'œuvre* » — « *il y a aujourd'hui au moins autant d'immigrés clandestins* » qu'avant les opérations de régularisation, — M. Bornard a de nouveau préconisé « *un vaste programme international de développement du tiers-monde permettant à chacun de trouver du travail chez lui sans être obligé de s'expatrier. C'est une exigence morale pour sortir toute une partie du monde d'un dramatique sous-développement. C'est aussi un moyen certain de relancer l'activité économique dans nos propres pays* ».

Dans un communiqué, la commission exécutive de la C.F.T.C. a par ailleurs affirmé que « *le problème de l'emploi devient de plus en plus préoccupant* », les derniers chiffres publiés ne devant pas « *cacher une dégradation profonde* ». La centrale demande « *instamment au gouvernement de situer sa politique de l'emploi, non dans un cadre de récession qui handicape les initiatives mais dans une véritable perspective de développement* ».

Faits et chiffres

Affaires

● **Le groupe automobile Volkswagen**, deuxième société ouest-allemande en 1981, a reculé en 1982 à la quatrième place du classement des entreprises par le chiffre d'affaires. Il perd également sa place de premier constructeur automobile allemand au profit de Daimler-Benz, le fabriquant de Mercedes, qui reste ainsi la troisième société ouest-allemande avec un chiffre d'affaires de 38,9 milliards de deutsche-marks en 1982.

Le numéro un allemand reste Veba (mines-pétrole), dont le chiffre d'affaires de 50,5 milliards de DM en 1982, contre 49,4 milliards en 1981, franchit pour la première fois la barre de 50 milliards de DM.

Il est suivi de Siemens, qui était quatrième en 1981. Les cinquième, sixième et septième places sont détenues, comme en 1981, par les géants de la chimie Hoechst, BASF et Bayer, dont les chiffres d'affaires s'élèvent respectivement à 34,99, 34,84 et 34,83 milliards de DM.

● **Rhône-Poulenc s'associe avec la firme japonaise Mitsui dans les polyimides.** — Le groupe français a signé un accord de « joint venture » avec cette firme nippone en vue de fabriquer et de commercialiser au Japon cette matière plastique technique très résistante, en particulier aux hautes températures (jusqu'à 250 degrés), à la corrosion et au vieillissement. Une société à 50-50 sera créée en janvier prochain au pays du Soleil-Levant, qui opérera sur place avec un capital de 300 millions de yens (9,8 millions de francs). La nouvelle unité fonctionnera à partir de 1985 et aura une capacité initiale de production de 100 tonnes par an, pouvant être portée ultérieurement à 400 ou 500 tonnes par an. Les polyimides, matières plastiques thermodurcissables de haute technologie, sont particulièrement employés dans la confection de tissus préimprégnés verre-résine utilisés dans la fabrication de circuits multicouches destinés à l'électronique spatiale, aéronautique et industrielle, et à l'informatique.

Etranger

● **Prêt international à la Bolivie.** — Un consortium de banques du Japon, des Etats-Unis et d'Europe occidentale accordera un prêt de 150 millions de dollars à la Colombie, a-t-on appris le 22 août, à Tokyo de sources financières. Selon le quotidien financier japonais, le *Nihon Keizai Shimbun*, ce prêt serait remboursable sur six ans après un délai de grâce de trois ans. Le taux d'intérêt annuel serait égal au taux interbancaire de Londres (LIBOR), plus 1,62 %, ou au taux de base américain « prime rate », plus 1,5 %. — *(A.F.P.)*.

● **Dans l'article sur le mercure espagnol d'Acmaden**, publié dans *le Monde* du 23 août, il faut rectifier une erreur de chiffre : le fond de la mine se trouve à 700 mètres (et non à 7 mètres).

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou	Dép. —	Rep. + ou	Dép. —	Rep. + ou	Dép. —
$ E.-U.	7,9715	7,9745	+ 145	+ 200	+ 275	+ 335	+ 660	+ 800
$ can.	6,4746	6,4786	+ 148	+ 212	+ 285	+ 353	+ 704	+ 849
Yen (100)	3,2737	3,2763	+ 141	+ 183	+ 283	+ 331	+ 888	+ 973
DM	3,0098	3,0117	+ 174	+ 199	+ 342	+ 371	+ 961	+ 1007
Florin	2,6908	2,6925	+ 139	+ 165	+ 275	+ 303	+ 792	+ 853
F.B. (100)	14,9967	15,0066	+ 431	+ 586	+ 776	+ 968	+ 1802	+ 2204
F.S.	3,7072	3,7103	+ 230	+ 264	+ 457	+ 496	+ 1325	+ 1412
L (1 000)	5,0449	5,0490	— 242	— 185	— 478	— 402	— 1566	— 1415
£	12,1310	12,1412	+ 248	+ 365	+ 510	+ 635	+ 1281	+ 1537

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E.-U.	9 5/16	10 1/16	9 5/8	10	9 13/16	10 3/16	10 5/16	10 11/16
DM	4 9/16	4 15/16	4 13/16	5 3/16	4 9/16	5 5/16	5 9/16	5 1/16
Florin	5 6/16	6 1/8	5 1/2	5 7/8	5 11/16	6 1/16	6	6 5/8
F.B. (100)	8	9	8 1/4	8 3/4	8 1/2	9	9 1/2	10
F.S.	1 14/16	2 5/8	4 5/16	4 11/16	4 5/16	4 3/4	4 11/16	5 1/16
L (1 000)	15 3/4	16 3/4	17 1/8	17 5/8	17 3/8	17 7/8	18 1/2	19
£	9 2/16	9 9/16	9 1/4	9 5/8	9 7/16	9 13/16	9 7/8	10 1/8
F. franç.	12	12 1/8	12 1/2	12 7/8	13 3/8	13 3/4	15 7/8	16 1/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

ÉNERGIE

LA GUERRE DES PRIX DES CARBURANTS

Le gouvernement va suspendre les autorisations d'importation de produits pétroliers de certaines grandes surfaces

La guerre des rabais sur l'essence, le feuilleton de l'été, se poursuit, les manifestations de colère de pompistes détaillants répondant à l'extension de la pratique des rabais illégaux. Le gouvernement a donc décidé, une nouvelle fois, d'intervenir. Car c'est bien d'abord la capacité des pouvoirs publics à faire respecter un texte existant qui est en cause. Ou à le changer si celui-ci est mauvais.

M. Jean Auroux, secrétaire d'État chargé de l'énergie, après avoir affirmé pour la énième fois que *« la loi doit être respectée par tous les distributeurs de carburants* et qu'il allait *remettre de l'ordre dans ce secteur »*, a précisé mardi 23 août à Europe n° 1 qu'il allait prendre des dispositions *« dans les prochaines heures pour que cesse l'anarchie qui règne au niveau de la distribution »*.

En fait, les centres Leclerc, qui disposent par l'intermédiaire de la SEPIC (Société d'importation pétrolière Leclerc) d'une autorisation d'importation dite A3 (1) – délivrée pour trois ans, – et les supermarchés Carrefour et Auchan, qui leur ont emboîté le pas par l'octroi de rabais excessifs, vont voir cette licence suspendue pour six mois (les nouvelles A3 sont applicables depuis le 1er juillet 1983). En revanche, M. Michel Leclerc, frère d'Édouard, ne dispose pas d'A3. Il faut d'ailleurs souligner que cette suspension n'aura pas pour effet d'empêcher la distribution de carburants – ni même l'offre de rabais, – puisque ces grandes surfaces sont liées par contrat avec des raffineurs français ou étrangers (filiales françaises des majors).

Au-delà de la conformité de la loi française au traité de Rome – qui sera jugée par la Cour européenne – les rabais ainsi offerts permettent de poser un certain nombre de questions.

● Les marges laissées aux distributeurs (grossistes et détaillants) sont-elles trop élevées ? Le super est vendu hors taxes à la sortie des raffineries 182,16 F par hectolitre, pour être écoulé à la pompe, toujours hors taxes, 228 F par hectolitre. Sur les quelque 46 centimes par litre ainsi laissés pour la distribution, 13 centimes sont consacrés à la logistique (transport, stock, mise en place). Il reste donc 33 centimes pour le distributeur. Lorsque celui-ci est à la fois grossiste et détaillant – cas des supermarchés, – cela permet de faire des rabais de 20 centimes par litre tout en gagnant de l'argent, particulièrement lorsque les grandes surfaces sont prêtes à gagner peu d'argent et à en faire un prix d'appel. Or telle semble être la situation. C'est ce que M. Jean Auroux appelle *« la mystification de l'opinion publique »*, les rabais constituant une opération de publicité. Le dernier relevé exhaustif des prix – juste avant le 15 août – semble confirmer ce fait puisque 10 % des points de vente de Michel Leclerc étaient dans l'illégalité et moins encore pour Edouard Leclerc.

La situation semble cependant s'être aggravée ces derniers jours, et entre cinquante et cent points de vente (sur trente-neuf mille) offriraient des rabais supérieurs à ce qui est légalement admis (10 centimes par litre sur le super et 9 sur l'essence ordinaire).

● Certaines compagnies pétrolières profitent-elles de cette guerre ? Cela semble évident. Esso et Shell ont été les premières à se lancer en octobre dernier dans l'offre de rabais légaux. De 1977 à 1982, en effet, la part des supermachés dans la distribution pétrolière est passée de 11 % à 20 %. Sur un marché quasi stagnant, les grandes sociétés pétrolières ont donc décidé de contre-attaquer. Il ne serait donc pas étonnant que, derrière les sociétés qui offrent des rabais, l'on retrouve certaines grandes compagnies filiales d'internationales.

● La législation sur les rabais va-t-elle être modifiée ? Cela est vraisemblable mais seulement, a affirmé M. Auroux, après concertation. Les marges, nous l'avons vu, permettent de faire passer les rabais légaux à 15 ou 20 centimes par littre. Les associations de consommateurs, qui dans leur grande majorité soutiennent le mouvement des rabais illégaux, y sont favorables. Mais il ne fait pas de doute qu'il en résultera une concentration de la distribution. Il y a une quinzaine d'années, le nombre de pompes était le même en France, en Allemagne fédérale et en Grande-Bretagne (autour de 46 000). Il est tombé à 18 000 dans les deux autres pays européens et resté à 39 000 en France. Le mouvement est donc, semble-t-il inéluctable. Etant donné, les problèmes sociaux et locaux que cela posera, on comprend que le gouvernement veuille que ce mouvement ne soit pas précipité.

BRUNO DETHOMAS.

(1) En vertu de la loi de 1928, le gouvernement dispose du monopole d'importation du pétrole brut et des produits pétroliers. Il délègue ce monopole aux raffineurs pour dix ans (A10) et à certains distributeurs de produits pour trois ans (A3). Il exige en contrepartie certaines obligarions et prestations.

● **Exxon et Shell obtiennent deux licences d'exploitation pètrolière en Chine.** – Après Occidental Petroléum, qui a remporté un premier contrat semblable au début du mois, Exxon et Shell iront conjointement (en association 50/50) explorer deux périmètres nouveaux du bassin de la rivière des Perles dans la partie sud de la mer de Chine. Selon Exxon, qui en sera l'opérateur, il en coûtera au moins 100 millions de dollars sur trois ans aux deux compagnies.

430 centres Leclerc

Les centres Leclerc sont aujourd'hui au nombre de quatre cent trente, répartis sur tout le territoire national ; toutefois, ils sont sensiblement plus nombreux dans l'ouest du pays, région où ils ont été créés, le premier l'étant par M. Edouard Leclerc, à Landerneau (Finistère), il y a une trentaine d'années. Leur chiffre d'affaires total a été de 25 milliards de francs en 1982, en augmentation de 30 % par rapport à 1981. La progression cette année devrait être de l'ordre de 25 % (le chiffre d'affaires total du commerce en France est de l'ordre de 2 000 milliards de francs).

Les centres sont regroupés dans une coopérative d'achats (loi de 1901) qui leur permet d'acheter des articles ou des marchandises chez les producteurs aux mêmes conditions que les « grandes surfaces » intégrées. Le propriétaire de chaque magasin est responsable de sa propre gestion. En entrant dans la coopérative, il s'engage à respecter une charte juridique et morale (prix les plus bas ; engagement à donner sa caution aux autres centres ; politique sociale ouverte).

Les centres Leclerc ne sont pas représentés dans les organisations patronales.

ÉTRANGER

Aux États-Unis

La sécheresse pourrait compromettre le ralentissement de l'inflation

Les prix à la consommation ont augmenté de 0,4 % en juillet aux États-Unis. Pour les sept premiers mois de 1983, ces prix ont monté de 3,2 % sur une base annuelle. En un an, la hausse n'a été que de 2,4 %, soit le taux le plus faible enregistré depuis janvier 1966 (1,9 %).

Les prix des produits alimentaires ont de nouveau diminué, de 0,1 % (– 0,3 % en juin). Toutefois, ces prix pourraient subir les effets de la sécheresse qui sévit depuis plusieurs semaines dans une grande partie de la région céréalière du centre-ouest des États-Unis, laissant désormais prévoir une récolte désastreuse. Les conditions climatiques seraient même les pires depuis le « *Dust Bowl* » (la cuvette de poussière ou le semi-désert) de 1937.

La récolte de soja serait inférieure de 20 % à ce qu'elle était l'an passé. La Fédération du bureau agricole américain prédit une récolte de maïs la plus faible depuis dix ans. De même les récoltes de blé seront-elles au niveau de 1974.

Sans doute les stocks accumulés après les bonnes récoltes des années précédentes seront-ils largement suffisants pour faire face aux besoins américains et à la demande extérieure. Mais déjà cette sécheresse a des répercussions sur les prix intérieurs et sur la politique agricole du président Reagan. Les cours du soja par exemple se sont redressés pour atteindre 9,14 dollars le boisseau livrable en novembre contre 5,10 dollars il y a dix mois.

Aussi les craintes sont-elles vives que cette évolution n'entraîne une hausse des prix alimentaires de 5 à 8 % l'année prochaine, alors que ceux-ci n'ont que faiblement progressé en 1982. En outre elle porte atteinte au programme du « paiement en nature », mis en place par le président Reagan (*le Monde* du 17 août) (PIK). Avec la sécheresse et la hausse des prix, les subsides donnés aux exploitants seront plus élevés que prévu. *« Le PIK sera le moins rentable des programmes agricoles que nous ayons jamais eus »*, affirme aussi M. Howard Hjort, qui était le principal économiste du département américain de l'agriculture sous la présidence de M. Jimmy Carter. – *(Agefi, Reuter).*

ARGENTINE

● **La balance commerciale de l'Argentine** a enregistré au premier semestre de 1983 un excédent de 1,9 milliard de dollars. Ce résultat traduit la diminution des importations, revenues de 2,8 miliards de dollars au premier semestre 1982 à 2,1 milliards. Les exportations ont également reculé, mais dans une moindre proportion, passant de 4,5 milliards de dollars à 4 milliards. – *(A.F.P.)*

CANADA

● **Recul de l'inflation au Canada.** – La *hausse du coût de la vie* s'est établie en taux annuel à 5,5 % en juillet, contre 5,6 % en juin et 10,9 % en juillet 1982. Toutefois le rythme de l'inflation est encore supérieur au niveau enregistré en mai avec 5,4 %, le plus bas des dix dernières années. En juillet les prix à la consommation ont augmenté de 0,5 %, l'indice s'inscrivant à 117,9 (base 100 en 1981). – *(A.F.P.)*

NOUVEAU PRET INTERNATIONAL A LA YOUGOSLAVIE

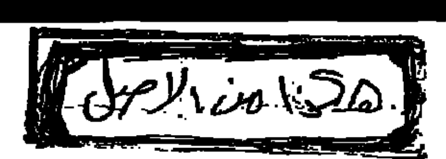
La Yougoslavie a remboursé cette année 1,9 milliard de dollars au titre de sa dette extérieure, ce qui devrait lui permettre d'obtenir de nouveaux crédits, a annoncé le 23 août M. Miodrag Veljkovic, gouverneur adjoint de la banque nationale. Ce remboursement couvre les intérêts de toutes les dettes extérieures et du principal de celles qui n'ont pas été l'objet d'un rééchelonnement, a-t-il précisé dans un entretien à l'agence nationale Tanjug. Le montant global de la dette extérieure yougoslave est estimé à plus de 20 milliards de dollars. Un nouveau prêt de 2 milliards de dollars à la Yougoslavie, accordé par plus de six cents banques commerciales occidentales, devrait être signé à New-York le 27 août, a-t-on indiqué récemment de source bancaire yougoslave. – *(Reuter.)*

ISRAËL

● **Le gouvernement israélien vient de décider de faire passer de 15 à 25 % le taux de T.V.A.** sur les produits considérés comme n'étant pas de première nécessité. Cette mesure concerne notamment les voitures, les magnétoscopes et les téléviseurs couleur.

Le cabinet a longuement siégé dimanche 21 août pour traiter des compressions budgétaires et des nouvelles taxes recommandées par la commission interministérielle à l'économie.

Les mesures adoptées par le gouvernement, dont certaines devraient être débattues au Parlement, devraient permettre à l'État de réaliser un peu moins de 600 millions de dollars d'économie alors que l'objectif à atteindre est de 800 millions de dollars. – *(A.F.P.)*



AFFAIRES

Le dollar à 8 francs fait des heureux

Le dollar grimpe, grimpe, et les exportateurs français s'en vont sur le continent américain enlever des marchés auxquels ils n'auraient pas osé penser il y a trois ans.

Certes, les économies occidentales souffrent – globalement – du désordre monétaire. Mais les exemples que nous avons rassemblés montrent que certains entrepreneurs profitent allègrement de la faiblesse de notre monnaie : producteurs de vins de Bordeaux, éleveurs de chevaux et grands couturiers n'ont aucun mal à séduire la clientèle américaine.

ELEVEURS

Des poulains à prix d'or

Huit milliards de centimes : c'est le prix atteint par un poulain de pur-sang yearling (c'est-à-dire, âgé seulement d'un an et qui, dans la meilleure hypothèse, ne courra qu'en 1984), lors d'une vente aux enchères, dans le Kentucky, il y a trois semaines. L'adjudicataire était un des fils de l'émir de Dubaï. Il était en compétition avec un «syndicat» réunissant notamment l'Américain Robert Sangster (organisateur de paris sur le football en Angleterre), et l'armateur grec, Stavros Niarchos, beau-frère de feu Aristote Onassis, Il s'agissait, bien entendu, d'un record du monde, double du précédent.

Quand le dollar à 8 F élève le prix des chevaux à de tels niveaux, les éleveurs de pur-sang ont, semble-t-il, des raisons de se frotter les mains. Pourtant, ils n'expriment qu'une satisfaction mitigée.

Deux cents éleveurs professionnels environ exercent en France. Une quinzaine seulement prolongent leur activité aux Etats-Unis, soit qu'ils aient pris des participations dans les haras américains, soit qu'ils y vendent, par l'intermédiaire de courtiers, des poulains élevés en France.

Ces éleveurs ont évidemment réalisé, depuis un an, de merveilleuses affaires. Mais, s'ils veulent réinvestir, c'est aussi à 8 F le dollar ; car, pour espérer vendre des poulains aux Etats-Unis, il faut que ceux-ci se réfèrent d'étalons et (dans une moindre mesure) de poulinières américains.

Il fut un temps (*grosso modo*, de 1960 à 1975), où les éleveurs américains – encouragés par une législation avantageuse qui leur permet de déduire leurs déficits hippiques de leurs revenus généraux - achetaient, dans tous les pays, tous les sujets d'une qualité exceptionnelle quel que fût leur pedigree.

Les Etats-Unis acquièrent ainsi la totalité du «gotha» de la race. Quand ils l'eurent sous leur contrôle, ils cessèrent leurs achats extérieurs et ne s'intéressèrent plus qu'à leur propre production.

On est toujours dans cette phase. Un éleveur français, bien représenté commercialement aux Etats-Unis, peut espérer y vendre un poulain à 1 voire 2 millions de dollars. Mais il devra auparavant prendre le risque de payer une saillie, d'où sera issu le poulain (si tout va bien, car il y a toujours un risque de non-fécondation) : 400 000 dollars pour *Northern Dancer*, 250 000 dollars pour *Nijinsky*, 175 000 dollars pour *Storm Bird* ou *The Minstrel*, etc.

L'investissement et le risque sont les mêmes au niveau de la mère. On ne peut «fabriquer» un poulain à 2 millions de dollars qu'à partir d'une mère qui, elle-même, en vaut au moins 1. Et, bien entendu, le dollar vaut tout autant 8 F quand on achète la mère et la saillie que lorsqu'on vend le poulain. Pardon ! Ici intervient une spéculation supplémentaire : compte tenu du temps de gestation (onze mois), c'est quelque deux ans et demi plus tard qu'on vend le poulain. Pendant ce délai, le dollar peut aussi bien augmenter que régresser...

« En fait, la partie de poker se joue à un nouveau niveau : la mise a centuplé depuis vingt ans, dit un grand éleveur, *mais les perspectives de bénéfices, elles, n'ont pas centuplé ; disons qu'elles ont décuplé. »*

La mise est telle qu'en réalité elle n'est presque plus jamais risquée par un éleveur isolé. Ce sont des « syndicats » qui opèrent sur le marché des pur-sang de haut niveau. Vis sans fin : quand un de ces « syndicats », celui de Robert Sangster et Stavros Niarchos « pèse » des centaines de millions de dollars, les cours ne peuvent qu'avoir tendance à s'envoler davantage. Jusqu'à présent, les émirs, très individualistes, souvent rivaux, même entre frères, n'ont pas créé de tels « syndicats ». S'ils s'engageaient dans cette voie que deviendrait le marché ?

Cependant le dollar à 8 F contient pour l'éleveur moyen – disons pour les P.M.E. du pur-sang – au moins deux aspects « dynamisants » :

1) L'envolée des prix des sujets de haut niveau soutient celui des ressortissants de la catégorie suivante. A 12 cents le franc, les propriétaires américains ne risquent pas grand-chose à acheter en France des yearlings qui, certes, ne se prévalent pas directement de *Northern Dancer* ou autres *Nijinsky* mais qui sont, au moins, des petits cousins.

Les ventes annuelles de Deauville ont débuté le 21 août. Leur record passé de 3 700 000 F pour un poulain a été pulvérisé : *Actress*, pouliche née du super-crack *Arcic Tern*, a été adjugée dimanche dernier à M. Stavros Niarchos pour la somme de 4 600 000 F...

On peut déjà gager qu'un certain élan sera donné aux sujets de la catégorie encore au-dessous, ceux destinés à la clientèle européenne, *a priori* maussade dans le contexte économique actuel. (Ne parlons pas de la clientèle française qui, elle, est évanescente.)

2. – Un marché de haut niveau reste ouvert pour des pouliches aux pédigree européen ayant fait leurs preuves en course. Pour plusieurs raisons, techniques et biologiques, l'exigence d'un pédigree américain s'applique surtout aux mâles. Une pouliche même 100 % française, ayant gagné une course de « groupe », vaut de 200 000 à 500 000 dollars sur le marché américain. La spéculation sur les pouliches est probablement, actuellement, la plus raisonnable et la plus tentante. *Mais elle aboutit*, globalement, à un appauvrissement. Les bonnes pouliches soLnt le vrai creuset de la qualité équine. Chaque bonne gagnante qui traverse l'Atlantique représente, pour l'élevage national, un atout majeur définitivement perdu.

On retrouve là, sans doute, un aspect général de l'envolée du dollar : elle est une bénédiction pour quelques-uns ; elle appauvrit la communauté.

LOUIS DÉNIEL.

COUTURIERS

Toutes griffes dehors

La couture parisienne s'apprête à vivre une année historique. La seule haute couture a réalisé, en 1982, un chiffre d'affaires de 1,5 milliard de francs, dont 60 % à l'exportation, chiffre d'affaires en augmentation de 40 % au premier semestre de cette année.

Ce beau résultat est encore plus intéressant pour notre balance du commerce extérieur si l'on sait que le secteur haute couture n'est que la locomotive d'un train beaucoup plus important formé de nombreuses activités comme le textile, le prêt-à-porter, la fourrure, la lingerie et divers accessoires comme la joaillerie, la maroquinerie, les foulards et encore la parfumerie.

Le chiffre d'affaires réalisé ainsi par les vingt grands couturiers français sous leurs marques dans le monde entier, en tenant compte des filiales et des licenciés, s'est élevé en 1982 à 9,3 milliards de francs. Cette somme se décompose de la façon suivante : le prêt-à-porter féminin représente 35 % du chiffre d'affaires, le prêt-à-porter masculin 20 % et les accessoires 45 %.

L'augmentation de 40 % du chiffre d'affaires de la haute couture est due principalement à la ruée, sur les modèles français, des clientes américaines, au premier rang des acheteuses étrangères. La hausse du dollar par rapport au franc ainsi que la reprise enregistrée aux États-Unis ont plus que doublé le pouvoir d'achat des femmes riches d'Outre-Atlantique. Alors qu'on avait pu craindre que les balbutiements d'une couture américaine et les premiers pas de parfumeurs locaux menacent les intérêts français à l'exportation, jamais l'attrait n'a été là-bas aussi fort pour les productions parisiennes. New-York s'apprête d'ailleurs à vivre, aux premiers jours de septembre, une semaine commerciale française abritée par le très grand magasin Bloomingdale's. Chacun a fourbi ses armes, qui devraient permettre ce qu'on annonce comme de fabuleuses affaires.

Le prêt-à-porter et les accessoires enregistrent une hausse des ventes qui varie entre 15 % et 20 % au premier semestre. Portant sur des masses plus importantes que la haute-couture à proprement parler, ces hausses font la joie et la fortune des créateurs parisiens. Ces chiffres croissent d'autant plus rapidement que la capitale aura accueilli cet été deux fois plus de touristes américains que l'an passé. Si tous ne repartent pas avec un ensemble de très grande qualité, au moins ne peuvent-ils faire l'économie d'un foulard, d'une chemise ou d'un parfum. Tout comme les autres touristes, moins nombreux mais aux monnaies fortes, que sont les Scandinaves, les Britanniques et les Allemands.

Ainsi 1983 s'annonce-t-elle comme celle des records pour la vente et l'exportation des produits de luxe français, dont la couture. La liste est longue qui comprendrait aussi les grands hôtels, les grands restaurants et toutes les productions industrielles des chefs de renom, les organisateurs de « tours » nocturnes de Paris, etc.

O. S.

LA GUERRE DES CHARTERS (suite)

Le ministère des transports répond sur un ton vif par un communiqué publié, le mardi 23 août, à M. Jacques Maillot, responsable de l'agence de voyages « Nouvelles Frontières », qu'il accuse d'avoir *« commercialisé plus de voyages vers les Antilles, qu'il en avait à sa disposition, en fonction des accords passés avec son transporteur »* (*le Monde* du 23 août).

A propos de la concurrence entre la compagnie nationalisée Air France et les sociétés de charters, le ministère des transports déclare : *« Ce n'est pas au moment où les compagnies aériennes mondiales abandonnent une politique de déréglementation et de désorganisation du transport aérien – impulsée en 1976 à partir des États-Unis – qui leur a valu des dizaines de milliards de déficit, que la France va la remettre à l'ordre du jour. »*

VITICULTEURS

Le bordeaux 82 à 300 F la bouteille

De 180 à plus de 300 F la bouteille millésime 82 : les prix des premiers grands crus du Bordelais s'envolent comme le dollar. Les importateurs américains raflent tout et font souffler ce vent de folie. Le dollar à 8 F leur permet de surpayer les crus les plus prestigieux qui ignorent ainsi superbement la crise alors que le prix moyen du bordeaux stagne depuis quatre ans.

Latour, lafite, margaux, cheval-blanc et autres nectars appliquent des hausses de 30 à 80 % cette année. Et tout se vend, alors que la dernière récolte – certes d'excellente qualité – est suffisamment abondante et que la prochaine vendange s'annonce belle.

Pour M. Hernandez, l'un des principaux négociants en vins fins de bordeaux, les limites du raisonnable sont franchies :*« Face à la demande américaine, la propriété exige des prix insolents. Les grands demandent n'importe quoi alors que les petits châteaux vendent avec difficulté. Le marché européen ne peut pas suivre à ce niveau-là, et l'on peut craindre des conséquences fâcheuses... »*

Le négoce, de façon générale, craint que la spéculation ne désorganise durablement le marché. On se souvient sur les rives de la Garonne de la crise de 1973. Du côté des châteaux, on ne se plaint pas de l'aubaine. *« Un grand vin est toujours une valeur sûre,* argumente Jean-Paul Gardère, de Château-Latour. *En période de crise le luxe se vend bien, tout le monde le sait. Pourquoi se plaindre ? Nous faisons entrer des devises et le fisc se sert généreusement au passage. C'est intéressant pour M. Delors. »*

Les seconds crus sont déjà moins bien lotis. Ils trouvent preneur au tiers du prix des premiers sans que la différence de qualité puisse justifier cet écart. *« Nous prenons en Europe les marchés délaissés par les premiers crus,* explique Bruno Prats, de Château-Cos d'Estournel. *Quant aux Américains, ils sont déçus par la qualité et les prix des vins californiens. Notre force c'est de continuer à produire ce qu'il y a de mieux. »*

Mais les grands crus ne servent pas de locomotives aux petits vins. A moins de 4 000 F le tonneau de 900 litres, le bordeaux générique n'est pas cher. La viticulture girondine ne vit pas une période faste.

Les producteurs de base peuvent, il est vrai, se consoler en écoutant Jean-Paul Gardère :*« Il est plus méritoire de produire un bon vin à 7 F la bouteille qu'à 200 F. »* Certes, mais c'est aussi beaucoup moins rentable.

PATRICK CHARRIER.

DÉTENUE A 30 % PAR LE BARON EDMOND DE ROTHSCHILD

La Bank of California va passer sous le contrôle de la banque japonaise Mitsubishi

La banque japonaise Mitsubishi Ltd a annoncé à Tokyo qu'elle allait acquérir la société holding Bancal Tri-State Corp qui contrôle la Bank of California, dont le baron Edmond de Rothschild est le premier actionnaire avec une participation, à titre privé, d'un peu plus de 30 %, le reste du capital étant très morcelé.

Si elle est approuvée par les actionnaires des divers établissements concernés, cette opération qui porte sur une somme voisine de 270 millions de dollars (environ 2,1 milliards de francs) constituera la plus importante acquisition d'une banque américaine par des intérêts nippons.

La Bank of California, qui n'a pas de lien juridique direct avec la Compagnie financière de M. Edmond de Rothschild (les différentes entités du groupe, telles la banque privée de Genève ou l'Israël Général Bank, fonctionnent comme des *« sociétés-sœurs »*), est considérée comme la septième banque de cet Etat où elle a vu le jour en 1860, et la soixante-huitième banque américaine. Egalement présente dans l'Oregon et dans l'Etat de Washington, cette banque de San Francisco dispose d'une cinquantaine d'agences; et le total de son bilan atteint 3,8 milliards de dollars. La Bank of California possède également des filiales à New-York et à Londres, outre un important réseau dans le Pacifique.

MARCHÉS FIN

LA VIE DES SOCIÉTÉS

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

23 août

Bien orienté

Depuis quarante-huit heures, les rangs des professionnels se sont étoffés avec le retour d'une première fournée d'« aoûtiens » sur ce marché « à la criée » qui porte si bien son nom.

Autour des groupes de cotation, on a surtout à cœur de clore en beauté ce mois d'août sur une dernière séance orientée à la hausse en cette fin de terme boursier.

A quelques minutes du son de cloche final, l'indicateur instantané avait encore progressé de 0,8 % mardi, jour de la liquidation mensuelle, et, selon un scénario bien écrit, les seconds cours ont encore « poussé » les premiers.

Au total, en un mois, les actions françaises ont progressé de plus de 10 %. Ce très beau score pour un mois d'été porte à sept le nombre de liquidations gagnantes depuis le début de cette année (seul le mois de juin ayant été négatif), un résultat tout à fait exceptionnel.

Mardi, les ordres d'achat des investisseurs se sont surtout portés sur la distribution, seul secteur ou presque à n'avoir pas encore atteint ses plus hauts niveaux de l'année. Initialement réservée à la hausse, Galeries Lafayette s'est finalement adjugé 4 %, tandis que Viniprix, C.F.A.O., Printemps, Euromarché et Guyenne-Gascogne progressaient de 3 % à 5 %.

En recul de 2 %, D.M.C. est précédé par C.F.D.E., Comptoir Entrepreneurs, Kali et Fraissinet avec des replis de 3 % à 4 %.

Les mines sont en hausse à Paris, suivant le métal fin, passé de 421,25 à 425,75 dollars entre lundi et mardi. Recul de 550 F du lingot, à 107.350 F mais hausse de 9 F du napoléon, à 700 F.

Le dollar-titre a peu varié (10,95 F) mais sa prime est passée à 39 %.

NEW-YORK

Rechute

Décidément grand amateur du jeu de « yo-yo », Wall Street, vingt-quatre heures après être remonté au-dessus de la barre des 1 200, est repassé tout aussi vite en dessous mardi.

Les hésitations enregistrées la veille durant la seconde moitié de la séance se sont transformées en réelles appréhensions sur l'évolution à venir des taux d'intérêt, et des ventes bénéficiaires se sont produites. A la clôture, l'indice des industrielles s'établissait à 1 192,88 après avoir perdu 10,26 points.

Le bilan de la journée illustre ce retournement de tendance. Sur 1 954 valeurs traitées, 1 061 ont baissé, 511 seulement ont monté et 382 n'ont pas varié.

Ce sont essentiellement les informations sur la perspective d'un accroissement du déficit budgétaire (21,41 milliards de dollars en juillet, ce qui porte ledit déficit à plus de 179 millions de dollars pour les dix premiers mois de l'année fiscale) qui ont ravivé les craintes au sujet d'un possible enchérissement du loyer de l'argent.

Le marché des obligations a été le premier à encaisser le coup. Celui des actions l'a suivi dans la chute presque immédiatement. Seul élément assez rassurant pour l'instant : le repli assez rapide des cours s'est fait avec peu d'affaires. Au total, 66,80 millions de titres ont changé de mains contre 76,42 millions précédemment.

VALEURS	Cours du 22 août	Cours du 23 août
Alcoa	44 5/8	43 5/8
A.T.T.	65	66 3/8
Boeing	37 5/8	37 1/8
Chase Manhattan Bank	47 5/8	47 3/8
Du Pont de Nemours	50 3/4	51
Eastman Kodak	67 5/8	67 3/8
Exxon	38 7/8	38 3/8
Ford	55 1/2	54 5/8
General Electric	47 5/8	47 5/8
General Foods	44 3/4	44
General Motors	67 1/4	67
Goodyear	29 1/4	28 3/4
I.B.M.	121 1/4	119 1/2
I.T.T.	42 1/8	41 3/4
Mobil Oil	33 5/8	32 5/8
Pfizer	37 1/8	36 1/4
Schlumberger	61 3/8	60
Texaco	38 7/8	38 5/8
U.A.L. Inc.	29 1/4	28 5/8
Union Carbide	67	67
U.S. Steel	28	27 7/8
Westinghouse	43 1/2	41 7/8
Xerox Corp.	46	45 5/8

LA VIE DES SOCIÉTÉS

DE BEERS. – Le groupe annonce, pour le premier semestre, un bénéfice après impôt accru de 46 % à 146,5 millions de rands. Ce montant ne tient pas compte des éléments exceptionnels ni de la part de groupe sur les profits non distribués des firmes associées, dont le montant atteint 93,3 millions de rands contre 152,3 millions. En incluant cette part, le résultat de la De Beers atteint 239,8 millions de rands (– 5,2 %). Ce recul a déçu la Bourse de Londres, d'autant qu'il faut encore en déduire une perte extraordinaire de 16,1 millions de rands et que la De Beers a décidé de maintenir son dividende intérimaire à 12,5 cents.

Il reste que la situation du groupe, dans sa sphère d'activité, s'améliore et que, grâce à l'accroissement des ventes de petites pierres, les bénéfices tirés de l'activité diamants ont augmenté, pour atteindre 158,9 millions de rands (+ 46,4 %).

RHONE-POULENC. – Le chiffre d'affaires du numéro deux de la chimie française, pour le premier semestre, s'élève à 20 628 millions de francs, soit, à structure comparable (hors engrais et y compris six nouvelles sociétés commerciales multidivisionnelles), une progression de 8,06 % par rapport à la période correspondante de 1982.

Les différents secteurs ont connu des évolutions contrastées. Les activités chimie (+ 14,4 %) et santé (+ 15,9 %) progressent favorablement. En revanche, les ventes agrochimiques aux Etats-Unis et les ventes au Brésil « *demeurent déprimées et contribuent au ralentissement de l'ensemble du groupe* », précise le communiqué du groupe.

Pendant cette période, les sociétés françaises de Rhône-Poulenc ont réalisé un chiffre d'affaires de 12 763 millions de francs, en augmentation de 12,27 %.

BANQUE DE L'UNION MEUNIÈRE DE LA RÉGION PARISIENNE. – La Banque de l'Union meunière de la région parisienne va modifier sa raison sociale au cours de son assemblée générale du 19 septembre. Celle-ci deviendra Financière de banque et de l'Union meunière.

INDICES QUOTIDIENS
(INSEE, base 100 : 31 déc. 1982)

	22 août	23 août
Valeurs françaises	138,8	140,3
Valeurs étrangères	160,3	160,4

Cie DES AGENTS DE CHANGE
(Base 100 : 31 déc. 1982)

	22 août	23 août
Indice général	136	137,3

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 243 août .... 12 1/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	23 août	24 août
1 dollar (en yens)	242	243,60

BOURSE DE PARIS Comptant 23 AOUT

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
3 %	27 15	2 888	Delmas-Vieljeux	560	545	Files Wonder	83	82 80	De Beers (port.)	111 50	107 60	Shell fr. (port.)	100 20	....
5 %	40 30	2 795	Dév. Rég. P.d.C (Li)	112 30	112	Piper-Heidsieck	278 60	279	Dow Chemical	352	365	S.K.F. Aktiebolag	234	225 50
3 % amort. 45-54	71 20	0 189	Didot-Bottin	277	277	P.L.M.	118	122	Dresdner Bank	730	730	Sperry Rand	475	477
4 1/4 % 1963	105 50	4 256	Dist. Indochine	300	295 10	Porcher	170 20	170 20	Entrep. Bell Canada	236	240	Steel Cy of Can.	230	....
Emp. 7 % 1973	10030	..	Drag. Trav. Pub.	192	195	Profils Tubes Est	6 35	6 30	Femmes d'Auj.	76 20	....	Stillontein	200	201 50
Emp. 8,80 % 77	114 30	2 236	Duc-Lamothe	224 50	....	Prouvost ex-Lain.R.	36 60	36 60	Finextremer	280	....	Sud. Allumettes	272	....
9,80 % 78/93	88 75	1 151	Dunlop	4 45	5 10 d	Providence S.A.	324 80	325	Finsider	0 37	....	Tenneco	430	....
8,80 % 78/86	90 40	6 148	Eaux Bass. Vichy	961	957	Publicis	848	830	Foseco	21 50	....	Thorn EMI	86	....
10,80 % 79/94	91 50	10 475	Eaux Vittel	698	680	Raff. Souf. R.	168	161 70	[illegible]	[illegible]	[illegible]	Thyssen c. 1 000	275	....
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	Gén. Belgique	375	390	Toray indust. inc	20 20	20

SECOND MARCHÉ

[illegible]

Hors-cote

[illegible]

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]	[illegible]	[illegible]
...eyvoor	180	180
...owater	38	37 80
British Petroleum	72 50	71 10
... Lambert	468	468
...land Holdings	130	124
Canadian-Pacific	405	400
Cockerill-Ougre	20	....
Comineo	474	482
Commerzbank	685	725
Courtaulds	15	....
Dart. and Kraft	715	718

SICAV 23/8

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Horizon	586 69	560 09	Unifoncier	628 86	600 34 ◆
I.M.S.I.	343 50	327 92	Unigestion	615 78	587 86
Indo-Suez Valeurs	660 53	630 58	Uni-Japon	1067 45	1019 07 ◆
Ind. française	12152 31	12152 31 ◆	Unirente	1695 28	1639 54 ◆
Interobig.	10206 65	9743 82	Univer	12467 04	12467 04 ◆
Intersélect France	259 58	247 81	Valorem	403 74	385 43
Intervaleurs Indust.	379 54	362 33	Valorg	10539 69	10486 26
Invest. Obligataire	11924 64	11900 84	Valrail	116394 55	116279 27
Invest. St-Honoré	700 70	668 93	Worms Investiss.	701 10	669 31
Laffitte-cn-terme	113474 56	113474 56			
Laffitte-Expansion	640 37	611 33			

◆ : prix précédent.

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

Marché à terme

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
2125	4,5 % 1973	2150	2136	2147	2131
3076	C.N.E. 3 %	3029	3026	3023	3023
....	Accor	182	186	186	182 50
720	Agence Havas	765	712	712	700
410	Eurafrance	506	503	507	513
705	Euromarché	734	765	780	750
690	Europe n° 1	690	700	725	696
630	Facom	631	632	632	628
640	Hoechst Akt.	668	670	670	675
81	Imp. Chemical	94 50	90	93	90
157	Inco. Limited	178	179 50	178	176
1280	IBM	1338	1322	1302	1322
58	Ito-Yokado	59 90	60 90	59 80	60 90
470	ITT	459 90	460	460	458
	B. Ottomane	964	964	964	945
	BASF (Akt)	654	648	650	660
	Bayer	639	638	636	633
	Buffelsfont.	680	689	687	689
	Charter	45 30	45 50	45 50	45 05
	Chase Manh.	529	520	520	525
	Cie Pétr. Imp.	336	337	337	333
	De Beers	113 40	107 20	106 60	107
	Deutsche Bank	1310	1319	1319	1330
72	Matsushita	74 80	73 50	73 10	73 50
990	Merck	1070	1060	1032	1060
860	Minnesota M.	840	854	854	843
320	Mobil Corp.	375	369	365	365
20100	Nestlé	21000	20800	20800	21210
660	Norsk Hydro	849	841	836	857
1090	Petrofina	1240	1235	1238	1217
610	Philip Morris	683	673	673	669
735	Unit. Techn.	762	747	747	747
1330	Vaal Reefs	1448	1479	1479	1470
630	West Deep	667	679	679	673
565	West Hold.	614	621	618	620
485	Xerox Corp.	497	496	496	496
2 95	Zambia Corp.	3 06	3 02	3 02	2 98
[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

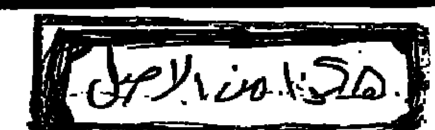
c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé.

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 23/8	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	7 944	7 878	7 650	8 050
Allemagne (100 DM)	300 830	300 890	290	310
Belgique (100 F)	15 008	14 998	142	153
Pays-Bas (100 fl.)	269 040	268 970	256	278
Danemark (100 krd)	83 530	83 510	80	88
Norvège (100 k)	107 400	106 960	105	112
Grande-Bretagne (£ 1)	12 111	12 080	11 700	12 500
Grèce (100 drachmes)	8 797	8 747	8 100	10 100
Italie (1 000 lires)	5 043	5 043	4 707	5 200
Suisse (100 fr.)	370 130	369 720	363	384
Suède (100 krs)	101 800	101 570	98	106
Autriche (100 sch)	42 770	42 760	41 800	43 800
Espagne (100 pes.)	5 310	5 307	5	5 600
Portugal (100 esc.)	6 510	6 485	5 750	7 200
Canada ($ can 1)	6 445	6 396	6 200	6 520
Japon (100 yens)	3 264	3 254	3 200	3 380

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 23/8
Or fin (kilo en barre)	107700	107600
Or fin (en lingot)	107900	107350
Pièce française (20 fr)	691	700
Pièce française (10 fr)	408	.....
Pièce suisse (20 fr)	689	692
Pièce latine (20 fr)	691	690
Souverain	836	831
Pièce de 20 dollars	4180	4160
Pièce de 10 dollars	2130	2130
Pièce de 5 dollars	1265	.....
Pièce de 50 pesos	4445	4450
Pièce de 10 florins	720	710



Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 24 août 1983 a été tiré à 451 637 exemplaires

La relance de la francophonie

• Création de trois organismes, dont un Haut Conseil international présidé par le chef de l'État.
• Suppression du Haut Comité de la langue française.

M. Mauroy devait, au cours du conseil des ministres de ce mercredi 24 août, faire une communication sur la francophonie. Cette relance de la politique linguistique interne et externe de la France, chère au chef de l'État, était programmée depuis le lendemain de l'entrée de M. Mitterrand à l'Élysée, en mai 1981, mais des « *problèmes plus urgents* » l'avaient, à diverses reprises, renvoyée à plus tard.

Le projet exposé ce mercredi par le premier ministre devrait essentiellement comporter la création de trois organismes, dont l'un « *à vocation internationale* », et la suppression du Haut Comité de la langue française, créé en 1966 par le général de Gaulle, mais qui ne devait jamais être doté de moyens d'action juridiques et matériels lui permettant de remplir pleinement sa mission.

Le Haut Conseil de la francophonie, présidé de droit par le chef de l'État français, aura un vice-président étranger, en l'occurrence, cette fois, M. Léopold Sédar Senghor, ancien président du Sénégal et élu, cette an*née, à l'Académie française. Cet or*gane, qui siégera à Paris, devrait comporter une dizaine de membres français et étrangers, représentant les grandes composantes de la francophonie (Afrique noire, Québec, Maghreb, Proche-Orient, etc.). Le Haut Conseil aurait pour mission de définir les grands « *principes* » de la francophonie, et, sur cette base culturelle commune, des axes d'action en France et dans le reste de l'aire francophone. Celle-ci comporte actuellement plus de cent millions de locuteurs réels et plus de trois cents millions de locuteurs potentiels.

Le secrétaire général au Haut *Conseil sera M. Stélio Farandjis, pro*fesseur d'histoire, qui animait jusqu'à présent le Haut Comité de la langue française, lequel est, en principe, appelé à disparaître.

Les deux autres organismes créés sont le Commissariat général de la langue française, à la tête duquel le gouvernement a l'intention de nommer l'écrivain gaulliste Philippe de Saint-Robert. Le commissariat serait chargé d'une mission au service de la langue française, comme le défunt Haut Comité de la langue française, mais avec des « *moyens accrus* ». D'autre part, et cela est nouveau par rapport à l'ancien système, il « *coordonnera, en France et à l'étranger* », l'action francophone de l'Etat français. Le commissariat devrait, en fait, être le véritable « bras » de la politique de Paris en faveur du français à l'intérieur et à l'extérieur de nos frontières.

Enfin, un Comité consultatif pour la francophonie est créé auprès du Premier ministre afin de le conseiller dans ses décision relatives à la francophonie. Rappelons que, depuis son installation à Matignon, en 1981, M. Mauroy a, auprès de lui, un chargé de mission compétent pour les questions audiovisuelles et francophones, M. Jérôme Clément (frère de Mme Catherine Clément, chargée de l'action artistique au Quai d'Orsay). *A l'Elysée, c'est l'écrivain Erik* Orsenna qui est responsable, depuis cette année, du dossier « francophonie », dont M. Régis Debray s'était auparavant occupé durant quelques mois.

Maintenant que la France s'est dotée de pas moins de trois organismes pour promouvoir l'idée francophone — s'il est vrai que, par ces temps de vaches maigres, des « moyens acrus » pourront être réellement dégagés en faveur d'une initiative qui pourrait ainsi dépasser le stade bureaucratique, — il faudra encore donner un contenu substantiel, *en liaison avec tous nos partenaires* étrangers utilisant le français, à ce projet francophone qui « *passionne* » — il l'a publiquement déclaré lui-même — François Mitterrand.

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

Le président de la République rend visite à l'écrivain Michel Tournier

Sans tambour ni trompette, le président de la République est allé déjeuner, le mardi 23 août, chez l'écrivain Michel Tournier, dans le presbytère de Choisel où celui-ci habite. Prétexte : un album de photographies que prépare, pour Flammarion, un jeune allemand, Konrad R. Muller, qui a déjà pris dans son objectif le chancelier Kreisky, M. Willy Brandt, le président Sadate. Pour le présenter, M. François Mitterrand a eu envie d'une préface de Michel Tournier. Nul n'ignore, en effet, la passion que l'auteur du *Roi des aulnes* porte à la photographie.

« *Vous serez dans votre presbytère au mois d'août ? — Je n'en bouge pas — Eh bien ! j'irai prendre le café chez vous.* » Cette conversation entre l'écrivain et le président se passe dans les derniers jours de juin. En août, l'Élysée appelle : le déjeuner aura lieu le 23 août.

*Seuls y assisteront le photo*graphe et une amie tunisienne de l'écrivain, décoratrice chez Hermès, qui tient le rôle de maîtresse de maison. Au menu : jambon cru avec melon et figues, chaud froid de poularde truffée, salade, fromage, corbeille de fruits avec framboises *et fraises des bois.*

Vers 15 heures, la voiture quitte le presbytère pour ramener le président à son hélicoptère. Cette visite n'a pas troublé la vie du village. Quelques vigiles en civil ont seulement fait les cents pas devant et derrière la maison. Seul averti, le garde champêtre, a eu fort affaire entre « *la cérémonie chez M'sieur Tournier* » et un enterrement.

JACQUELINE PIATIER.

Selon une estimation provisoire

LE TAUX DE SALAIRE HORAIRE OUVRIER AURAIT AUGMENTÉ DE 2,5 % AU DEUXIÈME TRIMESTRE

L'indice du taux de salaire horaire ouvrier du deuxième trimestre 1983 ne sera connu officiellement qu'aux environs du 10 septembre, mais, selon des indications provisoires du ministère des affaires sociales et de la solidarité, il aurait augmenté de 2,5 % contre 3,1 % pour le premier trimestre et 2,9 % au deuxième trimestre 1982. Même s'il concerne uniquement les salaires ouvriers, cet indice, s'il est confirmé, indiquerait une certaine décélération après le dérapage du premier trimestre, mais la progression demeure encore forte. Si on le compare aux résultats obtenus au deuxième trimestre des années précédentes (4,5 % en 1981, 4,2 % en 1980, 3,3 % en 1979 et 4,2 % en 1978), un indice de 2,5 % peut paraître encourageant, mais le rythme d'inflation était alors plus élevé.

Au ministère des affaires sociales, on ne fournit pas d'explications précises sur cet indice encore provisoire, d'autant que les résultats par branches professionnelles ne sont pas encore connus. Si l'on observe l'évolution du taux de salaire horaire ouvrier sur un an — 0,2 % au troisième trimestre 1982, en période de blocage des salaires, 4,2 % au quatrième, 3,1 % au premier trimestre 1983 et peut-être 2,5 % au deuxième, — la plus grande prudence s'impose, une telle hausse sur un an révélant une augmentation plus forte que les prix.

Si la tendance actuelle se poursuit pour l'année 1983, les salaires horaires ouvriers risquent d'augmenter de plus de 10 %. Une décélération plus nette sera-t-elle enregistrée aux troisième et quatrième trimestres ? Une diminution de l'inflation pourrait jouer dans ce sens, mais fort peu de branches professionnelles ont conclu des accords portant sur la totalité de 1983.

Redressement du dollar

Déjà en hausse mardi soir à New-York à la suite de certaines rumeurs — non confirmées — faisant état d'une progression des troupes libyennes au Tchad, le dollar a poursuivi sa remontée, mercredi 24 août, sur les principales places européennes. A Paris, il est remonté aux alentours de 7,95 à 7,96 F en fin de matinée (contre 7,8760 la veille en séance officielle). A Francfort, le billet vert se négociait à 2,6420 DM contre 2,6258 DM mardi, et à Zurich, le dollar est passé à 2,1480 F suisses contre 2,1355 F suisses la veille.

Selon les professionnels, la hausse *des prix de détail en juillet aux États-*Unis (0,4 % en termes désaisonnalisés contre 0,2 % seulement en juin), et le gonflement, le même mois, du déficit budgétaire qui a atteint 21,4 milliards de dollars contre 19,8 milliards l'année dernière à la même époque, ce qui porte son montant, pour les dix premiers mois, à 179,8 milliards de dollars contre 94,2 milliards en 1982, sont à l'origine de ce redressement.

En Pologne

La tension reste vive à Gdansk où les autorités nient tout mouvement de grève

Varsovie (*A.F.P. - U.P.I.*). — Trois ans après les grandes grèves d'août 1980, toute la Pologne avait de nouveau les yeux braqués sur les chantiers navals Lénine de Gdansk. La commission clandestine de Solidarité des chantiers a confirmé, dans une déclaration datée du 23 août, le mot d'ordre des grèves perlées. Elle demande aux travailleurs du littoral de les observer jusqu'au 15 septembre (date limite de l'état de « haute surveillance » décrété dans la région), et dans le reste du pays jusqu'au 31 août seulement. La commission laisse à chaque travailleur le libre choix des méthodes à appliquer à cet effet, « *afin de ne pas encourir de trop grands risques* ».

L'ampleur exacte de ce mouvement est difficile à apprécier. Du côté du pouvoir, on affirme qu'il n'y a pas de grèves perlées et que tout se passe comme à l'ordinaire ; du côté de Solidarité, on affirme qu'il y en a, sans donner de précisions. Les ouvriers interrogés à la sortie des chantiers sont évasifs ; l'un d'eux est allé jusqu'à dire : « *Comment voulez-vous qu'on travaille plus lentement qu'à présent : par manque de peinture, nous ne pouvons accomplir pour l'instant que 15 % des tâches. Les matières premières manquent partout.* »

Reddition d'un dirigeant clandestin

Mardi soir 23 août, les autorités ont marqué un point avec la reddition de l'un des six dirigeants de la direction clandestine de Solidarité. M. Wladyslaw Hardek, qui, du temps de l'existence légale de Solidarité, présidait la section des aciéries Lénine et appartenait à la commission régionale de Cracovie, s'est rendu aux autorités le lundi 22 août. Il est apparu mardi en personne au journal du soir de la télévision polonaise. Pour justifier sa demande d'amnistie, il a déclaré que « *le fait de mener des activités clandestines augmente les pertes morales, sociales et économiques* ». Les actions de protestation « *sèment la discorde (...), divisent inutilement la population, entraînent de graves pertes matérielles et mettent en danger les gens qui manquent d'expérience, les jeunes surtout* ». C'est pour cette raison qu'il estime qu'« *il n'est pas bon de poursuivre une action clandestine, car la population et le pays ont besoin d'une normalisation et de calme* ».

M. Walesa, interrogé sur cette reddition, a déclaré : « *Je pense qu'il a été pris et obligé à faire cette déclaration. Qu'il se soit rendu ou qu'il ait été arrêté, en tout cas, cela s'est produit au mauvais moment.* »

Malgré ce succès, les autorités restent inquiètes. Le porte-parole du gouvernement est arrivé mardi à Gdansk pour y préparer la visite du vice-premier ministre Rakowski qui aurait lieu dès ce mercredi ou jeudi et non pas seulement vendredi. Mais, dès lundi, M. Stanislaw Bejger, premier secrétaire du parti pour la région de Gdansk, s'était rendu aux chantiers navals Lénine. Selon le quotidien *Glos Wybrzeza* (la Voix du littoral), M. Bejger a promis des réformes qui « *augmenteront les salaires des ouvriers et leur donneront davantage de satisfactions dans leur travail* ».

Une manifestation à Paris

A l'appel du comité « Solidarité avec Solidarnosc », une centaine de personnes se sont réunies, mardi 23 août, devant l'ambassade de Pologne à Paris, afin de manifester leur soutien aux actions des ouvriers polonais. Mme Danusza Nowakowska, membre du comité, a notamment déclaré : « *Le peuple polonais sait que, de l'étranger, nous le soutenons activement. Les Français doivent faire pression sur leur gouvernement afin qu'il boycotte les produits soviétiques. Nous devons aider nos camarades emprisonnés à recouvrer la liberté.* » Mme Nowakowska a annoncé pour la soirée du 31 août, date anniversaire de la signature des accords de Gdansk, un rassemblement sur l'esplanade des Invalides. Les membres du comité Solidarnosc y animeront un débat, après la projection en plein air *du film Nuvriers 80*.

● *Une ressortissante française* a été expulsée de Pologne pour avoir « *tenté de faire passer en U.R.S.S. des matériaux et instructions* », pour des « *nationalistes ukrainiens* », a annoncé mardi 23 août l'agence officielle PAP, sans préciser la date exacte de l'expulsion. Mme I. Z. (seules les initiales du nom sont données) avait été arrêtée le 19 août dernier à Bytom, près de Katowice. L'agence ajoute que c'est « *à la demande des nationalistes ukrainiens, qui restent au service de la C.I.A. et d'autres centrales de renseignements occidentales, que Mme I. Z. a tenté de transmettre en U.R.S.S. ces matériaux.* » — (*A.F.P.*)

CRISE OUVERTE AU CAMEROUN

L'ancien président Ahidjo accuse son successeur d'avoir « instauré un régime policier, de terreur, de mensonge »

La crise est désormais ouverte au Cameroun entre le président Biya et l'ancien président Ahidjo. Dans une déclaration à Radio-France Internationale, ce dernier, sortant de sa réserve, a très sévèrement critiqué son successeur, l'accusant notamment d'avoir « *la phobie des complots* ».

M. Ahidjo a, dans cette déclaration faite en France où il réside à titre privé, également accusé le président Biya d'avoir « *instauré au Cameroun un régime policier, de terreur, de menace, de mensonge, d'intoxication* ». Il a cité comme exemples : « *Des tables d'écoute des téléphones des responsables, arrestations et interrogations arbitraires.* » « *Les ministres limogés se voient retirer leur passeport et interdire la sortie du Cameroun* », a ajouté M. Ahidjo.

Faisant référence au complot « *contre la sécurité de la République* », dénoncé lundi par le président Biya (*le Monde* du 24 août), M. Ahidjo a poursuivi : « *Hier on a prétendu que des individus voulaient attenter à la sécurité de l'Etat. Ces individus seraient arrêtés, interrogés, passés aux aveux complets et seraient jugés. En réalité, il s'agit simplement de mon intendant Ibrahim Oumarou et de mon aide de camp, Salatou.* »

« *On a fabriqué de toute pièce un dossier mensonger qu'il n'était pas difficile d'extorquer, par torture au besoin. Je n'en suis pas dupe, et personne, de bonne foi, au Cameroun, ne le sera* », a ajouté M. Ahidjo. « *Tout cela a pour but de couvrir des opérations irréfléchies qui risquent de remettre en cause l'unité que j'ai patiemment et opiniâtrement instaurée au Cameroun pendant vingt-cinq ans* », a poursuivi M. Ahidjo.

Pour l'ancien président du Cameroun, il s'agit pour le gouvernement de M. Biya de « *faire diversion au lieu de s'occuper de la situation sociale, politique et économique saine que j'ai laissée au Cameroun et qui se dégrade à vue d'œil* ».

« *Evidemment, je n'ai pas à cautionner, et je ne cautionne pas ces opérations inconscientes, et je décline toute responsabilité sur ce qui pourra arriver demain au Cameroun* », a encore dit M. Ahidjo, qui s'est adressé ensuite directement aux militants de l'Union nationale camerounaise (U.N.C.), dont il reste le président en dépit des pressions dont il affirme avoir été l'objet de la part du président Biya pour démissionner.

« *Comme je l'ai toujours dit, la vérité finira par triompher. Que Dieu continue d'aider le Cameroun.* »

A l'Elysée

Mme WAYSBORD SERA CHARGÉE DES GRANDS PROJETS D'URBANISME

Mme Hélène Waysbord, professeur de lettres, est nommée chargée de mission au secrétariat général de la présidence de la République, annonce le *Journal officiel* du mardi 23 août.

Agée de quarante-six ans, Mme Waysbord est agrégée de lettres classiques. Elle enseignait au lycée Jules-Ferry à Paris. Elle sera responsable, à l'Élysée, des grands projets d'urbanisme décidés par M. François Mitterrand, à Paris : Musée d'Orsay, Musée des sciences et des techniques de La Villette, transfert du ministère des finances à Bercy, Grand Louvre, Opéra de la Bastille, construction de l'arc de triomphe de la Tête Défense...

Au Mozambique

DEUX COOPÉRANTS SOVIÉTIQUES AURAIENT ÉTÉ ASSASSINÉS PAR LA RÉSISTANCE NATIONALE

Deux ressortissants soviétiques ont été assassinés et vingt-quatre autres enlevés le dimanche 21 août dans la province de Zambezia, au nord du Mozambique, par la R.N.M. (Résistance nationale du Mozambique) opposition armée au régime de Maputo a annoncé mardi a Lisbonne l'agence portugaise Anop.

Citant des sources soviétiques a Maputo, l'agence précise que les ressortissants soviétiques travaillaient dans les mines de pierres précieuses de Moirua, dans le cadres des accords de coopérations entre l'U.R.S.S. et le Mozambique. Cette information n'a toutefois reçu aucune confirmation à Moscou. — (*A.F.P.*).